

LE DÉLIT D'EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE

THESE POUR LE DOCTORAT DE DROIT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 14 DÉCEMBRE 1937, A 13.30 HEURES

par

M. A. GARNIER

JURY	{	Président : M. HUGUENEY
		Suffrageants: { M. DE MOGUE M. AMIAUD

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & Cie
158-160, Rue St-Jacques

1938

Le Délit d'exercice illégal
de la
Médecine



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE DÉLIT D'EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE

THESE POUR LE DOCTORAT DE DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 14 DÉCEMBRE 1937, A 13.30 HEURES

par

M. A. GARNIER

JURY

Président : M. HUGUENEY
Suffrageants : { M. DE MOGUE
M. AMIAUD

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
158-160, rue St Jacques
1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT PROPOS.

«*Quelque excellens que soient les remèdes , écrivait Delamare dans son Traité de la Police, ils deviendroient sans doute pernicieux, si l'usage n'en étoit réglé avec beaucoup de sagesse, de prudence et de discernement; c'est pourquoi les anciens que nous avons suivi jusques ici, finissoient leur division des choses nécessaires à la santé, par le choix des médecins d'une capacité et d'une probité connue. Cette règle qui étoit inviolable chez eux, est si conforme à la droite raison, qu'elle est encore la même aujourd'hui, et que selon toutes les apparences, elle subsistera jusqu'à la fin des siècles*». (1)

On ne peut donner une meilleure justification de la nécessité de réglementer la profession médicale. Dans l'intérêt général, il importe d'avoir des médecins capables et honnêtes et de réserver à eux seuls le droit de guérir. Quant aux charlatans, aux ignorants, aux empiriques, de moralité souvent suspecte, il faut leur interdire de s'immiscer dans la médecine, les punir s'ils contreviennent à cette défense, c'est à dire les déclarer coupables du délit d'exercice illégal de la médecine.

Cette conclusion qui paraît simple, ne s'est pourtant pas imposée aussi rapidement que Delamare paraît le croire; elle est le résultat d'une lente évolution.

(1) Traité de la Police, 2e éd. (4 vol. fo, 1722), t. 1, liv. IV, tit. XI, p. 630.

Dans le livre premier de notre essai sur le délit d'exercice illégal de la médecine, nous avons esquissé un aperçu historique partant du droit romain pour aller jusqu'à la loi du 19 ventôse an XI.

La partie historique de cette étude nous permettra, nous le pensons, de mieux préciser certains points du droit moderne, car la médecine dépend avant tout de la conception qu'on a de la maladie.

Chez les primitifs, les phénomènes inexplicables, comme la maladie, sont des sujets d'étonnement, de mystère et de crainte (2); ce qui est mystérieux touche à la magie et la médecine a commencé par appartenir à la magie (3). Ces relations nous sont attestées par les auteurs grecs et latins, Pline en particulier (4).

Il est vrai que, tout au moins chez certains peuples, à côté de cette médecine des prêtres et des sorciers, il a existé une médecine rationnelle, basée sur l'observation, comme on peut le lire dans Hérodote (5). « L'étude des textes historiques nous montre que la médecine laïque, née de l'expérience et du raisonnement, est aussi ancienne que la médecine théurgique, qu'elle se développa parallèlement à cette dernière, et, sans échapper à son influence, lui donna, en somme, plus qu'elle n'en reçut... Le seul élément

(2) « La mort, les maladies ne résultent jamais pour lui (le primitif) de causes naturelles, elles sont toujours l'effet d'une action mystique. Si un homme meurt ou tombe malade, c'est qu'un sorcier l'a voulu » (Levy-Bruhl).

(3) Stephen Chauvet : La médecine chez les peuples primitifs préhistoriques et contemporains, 1936, passim.

(4) Plume de Naturaliste : XXX, cap. 1, sect. 1 : Auctoritatem ei (magiae) maximam fuisse nemo miretur, quandoquidem sola artium tris alias inperioussimas humanae mentis complexa in unam se redegit. Natam primam e medicina nemo dubitat ac specie salutari inrepsisse velut altiore sanctionemque medicinam »

(5) Hist. Liv. 1 (Clio) chap. CXC VII (coutume des Babyloniens).

utile que la médecine sacerdotale ait ajouté à la médecine séculière est ce que nous appelons aujourd'hui la suggestion, méthode curative commune à tous les charlatanismes» (6). Bien que partant d'un tout autre point de vue, c'est à peu près à la même conclusion qu'aboutit Me Maurice Garçon dans son étude «Le magnétisme devant la loi pénale» (7).

Il ne faut pas croire cependant que même au XXème siècle la victoire du rationalisme soit complète; ce serait commettre une grave erreur de psychologie. Dans son beau livre sur «Le problème des guérisseurs», le docteur Maurice Igert constate que «Nous assistons aujourd'hui encore partout où se révèle la pensée, au conflit de la raison et de la tendance mystique, conflit dont l'histoire est à la fois celle de toute science et de toute philosophie» (p. 24. Quelques siècles auparavant, Pascal avait déjà bien marqué l'opposition du «cœur» et de la «raison».

C'est ici que le problème de l'exercice illégal de la médecine s'éclaire et apparaît sous son aspect philosophique. «Devenu perméable à l'expérience, l'homme accepte ce que l'intelligence lui impose, mais son sentiment refuse la dissolution de l'Inéluctable et se grise d'un ardent espoir, celui d'une rupture dans la succession des causes et des effets» (Iger, p. 25-26). L'homme, même dans les situations les plus désespérées a foi en un miracle, «il souffre, il veut guérir et devant le guérisseur qui répond à son appel mystique, l'homme malade oublie sa religion, comme sa dignité intellectuelle» (ibid. p. 26).

Ces considérations qui nous portent au delà des limites

(6) Salomon Reinach, Vo Medicus, dans Daremberg et Saglio, Dict. des antiquités, p. 1669.

(7) Henri Durville éditeur (1928).

du droit pénal, nous permettent de comprendre le succès toujours renouvelé des guérisseurs et la confiance aveugle de leurs sollicitateurs, alors que le rationaliste s'indigne de leurs pratiques superstitieuses. C'est pourquoi le législateur, en renforçant les peines contre les charlatans, en leur infligeant de fortes amendes ou en les mettant en prison, n'arrivera jamais à les faire disparaître, tout au plus en diminuera-t-il le nombre. Mais il y aura toujours des hommes pour croire au merveilleux.

Le deuxième livre de notre travail est consacré à la loi du 19 ventôse an XI.

Enfin, le troisième livre, le plus important, contient l'étude du délit d'exercice illégal tel qu'il est défini par la loi du 30 novembre 1892 qui nous régit actuellement. Nous avons donné la plus large place à la jurisprudence. A la différence de la plupart des commentateurs, nous n'avons retenu que les décisions postérieures à 1892. Bien que la loi de 1892 ait sa source dans la loi de l'an XI, elle en diffère profondément sur de nombreux points, et il nous a semblé dangereux, sinon illogique, de commenter une loi en s'appuyant sur la jurisprudence se rapportant à une autre loi. Comme cependant il était impossible de ne pas mentionner la loi de l'an XI, nous avons préféré en faire une étude sommaire distincte qui compose le livre II.

Nous nous sommes efforcé, dans une matière où tant d'opinions diverses ont été émises, de rester impartial et de ne jamais torturer les textes ou les décisions de la jurisprudence pour leur donner un sens en faveur de telle ou telle opinion.

Nous avons terminé par l'examen de quelques questions se rattachant à l'exercice illégal et par un aperçu sommaire des propositions qui sont actuellement soumises au parlement.

LIVRE I

Historique

I.

LE DROIT ROMAIN ET LES MEDECINS.

Nous ne dirons que fort peu de choses sur la médecine et son exercice à Rome, pour deux raisons : il n'existait à peu près aucune réglementation; de plus, le droit romain a été presque sans effet sur le développement de notre droit qui a évolué de façon originale; il est vrai qu'aux XVIème et XVIIème siècles, les jurisconsultes ont souvent allégué dans leurs ouvrages ou leurs plaidoyers, l'autorité des textes romains : c'était là le travers d'esprit de la plupart de nos anciens auteurs, mais leurs efforts ne nous paraissent pas avoir influencé sérieusement la jurisprudence.

Si l'on en croit Pline l'Ancien (1), pendant six siècles les Romains se seraient passés de médecins; cependant il y avait des empiriques; ce texte doit s'entendre ainsi : il n'existait point alors d'Ecoles de médecine comme il s'en établit ensuite sous l'influence grecque, car la médecine romaine fut presque entièrement empruntée à la Grèce.

A Rome, l'exercice de la médecine fut absolument libre c'est ce qu'a exprimé Montesquieu dans une phrase souvent citée de l'Esprit des Lois (Liv. XXIX, ch.XIV) : «A Rome, s'ingérait de la médecine qui voulait». Etait médecin tout homme ou femme (2) qui se disait tel et exerçait

(1) *Historiae naturalis libri XXXVII, XXI*, I, 28.

(2) Outre les textes épigraphiques, cf. Code VII, 7, 5.

(3). Après les conquêtes, la capitale du monde latin fut envahie par des médecins grecs, le plus souvent esclaves de leur condition; quelques uns assurément avaient de réelles connaissances, mais beaucoup d'autres, fort peu recommandables, usaient de leur science pour préparer des poisons à la demande d'héritiers présomptifs, fils de famille et autres criminels; au dire de Galien des ignorants, charpentiers, forgerons ou cordonniers, quittant leur métier, se faisaient médecins et attiraient une clientèle de dupes.

Pline de son côté, se plaint avec raison de cette intolérable situation : «La médecine, dit-il, est le seul art où l'on croit sur parole celui qui se prétend expert... pas de loi pour châtier l'ignorance, pas un exemple de punition capitale; les médecins apprennent à nos risques et périls et tuent en expérimentant; le médecin est le seul qui puisse donner la mort en toute impunité; plus encore! on rejette le tort sur le malade... » (4). Comme le remarque très justement Salomon Reinach (5) : «Il n'y avait d'autre sanction que celle de l'opinion publique contre ceux qui exerçaient la médecine sans qualité».

Cependant, il convient de remarquer que l'impunité des médecins n'était pas absolue, et nous allons examiner les principaux cas de responsabilité pénale.

(3). A côté de ces médecins, il exista après le règne de Constantin, quelques médecins publics, fonctionnaires en nombre limité, les archiâtres, V. Dict. des antiq. grecq. et rom. de Daremberg et Saglio, Vo Archiatus, T. I p. 373 et Jacquet : de la Condition juridique des médecins privés et des médecins officiels ou Archiâtres en Droit Romain (th. dr. Nancy, 1877).

(4) Hist. nat. XXIX, I, 17-18.

(5) Dict. des antiq. grecq. et rom. de Daremberg et Saglio, t. III Vo Medicus, p. 1676.

Bien que par suite de la loi économique de la division du travail, la profession médicale se soit divisée en plusieurs branches, médecine, chirurgie, pharmacie, et qu'il y ait même eu des spécialités (dents, oreilles, yeux) (6), nous prendrons le terme *medicus* dans son sens général et indifférencié (7).

Outre la responsabilité civile de la loi Aquilia, les médecins encouraient la responsabilité pénale de droit commun, à raison des actes coupables qu'ils pouvaient être amenés à accomplir à l'occasion de leurs fonctions. La loi *Cornelia de sicariis et veneficiis* pouvait leur être applicable; *veneficium*, selon Mommsen, a un sens magique, et désigne «le sortilège, le médicament, le poison» (8); cette loi frappait l'auteur direct d'un empoisonnement et ceux qui dans la vue de causer la mort d'autrui, avaient détenu, vendu, ou préparé du poison (9); la peine d'abord appliquée fut la déportation avec confiscation générale des biens; par la suite, on distingua : les individus de haute condition, les *honestiores*, étaient déportés, les *humiliores* étaient livrés *ad bestias*, aux fauves. Paul, dans ses *Sentences*, ajoute même, (ce qui ne pouvait concerner que les médecins) : «Si par l'effet d'un médicament administré pour sauver la vie ou guérir, un homme vient à mourir, celui qui l'aura administré sera relégué dans une île, s'il est *honestior*, et puni de mort s'il est *humilior*» (10).

(6) D. L. XIII, 1, 3 et eod. TIT. 3. Cf. Poncet, Documents pour servir à l'hist. de la médecine à Lyon (1885), p. 1 à 24.

(7) Cf. la définition de Cujas, en note sous Paul, Sent. III, VI, (62) : *Medici enim sunt hi, qui medicamenta conficiunt, vulnera curant, cucurbitas admovent, item qui circumcidunt, aut castrant.*

(8) Mommsen, Droit pénal romain, trad. Duquesne, t. II, p. 352.

(9) D. XLVIII, VIII, 3. - Coll. legum, I, II, I. - Paul, Sent. V, XXIII, 1.

(10) Paul. Sent. V, XXIII, 19 : *Si ex eo medicamine, quod ad salutem hominis vel remedium datum erat, homo perierit, is qui dederit, si honestior sit, in insulam relegatur, humilior autem capite punitur.*

Celui qui donnait un breuvage abortif, même sans intention de nuire à la santé de la femme, encourait des peines pouvant aller jusqu'à la mort, en cas de décès de la femme; on tenait compte pour la détermination de la peine de la condition sociale du prévenu (11); encouraient les mêmes sanctions ceux qui donnaient des philtres d'amour ou des remèdes contre la stérilité (12).

Les médecins qui pratiquaient la castration étaient passibles de la peine capitale ou de la confiscation des biens (13). Les Juifs, et ceux qui suivaient leurs rites, pratiquaient la circonsision; on la confondit d'ailleurs, à Rome, avec la castration; c'est pourquoi l'empereur Hadrien interdit la circonsision, ce qui provoqua chez les Juifs de tels mouvements de révolte, que son successeur dut revenir sur ces mesures (14); cependant, en dehors de l'exception au profit des Juifs, la circoncision resta interdite.

La magie fut réprimée en droit romain dès la loi des XII Tables ; de nombreuses autres prohibitions suivirent, et les empereurs chrétiens se montrèrent de plus en plus rigoureux dans la répression; employée par les médecins, la magie constituait certainement un mode de traitement pénalement répréhensible (15); cependant il est curieux de constater que Constantin, dans sa constitution du 23 mai 321 permit de recourir aux remèdes magiques «utiles

(11) Paul. Sent. V. XXIII, 14. - D. XLVIII. XIX, 38, 5.

(12) D. XLVIII, VIII, 3, 2.

(13) D. XLVIII, VIII, 4, 2, Paul. Sent. V. XXIII, 13.

(14) D. XLVIII, VIII, 11. - Paul. Sent. V, XXII, 3 & 4. - Code théod. XVI, VIII, 22, 26 & XVI, IX, 1.

(15) D. L. XIII, I, 3 : Ulpian rejette l'opinion qui compte au nombre des médecins ceux qui usent d'incantations ou d'exorcismes pour opérer des guérisons. Sur les rapports entre magie et médecine v. E. Massonneaux, *Le crime de Magie et le Droit Romain* (1933), (th. droit), *passim*.

au corps humain» (16). Malgré cette exception, Constance, à la fin de ses jours, se montra très rigoureux, puisqu'il suffisait d'avoir porté un phylactère «contre la fièvre quarte ou autre affection..... pour encourir la peine de mort» (17). Justinien admet encore ces pratiques qui ne seront interdites que par l'Empereur Léon, qui édicta la peine de mort pour apostasie (18).

Ainsi, comme on peut en juger, les restrictions au libre exercice de la médecine, ne furent en droit romain, que l'application à des cas particuliers des règles générales du droit pénal.

(16) C. th. IX, XVI, 3. «Nullis vero criminationibus implicanda sunt remedia humanis corporibus quaesita ». Maintenu au Code Just. IX,

(17) Ammien Marcellin Rer. gest. lib. qui supersunt, XIX, 12, 14.

(18) Const. LXV. Si quis aliquo modo incantamentiis usus esse deprehensus fuerit, sive id restituendae conservandaeve valetudinis, is apostatarum paenam subiens, supremum supplicium sustineto.

II.

L'EXERCICE DE LA MEDECINE DU VIII^e AU XIII^e SIECLE.

La chute de l'Empire Romain ne fut pas seulement l'écroulement d'une administration et d'un gouvernement; chose plus grave, ce fut l'anéantissement à peu près complet d'une culture intellectuelle produit d'un effort millénaire; seuls de petits foyers de connaissances subsistèrent dans quelques monastères. Dans un tel chaos la médecine suivit le sort des autres sciences; auprès des rois et des hauts personnages, on rencontre encore des médecins attachés à leur personne; partout ailleurs il n'y a vraisemblablement plus que des charlatans, des rebouteurs, sans science ni connaissances véritables (1).

Dans les capitulaires bien qu'on rencontre quelques rares allusions à la médecine (2) ou même à la chirurgie

(1) Cependant les *leges Visigithorum* (de Reccessvindus, 654) liv. XI, contiennent un titre I De medicis et egrotis; ce titre renferme plusieurs dispositions intéressantes. Il y est question de saignées (XI-1-I & XI-1-VI); d'opérations de la cataracte : Si de oculis ipocemata tollat (XI-1-V); de responsabilité des médecins (XI-1-VI). etc. Le médecin qui formait des élèves recevait une récompense de 12 sous : De mercede discipuli (XI-1-VII), : Si quis medicus famulum in doctrinam suscepit, pro beneficio suo duodecim solidos consequatur. Texte dans Zeumer, *Monum. Germ. histor.* t. I, p. 400.

(2) Cf. Capitulaire «De villis» in fine; l'administrateur d'une villa doit cultiver 73 espèces de plantes, dont la liste est indiquée; or la plupart de celles-ci sont médicinales: texte dans Boretius, *Capitularia regum franc.* t. I, p. 90, lignes 1 à 11.

gie (3), on ne trouve aucun texte réglementant l'exercice de cet art. Le peuple étant profondément ignorant et superstitieux, les magiciens et sorciers prétendant guérir en vertu d'un pouvoir surnaturel devaient être assez nombreux. L'Eglise ayant confondu la magie et la démonologie on rencontre fréquemment dans les conciles et les capitulaires des dispositions interdisant l'emploi de charmes, incantations, port d'amulettes et de phylactères destinés à écarter les maladies ou à rendre la santé (4); on y voyait des artifices du «Vieil Ennemi», du Démon, pour perdre les âmes.

En analysant le caractère de ces défenses, on y voit principalement des prohibitions de traitements; le malade était d'ailleurs punissable comme le guérisseur.

Alcuin fit quelques tentatives pour restaurer les études; mais il ne paraît pas s'être attaché au relèvement de la médecine; cependant, dans un capitulaire de 805, on trouve ce titre : «De medicinali(a) arte», avec cette glose : «ut infantes hanc discere mittantur» (5). Chomel (6) ajoute en forme de commentaire : «Ce ne fut que sur la

(3) Phlébotomie : Benedictus Levita, additio I, XI.

(4) On appelait phylactères les : «amuleta ad arcendos et pellendos morbos». Contre les phylactères : Concile de Paris (829) lib. III, c. 2, reproduit dans Bén. Levita : addit. II, XXI (dans Baluze t. I, col. 1143-1144). Benedictus Lev. liv. VII, cap. CXXVIII et liv. VI, cap. LXXII (Baluze I, col. 824 et 934). Défense d'utiliser le Saint-Chrême dans un but médical, capit. de 813, Boretius I, 174, 20. Benedictus Lev. V. LXXX. Peines portées contre ceux qui employaient des herbes vénéneuses, pactus legis salicae, tit. XXI, De maleficis, Baluze I, col. 295. Voir le Glossaire de François Pithou, dans Baluze, t. II, Vo Paganiae, Phylacteria, et Chrisma.

(5) Capitulaire de 805, Baluze, I, col. 421-422; Boretius I, 121, 15; rapporté dans Ansegise, Appendix I, VII, Boretius I, 446, 30. Alcuin était déjà mort lorsque parut ce capitulaire.

(6) Essai historique sur la médecine en France, 1 vol. in-12, Paris 1762, cet ouvrage sans nom d'auteur est de J.-B. Chomel, p. 51.

fin de ses jours, commençant sans doute à sentir les infirmités de l'âge, qu'il (Charlemagne) ordonna qu'on la (la médecine) fit étudier aux jeunes gens. Jusques là il paroît qu'il n'avoit pas fait grand cas de cette science. Aussi étoit-il d'un tempérament fort vigoureux...». Telles sont croyons-nous les seules indications qu'on puisse trouver sur la médecine dans les capitulaires.

Nous ne dirons rien ici de ces temps héroïques où les vaillants chevaliers, malgré leur bravoure et leur adresse, s'en revenaient parfois «navrés» des coups d'estoc ou de lance reçus dans les rudes combats; Perceval, Gaufrey, Renaud de Montauban et autres chansons de geste, nous montrent plus d'une gente pucelle panser des blessures, préparer des onguents, être un peu chirurgienne, pharmacienne ou médecin; on rencontre également quelques «mires» «qui sont moult sages et de sens bien garni : Car en Salerne furent né et nourri» et savaient remettre les membres ou donner un «oignement k'il avoit merveillos» (7). Ces textes qui présentent pour l'historien ou le philologue le plus haut intérêt ne sauraient cependant retenir plus longtemps notre attention.

Nous pensons qu'un aperçu sur le droit canon ne sera pas inutile, car bien avant les ordonnances royales, l'Eglise, par mesure de discipline a été amenée à interdire à certaines personnes l'étude et l'exercice de la médecine et de la chirurgie et lorsque plus tard la Faculté de médecine fut créée, l'enseignement dépendit encore de l'Eglise pendant plusieurs siècles.

(7) Pour plus de détails : Léon Gautier, *la Chevalerie*, nouv. éd. (s. d.) p. 367, 559-560 et 755-756. Gautier note que pour le reste c'est le «Médecin céleste» qui achevait la guérison!

III.

LA REGLEMENTATION CANONIQUE DE L'ETUDE ET DE L'EXERCICE DE LA MEDECINE.

Dès la fin du XI^{ème} siècle et surtout au XII^{ème} siècle, on assiste à une véritable renaissance intellectuelle. C'est l'époque célèbre d'Irnerius et de la première école des glossateurs de Bologne; mais en même temps que le droit romain, la médecine est remise en honneur et on constate un développement parallèle des deux disciplines. Un tel mouvement ne fut pas sans susciter certaines craintes ou même certaines hostilités.

L'élite intellectuelle était alors presque uniquement composée de clercs (1); séduits par l'attrait de la nouveauté, ils étudiaient avec ardeur droit et médecine et délaissaient la théologie. L'Eglise s'en émut; dès 1130 le concile de Clermont décida que «les moines et chanoines réguliers ne pourraient plus après avoir pris l'habit et prononcé leurs vœux, étudier la jurisprudence et la médecine dans un esprit de lucre et exercer la fonction d'avocat et de médecin» (2). La même interdiction se retrouve dans le concile de Reims tenu l'année suivante, canon 8 : «Une

(1) Les premiers médecins étaient presque tous chanoines de Paris. V. Quesnay, hist. de l'origine et des progrès de la Chirurgie en France (éd. de 1749) t. I, p. 20 sq. et Chomel, op. cit. p. 50 à 70.

(2) Canon 5, Hefele et dom Leclercq, Hist. des conciles, t. V, 1^{re} part. p. 687-688.

coutume mauvaise et détestable s'est implantée : les moines et les chanoines, après avoir prononcé leurs vœux, au mépris de la règle de Saint Benoît et de Saint Augustin, étudient dans un esprit de lucre le Droit Civil et la Médecine... Sans se soucier du salut des âmes, ni observer les obligations de leur Ordre, promettant la santé en vue d'un misérable profit, ils se font les médecins des corps. Comme il est à redouter que l'impudicité des yeux soit l'annonce de l'impudicité du cœur, la Religion ne doit pas se mêler de choses dont honnêtement on rougit de parler» (3).

Quelques années plus tard, en 1139, le deuxième concile de Latran (10ème concile œcuménique), réuni à la suite du schisme d'Anaclet II et de l'hérésie de Pierre de Bruys, s'attacha également à la réformation des mœurs du clergé et fit 28 canons pour réprimer le relâchement qui s'était introduit; le canon 9 n'est que la reproduction de celui que nous venons de citer; les abbés et prieurs qui souffriraient de ces désordres sont menacés de déposition (4). Toutes ces défenses n'étaient pas absolues car elles ne s'adressaient qu'aux moines et aux chanoines réguliers. Ce concile a une très grande importance, car ses décisions s'appliquaient à toute la Chrétienté, tandis que l'étendue d'application des mesures des conciles provinciaux était restreinte.

Tout au cours du XIIème siècle et au début du XIIIème

(3) Concile de Reims 1131, can. 8 : «Prava consuetudo inolevit, quoniam monachi et canonici post factam professionem, sprete Beatorum Benedicti et Augustini regula, leges temporales et medicinan gratia lucri temporalis addiscunt... Ipsi quoque Canonici et monachi, neglecta animarum Cura, ordinis sui propositum nullatenus attendentes, humanorum Curatores se faciunt corporum : Cumque impudicus oculus impudici et cordis sit nuncius, illa etiam de quibus loqui erubescit honestas, non debet Religio pertractare.

(4) Hefele et Leclercq, op. cit. t. V, 1re partie, p. 727.

siècles, les interdictions se succèdent : concile de Montpellier (17 mai 1162) et concile de Tours (1163); ce dernier reitèra les mêmes défenses contre tous les réguliers qui singéraient dans les études de droit romain et de médecine, plaidaient des causes et traitaient des malades; étaient excommuniés ceux qui dans les deux mois ne retourneraient pas dans leur cloître. On peut encore citer le Concile de Paris (1212) (5) et la décrétale d'Honorius III de 1229; le texte du concile de Tours et celui de la décrétale d'Honorius sont rapportés dans les décrétales de Grégoire IX (6); la différence de rédaction des deux textes a d'ailleurs donné lieu à de nombreux essais de conciliation (7).

Cette réglementation perdit une grande partie de son importance pratique, lorsque l'enseignement et l'exercice de la médecine furent laïcisés. Par la suite de nombreux canonistes estimèrent que, quoique les canons n'aient visé que les moines et chanoines réguliers, les motifs de cette prohibition étaient applicables à tous les ecclésiastiques (8). A ce moment d'ailleurs ceux qui exerçaient sans qualité tombaient sous le coup des ordonnances royales.

(5) Montpellier 1162; le mot «physica est souvent pris comme synonyme de «Medicina». Hefele et Leclercq, T. V, 2e partie, p. 969. Paris 1212 ou 1213 (?) deuxième partie (ordonnances pour la vie monastique) can. 20. Hefele et Leclercq, T. V, 2e partie, P. 1312.

(6) Décrétales de Grégoire IX, Liv. III, Tit. L Ne Clerici vel Monachi cap. 3 Non magnopere et eodem titulo, cap. X, Super specula.

(7) Le texte du canon 8 du concile de Tours portait en effet les mots suivants : « ad legendas leges et confectiones physicales ponderandas ». «Statuimus ut nulli... ad Physicam (médecine) legesve mundanas legendas permittantur exire». Le texte d'Honorius : «Contra religiosas personas de claustris exeuntes ad audiendum leges vel Physicam » Voir l'interprétation et un exemple de conciliation de ces textes dans F. Lucius Ferraris, Bibliotheca canonica, juridica, moralis (Rome 1886) Tome II, Vo Clericus, p. 326, nomb. 73 à 76.

L'Eglise avait toléré l'exercice de la médecine par les clercs séculiers, parce qu'elle était limitée à de simples consultations; mais les connaissances médicales ayant fait des progrès, on en vint de bonne heure à soigner par «section et ustion»; c'était l'apparition de la chirurgie; L'Eglise, «quia abhorret a sanguine», la juge indécente pour les clercs; elle fut abandonnée aux laïcs, barbiers et chirurgiens qui n'appartenaient point à l'Université. De nombreux textes de droit canonique, parmi lesquels le concile de Latran tenu en 1215 (9) et les décrétales de Grégoire IX (10), interdisent la chirurgie aux prêtres, même séculiers. Le clerc qui, par impéritie, aurait occasionné la mort d'un malade, aurait encouru l'irrégularité pour homicide (11); cependant la chirurgie était tolérée, lorsqu'elle restait «citra ustionem et incisionem», c'est à dire ne comportait ni opération, ni cautérisation (12); de plus on admettait certains tempéraments en cas de péril de mort du malade et d'absence de chirurgien : c'était alors l'accomplissement d'un devoir de piété et de charité (13).

(8) V. par ex. Louis Thomassin, *Anc. et nouv. discipline de l'Eglise* (édif. de 1725) t. III, col. 1174. - *Analecta juris pontifici* (8e série, vol. 4, 2e part. col. 1904 § 326).

(9) XIIe conc. oe., Latran 1215, can. 18 : «... nec illam chirurgiae partem subdiaconus, diaconus, vel sacerdos exerceant, quae adustionem vel incisionem inducit»; Mgr. Guérin, *Les conciles généraux et particuliers* (1869) t. II, p. 407.

(10) Décrétales de Grég. IX : Liv. I, tit. XIV De Aetate et Qualitate. cap. VII Ad aures. - Liv. V, tit. XII De homicidio, cap. XIX Tua Nos. Liv. III, tit. L Ne Clerici vel Monachi, cap. 9. Sententiam sanguinis.

(11) Irrégularité ex delicto; sur cette question, v. le subtil commentaire de Martinus Bonacina, *Opera omnia* (Anvers 1643 t. I, p. 406, 4.

(12) L'indult pontifical octroyé le 17 Janv. 1536 à Rabelais (qui était Bénédictin) pour le relever de son apostasie, l'autorisait à exercer la médecine : «citra adustionem et incisionem, pietatis intuitu ae sine spe lucri vel questus», Marty Laveaux, *Œuvres complètes de Rabelais*, t. III, p. 348-351.

Bien que l'on aime à définir la médecine comme l'art de guérir, le droit canon constatait que malgré les efforts des médecins bien des malades passaient dans l'autre monde, et si rapidement qu'ils n'avaient pu préparer leur âme pour cette nouvelle vie; aussi le concile de Latran (1215) impose-t-il aux médecins, sous peines de sanctions canoniques, de ne rien ordonner au malade qui puisse compromettre son salut, et de l'avertir de se confesser au plus vite (14), cette mesure renouvelée par le concile de Paris (1429) passera par la suite dans la législation laïque, comme on le verra plus loin.

(13) Sur ce § en général, v. L. Ferraris, op. cit. Vo Clericus, nomb. 77 à 82. Le code de droit canonique de 1917 porte encore, can. 139 § 2 : «Sine apostolico indulto medicinam vel chirurgiam ne exerçant (clerici); cf Epitome juris canonici, t. I (5e) éd. Bruxelles 1933, p. 225.

(14) Conc. oe. 1215, can. 22 : «districte praecipimus medicis corporum, ut cum eos ad infirmos vocari contigerit, ipsos ante omnia moneant et inducant, quod medicos admovent animarum». La sanction était l'excommunication.

IV.

L'EXERCICE ILLEGAL DE LA PROFESSION MEDICALE SOUS L'ANCIEN REGIME.

Chez les Romains, la science médicale constituait un tout, comprenant ce que nous appelons «médecine», «chirurgie» et «pharmacie»; en France au contraire, la pharmacie (apothicairerie), la médecine et la chirurgie constituèrent trois branches absolument distinctes jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. S'il est tout à fait normal de séparer la pharmacie de la médecine proprement dite, il est absurde par contre de séparer la chirurgie de la médecine (1); par une aberration sans excuse, on considérait la chirurgie au sens étymologique comme un art manuel inférieur, subordonné à la toute puissante Faculté de médecine, car «la science n'est pas pour ceux qui n'ont que la main» (2).

La chirurgie était exercée par les chirurgiens proprement dits, les chirurgiens de «robe longue», compétents pour toutes sortes d'opérations, et les barbiers, chirurgiens de «robe courte» qui ne pouvaient faire que de petites opérations.

(1) La cause première de cette scission est, selon nous, imputable au droit canon qui se refusait à admettre la chirurgie dans l'Université.

(2) Paroles de Michel Servin; le maintien de cette situation est imputable à l'arrogance de la Faculté de Médecine qui s'opposa à l'entrée des Chirurgiens dans l'Université.

Aussi notre exposé historique comprendra-t-il deux parties : l'exercice illicite de la médecine et l'exercice illicite de la chirurgie et de la «barberie».

On ne trouvera point ici un exposé détaillé de la profession médicale; notre objet est simplement de donner quelques indications sur la répression du charlatanisme; cette question, il est vrai, touche souvent de si près à l'organisation professionnelle, que nous avons dû quelquefois parler de celle-ci, mais dans la mesure seulement où cela était indispensable.

Quelque grand qu'ait été notre regret ,nous avons jugé indispensable de faire abstraction de tous les ouvrages littéraires consacrés aux médecins; nous nous sommes attaché à rester le plus étroitement possible en contact avec les textes.

SECTION I.

MEDECINS.

§ 1. — *Réglementation.*

L'Université fut fondée sous Philippe Auguste, au commencement du XIII^e siècle; la Faculté de médecine d'abord confondue avec la faculté des arts n'eut une existence propre que vers le milieu du XIII^e siècle. Afin de pouvoir subsister, elle fut dans la nécessité de se défendre contre une quantité de charlatans, qui ont toujours été la plaie de la médecine. Les premiers textes réglementant avec quelques précisions l'exercice de cet art sont les statuts de la faculté de médecine (de 1271 ou 1281), au temps du doyen Jean de Chérolles; on s'y plaint que certains individus n'ayant pas les connaissances suffisantes, s'en vont voir les malades et leur distribuent des remèdes dont ils ignorent les effets, bien souvent désastreux (1). Des

(1) Dès la première moitié du XIII^e siècle, l'exercice de la médecine fut réglementé dans le royaume latin de Jérusalem : Assizes de la Cour des Bourgeois du Roiaume de Jérusalem, chap. CCXVIII : Ciores la raizon des mièges fisziens qui dounent medesyne à aucun malade dont s'il meurt par sa male garde. La responsabilité civile et pénale des médecins y est précisée. Celui qui voulait exercer ne pouvait le faire avant qu'il soit esprovés par autres mièges les meillours de la terre, en la présence de l'Evesque de la terre devant cui il se doit faire». Texté dans Victor Foucher. Assises du royaume de Jérusalem, p. 534 à 546. Cette réglementation du droit hiérosolymite s'explique sans doute par le fait que les Sarrasins et les musulmans devaient assez souvent empoisonner les chrétiens; cf. l'empoisonnement de Baudoin III en 1162, Guillaume de Tyr, Belli Sacri Historia, liv. XVIII, chap. XXXIII, p. 456 de l'édition de Bâle, 1549).

chirurgiennes, des apothicaires et des «apothicaresses», des «herbiers» et des «herbières», des écoliers en cours d'études pratiquaient la médecine, et pour reprendre l'expression des Statuts, «mettaient hardiment leur faux dans les moissons d'autrui (2)»; pour rester dans le lagage imagé, nous dirions plus vulgairement aujourd'hui qu'ils «piétinaient les plates-bandes» des médecins.

Il est particulièrement intéressant de rechercher les moyens mis en œuvre pour lutter contre ce mal. La réponse nous est fournie par les Statuts, mais sans grand ordre; pour plus de clarté, nous distinguerons d'abord les mesures préventives et, ensuite, les mesures répressives.

La Faculté obligea les apothicaires, les herboristes et les chirurgiens à prêter un serment par lequel ils s'engageaient à respecter les Statuts de la Faculté de médecine et promettaient de ne donner aucun remède sans avoir l'avis des «magistri in Medicinâ», des Maîtres en Médecine. Quant aux étudiants qui «tout ensemble étudiaient et mettaient en pratique» (*simul quaerunt scientiam et modum sciendi*), ils ne devaient faire plus d'une visite à un malade, ni donner aucun remède sans l'assistance d'un médecin, sinon on les privera de tout degré obtenu ou à obtenir devant la Faculté. Les étudiants sont invités à dénoncer ceux qui contreviendraient aux Statuts; l'anonymat des délateurs était conservé (3).

Les sanctions répressives étaient appliquées par les juridictions religieuse et laïque.

(2) «*isti manuales artifices falcem suam in alienam messem ponentes, temere et in publicum scandalum se miscent...*». Texte des statuts dans Chomel, op. cit. p. 128 à 132.

(3) «*si aliquem contra praedictum Statutum noverit operantem ... secrete revelabit et ille revelabitur celando personam revelantem.*»

Les statuts étaient enregistrés à l'Officialité. La violation du serment était de la compétence des juges d'Eglise (4) et de leur côté les étudiants relevaient exclusivement des tribunaux ecclésiastiques (5).

D'autre part, les juridictions royales infligeaient également des peines aux contrevenants. Ainsi le respect des statuts était primitivement assuré par deux autorités, l'une séculière, l'autre ecclésiastique : Ce que les docteurs de la Faculté exprimèrent en toute clarté dans leurs Statuts : «*Statutum nostrum... confirmamus... sub omni poena ab utraque justitia tam saeculari quam ecclesiastica concedenda*».

Malgré ces statuts les charlatans étaient toujours nombreux; grâce aux indications des registres de la taille de 1292, Franklin (6) prétend avoir relevé les noms de «trente huit personnes, tant hommes que femmes, (mires et miregesses) exerçant illégalement la médecine, sans avoir fait d'études spéciales et sans posséder aucun diplôme», contre six ou huit médecins sérieux.

Le plus ancien texte émanant du pouvoir royal, concernant l'exercice de la médecine, est représenté par les lettres d'août 1331, par lesquelles le roi Philippe VI, à la demande du Doyen et des maîtres de la Faculté de médecine de Paris, confirma quelques usages de cette Faculté; ces lettres n'apportent d'ailleurs aucune innovation, car le roi se contente d'approuver une coutume que l'on dit : «estre gardée de si long temps qu'il n'est mémoire du contraire en ladite Faculté, pour le prouffit commun de la santé humaine». On trouve quelques indications sur la durée des

(4) Chénon, *Hist. gén. du Droit* (1926), t. I, p. 707.

(5) Chénon, *ibid.* p. 706.

(6) Franklin, *Vie privée d'autrefois*, t. XI, Médecins, p. 3.

études fixée «par cinquante six mois ou par six ans», sur le programme et sur les examens; bien qu'il soit précisé que la licence est nécessaire pour exercer, aucune sanction n'est prévue pour assurer le respect de cette obligation (7).

Les lettres que Philippe VI donna à la même époque à la Faculté de Montpellier, pour confirmer celles du roi Jacques d'Aragon (de 1272 ou 1281), sont beaucoup plus précises : «Nous défendons désormais à tous individus de l'un et de l'autre sexe, Chrétiens ou Juifs, d'exercer la fonction de médecin dans la ville de Montpellier et ses dépendances, sans avoir passé l'examen et obtenu le titre de licencié devant la Faculté». Sur la simple réquisition du Chancelier (ou du vice Chancelier), le lieutenant du roi et les bayles devaient prononcer contre les contrevenants une punition exemplaire; la peine était donc arbitraire (8); en 1350, la peine fut fixée à deux marcs d'argent pour chaque infraction, et payable par contrainte par corps (9).

(7) Texte dans : Collection des Ordonnances des rois de France de la troisième race, commencée par Laurière (par abrég. C. L.) tome II p. 70 et Isambert, Recueil général des anciennes lois françaises, t. IV, p. 392. (par abrég. Is.) La seule sanction applicable était celle prévue par les Statuts. Voir supra.

(8) C. L. II p. 71; confirmé le 5 oct. 1395, C.L. VIII, p. 22. «Prohibemus in perpetuum et districte omnibus utriusque sexus Christianis etiam et Judaeis, ne quis in villa Montispessulani et tota ejus dominatione audeat in Facultate Medicinae aliquod officium praticandi exercere, nisi prius ibi examinatus et licenciatus fuerit. Quod si forte aliqui praesumpserint attentare, tenentilocum nostrum, et bajulis mandamus, ut ad simplam requisitionem Cancellarii ipsius studii, seu vices ejus gerentis, in personis et rebus taliter puniat hujusmodi transgressores, quod in poena unius aliorum temeritas a similibus arceatur».

(9) Is. IV, p. 624-. C. L. IV, p. 35. «pro qualibet vice quo commiserint delictum, solvant nostrae curiae duas marchas argenti; et nisi habuerint, luant in corpore civiliter; ita quod poena unius...».

Quelques années plus tard, à la suite des réclamations du doyen et des professeurs de la Faculté de Paris qui se plaignaient de la concurrence des juifs, des femmes, des paysans, des apothicaires, des herbiers et des étudiants qui donnaient force clystères et médecines laxatives, le roi donna des lettres en 1352; la notion d'exercice illégal y est bien précisée et comprend trois sortes d'actes (qualifiés *illicita* ou *indebita*) : *Ministrare*, administrer des remèdes; *Tradere* ou *Remedium adhibere*, procurer les remèdes (10); et *Consulare administrare* ou *medicinale consilium prebere*, donner des consultations. Le Prévôt de Paris devra poursuivre ceux qui ne sont ni docteurs, ni licenciés, les punir en raison de la gravité des infractions, en prononçant contre eux des amendes fixées selon les limites du droit et du bon sens (11).

Les juifs (12) à cette époque faisaient une concurrence si redoutable aux médecins, que le roi dut intervenir spécialement contre eux, en les contraignant de passer un examen avant d'exercer, en les obligeant — ce qui était conforme à l'esprit de l'époque — à porter sur leurs habits une marque permettant de les distinguer d'avec les chrétiens; ceux qui ne se soumettraient pas seraient punis «tellement que les autres y prendront exemple» (13).

(10) *Remedium adhibere*, ces mots visent les apothicaires qui ne devaient fournir emplâtres, clystères, herbes etc. que «selon l'ordonnance du physicien qui écrira». Ord. d'août 1353 (visites chez les apothicaires) C. L. II, p. 532.

(11) « punitque juxta culpaе, inobedientiaе et commissi sceleris qualitatem. ad emendas pecuniarias, ... prout jus et ratio suadebunt » Is. IV, p. 676.

(12) Cela tient à ce que de nombreux juifs connaissaient l'arabe et la médecine écrite en cette langue.

(13) Ord. du 27 déc. 1362 (Is. V, p. 135). Les lettres de 1352 (décembre) mentionnaient également des *conversi* (qui avaient abjuré le judaïsme ou le mahométanisme pour embrasser le christianisme).

La répression était sans doute bien peu efficace, car en 1390, on interdit à nouveau à tous autres qu'aux gradués d'exercer la médecine et la chirurgie (14). Ces privilèges des médecins ont été confirmés successivement par édit de nov. 1437, par lettres du 1er avril 1561 (15) et par l'ordonnance de Blois, de mai 1579, art. 87. (16).

De tout temps, les médecins de l'université de Paris s'opposèrent à la concurrence des médecins des Facultés de province; l'art. 59 des statuts de la Faculté de Médecine (de 1598), portaient en effet : «Qu'aucun n'exerce la médecine à Paris, sans avoir obtenu devant l'Ecole de cette ville le diplôme de licence ou de doctorat, ou être agrégé selon la manière accoutumée, à moins d'être inscrit sur la liste des médecins attachés au service du roi et de servir effectivement. Les bacheliers eux-mêmes ne peuvent exercer à Paris et dans sa banlieue, qu'avec l'assistance d'un médecin; tous autres exerçant illicitement (*ilicite*) sont répréhensibles» (17).

Dans ces conditions, les médecins de province qui voulaient s'établir à Paris devaient passer un nouvel examen; pour se soustraire à cette humiliante obligation, ils avaient fondé une Chambre qui était chargée de statuer

(14) 3 août 1390; C. L. VII, p. 354; Is. VI, p. 688. A la même époque les médecins des principales villes obtiennent des lettres semblables Nîmes, 13 oct. 1397 (C. L. VIII, p. 155); - Carcassonne, 4 août 1404 (C. L. IX, p. 26).

(15) Les lettres de 1561 confirment celles du 22 mai 1336 (droit de visite des médecins chez les apothicaires) et celles du 3 août 1390). Voir le texte dans Fontanon, Les édits et ord. des rois de France (Paris 1611) 4 vol. fo, t. IV, p. 463.

(16) Art. 87, Isambert XIV, p. 403.

(17) Art. 59 : «Nullus Lutetiae medicinam faciat, nisi in hac Medicorum schola, Licenciatum aut Doctoratum assecutus, aut in eorum Collegium more solito cooptatus » Voir le texte dans Delamare, Traité de la Police (éd. de 1722) 4 vol. fo, t. I, p. 630.

sur le mérite et la réception des candidats; ils avaient même obtenu la sanction royale en avril 1673; c'est pourquoi cette Chambre était appelée Chambre Royale. La Faculté de Paris, alarmée par l'existence de cet établissement rival, obtint le 17 juin 1673 un arrêt du Conseil portant suppression de la chambre des médecins provinciaux à Paris (18). Elle n'en subsista pas moins, car nous la voyons à nouveau supprimée par la déclaration du 3 mai 1694 comme contraire à l'art. 59 des statuts de 1598 et à l'art. 87 de l'ordonnance de Blois. Pour mieux assurer l'exécution de cette déclaration, il est défendu à tous apothicaires de «recevoir ni exécuter aucunes ordonnances par écrit desdits médecins» (19).

Peu après, la déclaration du 26 mars 1696 rappela que seuls les diplômés de la Faculté de Paris peuvent exercer dans cette Ville; quelques mois plus tard, le 19 juillet, parut une déclaration en interprétation des deux précédentes, apportant quelques dérogations en faveur de médecins provinciaux qui se sont distingués «par des marques singulières» de «capacité, expérience et probité» et ont acquis une grande réputation par les services qu'ils ont rendu, au moins pendant vingt ans (20).

Nous signalons pour mémoire la déclaration du 12 janv. 1702 (21), pour arriver à l'important édit de mars 1707 réglementant l'étude et l'exercice de la médecine dans le

(18) Dubarle, Hist. de l'Univ. (1844) 2 vol. 8o, t. II, p. 225-226.

(19) Déclar. du 3 mai 1694, Is. t. XX, p. 223. Delaunay, la vie médicale aux XVIe, XVIIe et XVIIIe S; (Paris 1935), p. 307.

(20) Déclar. du 26 mars 1696, Is. XX, p. 265 et déclar. interprétative du 19 juillet 1696, Is. t. XX, p. 271

(21) Cette déclar. frappe d'une amende de 500 l. ceux qui exercent sans avoir le titre de Docteur. - Brillon, dict. des Arrêts (1727) t. IV Vo Médecin, § Médecin gradué, p. 338, nomb. 19.

royaume; le préambule constate qu'il convient non seulement de réprimer l'exercice illégal par les faux médecins, mais encore d'établir un bon enseignement : « Nous croirions avoir peu fait pour la sûreté du public, si nous contentions d'avoir exclu ceux qui déshonoraient la profession de la médecine, sans prendre en même temps les précautions nécessaires pour faire en sorte que l'on s'applique sérieusement à former de bons sujets dans les facultés de médecine ». Quoique l'objet principal de ces lettres soit la réorganisation de l'enseignement, plusieurs articles sont consacrés à la police de l'exercice de la médecine (22).

L'art. 17 contient une disposition très intéressante : « Pourront les étrangers être admis aux études de médecine dans les facultés de notre royaume et même y prendre les degrés... mais ne pourront les degrés obtenus, leur servir dans notre royaume... ». Ainsi, outre certaines conditions de capacité, il était nécessaire d'être Français, et les étrangers n'avaient pas le droit d'exercer en France.

Aux termes de l'art. 26, il est défendu à qui que ce soit « d'exercer la médecine, ni donner aucun remède, même gratuitement, dans les villes et bourgs » du royaume, sans être licencié, à peine de cinq cents livres d'amende. De nombreux religieux dépassant les limites de la charité pratiquaient la médecine, ce qui leur est défendu par l'art. 27 : « en cas de contravention de la part de ceux qui ne sont pas mendiants, voulons que l'amende de cinq cents livres ci-dessus prononcée par l'art. 26 soit payée par le monastère où ils font leur demeure »; comme on ne pouvait songer à condamner à une aussi forte amende des religieux mendiants et de ce fait insolvables, la sanction

(22) Edit de 1707, Is. XX. p. 507 à 517.

établie contre eux est toute différente : «et à l'égard des mendiants ils seront renfermés pendant un an dans une des maisons de leur ordre éloignée de vingt lieues au moins du lieu où ils auront pratiqué la médecine».

La réglementation de l'exercice de la médecine étant une mesure de police, de nombreux seigneurs justiciers estimaient qu'ils pouvaient y apporter certains tempéraments, ce qui annihilait l'efficacité de la répression; aussi l'art. 28 défend-il aux juges et seigneurs haut-justiciers de permettre l'exercice de la médecine à d'autres qu'à ceux qui justifieront avoir obtenu le degré de licencié; toutes permissions données par le passé ou qui pourraient être données à l'avenir sont déclarées nulles et de nul effet.

D'après l'art. 30 seuls les médecins de l'université de Douai pouvaient exercer la médecine en Flandre, Artois, Hainaut, Tournesis et Cambrésis; toutefois une exception était prévue en faveur des médecins des célèbres universités de Paris et Montpellier.

Pour mettre fin aux abus de charlatans, qui se prétendant docteurs ou licenciés d'une faculté, s'installaient dans le ressort d'une autre faculté, les art. 31, 32 et 36 établissent des mesures de contrôle d'ailleurs temporaires : il est défendu à tous les médecins d'exercer là où il y a une université, collège ou corps de médecine, sans se faire agréer à ces université ou collège. S'il n'y a n'y université, ni agrégation, les docteurs de l'une quelconque des universités qui voudraient exercer, devront présenter leurs lettres (diplômes) aux juges de police des lieux et les faire enregistrer; enfin ceux qui ont reçu le titre de docteur ou de licencié devant une faculté ne pourront être agrégés à une autre faculté ou corps de médecine, qu'en soutenant un acte (examen) public de quatre heures sur toutes les

parties de la médecine; de cette façon il était plus facile de découvrir ceux qui n'avaient pas fait d'études.

Ceux qui étaient employés au service du roi ou de la famille royale bénéficiaient en raison de leurs fonctions de certains privilèges; c'est ainsi que les médecins du roi et de la maison royale, ceux de la reine, des enfants de France et du premier prince du sang pouvaient exercer librement dans toute l'étendue du royaume; ce privilège (renouvelé par l'art. 34) n'était cependant accordé qu'à deux conditions : faire un service réel et être inscrit sur les états de la cour des aides.

Les mesures de l'édit de 1707 étaient excellentes et elles furent appliquées jusqu'à la fin de l'ancien régime; il ne nous reste plus maintenant qu'à citer quelques autres textes de moindre importance.

La situation des protestants était devenue très dure en France à partir de 1669 (23); quelques mois avant la révocation de l'Edit de Nantes, la déclaration du 6 août 1685 portait qu'il ne serait plus reçu de médecins faisant profession de la R.P.R. (Religion prétendue réformée); peu après, le 10 décembre de la même année, un arrêt du Conseil du roi interdisait aux médecins de la R. P. R. d'exercer la médecine en France; le motif de cette prohibition est que les médecins protestants n'invitaient pas leurs malades à se confesser et à recevoir l'Extrême Onction comme le voulaient les conciles (V. supra p. 27) (24).

A la fin de son règne, Louis XIV préoccupé de son salut

(23) Esmein, Hist. du Droit (1925) p. 645.

(24) V. Pierre-Jacques Brillou, Dictionnaire des arrêts, 6 vol. fo (1727) t. IV, Vo Medecin § Médecins religieux p. 339. Voir également Vo Religion : les sages-femmes de la R. P. R. ne pouvaient pas non plus exercer.

et de celui de ses sujets, obligea par déclaration du 8 mars 1712 les médecins «le second jour qu'ils visiteront les malades atteints de fièvre, ou autre maladie qui, par sa nature peut avoir trait à la mort, de les avertir de se confesser». Il leur était défendu de continuer leurs visites le troisième jour sans se faire présenter un certificat signé d'un confesseur. Le médecin qui contrevenait à cette obligation, était condamné pour la première fois à 300 livres d'amende; la deuxième fois il était suspendu de ses fonctions pour trois mois et la troisième il était frappé de déchéance. C'est là un aspect assez inattendu des limitations apportées au libre exercice de la médecine par un diplômé (25).

§ 2. — *Quelques décisions de jurisprudence.*

Nous pensons que ce simple exposé de textes serait insuffisant, s'il n'était illustré de quelques espèces prises dans la vie judiciaire.

Les tribunaux recevaient continuellement les plaintes des facultés ou des corps de médecins qui voyaient avec un mélange de colère, de crainte et de mépris, de simples mortels pénétrer dans le domaine de la médecine. Ces guérisseurs étaient qualifiés du terme péjoratif d'*empiriques*, car l'ancienne école de ce nom était fort décriée et seuls les médecins des facultés possédaient la théorie; les statuts de 1600 obligeaient les médecins à prêter le serment de ne jamais donner aucune consultation avec un empirique.

L'argument des médecins pour motiver leurs poursuites était basé sur l'intérêt général de la santé humaine que

(25) Texte dans Is. XX, p. 572.

seuls leurs principes pouvaient conserver; mais derrière ces généreux sentiments, on découvre toujours, dans les arguments des plaidoiries, le même mobile, l'intérêt pécuniaire; il n'y a point de procès où l'on ne fasse valoir les ravages de la concurrence illégale qui diminuait une clientèle déjà trop rare; c'est pour le même motif qu'on interdisait aux médecins provinciaux de venir s'établir à Paris, car les méthodes qui réussissaient en province auraient sans doute pu convenir aux Parisiens.

Il faut avouer que, si parmi ces concurrents il y en avait qui valaient bien les médecins, bien d'autres par contre étaient des charlatans ou des escrocs; on trouve aussi un grand nombre de sorciers, de magiciens, de mystiques éclairés par des lumières divines qui, chez un peuple ignorant et superstitieux, jouissaient d'un grand crédit; ces malheureux illuminés passaient bien souvent les tribunaux ecclésiastiques où des juges aussi cruels qu'insensés les condamnaient à la peine du feu, pour avoir commercé avec le démon. Il est d'ailleurs curieux de constater que, sous le vocable de «*faux médecins*» ou d'«*empiriques*», les auteurs comprenaient tous «*devinateurs, enchanteurs, circulateurs, prestigiateurs, pythoniciens, magiciens et sorciers, et tous ceux qui usent de charmes, caractères, sorts, incantations, invocations de démons et de malins esprits*» (26).

Bien souvent la tâche des juges était délicate : des villages entiers venaient témoigner devant eux leur reconnaissance envers des guérisseurs qui les avaient soignés et guéris gratuitement alors qu'à grands frais les méde-

(26) V. par ex. Laurent Bouchel, Bibliothèque, t. II (éd. de 1615) Vo Médecine, p. 145 à 149 et p. 725 du t. II de l'éd. de 1667.

cins ne procuraient ordinairement en pareil cas que le soulagement de la mort. Les juges hésitaient parfois à retirer à des pauvres gens, qui n'avaient pas le moyen de recourir à un médecin, leur seul espoir en cas de maladie; aussi ne pensons-nous pas comme il a été dit qu'il y ait lieu de considérer la modération des «disciples de Cujas» comme étant avant tout le témoignage d'une «naturelle malveillance envers les suppôts d'Esculape» ou du désir d'affirmer, en des conflits de juridiction leur esprit de corps» (27).

Le grand nombre des procès ne nous donne que l'embaras du choix; nous retiendrons deux décisions qui eurent le plus grand retentissement et «firent jurisprudence».

Un des procès les plus célèbres fut assurément celui de Jeanne Lescalier; pendant plus de deux siècles, jusqu'à la fin de l'ancien régime, les auteurs y firent allusion dans leurs ouvrages mais généralement sans donner de détails.

Jeanne Lescalier, simple paysanne, exerçait la médecine depuis une vingtaine d'années dans plusieurs villages des environs d'Angers; mais il arriva qu'un avocat qu'elle avait soigné mourut; on pratiqua l'autopsie, à la suite de laquelle on conclut à l'empoisonnement; la Faculté de médecine d'Angers profita de la circonstance pour porter plainte par devant le lieutenant criminel Sénéchal d'Anjou; celui-ci rendit une sentence en date du 15 avril 1561 qui interdisait à la défenderesse d'exercer la médecine.

(27) Delaunay, op. cit. p. p. 315 : «Les disciples de Cujas se montrent pleins de ménagements pour les guérisseurs officieux, soit par malveillance envers les suppôts d'Esculape, soit pour affirmer, en des conflits de juridiction leur esprit de corps». Cette affirmation est un peu atténuée p. 316.

Contre cette décision, Jeanne Lescalier se pourvut devant le parlement de Paris. Voici le résumé de l'affaire. On imputait à l'appelante la mort de l'avocat; mais ce n'était pas le chef principal de l'accusation : les médecins reprochaient à la prévenue d'user de magie, de faire des breuvages avec des corbeaux et du «guy de chesne», de prédire l'avenir et de cueillir des plantes des champs en faisant des incantations; enfin ils se plaignaient des actes répétés et préjudiciables d'exercice de la médecine. L'appelante de son côté réfutait ces accusations et soutenait l'argument suivant : certes, dans les villes, il existait une réglementation relative au recrutement des médecins, exigeant d'eux certaines conditions de capacité et de moralité; mais il ne pouvait en être de même à la campagne où, en l'absence de médecins, les paysans pouvaient se faire soigner par qui ils l'entendaient; elle faisait appel au témoignage reconnaissant de trois villages.

Le procureur général reconnut la véracité de plusieurs guérisons qui d'ailleurs avaient été faites «moïennant bon salaire», mais il demanda à la Cour de prononcer l'interdiction d'exercer parce qu'il serait à craindre «que plusieurs autres n'ayans expérience en voudroient faire autant». La Cour de Parlement, par écrit du 12 avril 1573, mit appel sans amende ni dépens.

Cet arrêt fut interprété par la doctrine comme la prohibition absolue pour les femmes d'exercer la médecine; on l'invoqua encore au XIX^e siècle, jusqu'en 1850, pour soutenir que les femmes ne pouvaient être médecins (28); certains auteurs estimaient toutefois que cette solution

(28) Dalloz, Répertoire pratique de Législ. (1854) Vo Médecin n° 37.

ne devait pas être étendue «aux sœurs grises qui sont dans les hôpitaux de campagne» (29).

Nous nous contentons de renvoyer en note à quelques autres décisions (30), pour arriver à la fameuse affaire Théophraste Renaudot.

Renaudot qui avait un esprit inventif et industriel ne se contenta pas de fonder la Gazette; il ouvrit un «Bureau d'adresses» sorte d'agence de renseignements tenant la liste des personnes notables de Paris, en même temps que bureau de placement pour les domestiques. Il avait institué un établissement de prêts sur gages; enfin, outre sa maison d'édition, il donnait rue Calendre, à l'enseigne du Grand Coq, des consultations médicales gratuites. Tel était cet homme chez qui on rencontrait les plus beaux esprits de l'époque.

Comme il était docteur en médecine de la Faculté de Montpellier, il n'avait pas le droit d'exercer à Paris; il fut l'objet des poursuites continuelles de la Faculté de Paris; grâce à la protection de Louis XIII il échappa aux poursuites; mais après la mort de ce souverain, sa fortune changea.

Renaudot groupait autour de son «Hostel des consultations charitables» plusieurs médecins, et la Faculté soute-

(29) Brillon, op. cit. T. IV, Vo Médecin, nomb. 18 «Femmes médecins». On trouvera l'exposé de cette affaire dans : Barnabé le Vest, 237 arrests célèbres et mémorables du Parlement de Paris (Paris 1612), arrest 157, et dans René Choppin, Tractatus de Privilegiis rusticorum, liv. II, pars III, cap. 1 : De salubritate corporis humani.

(30) Affaire Hureau (magie et médecine), exposé détaillé dans Anne Robert, Rerum judicatorum, liv. I, chap. V, fos 19 à 30 de l'éd. de 1597. - R. Choppin, De moribus Parisiorum, lib. II, p. 420 sq. de l'éd. de 1603 (affaire Roche Bailly). Nombreuses espèces dans Delamare, 1603 (affaire Roche Bailly). Nombreuses espèces dans Delamare, Traité de la Police (1722), t. I, liv. IV, tit. XI, p. 630 et suiv.

nait que, lui permettre de continuer d'exercer, c'était le «faire auteur d'une nouvelle secte, doyen d'une nouvelle faculté de médecine dans Paris». Les doyens et docteurs régents de la Faculté portèrent plainte au Châtelet; mais Renaudot réussit à faire évoquer l'affaire au Conseil qui, par arrêt du mois d'août 1643, renvoya la cause devant le prévôt de Paris; celui-ci, dans sa sentence du 9 décembre 1643, fit défense à Renaudot «et à ses adhérens» de «faire la médecine à Paris... et de s'assembler sous quelque prétexte que ce soit, à peine de 500 livres d'amende, payables par prison» et le condamna aux dépens. La cause fut ensuite portée devant le Parlement et la Faculté de Montpellier, qui jugeait qu'il y allait de sa réputation et de son honneur de faire triompher un de ses disciples, intervint aux cotés de Renaudot. La Faculté de Paris, intimidée, plaidant par Chenot, exposa longuement ses prétentions et soutint à grands renforts d'arguments que l'appelant ne pouvait pas exercer à Paris. Renaudot représenté par Pucelle fit valoir qu'il était médecin du roi en vertu d'un brevet de 1612. Mais ce brevet ne pouvait lui servir car , en fait, Renaudot n'était point «couché sur l'état, ni payé d'aucun gage» et ne servait «point par quartier», conditions exigées par l'art. 125 de l'ordonnance d'Orléans et par l'art. 59 des statuts de la Faculté.

L'avocat général Omer Talon termina par des conclusions tout à fait défavorables à Renaudot; il insista sur le fait que les prétendues consultations charitables n'étaient pas aussi désintéressés que leur auteur voulait le faire croire; enfin que penser de ce protecteur des pauvres qui par le moyen de son Mont-de-Piété pratiquait l'usure à l'égard des malheureux?

Par arrêt du 1er mars 1644 ; «La Cour ... a mis et met

l'appellation au néant, ordonne que ce dont a été appelé sortira son plein et entier effet, condamné l'appelant en l'amende et aux dépens, a ordonné et ordonne que dans la huitaine la Faculté de Médecine s'assemblera pour faire un projet de Règlement sur les consultations charitables des pauvres, et icelui rapporter à la Cour... Et sur les conclusions du Procureur Général a ordonné et ordonne que Renaudot présentera à ladite Cour les Lettres Patentes... par lui obtenues pour l'établissement du Bureau, et permission de vendre à grâce : Et cependant lui a fait et fait très expresses inhibitions de plus vendre ni prêter sur gages, jusqu'à ce qu'autrement par la Cour en ait été ordonné, et que les Officiers du Châtelet se transporteront chez ledit Renaudot, pour faire inventaire de toutes les hardes qui se trouveront en sa maison, pour les vendre et distribuer à qui il appartiendra... Premier jour de mars 1644».

Telle fut la fin malheureuse de cette curieuse affaire (3).

(3) On trouvera l'exposé complet de cette affaire (plaidoiries et arrêt) dans le Journal des Audiences du Parlement (7 vol. fo) T. I (par Jean du Fresne) p. 333-343.

SECTION II.

CHIRURGIENS ET BARBIERS.

Nous avons vu qu'au début du XIII^e siècle le Droit canon avait interdit aux clercs médecins de procéder aux opérations par «section et ustion», parce que «l'Eglise a horreur du sang» (1); quelques laïcs se spécialisèrent alors dans ces sortes d'opérations, ce furent nos premiers chirurgiens.

Dans le temps que la Faculté de Médecine se donnait des Statuts, les Chirurgiens s'organisèrent en corporation. Mais ils devaient être encore assez peu nombreux, car au début du XIV^e siècle, il ne paraît y avoir eu à Paris qu'un seul dentiste et c'était un étranger (2).

Les Chirurgiens ne purent vivre longtemps en paix, car ils eurent à se défendre contre des usurpateurs et des rivaux redoutables, les Barbiers.

§ 1. — *Chirurgiens.*

Le libre exercice de la Chirurgie n'avait pas tardé à provoquer des abus; pour remédier à ce mal, le Chirurgien de Saint-Louis, Jean Pitard, organisa les Chirurgiens de

(1) V. supra p. 26.

(2) «Martin le Lombard qui trait les denz», Depping, le Livre des Métiers d'Etienne Boileau (Collection des Doct. inéd. sur l'hist. de France, Introd. p. LXXIX),

Paris en corporation, vers 1268 (3). Les membres honorables du métier procèdent à l'élection de six d'entre eux parmi les plus capables. Ces six élus doivent examiner la capacité de ceux qui désirent exercer, et en dresser la liste (4).

Des sanctions étaient prévues contre les contrevenants : on relevait leurs noms sur une liste, et s'ils exerçaient, ils pouvaient être condamnés à une amende dont le taux n'est pas indiqué; étaient passibles de la même peine, ceux qui avaient la licence d'exercer mais qui n'avaient pas dénoncé au Prévot les meurtres et blessures qui venaient à leur connaissance, ainsi que leur serment les y obligeaient (5).

Peu de temps après, en 1301, un règlement du Prévot de Paris oblige tous les barbiers qui s'entremettent de Chirurgie, au nombre de 26, à passer un examen professionnel devant les Maîtres Chirurgiens et en outre à signaler les noms des blessés qu'ils auront secouru, le tout sous peine d'amende et de contrainte par corps (6).

(3) Les anciens auteurs donnent : 1268 (Laurent Bouchel, Bibliothèque du Droit français, éd. de 1667, t. I, Vo Chirurgien p. 544) ou 1260 (Guyot, Rép. de Jurispr. éd. 4^e de 1784-1785, t. III, Vo Chirurgie, p. 439).

(4) Etienne Boileau, op. cit. p. 419 : «li prevoz de Paris, par le conseil de bonnes gens et de preudomes du mestier a esleu VJ des meilleurs et des plus loiaus cyrurgiens de Paris; liquel ont juré sur sains devant le prevost, que eus bien et loiaument ... examineront ceus qu'ils creront et cuideront qu'il ne soient digne d'ouvrier ... Et si nous brandront en escrit les noms de ceus qui seront digne d'ouvrier de cyrurgie». Cf. Quesnay, Recherches critiques et historiques sur la chirurgie (éd. de 1749) t. I, p. 61 sq. (ouvrage partial).

(5) Depping, Livre de Métiers p. 419 : «Li VJ Juré dessus dit auront le quart denier des amendes qu'ils feront lever du mestier, si come de ceus qui iroient contre leur serement, et come de ceus à qui nos deffendrons le mestier qui n'en sont digne, s'il s'en entremetolent sur nostre deffense».

(6) «et leur fut défendu sur peine de cors et de avoir que cil qui

Ces mesures étant insuffisantes, Philippe le Bel rend un édit en 1311; le préambule nous apprend que les prétendus chirurgiens, hommes ou femmes, pullulaient, la plupart venus de l'étranger et peu recommandables (7).

Cet édit institue Jean Pitard, Chirurgien juré au Châtelet de Paris; ceux qui veulent exercer la Chirurgie doivent passer un examen devant ce Chirurgien juré pour obtenir la «*licentia operandi*». Le Prévôt fera emprisonner ceux qui exercent illicitement jusqu'à ce qu'ils aient payé l'amende encourue; les enseignes appendues à leurs maisons seront brûlées; ceux qui refuseraient de prêter le serment les obligeant à dénoncer au Prévôt les noms des blessés seront punis arbitrairement (8).

se dient cirurgien barbier que il ne ouvreront de l'art de cirurgie devant ce qu'il soit examinez des mestres de cirurgie ». Depping p. 419, note I. (Depping a commis une erreur en disant que ce règlement a été approuvé par les 26 barbiers). V. Pasquier, *Recherches de la France* (1723) t. I col. 970-971. Laurent Bouchel, op. cit. t. I. Vo Chirurgien p. 543. Nicaise op. cit. p. 7 sq.

(7) Laurière, *Ord. des Rois de France* (par abrég. C. L.) t. Ip. 491-492. Isambert, t. III p. 16. «*ad nostrum pervenit auditum quod, quamplures extraneorum nationum, ... alii exploratores (espions) et holerii (ouvriers des mines de houille), deceptores, arquemiste et usurarii ... chirurgiae practicum ... exercere presumunt*».

(8) C. L. loc. cit. - Is. loc. cit. (Is commet une erreur en indiquant comme Chirurgiens jurés du Châtelet de Paris Pierre Fromond et Robert de Langres; il n'y avait alors que Jean Pitard + vers 1315. Même erreur dans Bouchel, t. I, Vo Chirurgien p. 543). Le Prévôt doit faire : «*bannerias omnium cirurgicorum et cirurgicarum non approbatorum nec juratorum ... dominibus appositas, coram domibus eisdem comburi, personas etiam eorum capi, et in castellatum nostrum Parisiense adduci, et tamdiu teneri, quousque nobis fuerit legitime emendatum.. si quis vero ipsorum ipsa (juramenta) praestare recuserit (recusaverit) ... et... dictae artis practicae se immiscere praesumpserint ... prout facti qualitas poposcerit ... volumus praevia ratione puniri*».

Emendare signifie «*payer une amende*» et non «*s'amender*», comme traduisent quelques uns, V. Du Cange, *Glossarium*, Vo *Emendare*. L'obligation de donner les noms des blessés, rappelée le 21 juillet 1370 (C. L. 322-323 t. V) sera renouvelée jusqu'en 1788.

L'édit de 1311 est confirmé par le Roi Jean le Bon en avril 1352; la seule innovation c'est l'institution au Châtelet de deux Chirurgiens jurés au lieu d'un seul (9), chargés d'examiner la capacité de ceux qui désirent devenir Chirurgiens. Peu après, en juin 1360, le régent Charles fait don à la confrérie des Chirurgiens, placée sous l'invocation de Saint Côme et de Saint Damien, de la moitié des amendes auxquelles peuvent être condamnés ceux qui exercent irrégulièrement (10), et le 19 octobre 1364, Charles V fond en un seul texte l'édit de 1311 et les lettres de 1360 et renouvelle les sanctions à l'égard des contrevenants (11).

Des lettres de Charles VI, en date du 3 août 1390, adressées au Prévot de Paris, rappellent que «plusieurs praticiens tant en Médecine comme en Chirurgie, se exposent induement à visiter malades, et abusent desdictes sciences, en eulx promettant et acertenant les garir et curer leurs maladies;... dont plusieurs perils et inconveniens se font...». Le Prévôt devra informer avec diligence, et, pour mettre fin à ces abus, il prononcera telles peines qu'il lui semblera (12).

Tous ces privilèges des chirurgiens, confirmant leurs statuts, leur accordant diverses exemptions ou interdisant l'exercice de leur art à ceux qui n'avaient pas été reçus

(9) C. L. II, p. 496-497.

(10) C. L. III, p. 420.

(11) C. L. t. IV p. 499-501.

(12) C. L. VII p. 354. «Au prevost de Paris... Vous mandons... que sur ce vous informez diligemment, et à ceux que vous trouverez non experts... defendez sur telles paines qu'il vous semblera à faire de raison, que en aucune manière ilz ne exercent la pratique desdictes sciences...».

et approuvés, seront confirmés de règne en règne, jusqu'en 1644 (13).

§ 2. — *Barbiers.*

Malgré ces mesures, les Chirurgiens n'étaient qu'imparfaitement protégés, car ils avaient de redoutables concurrents, les Barbiers; ceux-ci, à l'origine, avaient pour seule fonction de «faire le poil», c'est à dire raser et peigner; comme ils savaient manier le rasoir on leur confia quelques petites opérations; mais peu à peu ils s'enhardirent, et se mirent à empiéter sur les attributions des chirurgiens : nous en avons la preuve dès 1301, puisque le règlement du Prévôt de Paris interdit la Chirurgie aux Barbiers non examinés (14); Pasquier l'a très bien noté : «Et au dessous (du règlement) sont les noms des vingt-six Barbiers, auxquels ces deffenses sont faites, soit, ou qu'il n'y eust lors dedans Paris que vingt-six Barbiers, ou qu'il y en eust plus : mais qu'entre ce plus, il n'y en eust que vingt-six qui voulussent enjamber sur l'estat des Chirurgiens» (15).

Les Barbiers n'en continuaient pas moins de faire des opérations; on le voit clairement dans les lettres de mars

(13) Confirmations en : oct. 1381, C. L. VI, p. 626; déc. 1423 (Henri VI, pendant la guerre de Cent ans) C. L. XIII, p. 41; oct. 1441, C. L. XIII, p. 337; Mars 1470, C. L. XVII, p. 403; juil. 1484, C. L. XIX, p. 396; juil. 1498, C. L. XXI, p. 82; fév. 1514, Blanchard (Compil. chronologique, éd. de 1715) col. 425; janv. 1544, Blanchard, col. 589; mars 1527, Quesnay, op. cit. t. II, p. 164; Mars 1567, Quesnay, II, p. 167; Fontanon (Edicts et ordonnances des rois de France, éd. de 1611) t. IV, p. 464; oct. 1594, Blanc. col. 1266; juil. 1611, Isambert XVI, p. 21 et Quesnay II, p. 89; janv. 1644 Quesnay II, p. 160 et Guyot, Rép. Vo Chirurgie, t. III, p. 441.

(14) Voir supra p. 50 note 6 et les références.

(15) Pasquier op. cit. t. I col. 971. - Quesnay I, p. 115 sq.

1365 dispensant les barbiers de faire le guet (16) dans les Statuts que Charles V leur donne en déc. 1371, le droit de saigner leur est reconnu implicitement par l'art. 5 (17).

L'année suivante, nouveau succès, puisque les lettres du 3 oct. 1372 leur reconnaissent le droit de soigner clous, bosses, abcès et plaies non mortelles, droit, est-il dit, dont ils ont si joui si longtemps qu'il n'est mémoire du contraire; pour régulariser cette pratique on invoque d'ailleurs la «raison et le bien public», car les Barbiers ont de l'expérience et ne prennent pas cher : «plusieurs poures gens qui à la fois ont plusieurs et diverses maladies accidentelles», ne pouvaient recourir aux soins «des diz Mires Jurez qui sont des gens de grant estat et de grant salaire, et ne les avoient de quoy satisfaire» (18). Nous verrons d'ailleurs par la suite, que souvent l'intérêt public excuse certains actes illicites.

Pendant plus de deux siècles, il y aura des procès continuels entre les chirurgiens et les barbiers : les premiers voulant être les seuls à exercer la chirurgie et les seconds profitant de ce qu'il était permis de soigner certains genres de maux, pour vouloir entreprendre toutes sortes d'opérations. Les chirurgiens obtinrent qu'il fut interdit aux

(16) C. L. IV p. 609-611; préambule : «pour ce qu'il eschiet bien souvent que lez aucuns d'iceux exposans barbiers, lesquelx presque touz s'entremectent du fait de sururgie, sont envoiez querre par nuit ... en deffault dez Mires et Surgiens de la Ville». Le nombre de ces barbiers s'élevait à 40.

(17) C. L. V p. 440-442.

(18) C. L. V p. 530-531, préambule : (plaintes des barbiers) «... les Cirurgiens et Mires Jurez..., soubz ombre de certains privilèges que ilz se disoient et dient avoir de noz prédécesseurs Roys de France sur ce, que aucun ne se puet ne doit se mesler.. en aucune manière.. du fait de Cirurgie, fors que les diz Jurez tant seulement...».

barbiers de se qualifier de «chirurgiens-barbiers»; ils ne pouvaient s'appeler que «barbiers-chirurgiens» (19).

L'accès de la profession de barbier n'était pas libre; la communauté avait des statuts, qui furent homologués en déc. 1371; peu après, en mai 1383, ils furent considérablement augmentés; nous n'en retiendrons que les dispositions qui intéressent notre étude (20) : la direction du métier appartient au Premier Barbier, Valet de Chambre du roi (art. 1); il est défendu à ceux qui n'ont pas subi les épreuves accoutumées d'exercer, mais la sanction n'est pas précisée (art. 2) (2); le métier de Barbier étant une profession manuelle, il n'est pas licite de travailler les Dimanches, ni les jours de Fêtes, sauf pour saigner, à peine de cinq sols d'amende (art. 6 et 7 (22)). La lèpre faisait alors ses ravages : aussi, par mesure d'hygiène, est-il interdit de soigner les lépreux, hommes ou femmes, que les textes appellent «mezel» ou «mezelle»; la peine était très grave : confiscation des outils et exclusion de la profession; on trouvera de semblables mesures en temps de peste, plus tard, sous François 1er (23).

(19) Pour plus de détails v. Pasquier, op. cit. t. I, col. 971 à 973.

(20) Voir le texte : Statuts de 1371 C. L. p. 440-442; Statuts de mai 1383 C. L. VII p. 15-17; IS. VI p. 577.

(21) Ces sanctions sont fixées dans les lettres de confirmation du 19 mai 1438 (C. L. XIII p. 265-267) à «vingt sols parisis d'amende pour chacune fois qu'il (le contrevenant) y sera trouvé faisant le contraire (art. 2)».

(22) Voir tous les détails dans Delamare, Traité de la Police, 2e éd. Tome I (1722), liv. II, tit. VIII, chap. IX, p. 385-386.

(23) Delamare, op. cit. TI, liv. IV, tit. XIII. chap. VI, p. 655-657 (arrêt du Parlement 13 sept. 1533); C. L. II p. 283-7° et p. 385. Cf. les autres mesures d'hygiène rappelées dans les statuts : oblig. de jeter le sang des saignées dans un certain délai; défense de nourrir des porcs!

La moralité des Barbiers n'était pas bonne sans doute, puisque tous les textes leur rappellent qu'à peine d'exclusion et confiscation du matériel, ils ne doivent être «diffamés de Bourdellerie et Maquerellerie»; de même, ils ne devaient «aler rere (raser), ne faire autre chose à aucune personne aux estuves ne autre part, sur peine de V solz»; c'est qu'à cette époque les étuves (établissements de bains) avaient une fort mauvaise réputation.

Les Statuts et privilèges des Barbiers de Paris seront confirmés à plusieurs reprises (24).

Les règlements et sanctions que nous venons d'exposer ne valaient que pour les Barbiers et Chirurgiens de Paris; à la même époque, dans les principales villes du Royaume, chaque Communauté se donnait des Statuts, afin de sauvegarder les droits du métier et d'écarter les indésirables et les incapables; tous ces Statuts différaient entre eux, cependant ils reposaient sur un fond commun et beaucoup de leurs dispositions étaient semblables; si grand que soit l'intérêt de cette réglementation, nous ne pouvons l'examiner ici faute de place; nous donnons simplement en note quelques références (25).

(24) Notamment : 19 mai 1438 (C. L. XIII, p. 265); sept. 1461 (C. L. XV, p. 55); fev. 1499 (C. L. XXI, p. 252); juin 1634 (Blanchard col. 1615).

(25) *CHIRURGIE* : Carcassonne 4 Août 1404 (C. L. IX, 26) : peine arbitraire contre ceux qui exercent illicitement : «si qui contrarium fecerint, seu contra prohibitionem et defensionem venerint, ipsos puniatis (le Sénéchal et le juge ordinaire de Carcassonne) secundum eorum demerita, taliter quod de cetero aliis alia comittentibus transeat in exemplum». Rouen, avril 1453 (C. L. XIV, p. 281) : ces statuts visent presque uniquement la répression de l'exercice illicite par les «triacleurs, drameurs, inciseurs, et autres non connoissans ladicte science de chirurgie...». — *BARBIERS* : Sens mai 1376 (C. L. VI, p. 197). Lettres qui maintiennent les Barbiers de Sens, dans le droit de panser les plaies qui ne sont pas mortelles (même texte que Paris oct. 1372). Carcassonne 1400 (C. L. VIII, p. 399) quelques dispositions

Enfin en plus de cette réglementation particulariste et locale, le roi Charles VII, à la demande de son premier Barbier, Colmet de Candillan, accorda, par lettres de juin 1427, des privilèges aux *barbiers en général*; ces Lettres précisent les droits du Premier Barbier, Valet de Chambre du roi, «Maistre et Garde dudit Mestier»; en outre elles ont pour objet de rappeler certaines obligations du métier et exigent de ceux qui veulent être Maîtres et tenir «ouvroir» qu'ils aient passé un examen devant le «Premier Barbier, ses lieutenans ou Commis Jurez», car, dit le préambule, il est arrivé que des individus ni «approuvez ne passez maistres, ne savoient convenablement rere, saigner, faire lancettes et fers ou pointes bonnes, nécessaires et seures, ni cognoistre les veines lesquelles il faut saigner pour la santé du corps humain». Par la suite d'autres lettres renouvelleront celles de 1427 (26).

curieuses : défense de saigner en mauvaise lune à peine de 10 sols tournois, art. 3^e Item. Daisi avant degun Barbier ny Barbiera, varlet ne varlets, ne ose sagnar doguna persona, qui na que sia, si no es en bona Luna...». *Tours* 1408 (C. L. IX, 404) cf. *Paris* mai 1383. *Rouen* 1424 (C. L. XIII, p. 59). *Saint-Jean-d'Angély* 1447 (C. L. XIII, p. 506). *Bordeaux* 1451 (C. L. XIV, p. 157) statuts d'objet très limité; puis 1457 (C. L. XIV, p. 427), statuts très détaillés pour les barbiers et les chirurgiens; art. 32 : «Item. Pour ce que plusieurs vacabonds et autres gabusiers... prennent charge de guerir de toutes maladies..., que nul estrangier ou de quelque autre estat, condicion ou aucthorité qu'il soit, ne pas si osé ne si hardy de besongner du mestier de chirurgie... sur la peine de vingt-cinq livres tournois chacune fois...». *Toulouse* 1457 (C. L. XIV, p. 434) et 1463 (C. L. XVI, p. 16). *Poitiers* 1461 (C. L. XV; p. 307) et 1485 (C. L. XIX, p. 611). *Beaune* 1476 (C. L. XVIII, p. 256). *Orléans* 1489 (C. L. XX, p. 206). *Narbonne* 1497 (C. L. XX, p. 571), le texte est le même que celui des lettres de Juin 1427 (C. L. XIII, p. 128)

(26) Lettres de 1427. C. L. XIII, p. 128 Juin 1444. Nov. 1461 (C. L. XV, p. 243). Mars 1465 (C. L. XVI, p. 467). Mars 1483 (C. L. XIX, p. 315 et Isambert XI, p. 99). Sept. 1513, C. L. XXI p. 521. Mai 1575 (Fontanon IV, p. 465). Oct. 1592 (Is. XV, p. 39).

§ 3. — *L'union de 1655.*

Notre exposé s'arrête au XVII^e siècle; avant de le reprendre il est indispensable de donner quelques indications sur la querelle des médecins, barbiers et chirurgiens. La chirurgie, avons-nous vu était exercée par les chirurgiens proprement dit, appelée chirurgiens de longue robe, appartenant à la confrérie de St Côme et St Damien; et par les barbiers, «classe de chirurgiens subalternes» «qui n'avoient pas assez de génie pour s'élever à d'autres fonctions» et qui «étoient obligés de se borner... au pansement des simples tumeurs et des furoncles» (27). Cependant les barbiers transgressaient souvent ces limites; et de leur coté les chirurgiens faisaient concurrence aux médecins : de là l'origine des querelles; Pasquier note avec justesse : «De toute ancienneté, il y a eu deux ambitions qui ont couru : l'une dedans l'âme du chirurgien, afin que sa compagnie fût incorporée en l'Université, et l'autre en celle du Barbier, que sa Confrairie fist part de celle des Chirurgiens (28)». Ces conflits très intéressants sont trop complexes pour qu'on puisse en donner ici le détail; mais on reste assez près de la vérité en les résumant ainsi : la Faculté de Médecine, pour lutter contre la concurrence des Chirurgiens, donne son appui aux barbiers et conclut avec ceux-ci des contrats leur accordant des avantages mais les subordonnant fort étroitement; forts de cet appui, les barbiers exercent plus ouvertement que jamais la chirurgie; leur nombre est prodigieux et leur succès ruine les Chirurgiens, qui malgré beaucoup de répugnance sont obligés de s'associer avec les barbiers en 1655; cette

(27) Guyot, Rép. t. III, Vo Chirurgie, p. 440.

(28) Pasquier Op. cit. t. I, col. 969

union fut confirmée par lettre patentes de 1656 (29). Le prestige des Chirurgiens est ruiné : eux qui avaient voulu faire partie de l'Université étaient réduits à l'humble condition de tondeurs de barbes. La Faculté de médecine obtint du Parlement un arrêt du 7 fév. 1660 déclarant que les Chirurgiens se trouvaient, par l'effet du contrat d'union, placés au rang des barbiers et, de ce fait, soumis à la Faculté de Médecine.

Mais les Chirurgiens qui songeaient à leur ancienne splendeur, ne cessèrent de lutter pour se relever de leur déchéance et s'affranchir du joug humiliant de la Faculté de Médecine; ils comprirent que, pour atteindre ce but, il fallait une bonne réglementation de la profession : aussi se donnèrent-ils des statuts qui furent confirmés par lettres patentes de septembre 1699 (30).

§ 4. — *La Chirurgie après l'Union de 1655.*

Les statuts de 1699 renfermaient plusieurs dispositions à l'encontre de ceux qui exerçaient sans qualité; l'art. 30

(29) Il y eut une première union, sans durée, en 1613. — En 1657, la Faculté de médecine essaya, mais en vain, d'attaquer le contrat d'union de 1655; le procès et les plaidoiries sont rapportés dans le «Journal des audiences du Parlement», de Jean de Fresne, Paris 1757, 7 vol. fo. t. I. p.832 à 847. — Pour plus de détails sur toute question, v. Guyot, Rép. Vo Chirurgien, p. 440 à 442 et Jeanne Rigal, «La Communauté des Maîtres Chirurgiens jurés de Paris au XVIIIe et au XVIIIe S. (thèse Droit) p. 42 à 72.

(30) Entre 1655 et 1699, les deux communautés unifiées furent réglées par les Statuts accordés aux barbiers le 16 juin 1634, complétés par arrêt du Conseil du 28 juin 1671; il faut encore ajouter un édit de sept 1692.

L'année 1668 marque un premier relèvement de la profession : jusqu'à cette date en effet les barbiers et les Chirurgiens (à l'exception des Chirurgiens de Paris) étaient soumis au premier barbier du roi; les Lettres du 6 août 1668 transférèrent les droits de celui-ci au profit du premier chirurgien; Guyot, Rép. eod. Vo Sect. II p. 442-443.

disposait : «Aucunes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, ne pourront exercer la chirurgie dans la Ville et Faubourgs de Paris, soit en boutiques, en chambres, ou autres lieux particuliers privilégiés, ou prétendus privilégiés, pour quelque cause et occasion que ce soit, s'ils ne sont membres de la Communauté des Maitres Chirurgiens de Paris, et reçûs ou aggregez en icelle par le grand chef-d'œuvre, ou par l'une des matières ci-après ordonnées; défend à tous les autres d'exercer conjointement, ou séparément quelque'une des parties de la Chirurgie sous telles peines qu'il appartiendra; pareilles défenses sont faites à tous les Ecclésiastiques, séculiers ou réguliers, Religieux et autres de faire aucunes incisions, opérations, ni pansemens dans la ville et Fauxbourgs de Paris; et ne pourront les personnes non reçûës, aggrégez ni approuvez, avoir aucune action pour leurs salaires, pansemens ou médicamens, ni leurs rapports, faire aucune foi en Justice, nonobstant tous Arrêts, Brevets, Lettres Patentes, Privilèges ou autres titres à ce contraires, qui sont à cet effet revoquez, et défendu à tous les juges d'y avoir égard». La clarté de ce texte dispense de tout commentaire. Les art 102 et suivans visaient l'exercice de certaines spécialités . bailleuls, renoueurs d'os, experts pour les dents, oculistes, lithotomistes, bandagistes ne pouvaient exercer leur profession qu'après avoir été jugés capables par le Premier Chirurgien du Roi (ou son lieutenant) et les quatre prévôts en charge.

Sur les démarches de son premier chirurgien, Mareschal, le roi expédia le Lettres Patentes de sept. 1724; ces Lettres ont une très grande importance pour l'histoire de la Chirurgie au XVIIIe Siècle. Grâce à la création de cinq places de démonstrateurs, elles ont instauré un enseignement

chirurgical indépendant de la Faculté de Médecine, à qui l'enseignement théorique était jusqu'alors réservé. Mais du point de vue qui nous occupe, elles présentent également un très grand intérêt : elles relèvent en effet aux Frères de la Charité la liberté de pratiquer des opérations de chirurgie (31).

Les Frères de la Charité étaient des religieux hospitaliers de l'ordre de Saint-Jean-de-Dieu; cet ordre fondé en Espagne au XVI^e siècle passa en Italie, et c'est de là que, par le moyen de Marie de Médicis, Jean Bonnelli et quelques autres religieux vinrent en France, en 1601; ils bâtirent un hôpital Faubourg Saint-Germain et par la suite ils fondèrent divers établissements (32). Interpétant trop largement les termes de leurs statuts et dépassant leurs droits, les Frères de la Charité se mêlaient de Chirurgie. Nous avons déjà vu que les statuts de 1699 (art. 30) interdisaient de tels empiètements, mais sans résultat. Des opérations maladroites amenèrent un procès entre les Chirurgiens et les Frères; mais ces derniers eurent gain de cause en 1715 et 1721 (33). Cependant les Chirurgiens finirent par l'emporter et obtinrent les Lettres de 1724.

Le préambule est significatif; il rappelle que les Frères «se sont ingérez et s'ingèrent de faire sur les malades, ou blessez, les opérations chirurgicales, et manuelles, qui ont

(31) On trouvera le texte de ces Lettres et divers autres renseignements dans le «Dictionnaire des arrêts» de Pierre-Jacques-Brillon (1727) 6 Vol. fo. t. III, Vo Hôpital § Chirurgiens des Hôpitaux, p. 622-623.

(32) Migne, Encyclopédie Théologique (50 vol. 4^e). Dictionnaire des Ordres religieux, t. 2 Vo Jean de Dieu, col. 528 à 544. De Saint-Victor, Tableau Historique et pittoresque de Paris (2^e éd. 1890) (8 vol. 8^e) t. IV 2^e partie p. 397 à 401 et abbé Lebeuf «Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris» (nouvelle éd. de 1867) t. 3, 151 à 156.

(33) J. Rigal, op. cit. p. 80 à 84.

toujours été réservées aux Chirurgiens Jurez, privativement à toutes autres personnes...». Le texte des lettres porte que de cinq ans en cinq ans le premier Chirurgien désignera «deux des plus expérimentez Maitres de la Communauté des Chirurgiens, sçavoir l'un pour exercer en chef la Chirurgie dans l'hôpital des Frères de la Charité de Paris, et l'autre pour son substitut... Et pour qu'il ne reste plus à l'avenir aucunes discussions entre les Chirurgiens de toute l'étendue de notre Royaume sur le fait que la Chirurgie, et plusieurs Religieux, et notamment les Frères de la Charité, qui abusent des mots de CURARE, qui se trouvent dans leurs Constitutions, et de ceux de PENSER, TRAITER, et MEDICAMENTER, exprimez dans des Lettres Patentes, Réglemens et arrêts par eux obtenus, et veulent s'attribuer par là l'exercice de la Chirurgie, que l'on a jamais eu l'intention de leur accorder... Nous faisons très expresses inhibitions et défenses à tous les religieux, de quelque Ordre qu'ils soient, et notamment à tous les Frères de la Charité, qui sont établis dans notre Royaume, Païs, Terres et Seigneuries de notre obéissance, d'exercer l'art de la Chirurgie, ni d'en faire aucunes opérations, soit dans les maisons particulières, soit dans les Hôpitaux, en quelque manière et sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine contre les supérieurs qui l'auront souffert, d'être traités comme désobeïssans et rebelles à nos ordres; et contre les contrevenans de confiscation de leurs instrumens, et ustensiles servans à la Chirurgie et sous telle peine qu'il appartiendra...». Ces Lettres, quoique dirigées spécialement contre les Frères de la Charité, visaient également les autres ordres hospitaliers; le Parlement considérant qu'il était de l'intérêt public de laisser aux religieux l'exercice de la Chirurgie dans leurs maisons, adressa des

remontrances avant d'enregistrer les lettres le 26 mars 1725.

A une époque où les œuvres d'assistance étaient dûes à l'initiative des particuliers ou des religieux, les Lettres de 1724 étaient beaucoup trop absolues; c'est pourquoi, en 1761, Louis XV reviendra en partie sur ces mesures dans sa déclaration du 20 juin (34). Les religieux pourront désormais «choisir eux-mêmes leur chirurgien»; la Déclaration ajoute que de cette façon il en résultera entre les religieux «et lesdits maîtres chirurgiens, une union vraiment utile au service des malades et aussi propre à fortifier l'expérience et les connoissances desdits religieux, qu'à les mettre en état de suppléer sans inconvéniens aux fonctions desdits chirurgiens dans les cas de nécessité». Cette dernière disposition reconnaissait donc aux religieux le droit de pratiquer la chirurgie, au moins sous le couvert de l'urgence ou de la nécessité (35).

Il était nécessaire de réglementer l'exercice de la Chirurgie non seulement à Paris, mais encore en Province; en sept. 1723, il fut accordé des statuts aux chirurgiens de Versailles; puis en 1730, il parut des statuts en 98 art. pour

(34) Isambert XXII, p. 310; préambule «Nous avons cru devoir nous réserver la nomination d'un chirurgien en chef en chacune desdites maisons de la charité; et que dans la persuasion que les pauvres y seroient mieux secourus par des maîtres de l'art que par des religieux, nous avons cru devoir interdire aux Frères de la Charité toute faculté d'y exercer la chirurgie, mais les difficultés qui se sont opposées à l'exécution de cette disposition dans la plupart des lieux où ces hôpitaux sont établis, et plus encore dans nos colonies, nous ont portés à faire examiner de nouveau cette matière en notre conseil. Une expérience de trente six années.. nous ont fait reconnoître qu'il étoit de notre justice... d'apporter quelques tempéramens à l'exécution de nosdites lettres patentes...».

(35) Sur toute question cf. Guyot, op. cit. § Exercice de la chirurgie dans les maisons de l'ordre de la Charité, p. 455 sq.

toutes les communautés du royaume qui n'en avaient point qui fussent dûment homologués (36).

Le titre II vise précisément l'exercice illégal de la chirurgie. Nul ne peut, sans être muni de lettres de maîtrise, exercer la chirurgie à la ville ou à la campagne, à peine de cinq cents livres d'amende. Quant à ceux qui peuvent exercer dans une ville ou il y a une communauté peuvent aller s'établir dans une ville où il y a une communauté, sans s'y faire agréer; s'ils ont été reçus dans une ville où il n'y a point de communauté, ils ne peuvent s'établir dans une ville où il y a une communauté, qu'après s'y être fait recevoir; de même ceux qui sont reçus pour une simple paroisse peuvent exercer dans telles paroisses qu'ils veulent, mais non en ville. Toutefois la rigidité de cette réglementation était atténuée par le droit pour le malade de choisir son chirurgien; en effet l'arrêt d'enregistrement précisait qu'il «sera libre à toutes personnes d'envoyer quérir, en cas de besoin, tels chirurgiens que bon leur semblera, dans telles villes, bourgs et villages qu'ils aviseront bon être, sans être contraintes à se servir des chirurgiens des villes, bourgs et villages de leur résidence».

Le titre dix défendait à tous barbiers-perruquiers d'exercer la chirurgie dans les villes où il y a communauté, à peine de cinq cents livres d'amende et même de punition exemplaire en cas de récidive. On trouvait enfin d'autres dispositions concernant certaines spécialités, et notamment les sages-femmes (tit. IX).

En 1743, l'union de 1655 des chirurgiens avec les barbiers subsistait encore; il convenait d'écarter du corps des chi-

(36) On en trouvera l'analyse dans Guyot, Rép. Vo Chirurgie, § Réglemens concernant la chirurgie dans les provinces, p. 451.

rurgiens les éléments étrangers à la profession, en exigeant de ceux qui se disposaient à exercer la chirurgie une culture littéraire et philosophique; d'après la déclaration du 23 avril 1743, nul ne pouvait à l'avenir être admis à exercer la profession de chirurgien sans justifier du degré de maître ès-arts (37); l'association de 1665 fut annulée; les art. 6 et 7 portent suppression des barbiers-chirurgiens, qui dorénavant appartiendront à la communauté des Maîtres-Barbiers-Perruquiers-Eaig-neurs-Etuvistes; cependant des dispositions transitoires étaient prévues en faveur des barbiers-chirurgiens qui exerçaient alors.

Nous ne dirons rien ici de la fondation en 1731 de la Société de Chirurgie ni de sa transformation en Académie par Lettres du 2 juillet 1748. Nous mentionnerons simplement les statuts très détaillés en XIII titres et 160 articles que les chirurgiens se donnèrent en 1768 et qui constituent l'organisation définitive de leur Collège à la fin de l'Ancien régime; ces Statuts règlent de façon précise les études et l'enseignement de la Chirurgie; cependant nous n'en retiendrons que les dispositions qui intéressent directement notre sujet.

Les personnes non reçues ne peuvent intenter aucune action en payement de leurs salaires, pansements et médicaments, même en vertu de mémoires arrêtés et reconnus; leurs rapports ne peuvent faire aucune foi en Justice, et les juges ne doivent pas y avoir égard; en outre elles encourent une amende de cinq cents livres, dont le produit est encaissé au profit de la Communauté.

Les interdictions ne se limitent pas au seul exercice; il est défendu à tous ceux qui ne sont pas maîtres de faire

(37) On trouvera le texte de la déclaration de 1743 dans J. Rigal, op. cit. pièces justificatives, p. 197 et Quesnay, t. II; p. 250.

aucune leçon de chirurgie, ni de rien publier qui y ait rapport, sans avoir été autorisé par le Premier Chirurgien; la peine était de cinq cents livres; les Maîtres eux-mêmes ne devaient rien publier sans faire part de leur découverte à l'Académie Royale de Chirurgie.

Comme on peut en juger, la réglementation était devenue très rigoureuse : non seulement il était défendu d'exercer sans diplôme, mais encore la liberté de publier des ouvrages était annihilée au seul profit de l'Académie Royale, ce qui était excessif.

§ 5. — *Quelques décisions de Jurisprudence.*

Pour compléter cet exposé limité aux textes des ordonnances et statuts, il ne sera sans doute pas inutile de choisir parmi les abondantes décisions judiciaires quelques unes des espèces les plus célèbres; car la seule étude des textes donnerait une idée assez inexacte de la répression.

Les individus exerçant illicitement étaient très nombreux; profitant de la superstition et de la crédulité de leurs patients, la plupart des guérisseurs prétendaient posséder des onguents et des secrets contre les maux les plus divers; enfin de leur côté, des prêtres et des apothicaires, sortant des limites de leur état, s'occupaient très souvent de chirurgie.

La presque totalité des poursuites était exercée par les communautés des barbiers et des chirurgiens, inquiets de la concurrence que leur faisaient les guérisseurs. Comme ces procès souvent fort longs revenaient donc très cher, les statuts prévoyaient que chacun des membres de la communauté participerait aux dépenses en versant une contribution «selon sa faculté et puissance»; les statuts des

barbiers et chirurgiens de Bordeaux (1457), plus précis, prévoyaient même la nomination d'un «procureur pour poursuivre les droits des dessusdicts et autres du mestier» (38). A Paris les deux chirurgiens jurés du Châtelet pouvaient faire mettre en prison les contrevenants, jusqu'à ce qu'ils aient été condamnés à l'amende par le Prévôt (39). Ainsi la défense professionnelle était assez bien assurée.

1re espèce (début du XVIIe siècle). «Le Gendre, premier Barbier du Roy, et les Chirurgiens et Barbiers d'Auxerre font appeler au grand Conseil conservateur des privilèges des chirurgiens (40) maistre Edme Broté, curé de Montliot pour luy voir faire défenses d'exercer aucun acte de Chirurgie et Barberie, lui imputant qu'il soit de sections et d'émissions de sang, guérissoit mesmes les hemorroïdes., se mesloit de remettre les membres, remboïter les os, et guarir les nerfs tressaillis, toutes lesquelles choses ils disoient leur appartenir, et ne devoir estre usurpées et entreprises sur eux par ledit Curé». Comme on le voit c'est un cas typique d'exercice irrégulier.

L'argumentation des demandeurs, appuyée de jurisprudence se résume en trois points : 1er point : Broté n'ayant pas fait d'études de chirurgie il est de «perilleuse consequence» de le laisser exercer. 2e point : (d'ailleurs non fondé) le défendeur usait de magie et d'enchantelements.

(38) Cf. par ex. statuts généraux de juin 1427, art. 19 (C. L. XIII, 128) Bordeaux 1457 art. 35 et 36 (C. L. XIV, 427).

(39) C'était un des privilèges des chirurgiens du Châtelet (V. J. Rigal pièces justificatives p. 191).

(40) La déclaration d'octobre 1592 sur les privilèges du premier barbier du roi, art. 24 et 25 attribuait au grand conseil compétence et exclusive pour toute contestation relative aux statuts, privilèges et ordonnances des barbiers (Is. XV, p. 39).

3e point : le droit canon interdit la chirurgie à un prêtre. De son côté Broté se défendait habilement : certes il n'avait jamais étudié dans les facultés, aussi n'exerçait-il ni de la médecine ni de la chirurgie; mais par un don spécial de Dieu il avait «la science de remboiter les os, de renouer les membres.....». Il invoquait à son appui le succès remarquable de certaines de ses cures; en outre il soignait gratuitement, sans prendre d'argent» et se «contentait de prendre quelques petites choses qu'on lui donne aucunes fois...». Quand au droit canon, il n'interdisait la chirurgie qu'aux clercs réguliers. Enfin dernier moyen, l'utilité publique ,salus populi, suprema lex, devrait au besoin faire fléchir la rigueur des lois. Ce dernier argument fit impression sur le grand Conseil, puisque, au lieu d'interdire à Broté tout exercice de la chirurgie, il adopta la solution suivante :

«Monsieur Foulé, avocat du Roy, personnage de grand entendement et de curieuse recherche, après avoir balancé la cause fort doctement, requist qu'il fust permis au défendeur d'exercer l'ostéologie, de guérir les luxations des membres, et les nerfs tressaillis :et qu'au surplus defenses lui fussent faites d'exercer aùtres actes de chirurgie avec mission de sang, et ustion, propres aux Barbiers et Chirurgiens, ce que le Conseil ordonna par son Arrest du ving neufiesme Avril mil six cens trois, plaidans Joly, Boutraye, Camus et Bernage» (41).

Deuxième espèce : A la même époque, un apothicaire de Grenoble, appelé Mesgard, était poursuivi par les chirurgiens de cette ville pour entreprendre sur leur profession,

(41) Rapporté dans Peleus : Les actions forenses singulières et remarquables de Me Julien Peleus... 3e éd. Paris 1607, livre II, action 64, p. 226 à 241.

en «faisant des saignées, pensant les os rompus, les membres disloquez, les ulcères, les blessures et autres maladies». Il fut d'abord condamné à l'amende par le juge royal. Messgard qui avait de très nombreux témoignages en sa faveur, fit appel devant le parlement de Grenoble, invoquant la nécessité de ses services. Le parlement, par arrêt en date du 6 fév. 1613, permit à l'appelant de «penser et médicamenter les luxuations des membres, fractures et ruptures d'os, et les nerfs tressaillis, sans abus : luy fit inhibition et defences de faire des saignées, et exercer autres actes de chirurgie dans ladite Ville, à peine de 500 livres d'amende...».

Cet arrêt du parlement de Grenoble se rapproche beaucoup de celui du Grand Conseil : «les services et les soulagemens qu'une infinité de personnes en recevoient estoient assez considérables pour obliger la Cour à luy (en) permettre la continuation» (de son art); c'est pourquoi on limite le monopole des barbiers et des chirurgiens aux saignées et opérations par le «fer et par le feu» (42).

Troisième espèce : Un siècle plus tard, en 1714, la Grand'Chambre du Parlement avait à statuer sur l'affaire suivante, que nous tirons du Journal des Audiences (43). «Maitre Jacques Poitevin, Prêtre, Curé de Saint Venant de la Ville de Tours, prétendant avoir un secret pour guérir les loupes et le faire gratuitement, les Chirurgiens de la Ville l'avoient entrepris et traduit en Justice, pour lui en faire faire des défences, et lui avoit demandé d'y être autorisé;

(42) Arrêt rapporté et commenté par Basset : Recueil de plusieurs notables arrests de la Cour de Parlement, aydes et finances de Dauphiné, Grenoble 1681, tome II, liv. VII, tit. I, chap. 2, p. 404.

(43) Journal des Audiences du Parlement, tome VI (de Michel du Chemin) Liv. IV, Chap. 35, p. 480.

par la sentence des Juges de Tours, les Chirurgiens avoient été déboutés, dont appel par les Chirurgiens».

«La cause fut portée à l'audience... Par l'arrêt qui intervint le 30 May 1714, la Cour, avant faire droit, renvoya pardevant deux Chirurgiens qu'elle nomma pour examiner ce secret, et lui en faire leur rapport». Ce rapport fut défavorable, car il constatait «que le remède en question n'est point un secret...» Pour cette raison «La cause ayant été de nouveau portée à l'audience... la Cour a mis l'appellation et ce dont étoit appel au néant; émendant a débouté Me Jacques Poitevin de sa demande». Cet arrêt est commenté par Guyot (44) de la façon suivante : «On préjugea donc que si le rapport étoit en faveur du remède du sieur Poitevin, l'autorisation qui lui avoit été accordée, quoiqu'il ne fut pas chirurgien, devoit être confirmée».

Autres espèces. — Conclusion. On trouve rapportée dans Guyot toute une série d'arrêts rendus contre des individus exerçant la chirurgie sans qualité; pendant toute la première moitié du XVIIIe on rencontre encore des décisions autorisant des personnes possédant des secrets ou des onguents à soigner, d'ailleurs gratuitement. On lit dans le dictionnaire de Houard, Vo Médecins (45). : «un Prêtre, sans autre qualité, peut exercer la médecine, la chirurgie et la pharmacie, pourvu que ce soit gratuitement : Arrêt du 26 Mars 1737».

De telles exceptions s'expliquent par la conception même qu'on se faisait de la réglementation de la chirurgie : les magistrats n'y voyaient qu'une mesure de police, et dan

(44) Guyot, Rép. t. III, Vo Chirurgie, Section IV, «de ceux qui s'immiscent dans la Chirurgie sans qualité».

(45) Dictionnaire analytique, historique, étymologique... de la coutume de Normandie, Rouen (1780-1781) 4 vol. 4°.

certaines circonstances ils estimaient pouvoir y apporter des atténuations. D'autre part, les ordonnances royales n'étaient appliquées que si elles avaient été enregistrées; et parfois certains parlements se refusaient à l'enregistrement; «Mais depuis que les règlements faits par Louis XV sur la Chirurgie sont enregistrés dans toutes les cours souveraines du royaume, ce qui n'a été parfaitement exécuté qu'en 1752, on n'a plus fait d'exception, et les permissions particulières des juges de police ont été regardées comme insuffisantes pour autoriser des gens sans qualité à exercer quelque partie de la Chirurgie» (46).

Aussi dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle les parlements ne vont-ils plus accorder d'exceptions et infirmeront-ils les autorisations que des échevins ou des magistrats auraient pu donner; à deux reprises, en 1756 et 1776 le Parlement de Flandre a décidé qu'une personne est condamnable, lorsque sans qualité elle accomplit certains actes de chirurgie, même en présence d'un médecin; car la médecine et la chirurgie sont deux arts différents et un médecin lui-même est sans qualité pour exercer la chirurgie; à plus forte raison ne peut-il couvrir une personne d'un droit qu'il n'a pas.

A la veille de la Révolution la position de la jurisprudence semble pouvoir se préciser ainsi : l'exercice de la chirurgie doit être réservé aux seuls chirurgiens; toutefois les sanctions sont appliquées beaucoup moins rigoureusement à ceux qui exercent gratuitement, qu'à ceux qui se font rémunérer; une seule exception est admise en Faveur des Frères de la Charité, dans les limites de la déclaration de 1761.

(46) Guyot, op. cit. *ibid.*

CONCLUSION.

Cet exposé nous a conduit jusqu'à la fin de l'Ancien Régime; avant de le reprendre, il convient de se retourner vers le passé et de considérer l'évolution qui s'est accomplie dans la réglementation de la médecine au cours de dix huit siècles. Au point de départ, dans le Droit Romain, nous trouvons la plus large liberté, à part quelques prohibitions de droit commun, interdisant l'emploi de certains traitements; même constatation pour la période féodale. Il appartenait au droit canon d'apporter une idée nouvelle; ses défenses ne touchent plus seulement la méthode employée, elles visent le médecin lui-même : il y a des personnes auxquelles il ne permet pas de se mêler de médecine ou de chirurgie, parce que leur état s'y oppose; il introduit la distinction entre la médecine et la chirurgie. Un peu plus tard, au XIIIe siècle, lorsque le pouvoir royal se sera fortifié, lorsque les universités et les corporations se seront organisées, on songera alors à protéger les malades contre l'ignorance et l'impéritie de leurs guérisseurs; on s'efforcera d'éliminer les éléments indésirables qui s'étaient introduits : c'est le début de la réglementation moderne de la profession médicale. Cette lutte contre le charlatanisme sera longue et pénible; les ordonnances, les édits, les statuts se succéderont; les juges eux-mêmes ne les exécuteront pas toujours très ponctuellement; cependant, après cinq siècles d'efforts, vers 1770, les résul-

tats accomplis sont considérables; l'enseignement est restauré, le niveau des études est relevé; l'exercice de la médecine et de la chirurgie est réglementé dans tout le royaume; partout l'empirisme et le charlatanisme sont poursuivis et réprimés. Seuls ceux qui possèdent des diplômes peuvent encore exercer; comme le dit Montesquieu (*Esprit des Lois*, XXIX, XIV) : « parmi nous les médecins sont obligés de faire des études, et de prendre certains grades; ils sont donc censés connaître leur art ». Cette phrase est profondément juste : dans toute réglementation moderne de la médecine on ne peut en effet s'attacher à la valeur personnelle de celui qui prétend exercer; il existe seulement une présomption de capacité fondée sur l'obtention d'un diplôme.

Certes tout n'était pas encore parfait au XVIII^e siècle; la distinction entre la médecine et la chirurgie était un anachronisme, mais cependant les résultats obtenus étaient considérables.

C'est en présence de cette réglementation, œuvre sévérante de tant de générations, que se trouva le législateur révolutionnaire; il lui fut aisé de la renverser; mais lorsqu'il lui fallut rebâtir, il en fut incapable, ainsi que nous l'allons voir.

LIVRE II

La loi du 19 ventôse an XI

I.

LA PERIODE DE TRANSITION (1790 - 1803).

Au cours de la période révolutionnaire et des quelques années qui suivirent, de très nombreuses tentatives furent faites afin de restaurer l'enseignement et l'exercice de la Médecine en France; il nous semble nécessaire de donner à ce sujet quelques rapides indications car, bien que ces efforts aient échoué, ils n'ont toutefois pas été sans influence sur la rédaction de la loi du 19 Ventôse an XI, qui a réglementé la police de la médecine pendant presque un siècle.

Le 25 novembre 1790, Vicq d'Azir, au nom de la Société Royale de Médecine, présentait devant l'Assemblée Nationale un «Nouveau Plan de constitution pour la Médecine en France»; il déplorait les «abus en médecine» disant «que des examens faciles et presque nuls, ont tellement multiplié le nombre des docteurs ignorants et des charlatans avides, que la fortune et la santé des citoyens en sont menacés de toutes parts...; que, désolés par des épidémies désastreuses, les campagnes, ou restent sans secours, ou sont presque toujours livrées à des personnes dont l'inexpérience est, pour elles, un fléau de plus...». — Aussi Vicq d'Azir demandait-il, à juste titre, le relèvement du niveau des études et la réunion des écoles de Chirurgie à celle de Médecine (1).

(1) De Beauchamp : Enquêtes et documents relatifs à l'Enseignement Sup. XVIII, Médecine et Pharm. (1888) p. 1 à 158.

Un an après, en sept, 1791, le député de Paris, Guillo-tin, était chargé, par le Comité de Salubrité, de présenter un projet de décret «sur l'enseignement et l'exercice de l'art de guérir». L'art. 15 (tit.3) de ce projet contenait une disposition intéressante sur l'exercice illégal de la médecine : «Toute personne non reçue médecin... dans un des grands collèges de médecine, qui en prendra le titre dans un acte ou un écrit quelconque, ou qui se permettra d'exercer habituellement la médecine..., sera punie d'une amende de 500 livres» (2).

Ce projet, quelques jours après, fut reproduit dans le rapport sur l'instruction publique de Talleyrand (3).

Malheureusement ces projets restèrent sur le métier et décret du 18 août 1792, supprimant les Universités, les Facultés et les corporations savantes, allait faire tomber l'exercice de la médecine dans l'anarchie la plus complète; désormais, plus d'examens, ni d'épreuves; les charlatans se multiplièrent et, en même temps, leurs victimes.

Cependant les efforts législatifs, pour obvier à ces maux, se succédèrent : le 7 frimaire an III (27 nov. 1794), Fourcroy déposa un «rapport et projet de décret sur l'établissement d'une Ecole Centrale de Santé à Paris»; c'est que les armées françaises étaient alors en pitoyable état sanitaire (4), et il était indispensable d'avoir au plus tôt des sortes de médecins-infirmiers, les «Officiers de san-

(2) De Beauchamp op. cit. p. 159-189.

(3) 10, 11 et 19 Sept. 1791, op. cit. p. 191-197.

(4) Fourcroy : «Les nombreux bataillons des républicains chargés du soin de la défense de la liberté et de l'égalité, exigent à leur suite une grande quantité d'hopitaux pour recueillir et soigner ceux des soldats de la Patrie que les fatigues des marches, l'intempérie des saisons, d'honorables blessures, enlèvent pour quelque temps à la gloire qui les appelle encore, ou au repos domestique qui les attend». Ibid. p. 198 a 212

té»; sept jours après, le décret du 14 Frimaire établissait trois Ecoles de Santé, à Paris, Montpellier et Strasbourg; on s'aperçoit, en le lisant, qu'il importait peu qu'on fût savant, pourvu qu'on fût bon républicain : «Deux officiers de Santé, réunis à un citoyen *recommandable par ses vertus républicaines*, choisiront l'élève *sur son civisme....*» (5); on insiste généralement sur cette loi en faisant remarquer qu'elle est la première à faire apparaître le titre d'*officier de santé*; nous ne pensons pas que ce soit exact (6); mais les officiers de santé furent à l'origine, des médecins militaires. Dans sa motion d'ordre du 14 nivôse an V (3 janv. 1797) J. F. Baraillon, député de la Creuse, proposait 3 articles pour réprimer le charlatanisme; il demandait que l'on exigeât de ceux qui voulaient exercer la preuve de leur capacité par des «lettres ou diplômes en conformité des lois existantes», et qu'aucun diplôme ne fut «légal s'il n'est donné en France» (7); ces préoccupations à l'égard des étrangers se retrouvent dans le rapport de Vitet, qui voulait bien que les étrangers fussent admis à obtenir des diplômes dans les écoles de médecine, mais «uniquement pour leur servir de titre dans leur pays» (8).

L'année suivante Baraillon déposait un nouveau rapport «sur la partie de la police qui tient à la médecine»; à en croire l'exposé des motifs les charlatans étaient chargés par les royalistes de faire mourir les bons républicains qui avaient l'imprudence de se confier à leurs

(5) Ibid. p. 213 à 217.

(6) Isambert Op. cit. t. XXIII, p. 291, mentionne un règlement du 22 décembre 1775 «qui établit dans certains hopitaux militaires des amphithéâtres à former des *officiers de santé*».

(7) Ibid. p. 246.

(8) Ibid. p. 336-357.

soins ! (9). Ce raisonnement vaut bien celui du vieux Caton qui affirmait que les médecins grecs avaient conjuré de tuer tous les Romains sous le fallacieux prétexte de les soigner.

Puis viennent les rapports de Cabanis et de Fourcroy (10); les art. 33 à 43 du projet de Fourcroy sont spécialement consacrés à la répression de l'exercice illégal; l'art 36 prévoyait quatre délits différents : l'exercice illégal de la *Médecine et Chirurgie* - de la *Pharmacie*, de la *profession de sage-femme*, de la *profession d'Herboriste*, punis chacun d'une amende pour la première infraction et en outre de six mois de détention en cas de récidive. — Ce projet remanié en 1801 (11) est le précédent direct de la loi du 19 ventôse an XI, à laquelle nous arrivons.

(9) Ibid. p. 353-373 «Si nous souffrons qu'une jeunesse antirépublicaine s'élève à coté de nous,... gardons-nous au moins d'inonder la République de sicaires royaux». Ces sanctions proposées ressemblent à celles du premier rapport.

(10) Cabanis, 4 Messidor an VI, ibid. 419-433 - Fourcroy 29 pluviôse an IV, ibid. p. 489-497.

(11) Ibid. p. 523-527.

II. LA LOI DU 19 VENTOSE AN XI

SECTION I.

Généralités.

Ayant ainsi retracé les précédents de la loi du 19 ventôse an XI, nous allons essayer maintenant d'en dégager l'esprit et les principales dispositions. La loi de ventôse exige de ceux qui veulent pratiquer la médecine soit le titre de *Docteur en Médecine* ou en *Chirurgie*, soit celui d'*officier de Santé* (1).

Sans plus tomber dans les erreurs de l'Ancien Régime, la nouvelle loi a assimilé la médecine et la chirurgie, au lieu d'en faire, comme autrefois, deux arts rivaux et opposés; cependant, en créant les doctorats en *médecine* et en *chirurgie*, elle «laisse subsister une distinction dans le titre de ceux qui voudront se livrer plus particulièrement à la pratique de la médecine ou de la chirurgie; mais cette différence n'a pour objet que d'éclairer le public sur le talent principal de l'individu qui aura pris l'un ou l'autre titre... On ne sépare point d'ailleurs l'étude ni la pratique de la médecine de celle de la chirurgie... Les mêmes individus auront la faculté de se livrer à la pra-

(1) La loi contenait des dispositions transitoires au profit des médecins et chirurgiens de l'Ancien Régime, ainsi qu'au profit de certains individus ayant exercé pendant la période intermédiaire.

(2) Discours de Jard-Panvilliers (séance du 19 Vent. an XI). De Beauchamp op. cit. p. 554 à 567.

tique de l'une ou l'autre, quel que soit le titre qu'ils aient pris» (2). Le doctorat ne pouvait s'obtenir que devant les écoles de médecine, devenues facultés en 1808.

Cependant il n'était pas alors possible d'exiger de tous ceux qui voulaient exercer, le diplôme de Docteur. La raison en était que les études étant très coûteuses, on n'aurait pu déterminer un homme «à faire le sacrifice de dépenses très considérables... pour exercer obscurément et sans espoir de gloire ni de fortune, les talents qu'il aura acquis à grands frais». Aussi créa-t-on une classe inférieure de praticiens, celle des officiers de santé, recrutés parmi les jeunes gens travailleurs, mais trop peu fortunés pour poursuivre des études, et qui s'installeraient à la campagne.

De bons esprits firent alors remarquer qu'il n'y avait aucune raison de traiter plus mal les campagnards que les citadins; mai en ce siècle rempli de l'esprit de Rousseau, on répondait à cette objection, en alléguant que les paysans, restés plus près de l'état de nature, moins corrompus que l'habitant des villes, avaient des maladies moins graves, pouvant «céder à des moyens simples»; par ailleurs Thouret parlant des futurs officiers de santé déclarait en termes pompeux : «L'utilité de leur ministère compensera, aux yeux du philosophe et de l'homme instruit, ce qu'il aura d'humble et d'obscur pour la multitude».

La loi déterminait les conditions d'accès à l'officiat de santé (tit. III, art. 15 à 21). Il suffisait d'avoir été attaché pendant six années à un Docteur, ou d'avoir, pendant cinq années consécutives, suivi la pratique des hôpitaux

(2) Discours de Jard-Panvilliers, séance du 19 Vent. an XI). De Beauchamps, op. cit. p. 554 à 567.

civils et militaires; ce stage pouvait être remplacé par trois années d'études dans une école de médecine. Avant d'exercer, le candidat devait passer un examen devant un jury départemental, composé de deux Docteurs du département, et d'un professeur de médecine, tous trois désignés par le premier Consul; cette ingérence excessive du gouvernement disparaîtra avec le décret du 22 août 1854 (art 17) qui décide que le certificat d'aptitude à la profession d'officier de santé sera désormais délivré par une Faculté de Médecine ou une école préparatoire de médecine ou de pharmacie.

Enfin la loi prévoyait (tit. V, art. 30 à 34) les conditions de capacité et les examens exigés de celles qui voulaient se livrer à la profession de sages-femmes.

Par mesure de police la loi imposait à ceux qui voulaient exercer, l'enregistrement de leurs diplômes au greffe du tribunal de première instance et au bureau de la sous-préfecture du lieu où ils voulaient s'établir (art. 24); l'art. 34 imposait la même obligation aux sages-femmes. Ces obligations étaient sanctionnées par l'art. 35 (amende de simple police); malheureusement la rédaction défectueuse du texte suscita des difficultés d'interprétation (cf. D. P. 1851-2-171).

Pendant une partie du XIX^e Siècle, la question fut débattue de savoir si une femme pouvait se faire recevoir Docteur en médecine. Certains s'appuyant sur la réglementation de l'ancien Droit, renforcée par des considérations morales, estimaient qu'une femme ne pouvait exercer la médecine (Dalloz J. G. 1854 - Vo Médecine, n. 37). Cependant l'opinion contraire faisant valoir que la loi n'avait pas exclu les femmes, finit par l'emporter.

Une autre question, très importante, était celle de l'exer-

cice par les étrangers; elle avait été prévue par la loi de Ventôse; les diplômes, obtenus hors de la France par un étranger, ne lui permettaient pas, d'exercer; cependant, comme on manquait alors de médecins, l'art. 4 prévoyait le droit, pour le gouvernement, d'accorder, s'il le jugeait convenable, à un médecin ou à un chirurgien étranger, gradué dans les universités étrangères, l'autorisation (toujours révocable), d'exercer la médecine ou la chirurgie; il ne semble pas que le gouvernement ait abusé de ce pouvoir, car, en pratique, on astreignait les étrangers qui sollicitaient cette autorisation, à subir au moins les derniers examens de Doctorat. Il convient de remarquer que l'étranger qui avait obtenu en France un diplôme en subissant les mêmes conditions d'épreuves et de scolarité que les nationaux pouvait, *ipso jure*, exercer sans avoir à solliciter aucune autorisation; l'extranéité à elle seule n'était pas un obstacle.

SECTION II.

L'exercice illégal et la loi du 19 ventôse.

La loi avait accordé aux Docteurs le droit d'exercer la médecine dans toute sa plénitude; par contre, d'autres personnes, officiers de santé ou sages-femmes n'avaient que des pouvoirs restreints.

Aussi, pour plus de clarté, distinguerons-nous l'exercice illégal par les personnes sans aucune qualité et l'exercice illégal par les diplômés à compétence restreinte.

§ 1. — Exercice illégal par les personnes sans titre.

L'article premier dispose : «A compter du 1er Vendémiaire an XII, nul ne pourra embrasser la profession de médecin, de chirurgien ou d'officier de santé, sans être examiné et reçu comme il sera prescrit par la présente loi» - et l'art. 35 ajoute : «Six mois après la publication de la présente loi, tout individu qui continuerait d'exercer la médecine ou la chirurgie ou de pratiquer l'art des accouchements... sans avoir de diplôme, de certificat ou de lettre de réception, sera poursuivi et condamné...».

La loi n'a pas défini ce qu'il faut entendre par «exercice de la médecine». Le dictionnaire de Littré définit la médecine comme l'«art qui a pour but la conservation de la santé et la guérison des maladies, et qui repose sur la science des maladies, ou pathologie». L'exercice de la médecine, c'est donc la mise en application de cet art. Nous

allons maintenant rechercher l'interprétation donnée, par la jurisprudence, à l'expression, exercice de la médecine (ou de la chirurgie).

Pour guider les juges, le Conseil d'Etat, dans son avis interprétatif du 8 Vendémaire an XIV, exprima l'opinion qu'on ne devrait pas considérer comme constituant l'exercice illégal de la médecine les secours gratuits, fournis par des personnes aux malades pauvres : «Est d'avis... que les curés et desservants n'ont rien à craindre des poursuites : ... puisqu'en donnant seulement des conseils et des *soins gratuits*, ils ne font que ce qui est permis à la bienfaisance et à la charité de tous les citoyens, ce que nulle loi ne défend, ce que la morale conseille, ce que l'administration provoque» (1). Bien que cet avis n'ait expressément parlé que des curés, on l'étendit à toutes personnes charitables (Cf. Cass. cr. 14 août 1863 - D. P. 1864-1-399 et la note); cependant ceux qui offraient ainsi leurs services ne devaient ni donner de consultations, ni délivrer d'ordonnances (Trib. Corr. Lille, Le Droit 27 mars 1839).

Certains arrêts de la Cour de Cassation ont donné de l'exercice illégal une notion très large; c'est ainsi qu'un arrêt de rejet de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation du 24 décembre 1852, déclare que la loi ne subordonne pas l'existence de l'infraction «à telle ou telle condition particulière, à tel ou tel mode de traitement, à telle ou telle prescription ou administration de médicaments; mais qu'elle frappe au contraire, par la généralité de sa prohibition et abstraction faite du mode de traitement pratique, tout exercice de l'art de guérir» (D. P. 1853-1-40; - C. d'Aix 19 mars 1874. D. P. 1875-2-94. - Cass.

(1) Sirey, lois ann. t. I, p. 704.

Crim. 18 juill. 1884, Gaz. Trib. 10 sept. 1884). Toutefois on s'aperçoit qu'en pratique la répression n'a pas été aussi absolue, et c'est pourquoi nous allons relever et classer un certain nombre de décisions judiciaires relatives à des faits touchant à l'exercice de la médecine, mais dont le caractère a paru douteux.

Ces décisions peuvent se ranger sous un certain nombre de rubriques que nous exposerons très rapidement.

Rebouteurs. — On s'est demandé s'il fallait appliquer la prohibition de l'art. 35 de la loi de Ventôse aux «bail-leuls» ou «rhabilleurs», empiriques des campagnes et des localités ouvrières, qui se chargeaient de réduire les luxua-tions et fractures, et qui, parfois, réussissaient fort bien dans leur art. Un nommé Laffon, qui, sans posséder de diplôme, exerçait cette profession, avait été successive-ment acquitté par le tribunal correctionnel de Villefran-che (28 avril 1843) et la Cour de Toulouse (6 juill. 1843), pour le motif qu'il s'agissait là d'un art fort utile à l'hu-manité, surtout à la classe indigente, et qui s'était déve-loppé et avait été toléré depuis de longues années. Sur pourvoi formé par le Ministère Public, la Chambre cri-minelle de la Cour de Cassation, par arrêt du 1er mars 1844, cassa la décision de la Cour de Toulouse «attendu qu'en jugeant ainsi, l'arrêt attaqué a admis des excuses et créé des exceptions non autorisées par la loi; qu'en effet l'art de réduire les luxations et les fractures constitue une partie importante de la chirurgie» (Dallez J. G. (1854), Vo Médecine, n. 41); aussi celui qui exerçait cette profession était il passible des peines portées contre ceux qui exer-çaient illégalement la médecine (autre arrêt Cass .Crim. 27 mai 1854, D. P. 1854-1-372).

Dentistes. — Pour les dentistes la solution fut beaucoup plus controversée; il y eut une scission entre la doctrine et la jurisprudence; la majorité des praticiens et des auteurs jugeaient qu'il était nécessaire d'avoir le titre de docteur ou d'officier de santé pour être dentiste; cependant ce ne fut pas le sentiment de la jurisprudence qui, estimant qu'il fallait plus de dextérité que de connaissances physiologiques, décida que l'art dentaire pouvait être exercé librement.

Un jugement du tribunal correctionnel de la Seine avait condamné pour infraction à la loi de ventôse trois individus exerçant la profession de dentiste; ce jugement fut confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 21 février 1846 (D. P. 1846-1-189). Sur pourvoi des prévenus, la Chambre criminelle cassa l'arrêt de la Cour de Paris « attendu que la loi du 19 Vent. an XI n'a point classé parmi les personnes qui s'occupent de l'art de guérir et qui sont soumises aux conditions préalables d'étude, d'examen et de réception qu'elle prescrit, ceux qui n'exercent que la profession de dentiste ». Cass. Crim. 15 mai 1846-1-190) - Cass. Crim. 23 fév. 1827 J. G. Vo Médecine n. 44. - Contra Trib. corr. Boulogne D. P. 1846-3-123). Cependant la jurisprudence ne permettait pas au dentiste non diplômé de faire usage d'anesthésiques tels que le chloroforme « qui est tout à la fois un médicament, une substance vénéneuse », et dont l'emploi « constitue nécessairement un acte d'exercice illégal de la médecine ». Le jugement relevait en outre une grave imprudence, car le patient ne s'était pas réveillé (trib. corr. Lille 9 avril 1873, confirmé par arrêt de la Cour de Douai 26 mai 1873, le Droit, 13 juin 1873. Trib. Corr. Seine 13 juill. 1878, Le Droit, 14 juillet 1878;

Gaz. Trib. 14 juill. 1878). Ainsi quiconque voulait exercer la profession de dentiste pouvait le faire librement, à condition de ne pas employer d'anesthésiques.

Oculistes. — Fallait-il se montrer, à l'égard de ceux qui se disaient oculistes, aussi libéral qu'à l'égard des dentistes? Adopter cette solution eut été extrêmement dangereux; cette profession en effet exige de celui qui l'exerce non seulement des connaissances spécialisées très sérieuses, mais en outre des notions de médecine générale, car souvent les affections de la vue sont en corrélation avec l'état général du malade. C'est avec raison que la Cour de Cassation décida que la prohibition d'exercer sans un diplôme la médecine ou la chirurgie «s'applique nécessairement à l'art. de l'oculiste, lequel se rattache tout à la fois à l'exercice de la médecine et à celui de la chirurgie, puisque le traitement des maladies des yeux est susceptible d'exiger, suivant leur nature, l'emploi de médicaments tant internes qu'externes, et qu'il peut aussi, dans un grand nombre de cas, nécessiter des opérations chirurgicales» Cass. Crim. 20 juill. 1833, J. G. n. 42; sur renvoi, C. de Paris 2 oct. 1883, *ibid.* — Cass. crim. 14 mars 1839 J. G. n. 24).

Masseurs. — Ceux qui pratiquaient des massages pouvaient-ils être poursuivis pour exercice illégal? Les tribunaux statuèrent par la négative; ils y voyaient de simples pratiques sans danger, comme n'étant pas de nature à aggraver le mal dont souffraient ceux qui avaient recours aux massages (Cour de Colmar 27 mai 1862, Le Droit 4 oct. 1862 — Trib. corr. St-Quentin 18 nov. 1875, Le Droit 22 et 23 nov. 1875).

Magnétiseurs. — De tout temps il y a eu des personnes

qui prétendant (à tort ou à raison) jouir de pouvoirs surnaturels se sont offerts pour soulager leurs semblables; ce fut le cas au cours du XIX^e Siècle d'un certain nombre de magnétiseurs, somnambules, hypnotiseurs ou inspirés. La jurisprudence ne s'est pas attachée à déterminer l'efficacité ou l'inanité des pratiques des magnétiseurs; elle laissait ce soin aux savants, philosophes ou médecins qui n'ont jamais pu se mettre d'accord; sa position fut très simple et peut se résumer ainsi : Que prétendent faire les magnétiseurs? Employer le magnétisme comme moyen thérapeutique. C'est précisément l'exercice illégal de la médecine, car la loi du 19 ventôse, sans viser tel ou tel mode de traitement, frappe dans sa généralité « tout exercice de l'art de guérir ». Peu importe que les soins soient gratuits ou rémunérés. Aussi les magnétiseurs furent-ils fort souvent poursuivis et condamnés. (2) (Cass. Cr. 24 déc. 1852. D. P. 1853-1-40 - Cass. Crim. 25 avr. 1857 D. P. 1857-1-269 - Cass. Crim. 17 déc. 1859 D. P. 1860-1-196 - Trib. corr. Lyon, 9 mars 1859, confirmé par C. de Lyon, 23 juin 1859, D. P. 1860-2-77 - C. d'Aix, 19 mars 1874, D. P. 1875-2-94 - Affaires Jacob : Trib. corr. Seine 24 nov. 1883, Le Droit 24 mars 1884; C. de Paris 26 mars 1884, Le Droit 28 mars 1884; Cass. Cr. 18 juill. 1884, Gaz Trib. 16 sept. 1884).

Il est vrai que les tribunaux ont parfois prononcé des acquittements; mais c'est qu'ils se trouvaient en présence

(2) Cependant un jugement du trib. corr. de Rennes du 28 avr. 1888 (D. P. 1890-3-56) a jugé que l'individu qui était plongé dans le sommeil magnétique, perdant momentanément l'usage de la raison, et n'étant plus qu'un instrument passif sous le pouvoir du magnétiseur qui se livre à l'exercice illégal de la médecine, ne pouvait être considéré comme co-auteur de l'infraction. Mais la jurisprudence de la Cour de Cassation a jugé au contraire que magnétiseur et magnétisé étaient co-auteurs.

de «pures démonstrations d'adeptes d'une prétendue doctrine, ou plutôt d'embellissements incensés, extravagantes, émanées de cerveaux malades» et qu'il n'y avait «pas lieu de s'arrêter à quelques prescriptions ordonnant de l'eau magnétisée, du vin de quina...»; (sic. Cour d'Angers 13 nov. 1876, Le Droit 6 déc. 1876); on ne pouvait, en effet, voir un traitement dans ces prescriptions. Nous n'insistons pas davantage sur cette question que nous retrouverons à propos de la loi de 1892.

Accouchements. — On trouve dans les recueils de Jurisprudence de nombreuses décisions concernant la pratique illicite des accouchements; elles ne présentent aucun intérêt particulier : une seule difficulté nous retiendra : une opération césarienne constitue-t-elle un accouchement ou une opération de chirurgie? Nous verrons qu'il peut y avoir intérêt à résoudre cette question lorsque l'auteur de l'opération était une femme. La jurisprudence a décidé que l'opération césarienne, *même pratiquée sur un cadavre*, est un acte d'exercice illégal de la chirurgie (Cass. Crim. 1 mars 1834, Bulletin des Arr. de la Ch. Crim. 1834 n. 67 - C. de Metz 13 nov. 1867 D. P. 1867-2-243 - Trib. Corr. Roanne Gaz. trib. 18 juin 1878 - Trib. corr. St-Etienne 14 juin 1878. Le Droit 17-18 juin 1878.

Telles sont les principales difficultés qui se sont posées pour la détermination des cas d'exercice illégal. Une autre question se pose : est-il nécessaire, pour tomber sous le coup de la loi de Ventôse d'exercer habituellement, ou bien au contraire un seul acte suffit-il?

Si l'on s'en tenait aux termes mêmes de la loi qui emploie les expressions «exercer la médecine ou la chirurgie», «pratiquer l'art des accouchements», on pourrait

penser que seuls ceux qui exercent habituellement sont répréhensibles Mais la Cour de Cassation en décida autrement; l'arrêt de la Chambre criminelle du 1er mars 1834 jugea que l'art. 35 de la loi de l'an XI était applicable, car «il n'est pas nécessaire qu'il y ait exercice habituel de la chirurgie; il suffit d'une seule opération chirurgicale, pour qu'il y ait exercice de la chirurgie» (Bull. crim. 1834 n. 67 - Cass. Crim. 9 juin 1836, cassant un arrêt de la Cour d'Orléans J. G. Dalloz n. 68 — C. de Paris 29 juillet 1871 infirmant Jt du trib. corr. Mantes, Gaz. trib. 15 sept. 1871). De plus, comme nous l'avons déjà signalé, la bonne foi et même la gratuité des soins n'est pas une cause d'impunité, hors les cas prévus par l'arrêt interprétatif du Conseil d'Etat de vendémiaire An XIV.

§ 2. — *Exercice illégal par les personnes munies d'un titre, mais ne pouvant exercer la médecine dans sa plénitude.*

La loi du 19 ventôse an XI n'avait attribué aux officiers de santé et aux sages-femmes, qu'une compétence restreinte; au cas où ils excédaient les bornes de cette compétence, ils encouraient les peines de l'exercice illégal.

Officiers de Santé. — C'est à cause du manque de docteurs en médecine, qu'en 1803 on institua les officiers de santé; comme ils étaient de petite science, on ne voulut leur confier que les petites opérations. Thouret déclara, dans son discours du 16 ventôse, lors de la discussion de la loi, que les officiers de santé «porteront le premier secours aux malades, aux blessés...; leur science principale devant consister à reconnaître les cas où ils ne doivent pas

agir, ils formeront sans doute une classe moins élevée dans la hiérarchie médicale. Mais pour être moins distingués, ils n'en seront pas moins utiles» (3).

L'art. 29 établissait une double limitation à raison de la nature des soins et à raison du lieu d'exercice.

«Les officiers de santé ne pourront s'établir que dans le département où ils auront été examinés par le jury, après s'être fait enregistrer comme il est prescrit...». Il a été jugé que l'expression «s'établir» signifie non seulement établir son domicile, mais aussi «établir le siège de sa pratique»; aussi un officier de santé ne pouvait-il pas exercer hors du département où il avait été reçu et où il était domicilié (Cass. Crim. 18 nov. 1841, J. G. n. 21); sinon il était considéré comme n'ayant aucun titre légal; des lors il tombait sous le coup des dispositions frappant ceux qui exercent sans diplôme (Cass. Crim. 14 mars 1839, J. G. n. 22 - Cass. crim. 16 oct. 1847, D. P. 1847-1-348 — Cass. crim. 2 août 1851, D. P. 1851-1-245 - Ch. réun. 1er mai 1854 D. P. 1854-5-45).

L'art. 29 disposait encore : «ils (les officiers de santé) ne pourront pratiquer les grandes opérations chirurgicales que sous la surveillance et l'inspection d'un docteur, dans les lieux où celui-ci sera établi.

Dans les cas d'accidents graves arrivés à la suite d'une opération exécutée ci-dessus, il y aura recours contre l'officier de santé qui s'en sera rendu coupable».

Ainsi, même dans le département où ils pouvaient exercer, les officiers de santé ne devaient pas procéder à de «grandes opérations chirurgicales» sans l'assistance d'un docteur, s'il s'en trouvait un sur les lieux; en l'absence

(3) Dans De Beauchamp op. cit. p. 537-550.

d'une définition donnée par la loi, c'est aux tribunaux qu'il appartenait d'apprécier ce qu'il fallait entendre par grande opération.

L'art. 29 n'avait expressément prévu qu'une responsabilité civile. Mais l'officier de santé encourait-il une responsabilité pénale? C'est en ce sens que se prononça la Chambre criminelle de la Cour de cassation par arrêt du 28 mai 1891 : un officier de santé avait voulu procéder, au cours d'un accouchement laborieux, à une embryotomie (grande opération); par suite de sa maladresse la femme mourut; la Cour Suprême jugea que c'est à bon droit que la Cour de Chambéry avait appliqué à l'officier de santé la peine prévue par l'art. 35 de la loi du 19 Ventôse an XI, et rejeta le pourvoi (D. P. 1892-1-95); cette solution avait été déjà implicitement adoptée par arrêt du 2 mai 1878 (Bull. crim. 1878 n. 104 - Contra. trib. corr. de Prades, 1er juill. 1875, Gaz. trib. 5 févr. 1876).

Sages-femmes. — La condition des sages-femmes se rapproche de celle des officiers de santé : leur compétence se limite aux accouchements, et encore ne peuvent-elles, si l'accouchement est laborieux, employer les instruments (forceps ou autres) sans appeler un docteur (art. 33) ; cependant la jurisprudence admettait qu'elles pouvaient, sans encourir aucune peine, donner leurs soins dans les accidents ordinaires qui peuvent précéder, accompagner ou suivre les accouchements (C. de Metz 27 déc. 1865 D. P. 1866-2-33 - C. de Grenoble 7 fév. 1873 D. P. 1874-2-69). Mais une opération césarienne, même pratiquée sur un cadavre, était mise par la jurisprudence au nombre des opérations chirurgicales et la sage-femme qui y procédait était passible des peines de l'art. 35 de la loi

de l'an XI, comme ayant exercé la chirurgie sans qualité (C. de Metz 13 nov. 1867 D. P. 1867-2-242).

§ 3. — *Les associations entre diplômés et non diplômés.*

Les guérisseurs se voyant poursuivis, quel que soit le mode de traitement employé, cherchèrent le moyen d'échapper à la répression; pour cela ils s'associèrent avec des médecins ou des officiers de santé, pensant ainsi trouver l'impunité. La plus ancienne décision judiciaire que nous ayons trouvée condamnant des associations de cette nature est un jugement du tribunal correctionnel de Paris du 19 mai 1846. Raspail, célèbre comme chimiste, s'occupait aussi de médecine et donnait des consultations, les unes gratuites, les autres payantes, quoiqu'il n'eût aucun diplôme; pensant régulariser sa situation, il s'était adjoint un docteur en médecine, nommé Cottureau qui assistait aux consultations, écrivait et signait les ordonnances; cependant Raspail fut condamné parce qu'il fut établi que c'était bien lui qui examinait les malades, indiquait le régime à suivre, prescrivait les médicaments et dictait les ordonnances; dans ces conditions, il contrevenait à l'art. 35 de la loi de Ventôse. Ce jugement fut confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 24 juill. 1846 (Le Droit 25 juill. 1846 - cf. Trib. corr. Seine 27 févr. 1847. Le Droit 28 fév. 1847).

Les tribunaux estimaient que ce n'était qu'un artifice pour se soustraire aux sanctions de la loi; on rencontre plusieurs décisions rendues contre des somnambules qui faisaient signer leurs ordonnances par un docteur ou un officier de santé. D'ailleurs les tribunaux ont eu soin de noter le rôle purement passif du diplômé qui «éteignait en

quelque sorte ses lumières» (D. P. 1857-1-269 - D. P. 1860-2-77 - Cass. crim. 7 janv. 1876 Bull. crim. 1876 n.8 p. 13). Parfois l'exercice illégal n'était pas aussi évident; le guérisseur non diplômé recevait les malades et leur posait des questions d'après un formulaire; il remplissait les blancs et envoyait le *diagnostic* à un établissement auquel étaient attachés un médecin et un pharmacien; sur le vu du diagnostic le médecin ordonnait certaines plantes (toujours les mêmes) que le pharmacien faisait parvenir; le tribunal correctionnel de Loudun (10 fév. 1882) a jugé qu'il y avait exercice illégal de la médecine : «Attendu qu'en effet la mission du médecin se résume en deux points : reconnaître la nature du mal, et appliquer au mal constaté le traitement qu'il comporte - Que le premier point, qui constitue le diagnostic, est le plus délicat, celui qui demande le plus de connaissance et de mérite; que c'est précisément celui dont Heller (le prévenu) accepte la responsabilité, en qualifiant la maladie, et en ne laissant à Hureau (le médecin de l'établissement) que le soin d'indiquer la médication...» (Le Droit, 16 fév. 1882 - Autre décision du même trib. c. le même individu, 23 mai 1884, Le Droit 14-16 juillet 1884). On trouve une solution différente dans un arrêt de la Cour de Lyon du 9 mai 1856 (D. P. 1856-2-4) : une femme en état de somnambulisme décrivait : «l'état matériel des organes de la personne qui la consultait», en présence d'un médecin qui prescrivait seul les médications; la Cour a jugé que dans ces conditions il n'y avait pas exercice illégal. Nous pensons que cette distinction peut à la rigueur se justifier; dans cette dernière espèce le médecin était en effet présent, et il lui était permis de s'entourer de toutes les indications qu'il jugeait nécessaires.

SECTION III.

La répression de l'exercice illégal.

§ 1. — Les Peines.

Ayant déterminé les éléments constitutifs de l'exercice illégal de la médecine, il nous reste à exposer quelles étaient les peines applicables; les sanctions étaient prévues par les art. 35 et 36 de la loi de l'an XI. On peut distinguer deux catégories de peines, suivant que l'exercice illégal est *avec* ou *sans aggravation*. .

Exercice illégal simple.

Aux termes de l'art. 35 «six mois après la publication de la loi, tout individu qui continuerait d'exercer la médecine ou la chirurgie ou de pratiquer l'art des accouchements... sans avoir de diplôme, de certificat ou de lettre de réception, sera poursuivi et condamné à une amende pécuniaire envers les hospices».

La jurisprudence eut une première difficulté à résoudre : La peine, étant indéterminée et consistant en «une amende pécuniaire envers les hospices», quel taux fallait-il appliquer? Par arrêt du 18 mars 1825, la Cour de Cassation jugea que «ledit art. 35 n'ayant fixé ni le maximum de l'amende, il en résulte que les individus qui contreviennent à ses dispositions prohibitives, mais sans aucune des circonstances aggravantes mentionnées à l'art. 36, doivent être condamnés à une amende de simple police (J. G. Vo Médecine n. 54). Une jurisprudence abondante dé-

cide que les juges ne doivent pas dépasser le taux maximum de simple police, soit 15 frs; certains auteurs firent valoir qu'à côté des trois classes d'amendes prévues par le code pénal, on avait créé une quatrième classe, celle des amendes de 1 à 15 frs; la chambre criminelle eut une fois à statuer sur un pourvoi dont l'un des moyens soutenait que seule l'amende de 1 à 5 frs. était applicable; la Cour résolut la difficulté en ces termes: «Attendu que l'art. 35 de la loi du 19 Vent. an XI n'a pas fixé la quotité de l'amende qui doit être prononcée au profit des hospices contre les contrevenants à ses dispositions... qu'il y a donc nécessité... de renfermer l'amende dans les limites de celle de police, lesquelles sont déterminées par l'art. 460 C. pen. depuis 1 fr. jusqu'à 15 fr. que les juges, en appliquant ce dernier chiffre n'ont pas excédé les pouvoirs à eux conférés par l'art. 35» (28 mai 1891 D. P. 1892-1-195).

Cette peine étant de simple police, quelle était la juridiction compétente pour la prononcer? La Cour de Cassation (chambres réunies) par arrêt du 28 août 1832 s'attacha aux termes de l'art. 36 1^{er} al. employant l'expression de «tribunaux de police correctionnelle» pour décider que le tribunal correctionnel était compétent (J. G. Vo médecine n. 55)). - Autre question : le tribunal correctionnel ne prononçait qu'une amende de simple police; pouvait-on faire appel? La Cour de Cass. l'a admis : «Attendu que l'appréciation... de la peine (en l'espèce 5 frs) à un des chefs de la prévention (exercice illégal) ne changeait pas la nature de cette prévention qui constituait toujours une matière correctionnelle, et que si le jugement semblait au ministère public devoir être réformé, c'était par la voie de l'appel qu'il devait l'attaquer, conformément à l'art. 172 C.

instr. crim. (12 mai 1842 J. G. Vo Appel en matière correctionnelle n. 82).

D'autre part l'infraction existait, même en cas de bonne foi du prévenu : aussi à raison de l'ensemble de ces caractères rangea-t-on l'exercice illégal simple au rang des «contraventions-délits»; cette classification fut rapidement attaquée parce que en réalité elle n'expliquait rien.

Cependant l'exercice illégal étant frappé de peines de police restait essentiellement une contravention (C. Pén. art. 1). De là découlaient les conséquences juridiques suivantes :

Les contraventions échappent à la règle du non cumul des peines posée par l'art. 35 C. int. Crim.; - l'exercice illégal n'étant pas considéré comme une infraction continue exigeant l'habitude, il y avait lieu de prononcer autant de contraventions qu'il existait d'actes délictueux; grâce au cumul la répression bénigne en apparence, était souvent très lourdement aggravée : C'est ainsi que le Tribunal de Loudun ayant relevé contre un empirique une centaine de contraventions, le total des amendes s'éleva à 1.350 francs (Le Droit, 16 fév. 1882).

Les dispositions du code pénal relatives à la complicité n'étaient point applicables; mais celui qui participe à des actes d'exercice illégal et notamment le diplômé, médecin ou officier de santé qui use de son titre pour couvrir un empirique non diplômé, «devient par une participation solidaire le *co-auteur* de celui-ci et l'un des *auteurs* de la violation de la loi». (Cass. Crim. 17 déc. 1859, D. P. 1860-1-196 - Cass. Crim. 7 janv. 1876, Bull. crim. 1876 n. 8 p. 13).

La prescription de l'action publique était de un an (c. instr. crim. art. 640) (Chambéry 3 oct. 1863 D. P. 63-2-30).

Enfin la durée de la contrainte par corps ne pouvait

excéder les cinq jours prévus, en matière de simple police, montant des amendes cumulées aurait excédé le maximum de simple police (Cass. Crim. 7 janv. 1876 Bulletin n. 8 p. 13).

La rédaction défectueuse de la loi souleva des difficultés en cas de récidive pour exercice illégal simple. Fallait-il appliquer les art. 474, 475 et 482 du Code Pénal ou au contraire fallait-il appliquer l'art. 36 *in-fine* de la loi de Ventôse, aux termes duquel, en cas de récidive l'amende sera doublée et les délinquants pourront être condamnés à un emprisonnement de 6 mois au maximum? Quelques tribunaux et Cours adoptèrent cette dernière opinion et prononcèrent des peines correctionnelles (Cour de Nancy, 28 mai 1851, D. P. 1854-5-44 - C. d'Orléans, 5 nov. 1855, D. P. 1856-2-151 - C. de Lyon, 26 janv. 1859, D. P. 1859-2-4, etc...); mais la Cour de Cassation se prononça en un sens différent dans une série d'arrêts qui se suivirent à peu d'intervalle; c'est ainsi que s'exprime l'arrêt du 31 mars 1859 (D. P. 1859-1-190) : «le cas de récidive tout en permettant d'aggraver la peine et de doubler l'amende, aux termes de l'art. 36 de la loi de ventôse, ne saurait changer la nature même de l'amende et il en résulte que jamais cette aggravation de peine ne peut excéder le maximum des amendes de simple police; d'où il résulte que si déjà ce maximum a déjà été atteint par une première condamnation, ce maximum ne saurait être doublé en cas de récidive...» (Cass. Crim. 19 mars 1857 D. P. 1858-1-290 - Cass. Crim; 10 nov. 1864 D. P. 1865-1-47). Dans ces conditions, les juges ne pouvaient prononcer des peines supérieures à 15 francs d'amende ou à 5 jours de prison par contravention. Bien entendu, pour qu'il y ait récidive, il fallait,

conformément à l'art. 483 du C. Pén. avoir été condamné dans l'année, dans le ressort du même tribunal, pour la même contravention (l'exercice illégal simple n'étant pas prévu et puni par le Code Pénal).

Contre les femmes qui pratiquaient les accouchements sans titre, l'art. 34 al. 4 portait l'amende à 100 francs. C'est à dire que, si un homme, sans qualité, procédait à des accouchements, il n'encourait pas les peines de l'art. 35, et que si, au contraire, c'était une femme, elle était passible d'une amende correctionnelle. Cette différence dans la répression s'explique par la nécessité d'écarter ces femmes de villages, plus ou moins expertes, qui n'auraient pas manqué de vouloir exercer leurs talents.

Exercice illégal avec aggravation.

L'art. 36, al. 2, 3 et 5 prévoyait des circonstances aggravantes provenant soit de l'usurpation de titre, soit de la récidive : al. 2 : «L'amende pourra être portée jusqu'à 1.000 francs pour ceux qui prendraient le titre et exerceraient la profession de Docteur»; al. 3 : «à 500 frs pour ceux qui se qualifieraient d'officiers de santé et verraient des malades en cette qualité».

Ce texte n'appelle pas de commentaire; l'amende prononcée pouvait donc être, le minimum n'étant pas fixé, soit une peine de simple police, soit une peine correctionnelle; l'usurpation du titre de docteur ou d'officier de santé n'est pas, en elle-même, un délit; elle n'est répréhensible que lorsqu'elle est accompagnée d'exercice illégal; aussi, un officier de santé qui se donnait le titre de docteur, n'était-il pas punissable (Cass. crim. 11 juin 1840 J. G. Vo Médecine n. 57).

Aux termes de l'alinéa 5 «l'amende sera doublée en cas

de récidive, et les délinquants pourront en outre être condamnés à un emprisonnement qui n'exèdera pas six mois». Ce texte suscita tant de divergences d'interprétation que jamais ni la doctrine ni la jurisprudence n'arrivèrent à lui donner un sens satisfaisant (J. G. Nos 61, 62 et 63).

§ 2. Mise en mouvement de la répression.

Le problème de la répression soulève une dernière question : Qui exerçait les poursuites? L'art 36 disposait seulement que «le délit sera dénoncé aux tribunaux de police correctionnelle à la diligence du commissaire du Gouvernement près ces tribunaux», ce qui signifie que le ministère public poursuivra les contrevenants. Mais il fut jugé qu'un médecin ou un officier de santé, lésé par un individu exerçant illégalement pouvait mettre en mouvement l'action publique en se constituant partie civile (C. de Paris 4 juin 1829 J. G. Vo Médecine n. 65). On reconnut également le droit aux médecins d'une localité d'intervenir dans l'instance pour demander réparation du préjudice moral ou matériel causé par des actes de concurrence illicite (Cass. Crim. 31 mai 1859, D. P. 1859-1-190 - C. de Lyon, D. P. 1876-2-76 - Cass. Crim. 18 août 1860, D.P., 1860-1-464 etc). On admet que les médecins pouvaient agir «en leur nom personnel et dans un intérêt collectif» et obtenir des dommages intérêts destinés à réparer l'ensemble du préjudice éprouvé par les plaignants (C. d'Aix 14 mars 1862 - D. P. - 2-211). Par contre des medecins ne pouvaient pas former un syndicat valable, même après la loi du 21 mars 1884, parce que l'intérêt des médecins n'était pas de nature commerciale, industrielle ou agricole; l'action d'un tel syndicat n'eut pas été recevable. (Cass. Crim. 27 juin 1885 D. P. 1886-1-137; de même une société de secours mutuels, même valable-

ment instituée était sans qualité pour agir (C. d'Aix 13 mars 1861 D.P. 1861-2-208). Ainsi il était indispensable que les médecins agissent en leur propre nom et aucun groupement n'avait la personnalité morale ni capacité nécessaires pour défendre les intérêts de la profession et ceux de ses membres. Dans ces conditions la profession médicale était beaucoup moins protégée que sous l'ancien régime où les facultés, collèges et autres corps veillaient — avec un excès de zèle parfois — à la défense des intérêts généraux de la profession.

LIVRE III

La loi du 30 novembre 1892

LA LOI DU 30 NOVEMBRE 1892.

De l'exposé qui précède, il apparaît que la loi du 19 ventôse an XI, avec ses faibles pénalités, était par trop insuffisante. L'existence des officiers de santé semblait à beaucoup un archaïsme. Le vote d'une loi nouvelle était devenu absolument nécessaire (1). Trois propositions et un projet de loi furent successivement présentés le 20 novembre 1889, le 25 novembre 1889, le 20 février 1890 et le 5 juin 1890 (2). Après de nombreuses séances et plusieurs voyages entre les deux assemblées, l'on aboutit enfin au vote de la loi du 30 novembre 1892, «sur l'exercice de la médecine».

(1) Dès 1811, Dupuytren demandait la suppression de l'officiat de santé. Tout au cours du XIX^e siècle les efforts se succédèrent, mais en vain pour obtenir une modification à la loi de ventôse.

(2) J. C., 14 janv. 1890, Doc. Parl. Ch., annexes, p. 35, n° 15; J. O. 17 févr. 1890. Doc. parl. Ch., ann. P. 222 n. 99; J. O. 21 févr. 1890. Doc. parl. Ch. p. 296; J. O. 19 août 1890, p. 913, n° 620.

T I T R E I.

DES CONDITIONS REQUISES POUR EXERCER LEGALEMENT

Afin de mieux préciser l'exercice illégal, il est indispensable d'indiquer quelles conditions sont exigées de ceux qui veulent exercer régulièrement l'art de guérir :

Cette étude fera l'objet de trois sections.

Section 1 : § 1 Diplômes nécessaires.

§ 2 Capacité.

Section 2 : Situation des étrangers.

§ 1 Conditions d'obtention des diplômes.

§ 2 Conditions d'exercice.

Section 3 : Les mesures préventives contre l'exercice illégal.

§ 1 Confection des listes.

§ 2 Interdiction d'exercer sous un pseudonyme

SECTION 1.

§ 1. — *Diplômes nécessaires.*

Aux termes de la loi de 1892, la profession médicale se compose de trois branches : la profession de docteur en médecine donne le droit d'exercer l'art de guérir dans sa plénitude (Titre 1); celle de chirurgien-dentiste (titre 2) et de sage-femme (Titre 3) ne permet qu'une activité limitée.

Médecins. Désormais «nul ne peut exercer en France s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine délivré par le Gouvernement français» (art. 1). Ce diplôme doit être le doctorat d'Etat et non le doctorat d'Université, simple titre scientifique créé en 1896. Le doctorat en chirurgie, depuis longtemps tombé en désuétude, est aboli (art. 8). L'officiat de santé est supprimé pour l'avenir. Cette suppression est le résultat de son discrédit croissant. De 1876 à 1891, le nombre des docteurs avait augmenté de 1481 et celui des officiers de santé avait baissé de 1419; dans ces conditions, le nombre des docteurs allant en s'accroissant et celui des officiers de santé en diminuant, on pouvait sans risquer de diminuer dangereusement le nombre total des praticiens, supprimer l'officiat de santé. Les lois sur la durée du service militaire lui avaient prêté un coup fatal: alors que les docteurs en médecine bénéficiaient d'une réduction de la durée du temps de service en obtenant leur doctorat avant l'âge de 26 ans, les officiers de santé astreints à trois années de service, ne pouvaient pas termi-

ner leurs études avant 29 ans et à Paris la moyenne de l'âge de réception était de 36 ans, ce qui les mettait en état d'infériorité par rapport aux médecins. Les conseils généraux, auxquels la question suivante fut posée : « Les populations rurales auront-elles à souffrir de la suppression du brevet de santé? » ont répondu dans la proportion des deux tiers par la négative et d'un tiers par l'affirmative; plus exactement ces derniers ont demandé que la suppression n'ait pas lieu avant trois ou quatre années.

Des dispositions transitoires furent aménagées pour sauvegarder les droits des officiers de santé; ceux qui avaient été reçus antérieurement virent même leurs droits accrus, car ils purent exercer dans toute la France, sans aucune limitation de compétence, dans les mêmes conditions que les docteurs en médecine. (art. 29). Les élèves qui avaient pris leur première inscription pour l'officiat de santé purent continuer leurs études pour l'obtention de ce diplôme (art. 31); des facilités furent accordées à ceux qui désiraient obtenir le doctorat en médecine (art. 30).

Dentistes. La profession de dentiste est réglementée et soumise à l'obtention du diplôme de « chirurgien-dentiste », délivré par le Gouvernement français (art. 2). Le projet de loi portait simplement le mot « dentiste ». Au cours de la Séance du 18 mars 1892 (Sénat, J. O. Déb. parl. p. 244), M. Ollier demanda qu'on remplacât ce mot par « chirurgien-dentiste », afin que les praticiens français ne fussent pas en état d'infériorité par rapport aux concurrents étrangers, notamment les dentistes américains qui portent le titre de « surgeon dentist ». Le commissaire du Gouvernement déclara qu'il ne voyait ni inconvénient ni avantage à l'emploi de l'expression de chirurgien-dentiste, qui passa dans la loi.

A titre transitoire, le droit d'exercer l'art dentaire fut maintenu au profit des dentistes patentés le premier janvier 1892 (art. 32, al. 1). Cette disposition donna lieu à une abondante jurisprudence aujourd'hui sans intérêt (1).

Les nouveaux dentistes de la loi de 1892 qui avaient fait des études et auxquels la loi avait conféré le titre de «chirurgiens-dentistes», ne pouvaient supporter que les simples dentistes patentés portent le titre de chirurgiens. A la demande du syndicat des chirurgiens-dentistes, le tribunal de la Seine (16 nov. 1896, D. P. 1896-2-492) condamna un dentiste patenté (non diplômé) à «enlever de ses enseignes, plaques, imprimés, notes; etc. le titre de «chirurgien-dentiste», à peine de 5 francs par jour de retard pendant un mois, après lequel délai il sera fait droit». De même la Cour de Paris (22 déc. 1899, Gaz. Trib. 1900-1-2-502) décida que la loi de 1892, en instituant le diplôme nouveau de chirurgien-dentiste, a par la suite, établi au profit des personnes qui l'ont obtenu, le droit exclusif de se prévaloir des prérogatives et spécialement du titre qu'il confère.

Sages-femmes. — La loi de 1892 n'a pas changé sensiblement la condition des sages-femmes; notamment la division en deux classes a été maintenue. Le recrutement des sages-femmes de deuxième classe a été supprimé par la loi du 5 août 1916.

(1) Cass. crim. 9 nov. 1899, D. P. 1900-5-30. - C. de Dijon, 18 mai 1904, D. P. 1905-2-204. - Cass. crim. 4 avr. 1901, D. P. 1903-1-136. - Cass. crim. 24 nov. 1905, D. P. 1906-1-221. - Caas crim. 16 déc. 1909, D. P. 1910-1-109. - Cass. crim. 5 juill. 1915, D. P. 1919-1-52. - Cass. crim. 28 oct. 1926, D. H. 1926-1-530. - Cf. Conseil d'Etat, 9 févr. 1906, D. P. 1907-3-99.

§ 2. — *Capacité.*

Pour exercer légalement il faut ne pas être frappé d'incapacité; par ce mot, nous entendons non l'incapacité de droit civil des mineurs et des femmes mariées, mais l'incapacité résultant de certaines condamnations pénales.

Les médecins, officiers de santé, dentistes ou sages-femmes peuvent être frappés de suspension temporaire ou d'incapacité absolue du droit d'exercer leur profession; cette incapacité, que le juge est toujours libre de ne pas prononcer, ne peut accompagner que certaines condamnations graves, de caractère non politique (art. 25 in fine), énumérées par la loi de 1892. Ce sont :

1. — Les condamnations «à une peine afflictive *et* infamante» (art. 25, 1^o). Les peines simplement infamantes de la dégradation civique ou du bannissement ne seraient pas suffisantes.

2. — Les condamnations «à une peine correctionnelle pour crime de faux, pour vol *et* escroquerie (2), pour crimes et délits prévus par les articles 316, 317, 331, 332, 334, et 335 du code pénal, et par application de l'article 2, paragraphe 2 de la loi du 12 juillet 1916, pour avoir facilité à autrui l'usage des stupéfiants à titre onéreux ou gratuit» (art. 25, 2^o). Au lieu de vol *et* escroquerie, il faut lire *ou* escroquerie. Les articles précités du Code pénal visent : le crime de castration (316), les délits d'avortement et d'administration de substances nuisibles à la santé (317) le crime d'attentat à la pudeur sur un mineur de moins de treize ans (331), le crime de viol (332), les délits d'excitation à la débauche (334).

(2) Par ex. C. de Paris, 23 juin 1931, D. P. 1933-2-118.

3. — La condamnation «à une peine correctionnelle prononcée par une cour d'assises pour des faits qualifiés crimes par la loi» (art. 25, 3°). Ce qui arrivera par exemple lorsqu'on aura reconnu l'existence de circonstances atténuantes. Cette disposition rend en partie superflu le paragraphe précédent qui supposait déjà la condamnation à une peine correctionnelle pour les crimes de faux, d'attentat à la pudeur, de castration et de viol.

L'article 25 ajoute : «En cas de condamnation prononcée à l'étranger pour des crimes et délits ci-dessus spécifiés, le coupable pourra également à la requête du ministère public, être frappé par les tribunaux français, de suspension temporaire ou d'incapacité absolue d'exercice de la profession». En ce cas quelle sera la juridiction compétente ?

M. Le Poittevin (Dictionnaire-formulaire des Parquets Vo Médecine) pensait que c'était le tribunal civil du lieu où le condamné est venu s'établir; il estimait qu'il «s'agit moins d'appliquer une véritable peine que de prononcer une déchéance». Mais cette interprétation ne saurait plus se soutenir depuis le décret-loi du 8 août 1935 «portant application aux gérants et administrateurs de sociétés de la législation de la faillite et de la banqueroute et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société». (J. O. 9 Août 1935). Certaines condamnations pour infractions de droit commun (vol, abus de confiance, escroquerie...) comportent désormais de plein droit l'incapacité de diriger, administrer, gérer à un titre quelconque une société par actions ou à responsabilité limitée (art. 6); l'article 7 ajoute : «En cas de condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée pour une infraction cons-

tituant, d'après la loi française, un des crimes ou des délits spécifiés à l'article 6 du présent décret, le tribunal correctionnel du domicile de l'individu dont il s'agit, déclare, à la requête du ministère public, après vérification de la régularité et de la légalité de la condamnation, l'intéressé dûment appelé en chambre de conseil, qu'il y a lieu à l'application de la susdite interdiction. Par voie d'analogie il y aurait lieu d'étendre cette solution à la situation prévue par l'article 25, § 4 de la loi de 1892; l'incapacité d'exercer la médecine temporairement ou définitivement devrait être prononcée par le tribunal correctionnel. Jusqu'à présent la jurisprudence ne paraît pas avoir eu à statuer sur la question.

La durée de la suspension peut être fixée librement par les juges. L'interdiction d'exercer supposant une liberté d'agir appartenant au condamné et ne pouvant être subie au cours d'une peine privative de liberté, le point de départ de la suspension temporaire doit être fixé au jour de la libération (Cass. crim. 7 déc. 1933, Bull. crim. n. 229, p. 441).

Le praticien frappé d'incapacité se trouve exactement dans la situation d'une personne non pourvue de diplôme (C. de Nancy, 26 nov. 1925, S. 1929-2-121 et la note de M. E. H. Perreau).

Enfin les aspirants ou aspirantes aux diplômes de docteur en médecine de chirurgien-dentiste ou de sage-femme condamnés à l'une des peines énumérées plus haut peuvent être exclus des établissements d'enseignement supérieur (art 25, al. 6).

SECTION II.

Situation des étrangers.

Sur la demande des médecins français, désireux de voir réduire la concurrence faite par les étrangers, le droit pour le gouvernement de permettre à des docteurs étrangers d'exercer en France a été supprimé en 1892. «Les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes diplômés à l'étranger, quelle que soit leur nationalité, ne peuvent exercer en France qu'à la condition d'y avoir obtenu le diplôme de docteur en médecine, de dentiste ou de sage-femme...» (art. 5). Des dispenses ministérielles de scolarité et d'examen pouvaient être accordées; toutefois les dispenses pour l'obtention du doctorat ne pouvaient porter sur plus de trois épreuves.

Quant aux étudiants étrangers, ils étaient soumis aux mêmes règles de scolarité et épreuves d'examens que les étudiants français; «toutefois, précisait l'art. 7, al. 2, il pourra leur être accordé en vue de leur inscription dans les facultés et écoles de médecine, soit l'équivalence des diplômes ou certificats obtenus par eux à l'étranger, soit la dispense des grades français requis pour cette inscription, ainsi que des dispenses partielles de scolarité correspondant à la durée des études faites par eux à l'étranger».

Comme on peut le constater, l'étranger qui avait passé les examens et obtenu le doctorat d'Etat pouvait exercer librement, encore qu'il ne fût pas naturalisé.

Mais dans la période qui a suivi la guerre, le nombre des étudiants étrangers s'accrut considérablement. Le docteur

P. de Lafond, dans sa thèse «De l'étude et de l'exercice de la médecine en France» (1934) donne les chiffres suivants. Au cours de l'année scolaire 1933-1934, il y avait pour 10 007 Français inscrits pour le doctorat d'Etat, 1 124 étrangers. En 1931, il y avait 436 étudiants Roumains inscrits à la Faculté de médecine de Paris pour l'obtention du diplôme d'Etat, soit 1 Roumain pour 9 étudiants et 1 Roumain pour 6 Français.

Cette affluence des étrangers provient non seulement de la valeur de l'enseignement, mais surtout de causes politiques. Des universités étrangères, pour éviter l'encombrement de la profession médicale, ont limité le nombre des étudiants en médecine. De nombreux étudiants étrangers auxquels leur patrie avait fermé la porte de l'Université, venaient faire leurs études en France, passaient le doctorat d'Etat (ou demandaient la conversion du doctorat d'Université en doctorat d'Etat) et restaient en France pour exercer.

Le corps médical qui se plaint, à tort ou à raison, du surnombre des praticiens, protesta vivement contre cette situation et obtint le vote de la loi Armbruster du 21 avril 1933. L'objet principal de cette loi peut se résumer ainsi : 1) l'accès du doctorat d'Etat est rendu plus difficile aux étrangers. 2) quiconque veut exercer en France doit être citoyen ou sujet français. Les étrangers qui voulaient exercer devaient avoir obtenu leur naturalisation; toutefois cette condition n'était pas imposée aux étudiants en cours d'études en vue de l'obtention du diplôme d'Etat (l. du 21 avril 1933, art. 8).

Le corps médical français s'éleva contre cette disposition qui retardait par trop la date d'application de la loi et lui enlevait son utilité. Autre grave lacune : les étrangers

attendaient d'avoir trente ans pour demander leur naturalisation; ils échappaient de cette façon aux obligations du service militaire et pouvaient exercer à peu près en même temps que leurs condisciples français.

Aussi la loi du 21 avril 1933 fut-elle abrogée et remplacée par celle du 26 juillet 1935 dont voici l'analyse.

§ 1. *Conditions d'obtention des diplômes par les étrangers.*

Les *docteurs étrangers* qui désirent obtenir le doctorat d'Etat français doivent justifier des titres initiaux requis pour l'inscription au doctorat français, y compris le certificat d'études physiques, chimiques et biologiques. De plus ils doivent subir tous les examens, sans pouvoir obtenir une dispense de scolarité supérieure à trois années. Sont soumis aux mêmes obligations les titulaires du diplôme d'une Université française qui postulent le doctorat d'Etat; toutefois la dispense de scolarité peut porter sur quatre années (art. 2).

Les *étudiants étrangers* ne peuvent s'inscrire en vue de l'obtention du doctorat d'Etat que s'ils justifient des titres initiaux français (art. 3). Aucune dispense de scolarité ne peut être accordée.

Des mesures semblables sont édictées à l'égard des étrangers qui aspirent au diplôme d'Etat de chirurgien-dentiste (art. 4 et 5).

Le but de la loi est donc de rendre très rigoureuses les conditions d'accès aux diplômes d'Etat, diplômes qui permettent d'exercer à certaines conditions que nous précisons plus loin. Au contraire l'obtention des diplômes d'université, simples titres scientifiques ne permettant pas à leurs titulaires d'exercer est beaucoup facile; il suffit

que l'étranger possède les titres initiaux lui permettant de s'inscrire régulièrement à une faculté de médecine de son pays d'origine (art. 3, in fine).

§ 2. *Conditions d'exercice par les étrangers.*

Pour exercer la médecine ou l'art dentaire en France, il faut non seulement être titulaire du diplôme d'Etat, mais encore être citoyen ou sujet français ou ressortissant des pays placés sous le protectorat de la France (art. 1).

Une exception est faite au profit des pays étrangers où les médecins et les dentistes de nationalité française sont admis à exercer. Ces pays peuvent demander des conventions diplomatiques dispensant en certains cas de la nationalité française; mais la parité devra être établie entre le nombre des médecins originaires de ces pays et le nombre des Français exerçant effectivement (art. 1, al. 3).

Pour éviter que les étrangers naturalisés puissent se soustraire aux obligations militaires, l'article 7, 2° précise que l'étranger naturalisé pourra exercer la médecine ou l'art dentaire seulement après un délai égal à la durée du service militaire qu'il n'aura pas accompli, s'il a été exempté totalement des obligations militaires françaises par un conseil de révision ou partiellement par un conseil de réforme, ou si la loi de recrutement ne lui est pas applicable en raison de son sexe: le point de départ de ce délai est fixé au jour de l'obtention du diplôme (art. 7, 2°). Le délai d'attente, sera égal au double de la durée du service militaire qui n'aura pas été accompli par l'étranger, si, en raison de son âge il a été dispensé de la totalité ou d'une partie du temps légal de service militaire actif (art 7, 3°). Le point de départ de ce délai est le même que précédemment.

Enfin un nouveau délai de cinq ans après l'obtention du droit d'exercer est imposé aux étrangers qui veulent remplir les «fonctions ou emplois de médecine publique» (art. 7, 4°). Ces mots désignent les «fonctions confiées à des fonctionnaires», pour reprendre l'expression du rapporteur de la loi, et ne signifient nullement que les médecins étrangers installés en France ne peuvent participer aux services de l'assistance gratuite ou de la vaccination.

Outre quelques mesures transitoires de détail que nous ne pouvons rapporter ici, les dispositions de cette loi ne sont pas applicables aux étrangers autorisés, antérieurement à sa promulgation à exercer en France; toutefois ceux qui ne sont pas présentement titulaires d'un emploi ou d'une fonction publics sont soumis aux conditions de l'article 7, 4°.

SECTION III.

Les mesures préventives contre l'exercice illégal.

La loi de 1922 a estimé qu'un des moyens les plus efficaces pour empêcher les charlatans de s'imiscer dans la médecine, était de connaître avec certitude les personnes ayant le droit d'exercer.

§ 1. Confection des listes. Enregistrement des diplômes.

Dans les départements des listes sont établies chaque année par les soins du préfet et de l'autorité judiciaire, portant les noms et prénoms, la résidence, la date et la provenance du diplôme des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes (art. 10 de la loi du 30 nov. 1892). Pour que le public puisse s'assurer qu'il s'adresse à des praticiens diplômés, ces listes sont affichées chaque année dans toutes les communes du département. Des copies certifiées sont adressées aux trois ministères, de l'intérieur, de l'éducation nationale et de la justice, et tous les ans le ministère de l'intérieur dresse la statistique du personnel médical existant en France et dans les colonies.

Afin de permettre la confection de ces listes, les docteurs en médecine, chirurgiens-dentistes et sages-femmes doivent, au moment où ils s'installent, et avant d'exercer, faire enregistrer sans frais leur diplôme ou le certificat provisoire qui leur a été délivré, à la préfecture (ou sous-préfecture), au greffe du tribunal de l'arrondissement et le faire viser à la mairie du lieu de leur domicile (art. 9, modifié par la l. du 14 mars 1910).

Sont soumis à la même obligation, ceux qui n'exerçant plus depuis deux ans veulent reprendre l'exercice de leur profession.

La publicité n'étant que départementale, «le fait de transporter son domicile dans un autre département oblige à un nouvel enregistrement du titre dans le même délai» (art. 9, al. 2). Il arrive fréquemment que des médecins, au cours de la saison des vacances, quittent leur cabinet pour venir exercer pendant un ou plusieurs mois dans des villes d'eaux, stations balnéaires etc. Sont-ils tenus à un nouvel enregistrement de leur diplôme? Nous ne le pensons pas, parce que ces médecins n'ont pas changé de domicile au sens juridique du mot; la localité où ils exercent temporairement ne pouvant être considérée comme le centre de leur activité, le principal établissement du Code civil (art. 102) (en ce sens, E. H. Perreau, *Éléments de jurisprudence méd.*, p. 34; Dr P. Boudin, *Concours médical*, 1924, p. 1626).

Le défaut d'enregistrement du diplôme est puni par l'article 22 de la loi de 1892 d'une amende : «Quiconque exerce la médecine, l'art dentaire ou l'art des accouchements sans avoir fait enregistrer son diplôme dans les délais et conditions fixés par l'article 9 de la présente loi, est puni d'une amende de 25 à 100 francs». Ce texte a été abrogé en partie par la loi du 26 juillet 1935. L'article 6 alin. 1 de cette dernière loi dispose que dans les six mois de sa promulgation, il sera procédé à la vérification et à l'authentification des titres et diplômes de tous les médecins et dentistes exerçant en France; cette vérification est effectuée par les soins des préfets avec la collaboration des syndicats de médecins et chirurgiens-dentistes. L'alinéa 3 du même article ajoute «Quiconque veut exercer la médecine ou l'art dentaire sans avoir fait enregistrer son **diplôme** dans les

lais et conditions fixées à l'article 9 de la loi du 30 novembre 1892, sera puni d'une amende de 500 francs». Dans ces conditions l'article 22 de la loi de 1892 n'est plus applicable qu'aux sages-femmes. Enfin, depuis que les étrangers ne sont plus admis à exercer librement, il est nécessaire de préciser la nationalité du praticien ou sa date de naturalisation (l. du 26 juill. 1935, art. 6, la. 4).

§ 2. *Interdiction d'exercer sous un pseudonyme.*

L'article 9, al. 4 de la loi de 1892 interdit d'exercer sous un pseudonyme et déclare les contrevenants passibles des mêmes peines que s'ils n'avaient aucun diplôme (art. 9 et 18). La raison de cette défense a été exprimée ainsi par M. Chevandier : «Le pseudonyme est un masque pour les charlatans».

Que faut-il entendre par pseudonyme? Un nommé Baumgartner, qui avait pour prénom Sylvestre, exerçait sous le nom de «Docteur Sylvestre». Successivement le tribunal correctionnel de la Seine (18 nov. 1898) et la Cour de Paris (14 mars 1899, D. P. 1900-2-262) estimèrent que le fait d'exercer sous son prénom, sans le faire suivre de son nom de famille, constituait une infraction à l'article 9, al. 4. La Cour de cassation (Cass. crim. rej. 27 juill. 1899, Gaz. trib. 1899-2-1-100) définit le pseudonyme : «Le mot pseudonyme doit s'entendre ici de tout nom tendant à dissimuler l'individualité du praticien, c'est à dire en principe de tout nom autre que son nom patronymique».

Il est facile en pratique de tourner la loi; il suffit d'exercer sous le couvert d'une dénomination telle que «Institut médical», etc... La Cour de Paris a jugé qu'on ne saurait appliquer l'article 9 de la loi de 1892, disposition pénale

d'interprétation stricte, qui visant toute dissimulation ou altération du patronyme, ne saurait sans un véritable abus de langage, être étendu à une dénomination impersonnelle, telle qu'«Institut dentaire» (C. de Paris, 24 janv. 1930, Gaz. Pal. 1930-1-588).

TITRE II.

ELEMENTS CONSTITUTIFS DU DELIT D'EXERCICE ILLÉGAL.

Après avoir précisé les conditions imposées à ceux qui veulent exercer légalement, la loi du 30 novembre 1892 (Titre VI, Exercice illégal - Pénalités) donne les éléments du délit d'exercice illégal (art. 16) et édicte les peines le punissant (art. 19 et 19).

L'article 16, texte fondamental, dispose :

«Exerce illégalement la médecine :

1°) Toute personne qui, munie d'un diplôme de docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme... prend part, habituellement ou par une direction suivie, au traitement des maladies ou des affections chirurgicales ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire ou des accouchements, sauf les cas d'urgence avérée;

2°) Toute personne qui, non munie d'un diplôme de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste, en ce qui concerne l'odontologie, utilisera les rayons Roentgen, dans un but de diagnostic et de thérapeutique (l. du 16 mars 1934);

3°) Toute sage-femme qui sort des limites fixées pour l'exercice de sa profession par l'article 4 de la présente loi;

4°) Toute personne qui, munie d'un titre régulier, sort des attributions que la loi lui confère, notamment en prêtant

son concours aux personnes visées dans les paragraphes précédents, à l'effet de les soustraire aux prescriptions de la présente loi».

De la lecture de ce texte, il apparaît tout d'abord que l'exercice illégal peut être le fait, soit de personnes n'ayant aucun titre, soit de titulaires de diplômes.

De là deux grandes divisions dans notre étude :

Première partie : exercice illégal par les personnes sans titre

Deuxième partie : exercice illégal par les personnes munies de diplômes.

PREMIERE PARTIE.

EXERCICE ILLÉGAL PAR LES PERSONNES SANS TITRE.

L'article 16, 1^o de la loi de 1892 définit l'exercice illégal de la médecine par les personnes non munies de diplômes de la façon suivante :

«Exerce illégalement la médecine :

1^o) Toute personne qui, non munie d'un diplôme de docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme prend part habituellement ou par une direction suivie au traitement des maladies ou des affections chirurgicales, ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire ou des accouchements...»

Les éléments du délit sont donc les suivants :

1) *Habitude ou direction suivie.*

2) Participation au *traitement* des maladies ou des affections chirurgicales ou *immixtion dans l'art dentaire ou dans l'obstétrique.*

À ces conditions, il faut ajouter l'*intention*, dont la loi ne parle point, mais qui est indispensable à l'existence du délit.

Nous analyserons chacune de ces conditions dans les chapitres suivants.

Chapitre I : Intention.

Chapitre II. : Habitude et direction suivie.

Chapitre III : Traitement de maladies ou des affections chirurgicales.

Chapitre IV : Immixtion dans l'art dentaire et la pratique des accouchements.

Section I : Exercice illégal de l'art dentaire.

Section II : Exercice illégal de obstétrique.

CHAPITRE I.

INTENTION.

L'exercice illégal de la médecine est un délit, c'est-à-dire qu'en dehors des caractères qui lui sont propres, il reste soumis aux règles générales du droit pénal relatives aux délits; il en est ainsi notamment pour la notion d'intention coupable (1).

Lorsque le guérisseur se propose de guérir ou d'atténuer les maladies de ses clients, il recourt pour cela à divers moyens : *traitement ou opérations chirurgicales*, actes qui lui sont interdits par l'article 16., 1^o de la loi de 1892.

Pour que ces actes soient punissables, il suffit qu'ils aient été accomplis intentionnellement, c'est à dire aient été voulus par leur auteur. Au contraire, s'ils ont été accomplis dans un moment où la volonté de leur auteur n'était pas libre, celui-ci est irresponsable (Art. 64 C. pén.)

Les tribunaux ont eu parfois à résoudre une difficulté : des individus normaux à l'état de veille, se faisaient endormir et, en état d'hypnose, donnaient des consultations médicales. Poursuivis devant les tribunaux correctionnels, ils soutenaient que les faits relevés contre eux étaient des actes inconscients, non volontaires, que pénalement on ne pouvait leur imputer; à cette époque on s'intéressait vivement aux discussions qui s'engageaient au sujet de l'influence de l'hypnotisme sur la responsabilité pénale.

(1) Sur l'intention en général, v. L. Bonnet : Le but, élément constitutif du délit, 1^{re} part., chap. 1.

Le tribunal de Jonzac constata que si certains actes, ceux mêmes accomplis au cours du sommeil, étaient inconscients, les autres, comme la location d'un cabinet de consultations, la fixation des consultations à des jours déterminés, la distribution de prospectus étaient parfaitement voulus : « Attendu que ces actes successifs dont les uns sont conscients et les autres peut-être inconscients, forment un ensemble présentant un caractère d'indivisibilité constituant l'exercice de la médecine, et dans lequel la conscience a une part suffisante pour que la loi pénale puisse être appliquée... » (Trib. corr. Jonzac, 26 mai 1893, D. P. 1899-2-347; S. 1899-2-22). Dans le même sens : Trib. corr. Saint-Quentin, 27 fév. 1903, France Judiciaire, 1903, t. 2, p. 146).

Une erreur de droit commise par le prévenu serait sans influence sur sa responsabilité, en vertu de la règle générale : *Nemo jus ignorare censetur* (Trib. corr. Carcassonne, 26 déc. 1905, Le Droit, 12 janv. 1906; trib. corr. Jonzac, 15 avr. 1936, *Siècle médical* n. du 15 avr. 1936). Il faut donc tenir pour une erreur certaine la solution du tribunal de Nantes qui acquitta une guérisseuse pour les considérations suivantes : « Attendu que l'existence de l'intention criminelle, élément essentiel de tout délit, manque en l'espèce; qu'elle ne résulte pas des déclarations produites à l'audience; que cela seul suffit à justifier l'acquittement de la prévenue... » (Trib. corr. Nantes, 30 juill. 1923, D. P. 1923-2-155). C'est là une confusion très nette entre l'intention et l'erreur de droit, sinon on serait obligé, dans chaque espèce, de prouver que le prévenu connaissait la loi de 1892 ! (Cf. une erreur semblable à propos d'une usurpation de titre par un étudiant : Trib. corr. Nantes, 2 janv. 1929, S. 1929-2-50).

CHAPITRE II.

HABITUDE. DIRECTION SUIVIE.

Pour que l'exercice illégal soit punissable, l'art. 16 exige que l'auteur prenne part «habituellement ou par une direction suivie au traitement des maladies ou des affections chirurgicales ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire ou des accouchements».

La loi punit donc dans deux cas : *habitude* ou *direction* ; nous examinerons successivement le sens de ces deux expressions

Habitude. L'exercice illégal de la médecine est un délit d'habitude; ce n'est d'ailleurs pas le seul; la loi du 3 septembre 1807 avait fait de l'usure un délit d'habitude; mais depuis le décret-loi du 8 août 1935 cette condition a été supprimée. Les principaux exemples que l'on puisse citer aujourd'hui sont : l'excitation de mineurs à la débauche (code pénal art. 334); le fait de fournir habituellement lieu de retraite et de réunion à des malfaiteurs exerçant des brigandages contre la sûreté de l'Etat (c. pén. art. 61); le colportage de médicaments à domicile (Loi du 21 germ. an XI, art. 32, complété par la loi du 4 sept. 1936).

Au cours de l'élaboration de la loi sur la médecine, M. Chevandier, au nom de la commission, donna des précisions sur le sens de l'art. 21 du projet devenu l'art. 16 de la loi actuelle et déclara notamment : «Nous disons que... si quelqu'un a donné un conseil, il ne doit pas pour cela être traduit devant un tribunal et considéré comme responsable d'un délit d'exercice illégal. Nous acceptons très bien qu'on nous donne un conseil, plusieurs conseils. C'est

l'habitude, le fait sans cesse répété de donner des conseils qui constituera le délit. En effet, celui qui a l'habitude de donner des conseils exerce évidemment une sorte de profession... Le conseil donné éventuellement est une chose louable, mais l'habitude de donner des médicaments constitue une usurpation réelle, le délit d'exercice illégal de la médecine». Ailleurs il précisa encore : «Dans son esprit la loi n'a jamais eu pour but de taxer d'exercice illégal de la médecine les personnes qui assistent une accouchée ou qui portent secours à un blessé ou à un malade, donnent éventuellement quelques conseils. Elle vise surtout celui ou celle qui prend part habituellement au traitement des maladies...» (J. O. Doc. parl. Ch. sept. 1892, p. 1189).

L'habitude suppose une répétition de faits de même nature, la loi n'indique pas le nombre de ces faits. Les auteurs sont assez indécis : certains (Garraud, t. I, p. 250, n. 116) exigent au moins trois faits : «Un minimum de trois faits nous semble indispensable, car la simple répétition d'un acte peut difficilement être envisagée comme formant déjà une habitude» (1). D'autres pénalistes estiment que le nombre minimum de faits constituant l'habitude ne doit pas être le même suivant qu'il s'agit du délit de la loi de 1892 ou délit de l'article 334 du Code pénal; le nombre devrait donc être fixé différemment suivant la nature du délit.

Aussi convient-il de donner au mot habitude son sens usuel de «disposition acquise par la répétition des mêmes actes» (Littré) c'est au juge qu'il appartient d'apprécier si, en l'espèce, les actes relevés sont assez nombreux et suf-

(1) Contra : Perreau, *Eléments de jurisprudence médicale*, p. 65, qui admet que deux immixtions successives suffiraient à constituer l'exercice illégal. - Trib. corr. Lyon, 9 mai 1905. D. P. 1905-2-326.

fisamment ressemblants entre eux pour attester la conduite répréhensible de leur auteur.

C'est ainsi que le tribunal de la Seine et la cour de Nancy ont jugé que l'essayage de dentiers à deux clients où l'extraction d'une seule dent à deux personnes différentes n'étaient que des «opérations accidentelles prévues et autorisées par la loi» et que ces faits étaient «insuffisants pour établir le délit» (Trib. corr. Seine, 3 mars 1927, S. 1931-2-57. - C. de Nancy, 26 nov. 1925, S. 1929-2-121 et la note de M. E. H. Perreau —cf. trib. corr. Villefranche-de-Rouergue, 4 nov. 1921, Gaz. Pal. n. du 21 janv. 1922). La cour de Rouen avait même jugé que quatre ou cinq faits d'extractions de dents «relevés dans l'espace d'une année dans un cabinet relativement bien suivi et d'une certaine importance ne sauraient être considérés comme constitutifs de l'habitude...», et avait prononcé l'acquittement du prévenu (C. de Rouen, 7 juil. 1906, Gaz. Trib. 1906-2-2-488). Mais sur pourvoi, la Cour de cassation a cassé cet arrêt pour la raison qu'il n'apparaissait pas qu'on se trouvât en présence d'un «simple arracheur de dents d'occasion» et «que, dans tous les cas, ni le jugement, ni l'arrêt ne font connaître les circonstances de fait dans lesquelles il (le prévenu) a consenti à se livrer à ces quatre opérations et que la Cour de cassation se trouve dans l'impossibilité de vérifier si elles peuvent être considérées comme des extractions accidentelles, les seules qui soient exceptionnellement admises par la loi» (Cass. crim. 4 janv. 1907, D. P. 1907-1-368). Ainsi la Cour de cassation n'estime pas à priori que quatre faits ou davantage d'exercice illégal de la médecine constituent nécessairement l'habitude punissable; mais pour qu'elle puisse exercer son contrôle, il est indispensable que le juge

précise les circonstances de fait qui l'ont amené à se prononcer sur le caractère accidentel des actes incriminés; un arrêt plus récent a décidé que l'habitude était suffisamment constatée par l'arrêt qui énonçait qu'un mécanicien-dentiste, non muni d'un diplôme de dentiste, avait arraché des dents à plusieurs personnes nommément désignées, placé et rectifié un appareil de prothèse dentaire et placé également une couronne, alors que d'autre part il exploitait personnellement trois cabinets différents (Cass. crim. 5 nov. 1932, Gaz. Pal. 1932-2-937). Mais une décision qui se contenterait de déclarer que le prévenu a pris part habituellement et par une direction suivie au traitement des malades sans indiquer les faits qui ont servi de base à cette affirmation, encourrait la cassation pour défaut de motifs (Cass. crim. 1er avr. 1927. Bull. crim. 1927, p. 175).

Ainsi, pour employer l'expression du tribunal correctionnel de Mayenne, ce que punissent les tribunaux, c'est une « série de faits assez géminés et rapprochés les uns des autres pour constituer une véritable habitude, voire une sorte de métier » (Trib. corr. Mayenne 8 juill. 1898, Gaz. Trib. n. du 23 octobre 1898. - C. de Dijon, 9 mai 1928, D. H. 1928-388. - Trib. corr. Parthenay, 15 déc. 1932, Gaz. Pal. 1933-1-511).

Nous devons préciser davantage cette notion d'habitude; l'habitude n'exige pas simplement une collection d'actes mais un lien psychologique entre ces actes; ainsi, un individu réduit une luxation et puis un an après arrache une dent ou bien ouvre un abcès : ce sont là des faits trop différents pour qu'on puisse y voir une habitude (2); tou-

(2) Dauvergne (Les éléments du délit d'exercice illégal de la méd.) pour la raison que les professions spéciales sont des branches de la médecine, estime que théoriquement des poursuites peuvent être

Et fois les tribunaux pourraient en décider autrement si des actes semblables émanaient d'un pharmacien, parce qu'on pourrait redouter plus facilement chez lui une tendance à s'annuler dans un art qui ne doit pas être le sien (Trib. corr. Seine, 22 juill. 1901; La Loi du 23 oct. 1901. - Trib. corr. Evreux, 7 sept. 1904, Concours médical 1904, p. 784).

Nous verrons plus loin en examinant les peines prononcées par la loi de 1892 (art. 18) que l'expression générale «exercice de la médecine» recouvre en réalité trois activités différentes : l'exercice de la médecine proprement dite, l'exercice de l'art dentaire et l'exercice de l'art des accouchements, et ces diverses branches de la profession médicale sont protégées par des peines différentes. Or il peut arriver que certains actes accomplis par le prévenu appartiennent indiscutablement à l'odontologie, par exemple, tandis que d'autres peuvent être classés indifféremment dans l'une ou l'autre branche de la médecine: quelle peine appliquer en ce cas? Le plus juste est de décider en tenant compte de l'intention de l'agent : se proposait-il de faire de la médecine générale ou de l'odontologie? C'est en ce sens qu'a s'est prononcée la Cour de Rouen (7 juill. 1906, Gaz. Trib. 1906-2-2-488) qui a jugé que le fait par un mécanicien-dentiste, non pourvu de diplôme, de pratiquer l'anesthésie, ne constitue que le délit d'exercice illégal de l'art dentaire, alors que, considérée en elle-même l'anesthésie est tout aussi bien un acte de médecine générale (3). Peut-être même si les actes étaient isolés et

intentées sous la qualification générale d'exercice illégal de la médecine. Cette opinion nous paraît trop absolue, parce qu'elle fait totalement abstraction de l'intention de l'agent; enfin, bien que les différentes spécialités se rattachent à la médecine en général, elles sont assez profondément différenciées, puisqu'il n'y a récidive que lorsque le délit a été de nouveau commis dans la même branche de l'art de guérir.

par trop dissemblables entre eux, les tribunaux ne releveraient-ils aucune infraction à cause du défaut d'habitude.

Conséquences juridiques de la condition d'habitude. La condition d'habitude emporte une série de conséquences juridiques :

Au point de vue de la prescription. Dans un délit d'habitude, chaque acte pris isolément n'est pas punissable et ne saurait dès lors être soumis à la prescription, celle-ci ne peut courir que pour l'ensemble des faits constituant le délit; aussi ne pourra-t-on parler de prescription que lorsque l'habitude sera caractérisée et cette prescription commencera à courir à partir du dernier fait. On pourra également se demander quel intervalle maximum de temps pourrait séparer chacun des actes. Nous nous rattachons à l'opinion de M. Garraud (4) d'après laquelle l'action publique peut atteindre tout fait antérieur qui n'est pas séparé des faits poursuivis par le délai de prescription. C'est cette solution qui a passé dans l'arrêt de la Cour de Dijon du 9 mai 1928 rendu contre un masseur (D. H. 1928-388) : «il suffit au ministère public de poursuivre à l'audience un fait récent non atteint par la prescription, pour qu'il soit possible d'évoquer en vue de prouver l'habitude, des faits de même nature plus anciens dateraient-ils de plus de trois ans, pourvu qu'ils se relient avec le fait précédent depuis moins de trois ans».

Au point de vue de la compétence. *Ratione loci.* les articles 29 et 63 du Code d'Instruction criminelle établissent au profit du procureur de la République et du juge d'instruction une triple compétence qui entraîne celle du tri-

(3) Dans le même sens, Perreau, *Éléments de jurisprudence médicale*, p. 64 et suiv.

(4) *Traité théorique et pratique du Droit pénal français*, 3e éd. t. 2, n. 731, p. 561-562 et *Précis du droit criminel* 14e éd., p. 769, n. 2.

bunal correctionnel, juridiction de jugement; cette compétence est déterminée à raison soit du lieu de résidence habituelle du prévenu, soit du lieu de capture, soit du lieu où le délit a été commis. En ce qui touche le *forum delicti commissi* une difficulté peut naître si l'on suppose qu'un individu ait commis un acte isolé d'exercice illégal dans divers arrondissements. Le plus simple est de décider en ce cas que seul le tribunal de la résidence du prévenu ou celui du lieu d'arrestation seront compétents (5).

Enfin il peut arriver, dans les pays voisins de la frontière que certains faits aient eut lieu en France, les autres à l'étranger; les tribunaux français ne doivent en ce cas tenir compte que des faits qui se sont passés en France (6).

Au point de vue de la chose jugée. La condition d'habitude produit une autre conséquence au point de vue de l'effet de la chose jugée; alors qu'on peut relever pour les délits instantanés chaque fait distinct sauf à appliquer la règle du non cumul des peines (C. instr. cr. Art. 365 dern. al.), ici au contraire chaque fait isolé n'étant pas punissable, l'incrimination porte sur l'ensemble de tous les faits. C'est ce qu'a jugé le tribunal correctionnel de Dijon (24 avr. 1926, D. P. 1928-2-24) : un individu avait été condamné en 1925 par le tribunal correctionnel de Beaune pour exercice illégal de l'art dentaire; il fut en 1926 poursuivi pour d'autres faits de même nature commis à la même époque que les premiers; le tribunal relaxa le prévenu : « Attendu, en

(5) En ce sens Garraud, Traité théor. et prat. d'instr. crim. et de procéd. pénale, t. 2, n° 561, p. 382. - Contra, Le Poittevin, C. Instr. crim. ann. Art. 63, n° 70, qui soutient que chaque fait s'ajoutant aux précédents constitue le délit, en sorte que les lieux où s'accomplissent les faits subséquents peuvent être considérés comme lieux du délit et donnent compétence au juge d'instruction de ces divers lieux pour les faits que l'enquête peut révéler.

(6) En ce sens Garraud, Traité théor. et prat. du Dr. pén. fr. 3e éd. t. I, n° 171, p. 366. — Le Poittevin, C. Instr. cr. ann. art. 5, 6, 7, n° 23.

droit, que les faits successifs du délit d'habitude ne peuvent faire l'objet que d'une incrimination unique; que la poursuite exercée comprend nécessairement tous les faits commis avant le moment où la première poursuite a été intentée...».

Direction suivie. L'article 16, 1^{re} réprime également la *direction suivie*; le sens de cette expression est simple : nous venons de voir que l'on désigne sous l'expression *exercice habituel* de la médecine le fait d'avoir coutume de donner des soins à diverses personnes; on réserve au contraire le terme *direction suivie* pour caractériser les soins donnés à une même personne. Ainsi le guérisseur entreprend la guérison d'un individu atteint de sciatique : il lui fait prendre des bains de vapeur, puis pratique des massages, enfin lui fait absorber une potion médicamenteuse; on dit en ce cas que le guérisseur est coupable d'exercice illégal de la médecine pour avoir pris part par une direction suivie au traitement de la maladie de son client (Cass. crim. 5 juill. 1828, S. 1830-1-37. Cf. trib. civ. Valenciennes, 1^{re} Mai 1904, Gaz. Trib. 1904-2-2-467. Trib. corr. Nantes 13 oct. 1931, D. H. 1931-567). Nous n'insisterons pas davantage sur cette question de direction suivie parce qu'elle ne nous paraît pas présenter un intérêt particulier. Dans certains autres délits d'habitude, comme celui d'excitation de mineurs à la débauche (ou naguères dans le délit d'usure) les tribunaux retiennent l'habitude, même si l'inculpé n'a fait qu'une seule victime (7); la direction suivie n'est à l'analyse s'immiscer dans un art qui ne doit pas être le sien (Trib. d'exercice illégal à l'égard d'une même personne).

(7) Excitation de mineurs à la débauche : Cass. crim. 15 oct. 1853, S. 1855-1-664. — Cass. crim. 22 juill. 1880, D. P. 1881-1-91. — Usure : Cass. crim. 4 mars 1826, D. Jur. gén. Vo prêt à intérêt, n. 270.

CHAPITRE III

TRAITEMENT.

Généralités.

Il est très délicat de vouloir donner une définition quelque peu précise du mot traitement; on s'aperçoit de cette difficulté lorsqu'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi. Le texte (devenu l'article 16 actuel) soumis à la Chambre à la séance du 19 mars 1891 (J. O. Déb. parl. Ch., p. 677) était ainsi libellé :

«Exerce illégalement la médecine :

1° Toute personne qui n'étant pas munie d'un diplôme... prend part au traitement des maladies ou des affections chirurgicales, ainsi qu'à la pratique des accouchements et de l'art dentaire, soit par des conseils habituels, soit par des manœuvres opératoires ou applications d'appareils».

Ce texte qui voulait être précis suscita de vives critiques. M. Le Cerf (J. O. Ch. déb. parl. loc. cit.) fit remarquer qu'il était beaucoup trop large : «Quelle sera la limite des conseils défendus? L'article est absolu : tout conseil tombe sous le coup de la loi...». Que doit-on entendre par manœuvres opératoires? A quel point s'arrêteront les pratiques opératoires?... Dans le français vulgaire, celui que parlent les juges et les justiciables, le mot «manœuvres opératoires» me paraît comprendre tout acte qui se fait par les mains et qui a pour objet de toucher le malade autre-

ment que pour l'aider à se vêtir ou à changer de position...»

A la suite de ces observations, la commission du Sénat adopta une nouvelle rédaction. M. Cornil dans son rapport (31 déc. 1891, J. O. doc. parl. Sénat, 1892, p. 24 et 48) exposa : « Nous avons supprimé la tentative de définition du traitement adoptée par la Chambre; en indiquant que l'exercice illégal était caractérisé ... par des manœuvres opératoires ou par des applications d'appareils, on spécifie trop ou trop peu. Trop car les bandagistes qui ont toute qualité pour faire des appareils herniaires, par exemple, pour les essayer ou les appliquer, se trouvaient compris dans l'exercice illégal de la médecine trop peu, car on ne peut indiquer dans un article de loi tous détails, toutes les formes sous lesquelles se présente l'exercice illégal. Nous avons préféré laisser plus de latitude aux tribunaux dans l'appréciation de l'exercice illégal ».

Au cours de la séance du Sénat du 7 avril 1892, le doyen Brouardel donna la définition du traitement d'après Littré et Molière : « Littré dit : Traitement, manière de conduire une maladie à l'effet de la guérir, soit d'en diminuer le danger, soit de calmer les souffrances qu'elle cause, soit de dissiper ou d'atténuer les suites qu'elle peut entraîner. Il faut suivre le traitement indiqué ». Et Molière disait aussi : Je vous traiterai méthodiquement et dans toutes les régularités de notre art ». C'est la même idée ».

Ayant ainsi dégagé l'esprit de la loi, nous allons rechercher la définition du traitement donnée par la Jurisprudence.

Une des premières décisions, postérieures à la loi de 1892, qui ait donné une définition du traitement est celle de la Cour de Paris (15 mars 1899, S. 1899-2-176) qui jugea que : « Le sens du mot traitement est général et s'entend de tout

acte ou conseil tendant à la guérison, ou à l'atténuation d'un état de malaise ou de maladie, et que ce sens ne saurait être arbitrairement restreint... à la prescription de médicaments ou à la pratique d'opérations chirurgicales proprement dites, telles par exemple que la réduction de luxations ou de fractures».

Cet arrêt mérite quelque attention. La jurisprudence n'exige pas nécessairement des actes; des conseils peuvent être punissables. C'est ce qui a été jugé à plusieurs reprises. Ainsi un simple mécanicien-dentiste dirigeait un cabinet dentaire qui était sa propriété; il s'était adjoint un diplômé qui faisait seul les opérations; cependant le mécanicien-dentiste fut condamné pour exercice illégal de l'art dentaire parce que c'était lui qui donnait les consultations et assumait la direction des opérations effectuées par le diplômé (C. de Nancy, 12 mai 1897, S. 1898-2-205. - Cf. Trib. corr. Seine, 3 déc. 1901, Bull. Synd. méd. Seine, déc. 1901).

Les mots «actes ou conseils» sont le plus souvent jumelés parce que les guérisseurs se contentent rarement de donner de simples indications (Cass. crim. 8 avr. 1911, S. 1912-1-235. - C. de Paris, 16 mai 1930, Gaz. Trib. 1900-2-2-39 C. de Paris, 14 janv. 1911, Gaz. Trib. 1911-1-2-442. - Trib. corr. Parthenay, 15 déc. 1932, Gaz. Pal. 1933-1-511) (1).

Ces actes ou conseils doivent tendre à «la guérison ou à l'atténuation d'un état de malaise ou de maladie» (cf. les décisions précitées), c'est à dire qu'ils doivent être donnés pour une fin curative. Mais cela ne suffit pas. Il faut en outre qu'ils aient une certaine efficacité, ou, tout au moins, qu'on puisse les supposer capables d'exercer une influence

(1) Nous verrons plus loin que les soins donnés dans le cercle de la famille ne sont pas punissables.

sur la santé humaine; ce qui est le cas pour les moyens encore mal définis, comme le magnétisme, l'émission de certaines ondes ... Cette distinction entre les moyens actifs et les procédés inefficaces est très nette dans l'arrêt de la Cour de cassation du 25 juin 1908, qui rejeta le pourvoi formé contre une décision d'acquittement du prévenu, « attendu que ses actes n'avaient rien de commun avec un traitement médical » (D. P. 1909-1-299; S. 1912-1-235). Toutes les fois qu'il apparaît avec évidence que les procédés de cure ne peuvent produire aucun effet, ou n'ont rien de commun avec les méthodes de la médecine, les tribunaux prononcent l'acquittement (Sur l'analyse de traitement punissable, cf. spécialement trib. corr. Alençon, 28 nov. 1935, Gaz. Pal. 1935-2-867) (2). On peut objecter qu'il peut être dangereux de laisser impunis les charlatans qui laissent sans soins des personnes à qui une médication énergique et rapide serait nécessaire; cependant, juridiquement, on ne peut relever le délit d'exercice illégal de la médecine (3).

(2) V. infra les nombreuses décisions citées à propos du magnétisme : « Jugements et arrêts d'acquittement », p. 157. Cette théorie amorcée dans les « *Éléments de jurisprudence médicale* de M. E. H. Perreau (1908, p. 57) a été développée par lui dans deux notes (S. 1912-1-235) et surtout sous cass. crim. 15 déc. 1922 (S. 1925-1-129).

(3) Nous ne souscrivons pas au raisonnement en forme de dilemme du trib. corr. Seine, 6 janv. 1899 (Gaz. Trib. 1899-1-177) : « Attendu que si leurs pratiques (des magnétiseurs) sont sans aucun effet sur la santé, elles peuvent du moins empêcher le client qui s'y fie de recourir en temps utile à un médecin dans le cas où une médication prompte et énergique serait nécessaire; que si au contraire ces pratiques agissent sur l'organisme humain et produisent certains résultats, elles ne seraient pas absolument inoffensives et ne devraient dès lors être utilisées pour le traitement des maladies que par des personnes compétentes; qu'ainsi, dans l'une ou l'autre hypothèse, la prétention des prévenus de traiter les maladies peut compromettre la santé et la vie des citoyens et qu'il y a intérêt à réprimer leurs agissements ». Cette solution est très sage, mais ne nous semble pas juridique : ou bien les pratiques des prévenus eussent susceptibles de produire un

De même, la jurisprudence ne considère pas comme punissables les simples indications d'usage courant, connues de tous. Un pharmacien avait conseillé et remis à un de ses clients une potion. Il fut condamné; son pourvoi fut rejeté par la Cour de cassation, parce qu'une «préparation que les pharmaciens ne débitent que par tolérance sans le concours d'un médecin, a le caractère d'un remède et que son usage constitue un mode de traitement» (Cass. crim. 5 févr. 1904, D. P. 1904-1-194; S. 1905-1-473 et la note de M. Perreau). Il résulte implicitement de cet arrêt que si la potion, et plus généralement le traitement, n'avaient pas eu un caractère médical, il n'y aurait pas eu de délit. (Cf. en ce sens, Cass. crim. 3 avr. 1925, Gaz. Pal. 1925-2-256).

Il importe de distinguer avec soin le *diagnostic* du traitement. Littré définit le diagnostic : «Art de reconnaître les maladies par leurs symptômes et de les distinguer les unes des autres». Il n'est pas nécessaire, pour que le délit existe, que le guérisseur fasse le diagnostic de la maladie. C'est ainsi que le charlatan qui soigne toujours de la manière les affections les plus diverses, est punissable, encore qu'il ne s'enquière pas de la nature du mal de ses clients (Trib. corr. Seine, 23 oct. 1933, Gaz. Trib. 1934-1-2-99). Mais le diagnostic seul n'est pas répréhensible (4); il en

effet et le délit était constitué, ou bien elles étaient absolument inefficaces et ne ressemblaient pas à un traitement, et l'acquittement s'imposait.

(4) La loi du 16 mars 1934, complétant l'art. 16 de la loi du 30 nov. 1892, a ajouté le § suivant : «2°. Toute personne qui, non munie d'un diplôme de docteur en médecine, ou de chirurgien-dentiste, en ce qui concerne l'odontologie, utilisera les rayons Roentgen dans un but de diagnostic et de thérapeutique». Mais sans doute faut-il lire *ou* ; cette interprétation serait conforme au rapport de M. Armbruster (J. O. Doc. parl. Sénat (1934, p. 42); d'autre part cette disposition est directement inspirée de l'art. 18 de la loi suisse du canton de

est de même du pronostic. Il est vrai que le malade se trouve exposé à de grands dangers : danger de ne pas être soigné, si le diagnostic imparfait ne révèle aucune maladie ou une maladie autre que celle dont il est atteint - danger physique parfois (par exemple avortement provoqué par l'examen utérin d'une femme enceinte au speculum ou à l'hystéromètre). C'est pourquoi les médecins demandent, à juste titre, que le diagnostic leur soit exclusivement réservé et soit défendu aux profanes sous les peines de l'exercice illégal. Au cas où le diagnostic cause quelque accident, le guérisseur peut être poursuivi pour blessures involontaires.

L'exigence du caractère médical des soins donnés ne doit pas permettre la confusion entre la médecine et la religion. Un pasteur appartenant au mouvement des Chrétiens évangéliques, dit de la Pentecôte, pratiquait, conformément à sa profession de foi, l'imposition des mains aux malades et aussi l'onction de l'huile, avec accompagnement de prédications et de prières, afin d'appeler l'intervention divine pour guérir et soulager les malades. Il fut condamné en première instance. Mais la Cour d'appel de Caen (14 avr. 1937, D. H. 1937-323) réforma la sentence des premiers juges : d'abord, parce que des impositions et onctions ne constituent pas un traitement au sens de la loi de 1892 et qu'« il s'agit là d'un acte rituel purement religieux et non curatif, alors surtout qu'à aucun moment le prévenu n'a fait croire par ce moyen à la transmission d'un fluide capable d'amener la guérison ou d'un pouvoir personnel de

Genève du 11 déc. 1926, qui exige que toute installation de radiologie médicale « dans un but de thérapeutique ou de diagnostic » soit sous la direction effective d'un médecin. *Dans ce cas le seul diagnostic serait punissable.* Ce sens ne nous paraît guère douteux, sinon la loi de 1934 serait inutile, car il a été toujours admis que la radiothérapie était interdite aux non diplômés.

guérir»; ensuite, parce qu'«on porterait une grave atteinte à la liberté des consciences et au libre exercice des cultes et qu'en outre, ce serait confondre deux domaines différents, dont l'un n'est pas exclusif de l'autre, c'est à dire le domaine religieux et le domaine médical» (5).

L'existence du délit d'exercice illégal est *juridiquement* indépendante de la gratuité ou de la rémunération des soins, la loi n'ayant établi aucune distinction et les dangers encourus par les malades étant les mêmes (6) (Trib. corr. Nantes, 23 déc. 1930, Sem. jurid. 1931 - t. 2, p. 1069. - Trib. corr. Jonzac, s. d., Siècle méd. 15 avr. 1936). Cependant il est bien évident que le guérisseur qui exerce gratuitement est moralement moins coupable que celui qui fait du traitement des malades une fructueuse industrie; en sorte que les tribunaux en tiennent compte généralement dans la fixation de la peine.

Dans son rapport, M. le conseiller Bourdon, pour obtenir le rejet du pourvoi formé par Germaine de Rouen contre son arrêt de condamnation (7), insista tout particulièrement sur les profits scandaleux que tirait la prévenue de sa profession de «charlatan-guérisseur». Dans les jugements et arrêts que nous avons relevés, tous les charlatans qui exigeaient un salaire - quelle que fut la méthode curative employée — ont été condamnés pour exercice illégal.

(5) Dans le culte israélite, la circoncision est pratiquée par le mohel. Faut-il voir là une opération chirurgicale ne pouvant être faite que par un médecin? Théoriquement cela n'est pas douteux. Cependant nous pensons que la loi de 1892 ne doit pas être étendue à ce cas, car il s'agit d'un rite religieux autorisé de tout temps (V. p. 13, n. 12 Droit Romain) Cette tolérance ne doit être admise que si l'enfant circoncis appartient au culte israélite (cf. Trib. civ. Bordeaux, 22 juin 1898, Gaz. Trib. 1898-2-237).

(6) J. O. Déb. parl. Sénat. Séance du 7 avr. 1892, p. 408.

(7) Rapport sur le pourvoi de Germaine de Rouen contre l'arrêt de la C. de Nancy du 21 févr. 1929 D. P. 1929-1-93.

En effet, la réclamation d'honoraires par ceux qui prétendent guérir, ne prouve-t-elle pas clairement que ceux-ci s'assimilent aux docteurs en médecine et qu'ils entendent participer au traitement des maladies? Autrement, s'ils ne croient pas à l'efficacité de leur méthode et feignent de donner leurs soins, ils se rendent coupables d'escroquerie par l'emploi de manœuvres frauduleuses.

Par contre, lorsque les soins sont donnés gratuitement, lorsque le guérisseur refuse même les cadeaux et dons volontaires, les tribunaux se montrent plus embarrassés: la question s'est souvent posée à propos de magnétiseurs et de spirites procédant à l'imposition des mains et demandant l'intercession des esprits. Par suite du défaut d'honoraires, le délit est plus difficile à caractériser et les tribunaux acquittent souvent les prévenus (Trib. corr. Saint-Yriex, 6 juin 1933, S. 1933-2-166. - Cass. crim. 25 juin 1908, D. P. 1909-1-299, S. 1912-1-235. - Trib. corr. Nantes, 29 juill. 1923, D. P. 1923-2-155. - Trib. corr. Valenciennes 12 nov. 1930, D. H. 1931-13. - Trib. corr. Seine, 22 juin 1934, D. H. 1934-502). Ce n'est que lorsque la participation au traitement des maladies était bien établie, ou lorsque le refus d'un salaire n'était qu'une fausse apparence de gratuité, que les tribunaux ont prononcé des condamnations. Ainsi, bien qu'en principe, la distinction entre les soins gratuits et les soins salariés soit sans intérêt juridique, pratiquement l'exigence d'une rétribution par le guérisseur sert à caractériser l'exercice illégal.

Le traitement ne suffit pas à constituer le délit, il faut qu'il soit appliqué à «des maladies ou affections chirurgicales».

Les affections chirurgicales sont celles qui relèvent de la partie de la thérapeutique qui comporte l'intervention de

la main nue ou armée d'instruments (remise de fractures, ablation des membres ou d'organes etc.)

Par maladies on entend les affections qui frappent le corps ou l'esprit. (Maladies de l'esprit, C. de Paris, 7 juin 1937, D. H. 1937-445).

Dans le langage courant on désigne par maladie tous troubles ou atteintes fonctionnels ou lésions organiques. La jurisprudence donnant un sens très large à ce terme, a compris la simple anémie ou faiblesse généralisée ou localisée (Cass. crim. 5 févr. 1904, rej., D. P. 1904-1-104; S. 1905-1-473 et la note - Trib. corr. Nord 22 mai 1928 D. H. 1928-536. Même solution pour des vices congénitaux de réfraction de l'œil : Cass. crim. 4 déc. 1925, D. H. 1926-2; trib. corr. Seine 21 févr. 1924, Concours méd. 1924, p. 1515). Cette solution est conforme à l'intérêt général, en réduisant le plus étroitement qu'il est possible, le champ d'action des guérisseurs. De plus cette interprétation n'est pas contraire aux données de la médecine. Un état d'anémie dénote le fonctionnement defectueux de certains organes ou un état de dépression qu'il est indispensable de faire disparaître, afin d'éviter des complications graves. Toutefois, il convient de ne pas ranger au nombre des maladies les dépressions accidentelles, comme la fatigue ressentie par des sportifs après des compétitions; des non diplômés peuvent leur faire librement des massages, afin de les remettre de leurs fatigues.

On a dit qu'il « n'est nullement indispensable à la perpétration du délit que l'affection soit réelle » (8). Socialement

(8) E. H. Perreau, élém. jurisprud. méd. p. 53 « Il suffit que le délinquant se soit comporté comme si elle l'était; car le danger que présente l'emploi par des mains inhabiles d'agents thérapeutiques destinés à guérir est évidemment indépendant de l'existence effective

la solution est excellente. Juridiquement est-elle exacte? Le tribunal correctionnel de Grenoble (1897, cité par Brouardel, L'exercice de la médecine et le charlatanisme, p. 513) jugea que l'absence de maladie rendait «*impossible*» la perpétration du délit et acquitta le prévenu. Aujourd'hui la jurisprudence et la doctrine ne se refusent plus à punir le crime ou le délit impossibles (Cass crim. 20 mars 1919, S. 1921-1-233 et la note de M. J. A. Roux, escroquerie impossible - Cass. crim. 9 nov. 1928, D. H. 1928-577; D. P. 1929-1-97 et la note de M. A. Henry, avortement impossible). Dans les deux espèces, la Cour de cassation constata que les circonstances qui avaient empêché la réalisation du délit étaient indépendantes de la volonté de l'agent et laissaient «subsister, avec tous ses caractères légaux, la tentative du délit», c'est à dire que le crime ou le délit impossibles sont punis comme tentatives. Mais aux termes de l'article 3 de code pénal «Les tentatives de délit ne sont considérées comme des délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi», ce qui est le cas du vol ou de l'escroquerie; la loi de 1892 n'ayant pas déclaré punissable la tentative de délit d'exercice illégal, nous pensons que le traitement d'une personne non malade échappe à toute répression (9). Cette discussion n'a pas un grand

de la maladie traitée. Or c'est ce danger que doit prévenir la répression de l'exercice illégal.

(9) Cependant la C de Grenoble (28 janv. 1898, Brouardel, op. cit. p. 514) reformant le jugement précité, estima «qu'on ne saurait exiger de la prévention la justification souvent insaisissable, d'un état de maladie» et que l'ensemble des «faits ne peut pas être sans objet, puisqu'il a permis à chacune des parties de réaliser le but poursuivi, l'une en sollicitant, l'autre en donnant une consultation». Nous croyons toutefois que, du moment que la loi exige le *traitement des maladies*, il ne peut s'agir que d'une simple tentative (non punissable) et non d'un *délit consommé*.

intérêt pratique; la clientèle des guérisseurs est le plus souvent composée de névropathes et d'hystériques, plus malades moralement que physiquement; le guérisseur pourra presque toujours être poursuivi pour traitement des maladies mentales par psychothérapie ou suggestion (C. de Paris, 7 juin 1937. D. H. 1937-445).

Ayant ainsi précisé le sens général du mot traitement, nous allons exposer, en divers paragraphes les divers cas dans lesquels la jurisprudence a eu le plus fréquemment à se prononcer.

- § 1. Magnétisme, hypnotisme et exercice illégal.
- § 2 Exercice illégal par les pharmaciens et les herboristes.
- § 3 Exercice illégal par les opticiens.
- § 4 Exercice illégal par les masseurs, rebouteurs, pédicures
- § 5 Rayons X, électrothérapie et exercice illégal.
- § 6 Exercice illégal par les bandagistes, orthopédistes, prothésistes.
- § 7 Exercice illégal par les personnes ou groupements charitables.

APPLICATIONS.

§ 1. — *Hypnotisme, Magnétisme et exercice illégal.*

Nous pensons qu'il ne sera pas superflu de tracer en quelques lignes l'évolution des théories qui furent successivement émises sur le magnétisme. Cela permettra peut-être d'expliquer les contradictions apparentes de la jurisprudence.

L'idée d'un fluide émanant du corps de l'homme et susceptible d'influencer d'autres hommes est bien antérieure à Mesmer; mais c'est à lui que revient l'honneur d'avoir voulu faire une étude sérieuse des phénomènes magnéti-

ques et d'avoir essayé de dégager des lois, inspirées d'ailleurs des découvertes de Newton sur l'attraction. Vivement attaqué au début et notamment par la Société royale de Médecine (Rapport du 16 août 1784, Rapport de Thouret des 2 et 5 nov. 1784), le magnétisme finit par être admis au cours du XIXe siècle dans le domaine scientifique et médical; on le rattacha alors à l'hypnotisme. Après avoir eu une longue période de succès, les conceptions premières du magnétisme animal tombèrent en discrédit, ou plus exactement peut-être, évoluèrent et se transformèrent; cette transformation s'accomplit en même temps que la philosophie donnait une analyse plus fine des phénomènes conscients, inconscients et subconscients. Des études très approfondies furent faites, parmi lesquelles on peut citer l'ouvrage du docteur J. Grasset «L'occultisme hier et aujourd'hui» (1907). Ce que l'on attribuait à l'hypnotisme fut expliqué par la suggestion. Dans le même temps Sigmund Freud développait ses théories sur la psychanalyse et la psychothérapie comme moyen de traitement des névroses et de l'hystérie. En somme le magnétisme primitif s'est transformé en médecine psychologique (P. Janet, médecine psychologique, 1923).

Cette évolution peut se résumer ainsi : 1) il fut un temps où le magnétisme animal fut considéré comme un fluide ayant une réalité propre. Cette thèse est à peu près complètement abandonnée aujourd'hui. 2) Le magnétisme évolué correspond à ce que l'on appelle aujourd'hui suggestion, psychanalyse, psychothérapie.

Il n'est pas douteux que l'emploi du magnétisme n'est pas absolument sans efficacité ni sans danger, «car tout traitement, même le plus anodin en apparence, peut, s'il est mal dirigé, conduire à de sérieux méfaits».

Le congrès de 1906 pour la répression de l'exercice illégal de la médecine avait émis le vœu suivant : «Les pratiques magnétiques ou hypnotiques se composent, telles que les comprennent les magnétiseurs, de deux parties distinctes : l'une sérieuse, l'autre charlatanesque et destinée à tromper le malade.

«Les moyens thérapeutiques doivent être exclusivement confiés aux médecins neurologistes, qui seuls peuvent les appliquer pour le malade, comme sans préjudice pour ses intérêts.

«En conséquence, le magnétisme et autres procédés thérapeutiques analogues sont absolument du domaine médical et doivent y rester».

Déjà le XIII^e congrès international de médecine légale s'était prononcé en ce sens.

De son côté le docteur J. Grasset (L'occultisme hier et aujourd'hui) concluait (p. 87). «L'hypnotisme restant un moyen médical ne doit être permis qu'aux médecins et, par suite, la pratique de l'hypnotisme par une personne non diplômée doit être considérée et réprimée comme exercice illégal de la médecine. Il faut poser en principe que l'hypnotisme ne peut être appliqué que par un médecin ou sur son ordonnance précise et sous la responsabilité d'un médecin».

* *

Avant d'aborder l'étude de la jurisprudence sur le magnétisme, il est nécessaire d'écarter quelques décisions qui ne s'expliquent que par une fausse interprétation de la loi de 1892.

Au cours des premières années d'application de la loi, les tribunaux hésitèrent à ranger l'emploi du magnétisme pour la guérison des malades dans l'exercice illégal de la mé-

decine. En effet M. Chevandier, résumant dans son rapport, les déclarations qu'il avait faites devant la Chambre de députés, écrivit : «Récemment un volumineux dossier nous a été remis par les masseurs et les magnétiseurs. Où donc ont-ils vu un article qui visât leurs pratiques? Les articles visant et punissant l'exercice illégal de la médecine ne pourraient leur être appliqués que le jour où ils sortiraient de leurs pratiques habituelles et où, sous le couvert de leurs procédés, ils prescriraient des médicaments, chercheraient à réduire des luxations ou des fractures. Jamais notre intention n'a été de les viser. C'est donc mal à propos qu'ils ont pris l'alarme». (J. O. Doc. parl. Chambre, 1892, p. 1139). Quelques tribunaux et cours se prononcèrent dans le sens de la liberté d'emploi du magnétisme comme moyen de cure (C. d'Angers, 28 juin 1894, S. 1894-2-252. - Trib. corr. Angers, 4 juin 1897; C. d'Angers, 23 juill. 1897, D. P. 1898-2-118 et S. 1897-2-232). A la suite de cette interprétation libérale, le nombre de chariatans magnétiseurs s'accrut dangereusement. Sur pourvoi du Syndicat des médecins d'Angers et du procureur général près cette cour, la Chambre criminelle de la Cour de cassation, par arrêt du 29 décembre 1900 (D. P. 1901-1-529, S. 1901-1-108) jugea qu'il n'était pas possible d'opposer aux termes formels de l'article 16, l'interprétation donnée par M. Chevandier et que dans ces conditions, rien ne permettait d'exclure du champ d'application de la loi l'utilisation du magnétisme pour la guérison des maladies. L'arrêt de la Cour d'Angers (23 juill. 1897, précité) fut cassé.

• •

Les décisions jurisprudentielles peuvent se diviser en deux groupes : Sentences de condamnation et sentences d'acquiescement.

1) Jugements et arrêts de condamnation.

Il est certain que si le magnétisme est considéré comme susceptible de produire un effet, son emploi thérapeutique constitue bien un traitement et le rend punissable. Dans ces conditions, l'utilisation par un non-diplômé, du magnétisme comme moyen de guérison est le délit d'exercice illégal de la médecine; c'est ce qui a été jugé bien souvent (Cass. crim. 29 déc. 1900, D. P. 1901-1-529; S. 1901-1-108. - Cass. crim. 25 juin 1909; S. 1912-1-235. - Cass. crim. 17 oct. 1936, D. H. 1936-542. - C. de Paris, 15 mars 1899, S. 1899-2-176. - Trib. corr. Parthenay, 15 déc. 1932, Gaz. Pal. 1933-1-511. - Trib. corr. Alençon, 28 nov. 1935, Gaz. Pal. 1936-2-267). Les tribunaux n'ont d'ailleurs pas à apprécier eux-mêmes la valeur curative de ce traitement; il suffit qu'elle soit admise par certaines personnes et notamment par le XIIIe Congrès international de médecine légale (C. de Rennes 6 mars 1901, Gaz. Trib. 1901-2-2-351. - C. de Rennes, 6 janv. 1909, S. 1909-2-87, D. P. 1909-2-352. - Trib. corr. Nantes, 15 févr. 1933, Gaz. Pal. 1933-2-953. - C. d'Amiens, 22 mars 1907, France jud. 1907-2-253. - C. de Paris, 11 mars 1935, Gaz. Pal. 1935-1-825 - adde le curieux jugement du trib. corr. de Saint-Quentin, 16 mai 1906, France jud. 1906-1-231).

Un certain nombre de décisions, tout en relevant le caractère fantaisiste de prétendues passes magnétiques, interventions d'esprits et transmissions de fluides, ont constaté que cette mise en scène était destinée à agir sur les malades par suggestion; or la suggestion étant un procédé thérapeutique d'ordre médical (Cf. la méthode Coué), l'exercice illégal de la médecine n'est pas douteux. Le zouave Jacob, magnétiseur bien connu à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle déjà condamné pour exercice illégal

lorsqu'il employait le magnétisme pour le traitement des maladies, pensa échapper aux poursuites en s'intitulant simplement guérisseur assisté des esprits, professeur de théurgie... Cependant il fut condamné par la Cour de Paris (14 janv. 1911, Gaz. Trib. 1911-1-2-442); son pourvoi en cassation fut rejeté par arrêt de la Chambre criminelle du 8 avril 1911 (S. 1912-1-235 et la note de M. E. H. Perreau) «attendu que sa méthode consiste principalement à agir sur leur imagination (des malades), en leur persuadant qu'il possède un fluide émanant des esprits et qu'il communique par le regard et le toucher». De même, la célèbre guérisseuse, dite «Germaine de Rouen», usait de procédés charlatanesques pour faire croire à la transmission d'un fluide bienfaisant; elle fut même condamnée pour escroquerie en première instance (Trib. corr. de Nancy (21 févr. 1929, S. 1929-2-85) Mais cette inculpation ne fut pas retenue par la Cour de Nancy (21 févr. 1929, S. 1929-2-85), qui releva simplement le délit d'exercice illégal de la médecine.

L'arrêt de rejet du pourvoi formé par Germaine de Rouen contre la décision de la Cour de Nancy constate «qu'elle opérait par magnétisme et suggestion».

Ici, on saisit nettement l'évolution que nous avons signalée : magnétisme devient synonyme de suggestion. On peut ajouter quelques autres décisions dans le même sens, réprimant l'emploi de la suggestion sous les apparences plus ou moins mystérieuses du magnétisme (Trib. corr. de Nantes, 23 déc. 1930, Sem. jurid. 1931-2-1069. - Cass. crim. 15 déc. 1922, S. 1925-1-29. - C. de Paris, 7 juin 1937, D. H. 1937-445).

Dans la jurisprudence que nous avons citée dans ce chapitre le mot *magnétisme* a deux sens différents : dans certaines décisions il est pris au sens premier de *fluide* et de *magnétisme animal*; dans d'autres il est pris au sens de

psychothérapie. Mais dans tous les cas, il est rangé au nombre des procédés thérapeutiques, dont l'usage doit être réservé aux médecins.

Il faut ajouter que dans la plupart des espèces, le magnétisme n'était pas employé à l'état pur, si l'on peut ainsi s'exprimer, mais se compliquait de massages, de prescriptions diverses et notamment de régimes alimentaires. Le plus souvent le magnétiseur avait donné des soins pendant très longtemps (direction suivie); en sorte que ces circonstances accessoires caractérisaient plus sûrement l'exercice illégal de la médecine.

2) Jugements et arrêts d'acquiescement.

Nous avons déjà dit que pour qu'on ne puisse parler d'exercice de la médecine, il était nécessaire que les soins ou conseils donnés fussent susceptibles d'être rangés au nombre des moyens mis en usage par la médecine; il en est ainsi du magnétisme, de l'hypnotisme et de la psychothérapie par suggestion. Mais par contre, des incantations, des élucubrations spirites, une activité plus ou moins fantaisiste, ne sauraient raisonnablement être considérées comme des traitements; ce sont là des pratiques d'ordre magique, comme on en rencontre à toutes les époques, et qui n'ont aucun rapport avec la médecine. Les tribunaux n'attachent aucun caractère sérieux à ce genre de manifestations dans lesquelles ils ne peuvent voir le délit d'exercice illégal de la médecine, encore que leurs auteurs pensent exercer une action bienfaisante et curative.

Un exemple remarquable nous est fourni par l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 25 juin 1908 (D. P. 1909-1- 299; S. 1212-1-235):

«Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué (Douai, 7 avr. 1903) que le jeune Morel, âgé de seize

ans, lorsqu'il recevait ou visitait des malades, se bornait, d'une façon invariable, quelle que fut la nature du mal, à placer pendant un certain temps une de ses mains sur le siège de la douleur en adressant une invocation mentale à un esprit dont il se croit le pouvoir de provoquer l'intervention favorable; - Qu'il n'a jamais dans aucune circonstance, ordonné aucun remède ou médicament d'aucun genre, fait aucune prescription donné aucune direction aux malades; que ses actes n'avaient rien de commun avec un traitement médical et que tout reposait exclusivement sur sa croyance à un secours surnaturel sans l'emploi d'aucun procédé thérapeutique; - Attendu que dans ces circonstances, souverainement constatées, l'arrêt attaqué a décidé à bon droit que Morel n'avait pas commis le délit d'exercice illégal de la médecine visé par l'article 16 de la loi de 1892 et réprimé par l'article de la même loi..... Rejette».

La Cour de cassation a eu bien soin de préciser que les actes de Morel n'avaient «rien de commun avec un traitement médical»; qu'il n'avait fait «aucune prescription» et qu'il n'avait «donné aucune direction aux malades», c'est à dire qu'il ne les voyait qu'une seule fois (Cf. dans un cas semblable, trib. corr. de Villefranche-de-Rouergue, 4 nov. 1921, Gaz. Pal. n. du 21 janv. 1922). Cette jurisprudence se retrouve dans un autre arrêt de la Chambre criminelle (Cass. crim. rej. 3 avr. 1925, Gaz. Pal. 1925-2-256). La Cour de Toulouse avait acquitté une femme qui, lorsqu'on venait la consulter, se bornait à dire ou ordonner des prières, à invoquer des saints en brûlant des cierges et en répandant de l'eau bénite; si parfois elle imposait les mains sur le siège du mal, et faisait des frictions par dessus les vêtements, ces procédés ne pouvaient être considérés comme de véritables massages. La Cour rejeta le pour-

voi formé par le ministère public « attendu que la Cour d'appel a pu déclarer que ces pratiques reposant sur la croyance de la prévenue, femme de faible intelligence et tenue pour hystérique, à un pouvoir surnaturel, ne sauraient constituer un traitement ou une direction suivie au sens de l'article 16 de la loi du 30 novembre 1892, et qu'il en était de même du fait par la femme Richou d'avoir parfois recommandé de boire de l'eau de son puits, dit à deux personnes qu'elles pouvaient manger à leur faim et s'alimenter comme elles l'entendraient et enfin donné le conseil à une troisième que les médecins n'avaient pu soulager, de s'abstenir de toute médication pharmaceutique ». Le fait que la prévenue était hystérique démontre clairement le caractère fantaisiste de ses pratiques.

Les décisions des tribunaux correctionnels et cours d'appel relaxant des magnétiseurs sont assez nombreuses; il suffit de lire les motifs de ces jugements et arrêts pour saisir la raison de l'acquiescement. Une guérisseuse se contentait d'imposer les mains sur le siège du mal en faisant des signes de croix; le tribunal correctionnel de Saint-Yriex relaxa la prévenue attendu « que la guérisseuse inculquée exerce sur les malades qui viennent la consulter, non une action médicale tombant sous l'application de la loi du 30 novembre 1892, mais une action morale... » (Trib. corr. Saint-Yriex, 6 juin 1933, S. 1933-2-166. - Cf. Trib. corr. Nantes, 30 juill. 1923, D. P. 1923-2-155). De même un nommé Frasez quelle que fût la maladie dont étaient atteints ses visiteurs, leur faisait exposer la nature de leur mal, leur demandait s'ils croyaient en Dieu, imposait les mains par dessus leurs vêtements et les renvoyait sans les inviter à revenir. Le tribunal de Valenciennes acquitta le prévenu attendu que « cette méthode (imposition des mains

et invocation à la divinité) n'a rien de spécifiquement médical et se différencie totalement des procédés habituels des médecins ou des chirurgiens, de même qu'elle n'utilise aucun des remèdes connus dans les pharmacies en vue de guérir les malades» (Trib. corr. Valenciennes, 12 nov. 1930; adde Trib. corr. Versailles, 7 avr. 1910, Gaz. Pal. 1910-1-508 et trib. corr. Seine, 22 juin 1934, D. H. 1394-502).

Cependant il peut arriver que les mêmes faits soient susceptibles d'une interprétation différente; c'est ce qui a eu lieu pour l'affaire Béziat, le célèbre guérisseur d'Avignonnet. La Cour de Toulouse, dans un arrêt très motivé (5 juil. 1922, S. 1925-1-129), constatant que les soins donnés par Béziat consistaient dans l'apposition, l'application, le passage des mains sur les membres ou organes malades, dans des frictions, des attouchements sur les vêtements ou sur le corps dévêtu», dans des insufflations sur le siège du mal et des invocations à Dieu, estima que l'on ne pouvait voir là un traitement sérieux par le magnétisme et acquitta Béziat. Mais la Chambre criminelle (Cass. Crim. 15 déc. 1922, S. 1925-1-129) considérant «qu'il appartient à la Cour de cassation de restituer aux actes déclarés constants le caractère qui leur est propre dans leur rapport avec la loi pénale «cassa l'arrêt parce que de l'ensemble des circonstances de fait, il apparaissait que Béziat avait pris part au traitement des maladies. En effet ne trouvait-on pas les procédés qui relèvent du massage, du magnétisme et de la suggestion?

Ainsi, toute décision judiciaire suppose une appréciation, pour chaque espèce, du caractère médical ou non de l'activité du guérisseur magnétiseur; il y a toujours nécessairement une part de considérations subjectives, car lors du vote de l'article 16 de la loi de 1892, le législateur a voulu

laisser «plus de latitude aux tribunaux» dans la définition du traitement.

Il est sans doute intéressant de noter que la presque totalité des décisions qui ont acquitté les prévenus ont précisé que l'intervention du guérisseur-magnétiseur était accidentelle vis-à-vis de chacun de ses solliciteurs et qu'il n'y avait pas direction suivie (Cass. Crim. 25 juin 1908. - Cass. crim. 3 avr. 1925. Trib. corr. Versailles, 7 avr. 1910. - Trib. corr. Valenciennes, 12 Nov. 1930 précités). Le fait que l'intervention est isolée ne prouve-t-il pas que l'on ne peut pas parler d'une participation sérieuse au traitement des maladies par le magnétisme?

§ 2. — *Exercice illégal de la médecine par les pharmaciens et les herboristes.*

La profession de pharmacien est assurément celle où l'on est le plus exposé à exercer illégalement la médecine. Il y a tout d'abord la tendance naturelle qu'ont la plupart des hommes à faire valoir leurs connaissances et à donner des conseils; mais le plus souvent c'est contre son gré, parce qu'il est contraint, — au moins moralement — par ses clients, que le pharmacien s'immisce dans la médecine. Lorsqu'une personne est atteinte d'un mal peu grave, ou qu'elle croit tel, (coupure, écorchure, abcès) elle ne va pas en général chez un médecin, parce qu'elle juge que ce n'est pas nécessaire et aussi parce que ce serait trop onéreux : perte d'une demi-journée de travail, honoraires à payer, et, le plus souvent frais de pharmacie; elle s'adresse à un pharmacien qui fournit un antiseptique et parfois même fait un pansement.

Il arrive que le pharmacien soit dans l'obligation de faire de la médecine; lorsqu'un accident se produit, on conduit presque toujours les blessés dans la pharmacie la plus

proche; le pharmacien peut même être requis de faire un pansement et le refus de faire ce service le rend passible des peines de l'article 475, 12 du Code pénal (amende de 6 à 10 francs) (Cass. crim. 4 avr. 1919, D. P. 1920-1-47. - S. 1923-1-235).

Le Bulletin de l'Association Générale des Syndicats Pharmaceutiques de France a publié ces conseils d'un médecin à un jeune confrère : « Nous avons connu des médecins qui s'affligeaient de voir des pharmaciens donner un remède à des clients qui venaient le consulter. Un pharmacien ne peut faire autrement. De par son métier, il est obligé de rendre des petits services qui n'ont rien à faire avec l'exercice illégal de la médecine. Rien ne sert de diriger directement pour un malaise ou une égratignure sans importance un solliciteur vers un médecin. Le solliciteur ne s'y rendra pas. Il ne consentira au sacrifice d'une consultation de la Faculté qu'à la condition qu'il n'aille pas mieux. Ce que ne manquera pas de lui dire le pharmacien qui ne lui délivrera une drogue qu'en attendant ». (cité par Raoul Michel, *Le pharmacien devant la loi pénale* (1935) P. 85). Il est vrai que les médecins ne manquent pas de citer des exemples où un malade, curable au début de sa maladie, est mort pour s'être adressé à un pharmacien qui a laissé le mal se développer en donnant une médication insuffisante ou inefficace; ce reproche est en partie fondé; cependant nous pensons que dans bien des cas les conseils donnés par le pharmacien sont plus utiles que nuisibles; s'il ne donne pas un antiseptique au client qui lui montre une écorchure ou une plaie qu'il vient de se faire il y a quelques instants, ce client ne verra pas davantage le médecin et la plaie s'envenimera faute de soins immédiats. Mais ce que le phar-

macien doit faire. c'est conseiller énergiquement à son solliciteur d'aller trouver un médecin, en insistant sur le danger qu'il peut y avoir à différer.

Le pharmacien n'ayant aucun titre pour exercer l'art de guérir se trouve dans la même situation qu'une personne n'ayant aucun diplôme; on ne saurait donc lui appliquer l'article 16, 3^o de la loi de 1892 aux termes duquel exerce illégalement la médecine «Toute personne qui munie d'un titre régulier, sort des attributions que la loi lui confère, notamment en prêtant son concours aux personnes visées dans les paragraphes précédents, à l'effet de les soustraire aux prescriptions de la présente loi». Cet article ne vise que les personnes qui exercent régulièrement soit l'ensemble, soit une branche de la médecine. Comment un pharmacien pourrait-il en couvrant de son diplôme un illégal, le soustraire aux sanctions de la loi de 1892, alors que personnellement il n'a aucun droit à exercer la médecine? C'est ce qu'a très bien jugé la Cour de Bordeaux, 20 mars 1896, D. P. 1896-2-439; S. 1897-2-82).

Il importe de bien distinguer l'exercice illégal de la pharmacie de l'exercice illégal de la médecine; pour cela il est indispensable de donner quelques précisions sur la réglementation de la profession de pharmacien.

On distingue deux sortes de médicaments : les remèdes magistraux, prescrits et formulés par un médecin et les remèdes officinaux, dont la formule de préparation est insérée au Codex.

En principe les remèdes magistraux ne peuvent être délivrés par le pharmacien que sur ordonnance. L'article 32 de la loi sur la Pharmacie du 21 germinal an XI dispose que : «Les pharmaciens ne pourront livrer et débiter des préparations médicinales ou drogues composées quelcon-

ques, que d'après la prescription qui en sera faite par les docteurs en médecine et en chirurgie, ou par les officiers de santé, et sur leur signature». Le pharmacien est dans l'obligation de s'assurer que la personne qui prescrit des médicaments ou rédige une ordonnance a qualité pour le faire; cette vérification est d'ailleurs facilitée par la publication annuelle de la liste des personnes pouvant exercer régulièrement (art. 10 de la loi de 1892). Le pharmacien qui ne procéderait pas à ce contrôle commettrait une contravention à l'article 32 de la loi de germinal (Trib. corr. Seine 15 nov. 1895, D. P. 1896-2-16).

Quant aux remèdes officinaux, on tolère qu'ils soient débités sans ordonnance, à la condition qu'ils ne contiennent aucun toxique (Cass. crim. 5 févr. 1904, D. P. 1904-1-194; S. 1905-1-473); ce n'est qu'une simple tolérance et il est arrivé, très rarement d'ailleurs, que des poursuites fussent exercées pour infraction aux lois sur la pharmacie (sulfate de potasse, Cass. crim. 8 févr. 1867, D. P. 1867-1-141; iodure de potassium, Cass. crim. rejet 19 mars 1903, La Loi n. des 5 - 6 avr. 1903). La loi de germinal n'ayant pas prononcé de sanction, la peine à appliquer est discutée (1).

Enfin il peut arriver également que le pharmacien se rende coupable de vente de remèdes secrets (art. 36 de la loi du 21 germ. an XI; loi du 29 pluviôse an XIII).

Ainsi, lorsqu'un client demande une potion pour calmer la toux, un remède pour l'estomac ou des pilules pour le

(1) Cass. crim. 8 févr. 1867, D. P. 1867-1-141 et 19 mars 1903, La Loi n. des 5-6 avr. 1903, déclarant applicable l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juill. 1748 sur la police de la pharmacie; contra, cass. crim. 26 mai 1837.

foie, le pharmacien qui délivre ces produits peut contrevenir à la loi du 21 germinal, mais ne commet pas le délit d'exercice illégal de la médecine. Il n'a en effet aucune-ment participé au traitement de la maladie et le plus souvent même il n'est jamais entré en relation avec le malade. De même celui qui n'ayant aucun diplôme de pharmacien vend des produits pharmaceutiques, mais n'en conseille pas l'emploi et ne procède à aucun diagnostic, tombe seulement sous le coup des dispositions réglementant la police de la pharmacie.

Par contre, il y aura immixtion du pharmacien dans la médecine lorsque, après avoir examiné le client, le pharmacien tirera une conclusion de cet examen et donnera le remède qu'il jugera approprié. Un exemple caractéristique nous est fourni par un arrêt de la Cour de Paris (14 mai 1903, La Loi n. des 29-30 mai 1903). Un pharmacien après avoir analysé l'urine de ses clients en tirait des conclusions sur leur état de santé; si l'analyse lui révélait quelque maladie, il leur conseillait d'aller trouver un médecin; mais lorsqu'il découvrait seulement de l'anémie il leur prescrivait une potion fortifiante, ne contenant aucun toxique et dont le débit est admis sans ordonnance. Ce pharmacien fut poursuivi et condamné pour exercice illégal de la médecine; la détermination de l'état du malade et de la nature du mal constitue le diagnostic, et la prescription de la potion, le traitement d'un état pathologique, l'aménie. Cette décision fut confirmée par le très important arrêt de la Cour de Cassation du 5 févr. 1904 (D. P. 1904 -1 104; S. 1905-1-473 et la note de M. E. H. Perreau).

Le plus souvent les conseils sont donnés oralement par

le pharmacien qui délivre aussitôt le remède ou le prépare suivant les cas (Cass. crim. 5 févr. 1904, précité); mais il arrive aussi qu'il soient donnés par écrit : certains pharmaciens font une grande publicité pour certains produits; les clients attirés par la réclame écrivent au pharmacien pour lui poser des questions et celui-ci répond aux demandes et conseille ses spécialités (Trib. corr. Seine 15 janv. 1909. La Loi n. du 30 mars 1909; Trib. corr. Rouen, 6 juill. 1909, ann. jurisprud. pharm. 1909-59. - C. d'Orléans, 20 juin 1911, S. 1911-2-304).

Le renouvellement de l'exécution d'une ordonnance médicale prescrivant une substance toxique peut constituer une infraction à la réglementation de la vente des substances vénéneuses (art. 21 du décr. du 14 sept. 1916) (Trib. corr. Seine, 29 nov. 1910. La Loi n. du 8 déc. 1910,) mais ce n'est point un acte d'exercice illégal de la médecine (Trib. corr. Compiègne, 14 mars 1911, Gaz. Pal. 1911-1-463). Il en serait autrement si le pharmacien modifiait l'ordonnance du médecin, il substituerait alors son propre traitement à celui du médecin. (C. de Paris, 26 mars 1870, S. 1870-2-183. - Trib. corr. Seine, 22 juill. 1901, La Loi n. du 23 oct. 1901) (2).

Bien que n'exerçant pas lui-même le pharmacien peut être complice du délit d'exercice illégal de la médecine. Il a été jugé que le pharmacien qui, connaissant l'activité délictueuse d'une personne non pourvue du titre de docteur en médecine, se conforme habituellement à ses pres-

(2) En ce cas le pharmacien peut commettre trois infractions : 1° à l'art. 32 de la loi de germinal an XI. 2° à la loi du 1er août 1905 sur la répression de fraudes pour tromperie ou falsification. 3° exercice illégal de la médecine. V. Concours méd. 13 déc. 1936, p. 3584.

criptions et délivre ainsi à tout venant, sans contrôle des médicaments, se rend, en acceptant de servir la clientèle de ce non diplômé, complice par assistance du délit d'exercice illégal de la médecine. Il y a lieu en ce cas d'appliquer l'article 30 du Code Pénal punissant la complicité (C. de Bordeaux, 20 mars 1896, D. P. 1896-2-439; S. 1897-2-82).

Il n'y a rien de particulier à dire sur les herboristes qui sont dans la même situation que les pharmaciens. Le fait de donner des consultations aux clients et de leur remettre des tisanes ou des plantes destinées à les guérir, constitue la participation au traitement des maladies prohibée par la loi (Cass. crim. 24 nov. 1922, D. P. 1923-1-39; S. 1923-1-393 et la note).

§ 3. — *Exercice illégal de la médecine par les opticiens.*

La vente des appareils d'optique est absolument libre et les opticiens peuvent délivrer à tout venant, sans ordonnance médicale, non seulement des verres simples, comme des lunettes teintées pour protéger les yeux du soleil, mais encore des verres correcteurs pour obvier à la myopie, à l'hypermétropie et autres défauts de l'accommodation.

Tout achat de verres correcteurs, lorsqu'il n'est pas effectué sur l'ordonnance précise d'un docteur oculiste, suppose un certain tâtonnement avant d'arriver à une mise au point approximative. Le plus simple est de donner au client le choix entre diverses lunettes qu'il essaye successivement; mais plus souvent l'opticien utilise une monture spéciale dont on change les verres.

Pour déterminer plus rapidement le degré d'acuité de la vision, les lunettiers recourent généralement à la méthode

Donders qui consiste en la lecture de caractères de plus en plus petits. Cette pratique est absolument licite. Cette méthode de détermination est dite subjective, parce que c'est le client qui, d'après ses propres constatations, choisit les verres qui lui conviennent le mieux.

Ce procédé est très imparfait; aussi certains opticiens veulent-ils faire mieux. Ils examinent eux-mêmes la vue de leurs clients à l'aide d'appareils et emploient la méthode dite skiascopique; cet examen objectif terminé, ils remettent les verres qu'ils estiment devoir convenir. Le délit d'exercice illégal est alors caractérisé, «Attendu que l'opticien, en remettant au client des verres que la skiascopie lui a permis de déterminer, doit être considéré comme délivrant un remède et prescrivant un traitement, en vue, sinon de guérir, du moins d'améliorer l'état de ce client. (C. de Dijon, 2 juill. 1935, Gaz. Pal. 1936-1-79. - dans le même sens, Cass. crim. 4 déc. 1925, D. P. 1926, 2.- Trib. corr. Nord, 22 mai 1928, D. H. 1928, 536). Cette distinction capitale entre la méthode objective et la méthode subjective est bien précisée dans les deux décisions (C. de Dijon précité et Trib. corr. Seine, 21 févr. 1924, Concours méd. 1924, p. 1515 et la note du Dr Boudin).

Ces mesures sont jugées suffisantes par le corps médical qui estime, non sans raison, que trop souvent bien des malades de la vue laissent s'aggraver leur état en se contentant de verres remis un peu au hasard, et, dès 1906, le congrès sur l'exercice illégal de la médecine avait émis le vœu que, dans l'intérêt de la santé publique, on modifie la loi de 1892 et «qu'il soit interdit aux opticiens, sous peine de commettre le délit d'exercice illégal de la médecine, de vendre, sans une ordonnance médicale, des verres simples ou composés».

§ — 4. *Exercice illégal de la médecine par les masseurs, rebouteurs, pédicures.*

L'exercice de la profession de masseur n'est pas mentionné dans la loi de 1832; seul un décret de 1922 a créé un diplôme de masseur. Dans ces conditions, il faut conclure que la pratique du massage est libre (Trib. corr. Nantes, 28 avr. 1897, *Le Droit*, n. du 18 juill. 1897) tant que son emploi ne constitue pas un moyen de traitement des maladies ou des affections chirurgicales (Trib. corr. Lyon, 9 mai 1905, D. P. 1906-2-326).

Lorsque le massage est pratiqué sur des personnes non valétudinaires. notamment sur des sportifs, à la suite d'exercices violents, il est absolument licite. Il doit en être de même du massage destiné à procurer l'amaigrissement ou à restituer au visage la pureté de ses traits (Concours méd. 1935, p. 2713).

Mais le plus souvent, les masseurs exercent leurs talents pour remettre les membres luxés ou foulés, traiter les fractures ou remboîter les os; en ce cas l'existence d'un traitement n'est pas douteuse (Trib. corr. Versailles, 27 janv. 1900; C. de Paris, 16 mai 1900, *Gaz. Trib.* 1900-2-2-39; - Cass. crim. 2 févr. 1924, D. P. 1924-1-184. - C. de Dijon, 9 mai 1928, D. H. 1928, 388). Le masseur ou le rebouteur qui aggrave par son impéritie l'état des malades s'expose en outre aux peines de l'article 320 du Code pénal pour blessures involontaires (Trib. corr. Versailles précité; Trib. corr. Nantes, 13 oct. 1931, D. H. 1931, 567).

De même sont punissables les chiropracticiens, empiriques ressemblant aux masseurs, qui se mêlent de redresser les vertèbres, de guérir les scoliozes, et qui, en réalité, exposent leurs clients aux pires dangers. (Trib. corr. Seine, 2 juill. 1936, *Siècle méd.* 1er août 1936).

Il faut ajouter que les soins donnés par les masseurs, après la réduction des frictions, pour rendre aux membres leur souplesse, n'exigent pas une connaissance et une habileté telles qu'ils doivent nécessairement émaner d'un médecin; ces actes peuvent être exécutés par un non diplômé, selon les indications données par un médecin; il n'est pas nécessaire que celui-ci soit présent. Quant à l'ordonnance du médecin, elle doit être spéciale pour chaque malade et non être donnée pour «justifier par avance à toute fin» l'activité du masseur (C. de Paris, s. d., *Siècle méd. n.* du 17 déc. 1934). Mais si le médecin assure la direction du traitement, l'activité du masseur est régulière (Trib. corr. Lyon, 9 mai 1905 précité. — C. de Toulouse, 5 juin 1898 cité par P. Brouardel, *L'exerc. de la méd. et le charlatanisme*, p. 514).

Pédicures. De même que les masseurs, les pédicures et autres spécialistes des «Instituts de beauté» ou établissements similaires, agissent légalement tant qu'ils se contentent de donner des soins d'hygiène aux personnes en bonne santé, dont la peau est normale; mais par contre, ils n'ont pas le droit de traiter les maladies ou anomalies de la peau; ainsi l'épilation d'un système pileux normal est permise, celle de l'hypertrichose est interdite (Trib. corr. Seine, 23 nov. 1933. — Cf. *Concours méd.* 1935, p. 785). Un pédicure avait décapé des verrues à l'aide d'un bistouri, puis appliqué des compresses imbibées d'acide nitrique. Le tribunal correctionnel de la Seine (12 mars 1926. *La Loi*, n. du 17 juin 1926), se fondant sur les conclusions d'un rapport médical, établit une distinction. Les moyens employés par les non diplômés doivent se borner aux *productions épidermiques*; mais au contraire, les soins des verrues, poireaux, ..., maladies intéressant le *derme* et ne

pouvant être traitées qu'en employant des instruments de chirurgie, constituent des opérations chirurgicales (petite chirurgie) qui ne peuvent être entreprises que par des docteurs en médecine; dans ces conditions, le traitement des affections dermiques, susceptible d'avoir des conséquences graves sur la santé des malades, constitue le délit d'exercice illégal de la médecine, lorsqu'il est le fait de non diplômés.

§ 5. — *Rayons X, Electrothérapie et exercice illégal.*

A mesure que les sciences physiques font des progrès, la médecine applique ces découvertes à la thérapeutique : électricité, rayons X, rayons ultra-violets, radium, ... Il a toujours été admis par la jurisprudence que l'emploi, pour la guérison des maladies, de l'électricité sous ses diverses formes ou de radiations, constitue un traitement et qu'il doit pour cette raison être exclusivement réservé aux seuls docteurs en médecine; des applications d'électricité, faites à plusieurs malades par un non diplômé, constituent le délit d'exercice illégal de la médecine (Cass. crim. 20 juin 1924, D. H. 1924, 514). Des rayons ultra-violets peuvent être utilisés par quiconque, mais ne doivent pas servir au traitement d'une dermatose.

En principe, le diagnostic seul n'est pas punissable, puisqu'il ne constitue pas un traitement; la radiographie, la radioscopie médicales, opérations qui consistent à photographier ou à voir par le moyen des rayons X tout ou partie du corps humain, étaient donc permises à de simples mécaniciens ou préparateurs non médecins. Les médecins ont protesté contre cette situation parce que l'utilisation des Rayons Roentgen pour la radiographie a pour objet de fournir des images que le technicien devra interpréter. Il

est indispensable que ces opérations soient faites avec beaucoup de compétence et de soin, puisque souvent, c'est d'après les indications des clichés et leur interprétation, que l'on procédera à des interventions chirurgicales parfois très graves. Dès 1906, l'Académie de médecine demandait que l'utilisation des rayons X, en vue du diagnostic, fût exclusivement réservée aux médecins (3), le 16 mai 1934, le législateur votait le texte suivant, complétant l'article 16 de la loi du 30 novembre 1892 et déclarant coupable d'exercice illégal « toute personne qui, non munie d'un diplôme de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste, en ce qui concerne l'odontologie, utilisera les Rayons Roentgen dans un but de diagnostic *et* de thérapeutique ». Selon nous (V. note 4, p. 145) la conjonctive *et* doit être remplacée par la disjonctive *ou*, sinon la loi de 1934 n'aurait apporté aucune innovation. Comme le déclarait M. Armbruster dans son rapport (J. O. Doc. parl. Sénat, annexe, 15 févr. 1934, p. 42) : « Il s'agit donc simplement d'interdire la pratique du radiodiagnostic à des personnes particulièrement incompétentes à tous les points de vue ». Il ajoutait : « Il ne faut pas oublier que si l'on peut, sans être médecin posséder des appareils radiologiques et pratiquer des examens médicaux, la tentation sera bien forte de passer du diagnostic à la radiothérapie et il y aura là une source d'exercice illégal de la médecine ». Ainsi, le *diagnostic seul, par le moyen des rayons Roentgen*, lorsqu'il est le fait d'un non diplômé, nous paraît punissable (contra, dr. Boudin, Concours méd. du 28 mars 1937) (4).

(3) Congrès de 1906, Rapport n. XI du DR. Laquerrière.

(4) La loi du 16 mars 1934 ne parle que de l'utilisation des Rayons Roentgen (ou rayons X), c'est à dire de rayons produits artificiellement par des machines électriques et employes en médecine pour

§ 6. — *Exercice illégal par les bandagistes, orthopédistes, prothésistes.*

La fabrication et la vente des accessoires médicaux est libre. De même est licite la fabrication, sur les indications d'un médecin, de ceintures, bandages, pessaires; un marchand peut également indiquer à l'acheteur la façon dont il devra appliquer ces appareils; un jugement du tribunal correctionnel de Mortagne, (3 déc. 1913) confirmé par arrêt de la Cour de Caen (15 juill. 1914, D. P. 1919-1-60) reconnaît aux bandagistes le droit de « vérifier la pose de l'appareil que chaque cas nécessite ».

Mais, les bandagistes et les fabricants ont-ils le droit de prendre eux-mêmes des mesures ou des empreintes? ou faut-il leur dénier ce droit, comme on l'a fait pour les mécaniciens dentistes? (5). En tout cas; il ne semble pas douteux qu'il leur est interdit de questionner les malades sur leur état, ou de les examiner pour leur remettre la ceinture appropriée, car ce serait la prescription d'un trai-

un but, soit de diagnostic, soit de thérapeutique (à raison de leur effet régulateur et résolatif - ou destructeur); l'emploi thérapeutique des Rayons X est qualifié Roentgenthérapie. La médecine emploie également le *radium*, corps découvert par Curie, en 1898; le radium émet naturellement divers rayonnements, dont un, le rayonnement gamma, le plus souvent employé en thérapeutique, est de même nature que les rayons X. Mais les textes de droit pénal étant d'interprétation stricte, il est impossible d'étendre la loi de 1934 à l'emploi du radium (curiethérapie). Il eût donc été préférable que la loi employât l'expression générale de *radiothérapie* qui eût compris l'emploi du radium et des rayons X. En sorte que les instituts de beauté et établissements similaires utilisant des produits radio-actifs ou prétendus tels, ne sont punissables que dans les conditions générales de l'article 16. 1^o de la loi de 1892. La vente de ces produits peut également tomber sous le coup de la loi du 21 germinal an XI (vente de remèdes secrets); au cas où ils ne possèdent pas les qualités vantées, on ne peut appliquer les peines de l'escroquerie que s'il est possible de relever des manœuvres frauduleuses conformément à l'art. 405 du code pénal.

(5) Voir infra, chap. IV, section I, p. 177 à 182.

tement punie par l'article 16 de la loi de 1892. Nous n'insistons pas davantage sur cette question, sur laquelle la jurisprudence paraît s'être rarement prononcée.

§ 7. — *Exercice illégal par les personnes ou groupements charitables.*

Des personnes charitables, laïques ou ecclésiastiques, des adhérents à des sociétés de secours aux malades ou aux blessés, se mêlent parfois de donner des conseils, des soins et de fournir des médicaments (6). Lors de la discussion de la loi de 1892, M. de L'Angle-Beaumanoir demanda que l'on exceptât de ses sanctions, les soins gratuits. Le doyen Brouardel, commissaire du gouvernement, lui répondit fort justement : « Il ne suffit pas d'être doué d'un dévouement reconnu de tout le monde, il importe peu que la charité porte tel ou tel uniforme. Mais il faut prendre garde de laisser certaines habitudes, ... dont je vais vous montrer les conséquences » (J. O. Déb. parl. Sénat, 7 avr. 1892, p. 408). Aujourd'hui, par suite du développement des œuvres d'assistance sociale, cette immixtion dans la médecine est devenue beaucoup moins fréquente.

(6) V. Congrès de 1906, rapports n. III et IV.

CHAPITRE IV.

IMMIXTION DANS L'ART DENTAIRE ET LA PRATIQUE DES ACCOUCHEMENTS.

SECTION I.

Exercice illégal de l'art dentaire.

La loi de Ventôse avait laissé libre l'exercice de la profession de dentiste; lors du vote de la loi de 1892, la question se posa de savoir si l'on maintiendrait cette liberté ou si, au contraire il ne conviendrait pas de réglementer cette profession. Certains parlementaires et notamment M. Blavier, au Sénat, soutenaient qu'il n'était pas de l'intérêt général de réserver l'arrachage des dents aux seuls dentistes diplômés; mais le commissaire du gouvernement, le doyen Brouardel, insista sur le danger qu'il y avait à laisser entre les mains d'ignorants l'exercice de l'art dentaire : hémorragies mortelles en cas d'hémophilie, luxations de la mâchoire... Et il concluait : «Quant aux poses de pièces artificielles, quant à tout ce qui constitue l'ensemble de l'art dentaire, il faut que la personne qui l'exerce ait les connaissances nécessaires» (Sénat, 21 mars 1892, J. O. Déb. parl. 260 et Chambre, 17 mars 1891, J. O. déb. parl. 653).

C'est cette dernière opinion qui l'emporta et l'article 16 fut ainsi conçu «Exerce illégalement la médecine : 1° Toute personne qui non munie d'un diplôme de docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien dentiste

prend part habituellement ou par une direction suivie à la pratique de l'art dentaire».

M. Blavier ayant demandé des éclaircissements sur ce texte, le rapporteur, M. Cornil, donna les précisions suivantes : «Il est difficile de faire tomber sous le coup de l'exercice illégal de l'art dentaire un individu exerçant, par exemple la profession de serrurier... alors qu'il a pratiqué une extraction de dents à un paysan qui venait lui dire : il faut absolument que vous me délivriez d'une dent qui me fait mal. Mais pour ce qui est des soins donnés habituellement à la bouche et aux dents, il est certain que cela constituerait un exercice illégal de l'art dentaire si la personne en faisait son métier...» (Sénat, 21 mars 1892, Déb. parl. p. 260). C'est également ce que déclara le docteur Brouardel : «Voici quelqu'un qui, habituellement, tous les jours, enlève des dents; il se livre à la pratique de l'art dentaire. Voici quelqu'un qui, une fois, deux fois par an, enlève des dents, je vous avoue que je ne peux pas le considérer comme dentiste» (J. O. loc. cit. 260).

Ces déclarations précisaient nettement qu'aux termes de l'article 16 seuls les actes habituels et non isolés étaient punissables; cependant pour tranquilliser M. Blavier, on dut ajouter à l'article 16, un dernier paragraphe, d'ailleurs parfaitement inutile : «Les dispositions du paragraphe premier du présent article ne peuvent s'appliquer ...aux personnes qui sans prendre le titre de chirurgien-dentiste opèrent accidentellement l'extraction des dents».

Dans nombre de cas l'exercice illégal de l'art dentaire est nettement caractérisé. Ainsi un individu exerce avec un diplôme étranger, sans valeur en France (Cass. crim. 3 déc. 1927, Gaz. Pal. 1928-1-195); un dentiste possesseur de plusieurs cabinets, place à la tête de l'un d'eux un mécanicien

non-diplômé qui pratique toutes les opérations dentaires, limage, plombage, arrachage, prise d'empreintes et pose d'appareils (C. de Paris, 29 oct. 1904, cité par Goret, *Jurisprud. profess. des Chirurgiens-dentistes*, p. 44); de même, lorsqu'un dentiste confie pour quelque temps, pendant les vacances par exemple, la direction de son cabinet à un non diplômé (trib. corr. Versailles, 23 févr. 1934, *Gaz. Pal.* 1934-1-843). Il est assez fréquent qu'un dentiste diplômé ne pouvant satisfaire sa nombreuse clientèle, adresse quelques uns de ses clients à son mécanicien qui leur donne alors des soins complets; il y aurait délit quand bien même le diplômé aurait assisté à ces opérations parce «qu'elles ne peuvent être abandonnées, même sous son contrôle à aucune personne ne présentant aucune des garanties de savoir et d'expérience attestées par la délivrance d'un diplôme» (Cass. crim. 29 nov. 1929, *D. H.* 1930-69).

Plus généralement, il y a exercice illégal de l'art de guérir lorsqu'un individu non pourvu de diplôme dirige habituellement le traitement et les soins qu'il convient de donner aux affections des dents (C. de Nancy, 12 mai 1897, *S.* 1898-2-205).

Les dentistes diplômés ne pouvant exécuter les opérations matérielles représentées par la confection de dentiers, tiers, bridges, dents artificielles, sont obligés de faire exécuter ces travaux par des mécaniciens spécialisés, les mécaniciens dentistes; avant de confectionner un appareil de prothèse dentaire, il est nécessaire de prendre l'empreinte de la bouche du client, puis, lorsque l'appareil est exécuté, d'en effectuer la pose et l'essayage afin de s'assurer qu'il ne présente aucun défaut. De nombreux dentistes confient ces opérations à leurs mécaniciens. Un certain nombre de mécaniciens furent l'objet de poursuites correc-

tionnelles et les tribunaux eurent à juger si la prise d'empreinte et la pose des pièces de prothèse dentaire constituaient l'exercice illégal. La jurisprudence est restée longtemps divisée.

Il n'a jamais été contesté que la fabrication des appareils dentaires fût libre; il en est de même plus généralement de la fabrication des instruments de chirurgie, bandages, etc. Les travaux préparatoires de la loi de 1892 donnent de cette liberté une interprétation fort libérale, puisque, au cours de la séance du Sénat du 7 avr. 1892 (J. O. Déb. parl. p. 408), le docteur Brouardel déclara : Tout à l'heure l'honorable M. Blavier parlait des mécaniciens qui se chargent de prendre l'empreinte des dents et font des appareils de prothèse dentaire. Il n'y a rien de comparable avec l'exercice de la médecine ou de l'art dentaire; ces mécaniciens font un travail analogue à celui des fabricants d'appareils orthopédiques... ou à celui des spécialistes qui font et posent des bandages».

Cette interprétation ne triompha pas devant la Cour de Cassation. Un individu possédant un atelier de prothèse dentaire fabriquait, après avoir pris l'empreinte de la mâchoire de ses clients, certaines pièces qu'il leur posait ensuite; il avait été acquitté; sur pourvoi la Cour de cassation cassa l'arrêt : «Attendu que, si la simple fabrication de pièces de prothèse dentaire ne rentre pas dans les prévisions de la loi du 30 novembre 1892, il en est différemment lorsque, à cette fabrication, se joint le fait de prendre une empreinte et d'opérer la pose d'un appareil *en dehors de la surveillance d'un dentiste exerçant régulièrement sa profession*; que l'ensemble des circonstances... constitue, à défaut même de tous autres soins donnés aux dents, la

pratique de l'art dentaire, et par suite l'exercice illégal de cet art». (Cass. crim. 15 nov. 1906, S. 1908-1-377.

L'année suivante le tribunal correctionnel de la Seine (18 janv. 1907, cité par Goret, op. cit. p. 45) adoptant cette jurisprudence condamna un prothésiste qui avait pris des empreintes en dehors de la surveillance d'un dentiste; les motifs sont intéressants : «Attendu que la construction et la position d'un appareil dentaire est nécessairement subordonnée à l'examen de la bouche du malade; que cet examen a pour objet d'examiner l'état des gencives et d'une manière générale, l'aptitude de la bouche à recevoir un appareil dentaire; que dès lors cet examen conduisant à un diagnostic ne peut être laissé à un simple mécanicien».

L'arrêt précité de la Cour de cassation fit l'objet d'un très importante note de M. E. H Perreau (S. 1908-1-377); le savant commentateur fut amené à rechercher dans quels cas et à quelles conditions des profanes pouvaient prêter leur ministère à des médecins. Il distingua trois sortes de soins :

1. Les soins qui peuvent être donnés par toute personne sur l'indication du médecin (sirops, potions, bains, frictions)

2. Ceux qui peuvent être donnés par une personne non munie de diplôme, mais en présence d'un médecin qui en surveille directement l'exécution et peut la modifier ou la suspendre s'il est nécessaire.

3. Enfin les soins qui ne peuvent émaner que d'un diplômé comme c'est le cas pour les opérations chirurgicales, les remises de fractures etc.

La conclusion de M. Perreau était que la prise d'empreinte et l'essayage d'appareils appartenaient à cette deuxième catégorie d'actes; ce sont des opérations pouvant avoir des

répercussions sérieuses lorsqu'elles ne sont pas correctement exécutées, qu'un simple mécanicien ne peut faire seul, mais qui ne sont pas assez importantes toutefois pour exiger l'intervention personnelle du dentiste; il suffit de sa présence effective pour donner les directives jugées nécessaires.

Cette interprétation fut suivie par la plus grande partie de la jurisprudence. (C. de Pau, 24 janv. 1930, Gaz. Pal. 1930-1-1-538 et sur pourvoi Cass. crim. 5 nov. 1932, Gaz. Pal. 1932-2-937). A cette jurisprudence il faut rattacher l'arrêt de la Cour de Montpellier (11 févr. 1931, D. H. 1931-215); la Cour fit ressortir que la pose d'un appareil exige préalablement l'étude scientifique des circonstances de son exécution : examen de la bouche, question de savoir si les racines peuvent être laissées sans inconvénient sous un appareil mobile ou si, au contraire elles doivent être limées; en un mot, que la direction générale de l'opération ne peut appartenir qu'à un dentiste diplômé; «mais que, par contre, si toutes les décisions opportunes et les soins particuliers qui peuvent les accompagner ont été assurés par un diplômé, l'opération matérielle de la prise d'empreinte devient une manipulation tout à fait secondaire, sans aucun caractère médical ou chirurgical, et que dès lors un simple mécanicien est parfaitement qualifié pour l'opérer...». Lors donc que les soins préliminaires ont été donnés par un dentiste, les conseillers de Montpellier reconnaissent au mécanicien le droit d'effectuer les moulages et essais en vue de simples retouches mécaniques.

A ces décisions s'opposent deux arrêts, l'un de la Cour de Toulouse (2 déc. 1923, Gaz. Pal. 1927-1-427), l'autre de la Cour de Nancy (3 janv. 1935, Concours méd. 1935, p. 779 et la note du docteur Boudin).

Ces arrêts se sont placés sur le terrain médical et ils ont estimé que la prise d'empreinte était une « opération délicate et que l'essayage d'un dentier est susceptible d'avoir, en cas de maladresse, des conséquences importantes et parfois graves sur la santé des clients » (Nancy). Aussi ces arrêts ont-ils conclu que le mécanicien qui prenait une empreinte, même sous la surveillance d'un chirurgien-dentiste, était coupable d'exercice illégal, parce qu'il s'agit là d'une opération trop étroitement liée à l'habileté manuelle de l'opérateur pour être abandonnée à un profane. L'arrêt de la Cour de Nancy affirmait catégoriquement que le mécanicien ne peut en aucun cas toucher à la bouche d'un client du dentiste ou du médecin au service duquel il se trouve; que ce droit appartient seul à ce dernier».

Mais sur pourvoi, la Chambre criminelle de la Cour de cassation (25 févr. 1937, D. H. 1937-238) cassa l'arrêt de Nancy : « Attendu que si la prise d'empreinte, l'essayage et la pose d'appareils de prothèse entrent dans la pratique de l'art dentaire, *il ne s'ensuit pas qu'un dentiste ne puisse, sous sa surveillance effective et constante, faire effectuer ces opérations matérielles par un mécanicien* ». Ainsi, ces actes accomplis par un prothésiste ne constituent pas l'exercice illégal de l'art dentaire, à la condition que le diplômé soit présent. C'est ce que l'arrêt du 15 novembre 1906 avait déjà décidé.

Cette solution est fort juste et mérite d'être approuvée pleinement; c'est aux tribunaux qu'il appartient, dans chaque espèce, d'apprécier les actes imputés au prévenu et de décider s'ils peuvent être considérés comme constitutifs du délit d'exercice illégal; l'on pouvait reprocher aux arrêts de Toulouse et de Nancy de contenir trop de longues digressions médicales, de soutenir des principes trop généraux

et trop absolus et de ne pas tenir suffisamment compte des circonstances de fait des cas qui leur étaient soumis. On peut penser que l'arrêt de la Chambre criminelle mettra fin aux divergences de la jurisprudence sur les droits des mécaniciens dentistes.

SECTION II.

Exercice illégal de l'obstétrique.

L'exercice de l'art des accouchements est réglementé; il est réservé aux seuls médecins et aux sages-femmes (1), Cependant il n'est sans doute pas inutile de préciser quand et à quelles conditions il peut y avoir exercice illégal.

Il est bien certain que la condition d'habitude ou de direction suivie est indispensable. De plus il faut que de véritables soins de caractère médical ou obstétrical aient été donnés à l'accouchée; les simples soins domestiques qu'un mari peut donner à sa femme, que, dans un village des voisines secourables peuvent donner à une femme en travail d'enfant, ne sauraient constituer un délit. Par contre, la personne présente à l'accouchement qui procéderait à des manœuvres, même simples, pour faciliter un accouchement ou pour le terminer, commettrait le délit d'exercice illégal de l'obstétrique (Trib. corr. Mayenne, 8 juill. 1898, Gaz. Trib. n. du 23 oct. 1898); bien plus, si l'accou-

(1) L'art. 18 dispose : «l'exercice illégal de l'art des accouchements est puni d'une amende...». Ce texte malgré son apparence de généralité peut-il s'appliquer à un homme pratiquant les accouchements, où ne vise-t-il que les sages femmes? C'est vers cette deuxième solution que nous inclinons; en effet pour pratiquer régulièrement l'obstétrique, un homme doit avoir le diplôme de docteur eu médecine; ne peut-on pas soutenir inversement qu'un homme qui s'immiscerait dans l'art des accouchements exercerait illégalement la médecine? car il ne peut avoir exercé la profession de sage-femme.

chement était laborieux, il y aurait exercice illégal de la médecine (arg. art. 4, 1er al.) (2).

La division des sages-femmes en deux classes a été maintenue par la loi de 1892 (3); les sages-femmes de première classe ont le droit d'exercer leur profession dans toute la France; les autres ne peuvent pratiquer que dans le département dans lequel elles ont été reçues; la sage-femme de deuxième classe qui sort des limites de son département exerce illégalement et encourt les mêmes peines que si elle ne possédait aucun diplôme (Trib. corr. Gray, 11 juill. 1911, ann. jurisprud. pharm. 1911-164).

(2) Le fait de pratiquer une opération césarienne sur le cadavre d'une femme morte en vue de pouvoir administrer le baptême à l'enfant, s'il vit encore, ne tombe pas sous le coup de l'art. 360 C. pén. (Violation de sépulture); cet acte étant isolé ne constitue pas davantage le délit d'exercice illégal de la médecine. (Cass. crim. 20 juin 1896, D. P. 1897-1-29; S. 1897-1-105).

(3) Le recrutement des sages-femmes de deuxième classe a été supprimé pour l'avenir par la loi du 5 avr. 1916.

DEUXIEME PARTIE.

EXERCICE ILLÉGAL PAR LES PERSONNES MUNIES DE DIPLOMES.

La loi de 1892 a prévu deux sortes de cas dans lesquels des personnes munies d'un diplôme médical exercent illégalement la médecine. Ce qui arrive :

1. Lorsqu'un dentiste ou une sage-femme sortent des limites de leur profession.

2. Lorsqu'une personne munie d'un titre régulier sort des attributions que la loi lui confère, en prêtant son concours à un illégal.

Le présent titre comprendra deux chapitres :

Chapitre I. Exercice illégal par les diplômés à compétence limitée :

Section I : Dentistes.

Section II : Sages-femmes.

Chapitre II. Exercice illégal par les titulaires d'un titre régulier prêtant leur concours à des non diplômés.

CHAPITRE I.

SECTION I.

EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE PAR LES DENTISTES.

Au cour de la séance du Sénat du 18 mars 1892, une discussion s'engagea sur le droit des dentistes de faire usage des anesthésiques; le Doyen Brouardel insista pour qu'il fût permis aux dentistes de pratiquer librement l'anesthésie générale et locale, parce que dans les cours d'odontologie on leur apprendrait à se servir des anesthésiques (J. O. déb. parl. Sénat, p. 245-246). On considérait d'ailleurs le titre de chirurgien-dentiste comme «un titre provisoire, le doctorat en médecine devant devenir obligatoire dans un bref délai».

Sous le régime de la loi de l'an XI, toute personne pouvait exercer l'art dentaire, mais seuls les docteurs en médecine et les officiers de santé pouvaient employer les anesthésiques; le non diplômé qui utilisait le chloroforme était coupable d'exercice illégal de la médecine.

Dans les dispositions transitoires de la loi de 1892, le droit d'exercer l'art dentaire fut maintenu au profit des dentistes non diplômés inscrits au rôle des patentes le 1er janvier 1892; mais toutefois on ne leur donna pas des droits absolument égaux à ceux des nouveaux dentistes. Les dentistes ainsi maintenus par disposition transitoire «n'auront le droit de pratiquer l'anesthésie qu'avec l'assistance d'un docteur ou officier de santé. Les dentistes qui contreviendraient aux dispositions du paragraphe précédent tombe-

ront sous le coup des peines portées au dernier paragraphe de l'article 19» (art. 32, al. 2 et 3).

Le législateur a voulu éviter que ces dentistes chez lesquels des connaissances de médecine générale faisaient défaut, n'usassent d'anesthésiques dont ils ne connaissaient pas le mode d'emploi, ce qui eût exposé leurs clients à de graves dangers. Cette défense était sanctionnée par les peines frappant l'exercice illégal de l'art dentaire avec usurpation de titre, l'habitude n'était pas nécessaire pour qu'il y eut délit (Trib. corr. Montbéliard, 30 janv. 1896, D. P. 1896-2-168).

Selon nous l'assistance du docteur en médecine exigée par la loi peut s'entendre d'une simple présence; il n'est pas nécessaire que le médecin opère lui-même l'anesthésie; il suffit qu'il la surveille et la dirige.

Cette restriction touchant les droits des dentistes patentés a disparu partiellement depuis quelques années, dans une disposition accessoire de la loi du 18 août 1927 «relative à l'exercice de l'art dentaire par les dentistes diplômés ou non diplômés d'Alsace et de Lorraine»; l'article 2 dispose : «Le droit de pratiquer *l'anesthésie locale* sans l'assistance d'un docteur en médecine est accordé à tous les dentistes non diplômés visés par la présente loi, ainsi qu'aux dentistes patentés de la loi du 30 novembre 1892». Seule l'anesthésie générale continue de leur être interdite.

Une question qui intéresse également médecins et dentistes, c'est la détermination de l'étendue de la compétence du chirurgien-dentiste. Lors de la discussion de l'article 16 au Sénat (21 mars 1892, J. O. déb. parl. 260), M. Cornil, rapporteur, déclara : «Les dentistes et les chirurgiens dentistes seraient des hommes instruits qui connaîtraient très

bien les maladies de la bouche et qui pourraient traiter non seulement les maladies de la dent seules, mais aussi les maladies des gencives de la muqueuse buccale en général et même jusqu'à un certain point des maxillaires (1) Quant à la loi de 1892 elle ne donne aucune précision. M. Goret (Jurisprudence professionnelle des chirurgiens dentistes, 1911, p. 47) pose la règle suivante : « On admet que le dentiste a compétence pour ce qui a trait directement aux maladies de la bouche ayant leur origine dans le système dentaire et qu'au contraire les affections de la bouche, indépendantes du système dentaire, restent dans le domaine purement médical ». On fait observer en effet, que les affections provoquées par les dents font partie des matières sur lesquelles porte l'enseignement des élèves-dentistes.

De son côté, le docteur Boudin (Concours méd. 1936, p. 175) note : « Stricto sensu le chirurgien-dentiste qui opère une lésion de l'os maxillaire dépasserait les limites professionnelles qui lui sont assignées par la loi. Cependant, l'évolution même de cette profession, la dextérité manuelle, l'instrumentation perfectionnée ont conduit le chirurgien-dentiste d'aujourd'hui à traiter de lésions qui, dentaires ou paradentaires, dépendent de la région osseuse ».

Pour nous, il est impossible de poser de principe; c'est à la lumière de l'examen de chaque cas particulier qu'on peut tirer une conclusion; on doit tenir compte de la gravité de l'intervention, de son étendue et de ses conséquences possibles; on peut alors apprécier si — étant donné le niveau des études dentaires — un chirurgien-dentiste est suffisamment qualifié pour procéder à cette opération.

(1) Dans le même sens, Brouardel, L'exercice illégal de la médecine et le charlatanisme (1899), p. 499-500).

Dans le cas même où le délit d'exercice illégal de la médecine ne serait pas relevé, le chirurgien-dentiste pourrait encourir une responsabilité civile, si un accident survenait.

Bien entendu, un dentiste n'a aucune qualité pour pratiquer la médecine générale; s'il l'exerçait habituellement ou par une direction suivie, il encourrait les peines de l'article 19, 1er alinéa, suivant qu'il aurait usurpé ou non le titre de docteur en médecine.

SECTION II.

EXERCICE ILLÉGAL PAR LES SAGES-FEMMES.

Les sages-femmes n'ont qu'une compétence limitée aux accouchements; elles sont sans qualité pour exercer toute autre branche de la médecine, sinon elles peuvent tomber sous le coup de l'article 16, 1° de la loi de 1892, pour prendre part, sans être munies du diplôme nécessaire, au traitement des maladies ou des affections chirurgicales. La condition d'habitude ou de direction suivie est nécessaire pour que le délit soit caractérisé. Ainsi le tribunal correctionnel de Lille (20 août 1897, *Gaz. Pal.* 1897-2-323. - *Trib. corr. Lille* 25 mai 1899. *Nord Judiciaire* 1899-99) a jugé que la «sage-femme qui se livre habituellement au traitement des affections désignées sous le nom de maladies des femmes, commet une infraction à cette disposition de loi (art. 16, 1)° «Dans le même sens, *trib. corr. Gray*, 11 juillet 1911, *Ann. jurispr. pharm.* 1911-164 : traitement des plaies et ulcères variqueux). Dans ces cas la sage-femme se trouve dans la situation de toute personne démunie de diplôme (1).

Même en ce qui touche l'art des accouchements, la compétence des sages-femmes n'est pas absolue. L'article 4 de la loi de 1892 dispose : «Il est interdit aux sages-femmes

(1) Pratiquement il arrive très souvent aux sages-femmes d'exercer illégalement. — Voir not. le rapport (XIIIe Rapport) présenté par le charlatanisme, (1899), p. 499-500.
Docteur Dieupart au Congrès de 1911.

d'employer les instruments. Dans le cas d'accouchement laborieux, elles feront appeler un docteur en médecine ou un officier de santé. — Il leur est également interdit de prescrire des médicaments, sauf le cas prévu par le décret du 23 juin 1873 et par les décrets qui pourraient être rendus dans les mêmes conditions, après avis de l'académie de médecine».

Lors de la discussion de la loi, le docteur Brouardel, commissaire du Gouvernement, expliqua la raison de ces limitations : «La raison pour laquelle on interdit aux sages-femmes d'employer les instruments, c'est qu'on ne peut pas leur donner une instruction assez complète pour qu'elles sachent les employer... Je ne dis pas que les femmes sont insuffisamment douées pour manier les instruments; je dis simplement que, dans ce moment, on nous reproche déjà de prendre trop de temps aux élèves sages-femmes, de leur faire dépenser trop d'argent, et, par ces exigences, de priver de secours un certain nombre de communes... Or nous ne pouvons pas donner aux sages-femmes un outillage plus perfectionné sans augmenter la scolarité... Lorsqu'il s'agit d'employer les instruments, la nécessité n'est pas urgente; on a pour intervenir un délai de deux, trois, quatre heures et la pratique montre qu'on peut trouver un médecin» (J. O. Déb. Parl. Sénat 1er avr. 1892, p. 356).

C'est donc en raison de l'insuffisance de leurs connaissances, que, dans un intérêt de sécurité, le législateur a entendu limiter les droits des sages-femmes; même en ce qui concerne les accouchements, trois actes leur sont prohibés :

L'emploi des instruments quels qu'ils soient : speculum, forceps, céphalotribe...

Procéder à un accouchement laborieux, c'est à dire à un

accouchement difficile ou accompagné de complications graves.

Prescrire des médicaments autres que le seigle ergoté et le sublimé, autorisés par décret du 23 juin 1873 (2).

Afin d'empêcher les sages-femmes d'excéder ces limites, la loi s'est montrée particulièrement rigoureuse; l'art. 16, 2° déclare qu'«exerce illégalement la médecine... 2° Toute sage-femme qui sort des limites fixées pour l'exercice de sa profession par l'article 4 de la présente loi».

A la différence de ce qui a lieu pour le profane, qui s'immisce dans l'art de guérir, la sage-femme est passible, en ce cas, des peines de l'exercice illégal, même pour un acte isolé, par exemple pour n'avoir pas appelé un médecin en cas d'accouchement laborieux (Trib. corr. Montdidier, 18 déc. 1907, La Loi n. du 26 déc. 1907).

L'article 4 se borne à obliger la sage-femme à appeler le docteur ou un officier de santé en cas d'accouchement laborieux. Mais il a laissé une difficulté non résolue; la sage-femme pourra-t-elle alors exercer en présence du docteur qu'elle aura fait venir et sous sa direction, ou devra-t-elle lui céder la place et ne plus jouer qu'un rôle secondaire d'assistante ou d'infirmière? M. E. H. Perreau (Note sous cass. crim. 15 nov. 1906, S. 1908-1-377) résout très judicieusement la question. Le médecin «doit ... opérer lui-même, puisqu'un accouchement laborieux exige une habileté opératoire dépassant la capacité professionnelle de la sage-femme».

Les accouchements normaux, sans complications, tel est théoriquement le seul domaine des sages-femmes; mais

(2) V. également le Décret du 15 avr. 1909 autorisant les sages-femmes à prescrire des solutions d'azotate d'argent; le décret du 14 sept. 1916, art. 28 et l'arr. minist. du 22 mai 1917, art. 2, 5 et 7.

pratiquement le droit de donner des soins pour les accidents légers qui précèdent, accompagnent ou suivent ordinairement les accouchements ne leur a jamais été contesté. De même les auteurs (Dr Balard, E. H. Perreau, Concours médical 1935, p. 249 sq.) reconnaissent aux sages-femmes le droit de donner des soins en cas d'avortement sans complication.

Il est intéressant de noter que des sanctions civiles peuvent utilement exister à côté des sanctions pénales; ainsi le tribunal civil de Bernay (13 déc. 1910) a condamné sous peine d'astreinte une sage-femme à faire disparaître de la plaque apposée à sa porte les mots «Traitement des maladies des dames» (Concours méd. 1911, p. 468). Cette mention n'était pas par elle-même pénalement punissable; cependant comme elle attestait la conduite répréhensible de cette sage-femme, il fut jugé qu'elle engageait la responsabilité civile de celle-ci envers le syndicat des médecins du lieu.

Bien entendu les sages-femmes sont toujours soumises aux règles du droit pénal général, et notamment aux dispositions de l'article 317 du Code pénal punissant l'avortement d'emprisonnement et d'amende et en outre de la peine complémentaire de suspension temporaire ou définitive d'exercice de la profession.

CHAPITRE II.

EXERCICE ILLEGAL PAR LES PERSONNES

MUNIES D'UN TITRE REGULIER.

prêtant leur concours à des non diplômés.

Au cours du XIX^e siècle, il était arrivé assez fréquemment que des personnes pourvues de diplômes réguliers s'entendissent avec des charlatans pour couvrir les agissements de ceux-ci. Le législateur de 1892 a visé ces pratiques dans l'article 16, 3^e aux termes duquel « Exerce illégalement la médecine... 3^e Toute personne qui, munie d'un titre régulier, sort des attributions que la loi lui confère, notamment en prêtant son concours aux personnes visées dans les paragraphes précédents à l'effet de les soustraire à l'application de la loi ».

La rédaction de ce texte fut vivement critiquée au Sénat par M. Morellet (Séance du 22 nov. 1892, J. O. Déb. parl. p. 925), qui demanda des éclaircissements sur le sens à lui donner. Le commissaire du gouvernement en donna ce commentaire : « Voici ce que vise l'article : un certain nombre de médecins peu dignes de ce nom, prêtent leur appui à des somnambules. D'autres se trouvent dans l'arrière-cabinet de pharmaciens. D'autres encore prêtent leur nom à des dentistes, et c'est sous le couvert de ces hommes que s'exerce l'art dentaire... »

« Peut-on en dehors de ces hypothèses, en produire d'autres ? La loi elle-même a prévu les conditions dans lesquelles certaines catégories de personnes peuvent exercer leur

profession. Les sages-femmes ne peuvent intervenir dans les accouchements laborieux sans l'assistance d'un médecin...».

« Mais il y a d'autres hypothèses encore qui peuvent être imaginées et par conséquent le mot « notamment » ne nuit en rien à la clarté de rédaction du paragraphe 3 » (J. O. loc. cit. p. 927).

L'article 16, 3° devra donc s'appliquer à tout titulaire d'un titre régulier, chaque fois qu'il cherchera à couvrir de son titre une personne exerçant illégalement la médecine, soit que cette dernière n'ait aucun diplôme, soit que, munis d'un diplôme, elle excède les limites de sa compétence.

Quelles sont les personnes munies « du titre régulier » dont parle la loi ? Ce ne peuvent être que les personnes ayant le droit d'exercer légalement totalité ou partie de l'art de guérir, c'est à dire les docteurs en médecine, les officiers de santé, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes. Il apparait clairement qu'on ne saurait étendre ces dispositions aux pharmaciens appartenant aux professions paramédicales et qui n'ont aucun titre leur permettant d'exercer légalement la médecine (C. de Bordeaux, 20 mai 1896, D. P. 1896-2-439) (1).

Il convient de préciser que l'article 16, 3° est spécial aux diplômés, tandis que les personnes qu'ils cherchent à couvrir tombent sous le coup d'autres dispositions (art. 16, 1° et 2° et art. 32, in fine); ainsi, suivant la qualité des prévenus, la qualification, c'est à dire la détermination du rapport légal entre les faits délictueux et la disposition pénale, repose sur des textes différents.

(1) Cependant, Dauvergne, op. cit. p. 66 étend l'art. 16, 3° aux pharmaciens.

Toutefois, dans la pratique, il est rare que les tribunaux appauquent l'article 16, 3° (2); l'exercice illégal de la médecine étant un délit, ils déclarent presque toujours le diplômé complice, conformément à l'article 60 al. 3 du code pénal, pour avoir «avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée» (3). Le complice devra être puni de la même peine que les auteurs du délit (code pén. art. 59), ce qui ne signifie pas que l'on devra prononcer contre lui identiquement la même peine; mais sa responsabilité pénale sera déterminée par la gravité du délit commis par l'auteur principal.

Cette remarque peut présenter de l'intérêt dans deux cas : supposons que l'illégal exerce avec usurpation du titre de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste (amende de 1000 à 2000 francs); cette circonstance aggravante étant inhérente à l'infraction se communiquera au complice, en l'espèce au diplômé; la peine encourue par lui sera plus forte que celle prévue par l'article 16, 3° (exercice illégal simple, amende de 100 à 500 francs); si on suppose au contraire le cas d'un dentiste couvrant par exemple son prothésiste, l'application des règles de la complicité ne per-

(2) Voici cependant quelques décisions qui ont cité expressément ou mentionné de façon non douteuse l'art. 16, 3° : C. de Paris 20 avr. 1910, Gaz. Trib. 1910-1-2-461. — Trib. corr. Nancy, 3 nov. 1928; sur appel, C. de Nancy, 21 févr. 1929, D. P. 1929-2-91; Trib. corr. Versailles, 23 févr. 1934, Gaz. Pal. 1934-1-843. trib. corr. Seine, s. d; Siècle méd. 1er nov. 1936.

(3) Il est indispensable que les conditions exigées pour la complicité punissable soient remplies; si l'intention du diplômé de coopérer au délit fait défaut, l'acquiescement s'impose (C. de Paris, 24 Janv. 1930, Gaz. Pol. 1930-1-588 - C. d'Amiens, s. d. Siècle méd. 1er nov. 1934). Il est d'ailleurs plus facile de prouver la complicité que d'établir le délit de l'art. 16, 3°; dans ce dernier cas, il faut démontrer (outre l'assistance, l'aide ou le prêt de concours), le but poursuivi : «à l'effet de les soustraire...».

mettra de prononcer contre lui qu'une amende de 50 à 100 francs.

Le concours prêté à un illégal se présente pratiquement sous deux aspects différents : 1. Un charlatan peut essayer de se faire couvrir par un docteur. 2. Un diplômé peut chercher à se faire remplacer par une personne sans titre.

1. La profession de guérisseur étant généralement fort lucrative, ceux-ci, espérant se soustraire aux poursuites pénales, se font assister d'un docteur en médecine; c'est l'illégal qui reçoit les malades, les traite à sa façon et le docteur complaisant, sans aucun souci de sa dignité professionnelle, signe ou rédige des ordonnances suivant les instructions qu'il reçoit. La guérisseuse Germaine de Rouen s'était adjointe un médecin dont le rôle était borné au dépouillement de la correspondance et à la perception des honoraires. Le tribunal de Nancy (Trib. corr. Nancy, 3 nov. 1928, D. P. 1929-2-91) décida que « d'après la doctrine et une jurisprudence bien assises, le fait par un médecin de se faire l'auxiliaire d'un empirique et de donner ainsi une sorte d'exequatur à ses agissements constitue un acte sortant du cadre de ses attributions et caractérise le délit d'exercice illégal de la médecine prévu par l'article 16 § 3 de la loi du 30 nov. 1892 » (Sur appel, C. de Nancy, 21 févr. 1929, D. P. 1929-2-91. Cf. C. de Paris, 20 avr. 1910. Gaz. Trib. 1910-1-2-461). Dans d'autres cas, le médecin au lieu d'être un simple subordonné, est un associé; médecin et illégal exercent simultanément en vertu d'un contrat d'association, dont l'objet principal est le partage des bénéfices (Trib. corr. Seine s. d. Siècle méd. 1er nov. 1936).

2. Trop fréquemment il arrive que des docteurs, véritables industriels de la médecine appliquée à l'exploitation des malades, se fassent remplacer par des infirmiers ou

assistants sans aucun titre, qui dirigent seuls le cabinet médical ou la clinique; ceux-ci sont coupables d'exercice illégal de la médecine et le médecin qui n'est là que «pour la façade» (sic) est complice du délit (Trib. corr. Nantes, 2 janv. 1929, S. 1929-2-50. — C. de Paris, 23 juin 1931, D. P. 1933-2-118). De même la jurisprudence déclare coupable d'exercice illégal les dentistes qui se font remplacer par leurs mécaniciens (c. de Paris, 29 oct. 1904, cité par Geret, Jurisprud. profess. des Chirurgiens-dentistes, p. 44. — Trib. corr. Versailles, 23 févr. 1934, Gaz. Pal. 1934-1-843). Peu importerait d'ailleurs que le diplômé assistât aux opérations accomplies par la personne sans titre (Cass. crim. 29 nov. 1929, D. H. 1930-69), car le droit de guérir ne saurait être délégué; s'il s'agit seulement d'opérations secondaires accomplies par des infirmiers ou des masseurs, sur les indications du médecin, on ne peut relever là un concours punissable (Trib. corr. Lyon, 9 mai 1905, D. P. 1905-2-326).

Pour terminer, nous devons signaler que, du point de vue civil, les tribunaux ont eu souvent à se prononcer sur la validité des conventions conclues entre diplômés et non diplômés.

Les dispositions pénales étant d'ordre public, toutes les conventions qui ont pour objet de tourner leurs dispositions sont frappées de nullité absolue. Ainsi, est nul, comme contraire à la loi de 1892, le contrat aux termes duquel... un docteur se charge d'exercer à la place d'un non médecin (Trib. paix Saint-Symphorien, 27 mai 1909, D. P. 1910-5-1); ... un docteur convient d'exercer en même temps qu'une personne sans diplôme (Trib. civ. Seine, 20 janv. 1905, D. P. 1906-5-1); ... un dentiste engage un opérateur

n'ayant aucun diplôme (C. d'Orléans, 11 nov. 1899, S. 1902-2-16).

Au contraire est valable le contrat d'association d'un médecin (ou d'un dentiste) avec un infirmier ou un mécanicien-dentiste, si ce dernier ne doit pas excéder les attributions légales; le fait que par la suite, il viendrait à exercer illégalement ne saurait rendre illicite une convention valablement formée (C. de Rouen, 28 juill. 1906, Gaz. Pal. 1906-2-328. C. de Caen, 16 avr. 1934, Gaz. Pal. 1934-2-326).

La question a été discutée surtout à propos de l'exploitation de cliniques appartenant à des particuliers ou à des sociétés. Le tribunal civil de la Seine avait déclaré entachée de nullité la convention conclue entre le propriétaire de clinique et un docteur; le docteur assurait la direction médicale de l'établissement et le propriétaire surveillait la comptabilité. Le tribunal estimait que la clientèle d'un médecin étant une chose hors de commerce, le contrat de gérance d'une clinique n'était pas valable (Trib. civ. Seine, 30 juill. 1924, D. H. 1924, 593). La chambre civile de la Cour de cassation cassa cette décision parce qu'il n'apparaissait pas que le propriétaire de la clinique se fût livré à l'exercice illégal et que d'autre part le tribunal avait omis de préciser les faits d'où il déduisait que le docteur avait aliéné son indépendance professionnelle (Cass. Ch. civ., 15 mai 1928, D. P. 1929-1-53 et la note de M. M. Nast. - Dans le même sens, Trib. comm. Seine, 6 déc. 1899, Le Droit, 24 janv. 1900. - Trib. civ. Seine, 3 juin 1902, Gaz. Pal. 1902-2-294) (4).

(4) De même le contrat de louage de services d'un médecin est valable, s'il conserve intacte sa liberté dans l'exercice de sa profession et dans ses rapports avec la clientèle.

En principe, les contrats conclus entre les diplômés et les tiers sont valables, à moins qu'ils ne renferment une cause ou une condition illicite, en permettant ou favorisant l'exercice illégal ou en anéantissant l'indépendance professionnelle du diplômé (5).

(5) M. Cousin a présenté une proposition de loi (J. O. doc. parl. Ch., séance du 9 juill. 1936, annexe 606, p 1248) «tendant à empêcher les ententes entre médecins et commerçants au détriment de la dignité médicale». En voici le texte.

Art. 1er. Il n'est permis à aucun médecin de donner des consultations périodiques, gratuites ou payantes dans des dépendances de locaux de vente de produits commerciaux, alors que ledit médecin n'est pas titulaire de la totalité du bail, qu'il ne paye pas les impôts, notamment la patente, et qu'il accepte même le plus souvent un salaire comme rétribution.

Art. 2. La sous location par un médecin d'une partie des locaux à un commerçant exerçant une profession paramédicale, l'installation d'une clinique médicale attenante audits locaux sont interdites.

Art. 3. L'infraction à la présente loi est susceptible d'entraîner le paiement d'une amende du simple au double, au triple même des impôts payés pour la totalité du loyer, où aura été constatée l'infraction».

Malgré ses maladresses de rédaction, ce texte renferme quelques dispositions qu'il y aurait sans aucun doute intérêt à retenir.

APPENDICE au titre II.

Exceptions et tempéraments.

Il existe quelques exceptions aux dispositions de l'article 15 de la loi de 1892 : les unes sont expresses; les autres ont été admises par la doctrine et la jurisprudence.

Soins donnés dans le cadre de la famille. — Ce tempérament n'est pas inscrit dans la loi, cependant il est indiscuté. Au cours de la séance du Sénat (22 nov. 1892), M. Hervé de Saisy posa la question suivante (J. O. Déb. parl. p. 1927) : « ...Est-ce que vous irez aussi poursuivre, atteindre au foyer domestique cette mère de famille qui, en l'absence d'un médecin, ou qui n'ayant pas dans sa bourse ce qu'il faut pour l'appeler, ou bien se trouvant dans des circonstances qui la mettent dans l'impossibilité de recourir à lui, rempli ce devoir sacré, et qu'aucun de vous ne qualifiera de charlatanisme, et qui consiste à soigner son mari, ses vieux parents, ses enfants et cela même habituellement, car ce devoir est de tous les jours, de tous les instants, car il est habituel... ». Le commissaire du gouvernement, Brouardel répliqua : « Jamais de la vie, sous aucun prétexte ! » Il eut été tyrannique que le législateur intervint jusque dans le sein de la famille, c'est pourquoi cette exception, quoique non écrite, n'a jamais été mise en doute.

On peut remarquer que ces soins ont d'ailleurs un caractère banal (sinapismes, cataplasmes, ventouses, purges...) et qu'ils ne revêtent pas le caractère médical ou thérapeutique exigé par la jurisprudence (Trib. corr. Alençon, 28

nov. 1935, motifs, Gaz. Par. 1935-2-867). Peut-être même faut-il étendre ce tempérament aux simples conseils donnés entre amis.

Urgence avérée. - L'article 16 de la loi, après avoir précisé que le traitement des maladies ou affections chirurgicales, l'exercice de l'art dentaire ou de l'art des accouchements, est interdit aux non diplômés, ajoute «sauf les cas d'urgence avérée». Cette disposition était nécessaire; des accidents peuvent survenir inopinément, exigeant une intervention immédiate; un médecin n'est pas toujours sur les lieux et il ne faut pas que les personnes présentes soient empêchées d'agir par la crainte de poursuites correctionnelles. L'urgence doit être avérée, c'est à dire qu'il incombe au prévenu de prouver que les circonstances étaient telles qu'il y aurait eu un grave danger pour le malade à attendre l'arrivée d'un médecin. L'immunité ne peut donc s'appliquer qu'à des circonstances imprévues, accidentelles, exceptionnelles et ne saurait couvrir de nombreux faits accomplis en un cours laps de temps (assistance d'une vingtaine de femmes en couche en deux ans : Trib. corr. Mayenne, 8 juillet 1898, Gaz. Trib. n. du 23 oct. 1898). L'exemple le plus fréquent d'urgence est le transport d'un blessé dans une pharmacie, la condition d'habitude ou de direction suivie, indispensable à l'existence du délit, n'est pas remplie (Trib. corr. Nevers, 3 nov. 1904, D. P. 1905-5-13. Cass. crim. 4 avr. 1919, D. P. 1920-1-47; S. 1923-1-235). Dans tous les cas c'est aux tribunaux qu'il appartient d'apprécier souverainement le caractère d'urgence des actes incriminés.

Etudiants en médecine et infirmiers. — L'article 16 in fine contient l'alinéa suivant : «Les dispositions du paragraphe premier du présent article ne peuvent s'appliquer aux élèves en médecine, qui agissent comme aides d'un doc-

teur ou que celui-ci place auprès de ses malades, ni aux gardes-malades...».

Etudiants. - Seul le doctorat permet d'exercer librement; cependant, comme il est indispensable qu'à coté des connaissances théoriques et livresques les étudiants joignent la pratique, on leur a permis de jouer le rôle d'aides, sous la conduite d'un docteur, qui assure la direction et la responsabilité du traitement. Mais, si au contraire, l'étudiant dépasse ces limites, s'il reçoit des malades, les examine, fait le diagnostic, ordonne seul les mesures à prendre, et à plus forte raison dirige un établissement médical, il devient coupable d'exercice illégal (Trib. corr. Nantes, 2 janv. 1929, S. 1929-2-50. - Cf. Dr Boudin, Concours méd. du 5 janv. 1936, p. 42).

De cette disposition il faut rapprocher l'article 6 al. 1 : «Les internes des hôpitaux et hospices français, nommés au concours et munis de seize inscriptions, les étudiants en médecine ayant terminé leur scolarité et étant dès lors munis de vingt inscriptions peuvent être autorisés à exercer la médecine pendant une épidémie ou à titre de remplaçants de docteurs en médecine ou officiers de santé». Ici, la liberté d'action donnée aux étudiants est beaucoup plus large, étant donné leurs connaissances; cette autorisation, délivrée par le préfet est d'ailleurs temporaire et limitée à trois mois; elle est renouvelable. Cependant la permission de remplacer un docteur en médecine ne peut être donnée que lorsqu'il s'agit de suppléer à une absence momentanée de ce médecin, et non à son départ définitif et sans esprit de retour (Conseil d'Etat, 2 déc. 1910, D. P. 1914-5-18; S. 1913-3-60).

Infirmiers et gardes-malades. — Il est impossible au médecin et surtout au chirurgien d'assurer seul l'exécution de

tous les actes matériels qu'exige l'exercice de sa profession; il lui est nécessaire d'avoir à son service des personnes ayant des principes d'hygiène et des connaissances élémentaires de médecine capables de passer les instruments ou pansements, de tenir les malades, etc. Mais il importe que l'infirmier ou le garde-malade suivent les prescriptions du médecin avec une obéissance passive et ne cherchent jamais à se substituer à lui. En voulant faire des infirmiers ou infirmières des demi-savants, on les a trop souvent incités à sortir des bornes de leur compétence (1).

Conventions internationales. — Il y a quelques dérogations aux règles régissant la situation des médecins étrangers en France. Trois conventions ont été conclues entre la France et le Luxembourg (30 sept. 1879, J. O. 23 janv. 1880), la France et la Suisse (26 mai 1889, J. O. 26 juill. 1889, p. 3672) et la France et la Belgique (25 oct. 1910, De Martens Nouv. Rec. gén. des Traités, 3e série, t. VII, p. 799). Ces accords autorisent les médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires appartenant aux deux Etats contractants et établis dans les communes limitrophes, à exercer, dans les communes frontières de l'Etat voisin, leur art de la même manière et dans la même mesure que chez eux. Ils sont seulement tenus de se «conformer à la législation qui est ou sera en vigueur relativement à l'exercice de l'art de guérir ou l'une de ses branches, dans les pays où ils feront usage de l'autorisation accordée». Pour assurer le contrôle de ces mesures, chacun des Etats voisins doit dresser chaque année, au mois de janvier, la liste des praticiens établis dans les communes limitrophes avec l'indication des branches de l'art de guérir qu'ils sont au-

(1) Rapport n° V du Dr Laquerrière au congrès de 1906.

torisés à exercer. Le médecin étranger, exerçant en France, qui ne se soumettrait pas aux obligations inscrites dans la convention diplomatique, serait passible des peines de l'exercice illégal (Trib. corr. Sedan, 15 mai 1907, Le Droit, n. du 23 oct. 1907).

T I T R E I I I .

LA REPRESSION.

Première partie.

Les poursuites.

L'exercice illégal est poursuivi devant les tribunaux correctionnels; plus généralement l'article 17, al. 1er dispose : «Les infractions prévues et punies par la présente loi seront poursuivies devant la juridiction correctionnelle».

L'action peut être mise en mouvement, selon les règles du droit commun, par le ministère public, informé le plus souvent par des dénonciations ou des plaintes, ou par la personne lésée, qui cite directement le prévenu ou dépose une plainte avec constitution de partie civile. Généralement la victime ne se plaint que lorsque le charlatan a considérablement aggravé son état ou exigé des sommes très importantes en rémunération d'un traitement sans résultat; dans ce dernier cas, il peut y avoir aussi plainte pour escroquerie.

Syndicats. — L'initiative du ministère public ou des simples particuliers serait insuffisante pour assurer une répression efficace, si elle n'était renforcée par l'action des syndicats. Nous avons déjà signalé que sous le régime de la loi du 19 ventôse an XI les médecins ne pouvaient obtenir réparation du préjudice causé par les faits délictueux, qu'à la condition d'agir en leur propre nom, et que même après

la loi du 21 mars 1884, ils ne pouvaient former un syndicat valable.

Le législateur de 1892 a comblé cette lacune en reconnaissant aux membres de la profession médicale le droit de se syndiquer. Article 13 : «A partir de l'application de la présente loi, les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes jouiront du droit de se constituer en associations syndicales, dans les conditions de la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts professionnels, à l'égard de toutes les personnes autres que l'Etat, les départements et les communes».

Le vote de ce texte a suscité les plus vives discussions. Alors que la loi de 1884 ne permettait la constitution des syndicats que pour assurer la défense des intérêts commerciaux, industriels et agricoles, la nouvelle loi accordait le bénéfice de ses dispositions à des personnes exerçant une profession libérale, mesure qui ne fut généralisée que par la loi du 12 mars 1920 (art. 9).

L'utilité des syndicats médicaux a été mise en lumière d'une façon particulièrement remarquable par M. Lesouëf au cours de la séance du Sénat du 21 mars 1892 (J. O. Déb. parl. p. 259) : «... Enfin les médecins réclament la faculté de se constituer en syndicat, surtout pour la répression de l'exercice illégal de la médecine... Je sais bien qu'un médecin pourra toujours adresser une plainte au parquet, s'il peut démontrer que l'exercice illégal de la médecine par une personne non diplômée lui a porté préjudice. Mais le rôle de dénonciateur est difficile et même parfois odieux dans les petites villes, surtout dans les campagnes. Celui qui exerce la médecine illégalement passe souvent alors pour un bienfaiteur de l'humanité, que le médecin veut empêcher de guérir ses malades et les rieurs ne sont pas

généralement du côté de celui qui a le droit et la justice pour lui...». On ne peut s'exprimer avec plus de clarté et de justesse.

Le droit d'exercer des poursuites est expressément reconnu par l'art. 17, al. 2; non seulement aux syndicats, mais aussi aux associations : «En ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, les chirurgiens dentistes, les sages-femmes, les associations de médecins régulièrement constituées, les syndicats visés dans l'article 13 pourront saisir les tribunaux par voie de citation directe donnée dans les termes de l'article 182 du code d'instruction criminelle, sans préjudice de la faculté de se porter, s'il y a lieu, partie civile dans toute poursuite de ces délits intentée par le ministère public».

Nous n'examinerons ici l'action des syndicats médicaux que dans la mesure où elle est relative à l'exercice illégal de la médecine.

Sous le régime de la loi de 1884 (étendue en 1892 au corps médical), il était nécessaire pour que le syndicat pût agir, qu'il justifiât d'un intérêt professionnel collectif lésé. Mais précisément des difficultés très graves s'élevaient, lorsqu'il s'agissait de discerner le dommage indirect du dommage direct. Ainsi certains tribunaux déclaraient que le fait par un pharmacien de vendre sans ordonnance d'un médecin des préparations ou drogues composées constituait une concurrence illégitime aux médecins (Trib. corr. Nevers, 3 nov. 1904, D. P. 1905-5-13); mais par contre le tribunal correctionnel de Compiègne (14 mars 1911, Gaz. Pal. 1911-1-463) jugea qu'un syndicat de médecins n'était pas recevable à agir contre un pharmacien, qui avait renouvelé à plusieurs reprises une ordonnance prescrivant des toxiques, parce que la vente des substances vénéneuses a été régle-

mentée, non dans l'intérêt professionnel des médecins, mais dans l'intérêt public.

La Cour de cassation (Cass. crim. 8 févr. 1913, S. Bull. des sommaires, 1913, P. 62) a jugé que l'intervention d'un syndicat de médecins est justifiée, alors qu'il s'agit de la réparation, non d'une lésion d'intérêts individuels, mais d'une atteinte à l'exercice, garanti par la loi, de la profession médicale et par conséquent d'une *atteinte directe à l'intérêt collectif représenté par le syndicat*.

La loi du 12 mars 1920 a élargi considérablement le droit d'action des syndicats; article 5, al. 2 : « Les syndicats peuvent devant toutes les juridictions, exercer les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un *préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif* de la profession qu'ils représentent ». Bien que le dommage indirect puisse donner lieu à réparation, il doit cependant consister en une atteinte à l'intérêt collectif; un préjudice causé seulement à un ou plusieurs membres de la profession, mais ne rejaillissant pas sur la profession elle-même, ne suffirait pas à rendre l'action recevable. Or l'exercice illégal cause indubitablement un préjudice à la collectivité des médecins (ou des dentistes ou encore des sages-femmes) en empêchant les malades de recourir à une médecine normalement exercée. (Cass. crim. 8 févr. 1913, précité).

Pour la détermination des dommages et intérêts, il y a lieu de tenir compte du préjudice matériel, à raison du détournement de la clientèle et du préjudice moral, par suite du discrédit qui a pu être jeté sur la médecine (C. de Paris, 7 juin 1912, Gaz. Trib. 1912-1-2-476. — C; de Nancy, 3 janv. 1935, Concours méd. 1935-775).

Dans leur ensemble les dommages-intérêts alloués aux syndicats sont minimes; leur montant réduit parfois au

simple franc, ne s'élève pas généralement au dessus de quelques centaines de francs. On trouve cependant quelques décisions qui, bien que ne présentant aucun intérêt juridique particulier, sont intéressantes à raison du montant de la réparation allouée aux syndicats (C. de Paris, 11 déc. 1931 : condamnation à 15.000 francs envers le syndicat des chirurgiens dentistes, *Semaine jurid.* 1932, p. 154. Trib. corr. Pontoise, 23 déc. 1932 et 3 févr. 1933, condamnation à 20.000 francs envers le syndicat des chirurgiens dentistes *Semaine juridique* 1933, p. 337). L'allocation d'une large indemnité aux syndicats est, en effet, un des moyens les plus efficaces pour lutter contre l'exercice illégal (1).

A titre de supplément de dommages-intérêts, les syndicats médicaux demandent assez souvent l'insertion, dans un ou plusieurs journaux, du jugement de condamnation ou d'un extrait (Trib. corr. Versailles, 23 févr. 1934, *Gaz. Pal.* 1934-1-843. — C. de Dijon, 2 juillet 1935, *Gaz. Pal.* 1936-1-79). On peut faire observer qu'il y a de nombreux inconvénients à vouloir donner de la publicité à ces sortes de jugements, car c'est un excellent moyen de réclame pour le charlatan, qui recueillera de ce fait de nombreuses sympathies, en passant pour une victime de la jalousie et de la haine des médecins (2).

(1) Il a été jugé, C. de Pau, 24 janv. 1930, *Gaz. Pal.* 1930-1-588, que la pluralité d'actions syndicales est admissible pour que chaque syndicat puisse obtenir une indemnité correspondante à la mesure dans laquelle il représente les intérêts généraux de la profession.

(2) V. Dr Igert, *Le problème des guérisseurs* (1931), p. 200 et suiv.

Deuxième partie.

Les peines de l'exercice illégal.

Les articles 18 et 19 de la loi de 1892 fixent les peines de l'exercice illégal.

Nous diviserons l'étude des peines en deux chapitres :

Chapitre I. exercice illégal simple.

Chapitre II. exercice illégal avec circonstances aggravantes.

Section I. usurpation de titre.

Section II. Récidive.

CHAPITRE I.

EXERCICE ILLEGAL SIMPLE.

L'exercice illégal, sans circonstances aggravantes, est puni d'une peine d'amende correctionnelle; le taux varie suivant que l'infraction appartient à telle ou telle branche de l'art de guérir (art. 18).

Le taux est le suivant :

Exercice illégal de la médecine : amende de 100 à 500fr.

Exercice illégal de l'art dentaire : amende de 50 à 100fr.

Exercice illégal de l'art des accouchements : amende de 50 à 100 fr.

Circonstances atténuantes : L'article 27 permet aux tribunaux d'accorder au prévenu le bénéfice des circonstances atténuantes; cet article est d'ailleurs devenu superflu depuis la loi du 28 décembre 1928, ayant modifié l'article 463 du code pénal. L'amende pourrait être réduite au dessous de 16 francs et ramenée de ce fait au niveau des peines de simple police.

C'est aux juges qu'il appartient, d'après les considérations de fait de chaque espèce, d'apprécier s'il existe des circonstances atténuantes; elles peuvent résulter : d'une tolérance généralement admise dans la pratique (sages-femmes soignant les maladies des femmes : trib. corr. Lille 20 août 1897, Gaz. Pal. 1897-2-323.-) de la bonne foi, de la gratuité des soins etc. Les tribunaux ne sont d'ailleurs pas tenus de déclarer pour quelle raison ils estiment qu'il existe des circonstances atténuantes. Le plus souvent ils se bor-

nent à affirmer leur existence (C. de Dijon, 2 juill. 1935, Gaz. Pal. 1936-1-79).

Sursis. — Le bénéfice du sursis peut être également accordé en vertu des dispositions de la loi Bérenger du 25 mars 1891; il suffit simplement que les faits d'exercice illégal reprochés au prévenu soient antérieurs à une condamnation définitive à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun (Trib. corr. Seine, 15 nov. 1895, Pand. Fr. 1896-2-340; — C. de Paris, 20 avr. 1910, Gaz. Trib. 1910-1-2-461).

CHAPITRE II.

EXERCICE ILLÉGAL AVEC CIRCONSTANCES AGGRAVANTES.

SECTION I.

Usurpation de titre.

Aux termes de l'article 19, 1er alinéa de la loi du 30 novembre 1892 «l'exercice illégal de la médecine ou de l'art dentaire avec usurpation du titre de docteur ou d'officier de santé, est puni d'une amende de 1000 à 2000 francs...»; les alinéas 2 et 3 punissent également d'une amende de 100 à 500 francs l'usurpation du «titre de dentiste» et du «titre de sage-femme».

De la lecture de cet article, il apparaît immédiatement que l'usurpation du titre n'est pas punissable par elle-même; elle n'est que la circonstance aggravante du délit d'exercice illégal; de là cette conséquence que l'article 19 ne peut s'appliquer, lorsque celui qui porte un titre auquel il n'a pas droit, exerce légalement. Deux individus, munis du diplôme de dentiste, avaient usurpé le titre de docteur; le tribunal correctionnel de la Seine (14 janv. 1913, Gaz. Pal. 1913-1-293) constata que les prévenus avaient obéi «à une vanité professionnelle regrettable et qu'on ne saurait trop blâmer ces procédés, qui sont de nature à tromper la clientèle sur la valeur des dentistes auxquels elle s'adresse; mais attendu en droit, que dans une poursuite pour infraction à la loi de 1892, en dehors de toute prévention d'es-

croquerie, l'usurpation de titre de docteur n'est punissable qu'autant que cette usurpation a accompagné le délit d'exercice illégal de la médecine ou de l'art dentaire et a servi à son exécution (art. 19 de cette loi)...

En vertu des articles 1 et 2 de la loi de 1892, seuls les diplômés de «*docteur en médecine*» et de «*chirurgien-dentiste*» permettent de se livrer régulièrement à l'exercice de la médecine ou de l'art dentaire; c'est pourquoi certains auteurs (1) ont soutenu qu'il n'y avait usurpation de titre punissable qu'autant qu'elle portait sur la qualification de «*docteur en médecine*» ou de «*chirurgien dentiste*»; cependant la jurisprudence estime que le fait d'exercer illégalement en s'intitulant simplement «*dentiste*» ou «*docteur*» rend l'article 19 applicable. Cette solution n'est pas trop extensive, car elle est conforme non seulement au langage usuel, mais aussi à l'interprétation littérale de l'article 19: ainsi cet article a été déclaré applicable par la Cour de Dijon (2 mai 1906, Droit médical, avr. 1907, p. 7) à un individu qui se qualifiait dentiste et par la Cour de cassation à un individu exerçant illégalement l'art dentaire en prenant le titre de *docteur* (Cass. crim. 24 avr. 1929, Gaz. Pal. 1929-2-57) (2).

De ces dispositions, il convient de rapprocher l'article 20 de la loi de 1892, qui est ainsi conçu : Est considéré comme ayant usurpé le titre de docteur en médecine quiconque se livrant à l'exercice de la médecine fait précéder ou suivre son nom du titre de docteur en médecine sans en indiquer

(1) Goret, Jurisprudence professionnelle des chirurgiens-dentistes p. 29 et 31; — E. H. Perreau, Elém. de jurisprudence méd. p. 83.

(2) Mais le prothésiste qui fait suivre son nom des mots «*Mécanicien-dentiste*» ne peut être considéré comme ayant usurpé le titre de dentiste, le public ne pouvant commettre aucune erreur sur la nature de sa profession. C. de Montpellier, 11 fév. 1931; D. H. 1931-215.

l'origine étrangère; il sera puni d'une amende de 100 à 200 francs».

Ce texte mérite quelques commentaires; les travaux préparatoires en éclairent le sens; en 1892, certains individus non pourvus du doctorat en médecine français, avaient cependant le droit d'exercer : c'étaient les officiers de santé et les médecins étrangers autorisés à exercer en France par l'article 4 de la loi du 19 ventôse an XI. «Il est arrivé souvent qu'un officier de santé, reçu docteur de la Faculté d'Iéna ou d'une faculté étrangère, s'en est prévalu et qu'il a libellé ainsi ses cartes de visite : «le docteur un tel». Il donne le change sur sa qualité réelle et fait croire qu'il est docteur d'une faculté française. Nous l'obligerons par la rédaction de l'article 20 à dire quelle est l'origine du diplôme dont il se pare» (J. O. Déb. Parl. Ch. séance du 19 mars 1891, p. 679). Cependant cette interprétation simple n'a pas prévalu immédiatement : un officier de santé, n'ayant aucun diplôme étranger, s'était appelé docteur en médecine; le ministère public exerça des poursuites, soutenant que l'article 20, qui punit l'usurpation de titre commise par une personne munie d'un diplôme étranger, doit s'appliquer par analogie, et même *a fortiori*, à celui qui n'a aucun diplôme de docteur; le tribunal correctionnel de Chateaudun (30 nov. 1895), puis la Cour de Paris par arrêt du 15 avril 1896 (D. P. 1896--2-392) acquittèrent le prévenu, pour la raison que l'article 20 ne pouvait pas s'appliquer en l'espèce, puisque le prévenu n'avait pas de diplôme étranger et que dans ces conditions il n'avait commis aucun délit; le procureur général près la Cour de cassation se pourvut en cassation «dans l'intérêt de la loi»; l'étude de l'affaire fit l'objet d'un rapport très approfondi du conseiller Sevestre; le rapport conclut dans le sens du rejet du pourvoi. La Cour, par ar-

rêt du 3 févr. 1898, jugea : «que vainement le pourvoi soutient qu'il y aurait lieu d'appliquer par voie d'analogie et même *a fortiori* les pénalités de l'article 20 à l'officier de santé qui, n'étant pourvu d'aucun diplôme de docteur en médecine, usurpe néanmoins ce titre; que le doute sur les intention du législateur à cet égard est d'autant plus permis que sous l'empire de la loi de ventôse cette usurpation du titre de docteur par un officier de santé n'était pas considérée comme constituant par elle-même et indépendamment de tout exercice illégal de la médecine, un fait légalement punissable» (D. P. 1900-1-561 et le rapport du conseiller Sevestre).

Par contre l'artcle 20 s'appliquera toutes les fois que l'origine étrangère du titre aura été cachée; ce fait s'est produit assez souvent pour des dentistes qui, munis d'un doctorat étranger, pensent impressionner plus favorablement leur clientèle en se faisant passer pour des docteurs en médecine français (trib. corr. Seine. 25 mai 1895, D. P. 1896-2-189).

Une difficulté s'est posée : ce que l'article 20 défend, c'est le fait de faire précéder ou suivre son nom «du titre de docteur en médecine». Quid si le possesseur d'un diplôme étranger se fait appeler «docteur» sans autre précision? Lors de la discussion de l'article 20. M. Liard, commissaire du gouvernement fit observer qu'il existait divers diplômes de doctorat (Droit, lettres, sciences) et il ajouta : «Il ne faut pas que le possesseur d'un titre de docteur ès-lettres ou de docteur en droit, qui fera précéder son nom de cette qualité puisse être poursuivi devant les tribunaux»; aussi M. Chevandier, rapporteur, fit-il répéter les mots «docteur en médecine» pour que le doute ne fût pas possible sur la qualité particulière de ce docteur (J. O. Déb. parl. Ch.

Séance du 19 mars 1891, p. 679). Statuant en ce sens, la Cour de Paris acquitta un docteur étranger (exerçant régulièrement la médecine) qui avait inscrit sur la plaque de sa porte : « Docteur du B. de Philadelphie » ; il fut jugé : 1. que la simple mention *docteur* ne pouvait pas constituer l'usurpation du titre « docteur en médecine » et 2. qu'au surplus l'origine étrangère du titre était suffisamment révélée par la mention : « de Philadelphie » (C. de Paris, 16 janv. 1904, S. 1904-2-216) (3).

L'usurpation prévue par les articles 19 et 20 est punissable, non seulement lorsqu'elle est commise dans les actes de la vie professionnelle du médecin ou du dentiste (ordonnances), mais encore dans toute autre occasion (Enseigne ou plaque : Cass. crim. 24 avr. 1929, précité. — C. de Paris, 16 janv. 1904, précité. — Carte de visite : trib. corr. Seine, 3 mars 1927, S. 1931-2-57. — Annonce dans un journal : trib. corr. Seine, 25 mai 1895, S. 1896-2-21).

L'USURPATION DES TITRES MÉDICAUX ET L'ARTICLE 259 CODE PENAL

Nous avons vu que l'on ne commettait aucun délit lorsqu'on s'intitulait, par exemple docteur en médecine, sans

(3) Contra C. de Paris 14 mars 1899, (D. P. 1900-2-262) : un dentiste possesseur d'un diplôme de chirurgien dentiste, délivré par le gouvernement mexicain, exerçait l'art dentaire en France sous le nom « Docteur S. dentiste américain » Cet arrêt décida : 1^o que le mot « Docteur » joint à celui de dentiste, constituait l'usurpation du titre « docteur en médecine ; 2^o que l'expression « dentiste américain » ne suffisait pas à caractériser l'origine étrangère du titre. Il y eut pourvoi en cassation ; dans son rapport, le conseiller Accarias conclut que l'art. 20 n'était pas applicable à celui qui s'intitule simplement « docteur » ; mais la cour ne se prononça pas sur ce moyen, parce que pour d'autres raisons la peine était justifiée (Cass. crim. 27 juill. 1899, Gaz. trib. 1899-2-1-100 et le rapport du conseiller Accarias).

exercer, ou lorsqu'un dentiste diplômé en France se donnait le titre de docteur. L'interprétation de la loi de 1892 ne suscitait sur ce point aucune difficulté.

Les médecins, et plus généralement les membres des professions libérales se plaignirent de cet état de choses; n'importe qui en effet pouvait impunément se donner un titre universitaire ou se faire appeler avocat. Plusieurs propositions furent déposées à la Chambre des Députés (19 mai 1914 et 12 juill. 1921) pour obtenir une modification à l'article 259 du Code pénal. Satisfaction fut donnée à ces revendications; les peines frappant le port illégal de costume ou de décoration (emprisonnement de six mois à deux ans) furent étendues par la loi du 26 mars 1924 à «quiconque aura fait usage d'un titre attaché à une profession légalement réglementée sans remplir les conditions exigées pour le porter».

Il ne paraît guère douteux — et c'est l'opinion du corps médical — que les mots «profession légalement réglementée» peuvent s'appliquer aussi bien aux médecins, dentistes, pharmaciens... qu'aux avocats et ingénieurs agronomes. En ce sens, on tire argument des travaux préparatoires de la loi de 1924 et notamment du rapport de M. Liouville : «Actuellement toute personne, non seulement démunie de diplôme, mais même sans aucune connaissance technique peut se dire architecte ou ingénieur, solliciter à ce titre la confiance du public... De sérieux dangers peuvent en résulter, soit pour les biens, soit même parfois pour la vie et la santé humaine...». On invoque également des arguments de logique : «Les titres professionnels qu'il importe le plus à l'intérêt général de ne pas laisser usurper, sont évidemment ceux qui concernent l'art de guérir, la vie et la santé humaine constituant des biens au-

trement précieux que toutes les richesses engagées par l'art de l'ingénieur, de l'architecte, du vétérinaire, ou de l'agronome. Il paraît paradoxal que l'usurpation de ces divers titres fût plus rigoureusement réprimée que celle des diplômes nécessaires à l'art de guérir» (E. H. Perreau, note sous le trib. corr. Seine, 3 mars 1927, S. 1931-2-57). La presque unanimité des auteurs est en ce sens et déclare applicable le nouvel article 259 à l'usurpation des titres médicaux (1).

Lorsqu'il y a exercice illégal avec usurpation de titre, il est bien certain que l'art. 259 n'est pas conciliable avec la loi du 30 novembre 1892. Les auteurs précités en concluent que «la peine applicable désormais sera l'emprisonnement de six mois à deux ans prévu par l'article 259 du Code pénal, et non plus les simples amendes prononcées par la loi de 1892 (art. 19)» (Perreau, note précitée); cette solution fut développée dans les motifs d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine (3 mars 1927, S. 1931-2-57) qui jugea : «que le fait par ledit M. d'avoir usurpé le titre, non seulement de *dentiste*, mais encore de *médecin dentiste*, le rend justiciable de l'art. 259 C. pén., complété par la loi du 26 mars 1924. Que le texte a une portée générale absolue... que l'art. 259 C. pén. n'est pas inconciliable sur le point qui intéresse aujourd'hui le tribunal, avec la loi de 1892, mais que *dans le cas où il y aurait sur ce point là et sur d'autres incompatibilité, c'est la disposition de l'art. 259 qui l'emporterait parce qu'elle est postérieure à la loi du 30 novembre 1892, parce qu'elle édicte en termes clairs une*

(1) Paris, De l'usurpation des titres professionnels, Semaine dentaire, 1924, p. 649; — E. H. Perreau, Vade-mecum juridique du chirurgien-dentiste, p. 62. — Dr Boudin, Loi réprisant l'usurpation des titres professionnels, Concours médical, 1924, p. 1037-1039. contra : F. Goyet, Précis de droit pénal spécial, (3e éd.) p. 169. — note 2.

règle générale, sans apporter aucune exception à cette règle...».

Cette interprétation est exposée en toute clarté, mais est-elle exacte ? C'est ce que nous nous proposons de rechercher.

Le jugement rapporté donne la préférence à la disposition de l'article 259 « parce qu'elle est postérieure à la loi du 30 nov. 1892 » et « parce qu'elle édicte une règle générale ». Pour nous, seul le premier argument pourrait avoir quelque valeur ; le second tombe de lui-même, en vertu de la règle « *specialia generalibus derogant* » ; la loi de 1892 est une loi spéciale et ses dispositions n'auraient pu être changées que par une dérogation expresse que l'on ne trouve pas dans le nouvel article 259.

Si l'on adoptait la solution trop générale que nous repoussons, dans le cas d'exercice illégal avec usurpation de titre, le tribunal devrait déclarer le prévenu coupable : 1^o du délit d'exercice illégal ; 2^o du délit d'usurpation de titre, et prononcer la plus forte des deux peines. Une telle interprétation nous paraît inadmissible parce qu'elle revient à abroger l'article 19 de la loi de 1892 que le législateur n'a jamais entendu abroger (2).

Dans l'hypothèse envisagée, l'application de l'article 259 ne nous paraît plus acceptable, en tant que méthode d'interprétation du droit pénal ; au lieu de prendre le délit tel

(2) Cela nous paraît résulter d'évidence : 1. de la loi du 18 août 1927, relative à l'exercice de l'art dentaire par les dentistes diplômés ou non d'Alsace-Lorraine ; l'art. 4 poursuit : a) l'usurpation du titre de *dentiste* des peines édictées à l'art. 19 de la loi du 30 nov. 1892 ; b) l'usurpation du titre de *chirurgien-dentiste* d'une amende de 1000 à 2000 francs. Ces peines ne sont pas celles de l'art. 259. — 2. de la proposition Albert Nast de 1934 (J. O. Doc. parl. Ch. annexe 4291, p. 257 ; l'article 19 proposé continuerait à ne frapper l'usurpation de titre que d'amende et non d'emprisonnement.

qu'il se présente, *exercice illégal avec usurpation de titre*, on le débite au détail pour en faire deux délits. Pour emprunter deux exemples au Code pénal, prenons l'article 384 qui punit le crime de vol avec bris de clôture. On doit considérer l'entreprise criminelle dans son ensemble, et non décomposer le crime en deux délits correctionnels, vol simple et bris de clôture. Il est vrai que cette méthode est quelquefois employée pour faciliter la correctionnalisation des crimes; mais il n'y a aucune raison de l'appliquer ici (3).

Aussi notre conclusion est-elle la suivante : l'article 259 étant général et ne pouvant avoir abrogé les dispositions spéciales de la loi de 1892, on ne devra l'appliquer que dans les cas où il n'y a pas incompatibilité entre les deux textes, c'est à dire dans les cas où la loi de 1892 ne pouvait pas recevoir d'application; ce qui aura lieu lorsqu'une personne n'exerçant pas la médecine, se donnera le titre de docteur en médecine, de chirurgien dentiste ou de sage-femme, ce qui aura lieu également lorsqu'un dentiste ou une sage-femme se donneront le nom de docteur. On objectera peut-être que cette solution est illogique, et que celui qui exerce légalement en portant un titre auquel il a pas droit est puni plus fortement que celui qui exerce illégalement en usurpant ce même titre. Mais tous les textes sont-ils toujours parfaitement cohérents?

(3) Cette délicate question se rattache au problème plus général du «concours idéal» et des qualifications (Cf; Garraud, traité théorique et pratique d'instruction criminelle, t. 2. n. 542 et passim.

SECTION II.

Récidive.

La récidive est une circonstance aggravante de l'exercice illégal de la médecine.

Il faut distinguer la récidive en cas d'exercice illégal simple et la récidive en cas d'usurpation de titre.

Récidive en cas d'exercice illégal simple.

Exercice illégal de la médecine : amende de 500 à 1000 francs et emprisonnement de 6 jours à 6 mois ou l'une des deux peines seulement.

Exercice illégal de l'art dentaire : amende de 100 à 500fr.

Exercice illégal de l'art des accouchements : amende de 100 à 500 francs et emprisonnement de 6 jours à 1 mois, ou l'une des deux peines seulement.

Récidive en cas d'usurpation de titre.

Usurpation du titre de docteur ou d'officier de santé : amende de 2.000 à 3.000 francs et emprisonnement de 6 mois à un an ou l'une de ces deux peines seulement.

Usurpation du titre de dentiste : amende de 500 à 1.000 francs et emprisonnement de 6 jours à 1 mois ou l'une de ces deux peines seulement.

Usurpation du titre de sage-femme : amende de 500 à 1.000 francs et emprisonnement de 1 mois à deux mois, ou l'une de ces deux peines seulement.

La peine d'emprisonnement apparaît donc dans tous les cas sauf un seul (récidive de l'exercice illégal de l'art dentaire).

Dans l'hypothèse d'usurpation de titre, si l'on admet que les dispositions de la loi de 1892 ont été abrogées par le nouvel article 259 du code pénal (emprisonnement de six mois à deux ans), la récidive serait soumise à l'article 58 du Code pénal (récidive correctionnelle).

Quand y a-t-il récidive? «Il n'y a récidive qu'autant que l'agent du délit relevé a été dans les cinq ans qui précèdent ce délit, condamné pour une infraction de qualification identique». (art. 24).

Conformément à la règle générale la condamnation servant de point de départ doit être définitive; si donc de nouveaux actes d'exercice illégal sont commis pendant la durée de l'appel ou du pourvoi en cassation, il n'y a pas de récidive. L'intervalle maximum pouvant séparer les deux délits est de cinq ans; ce délai est le même que celui établi par la loi du 26 mars 1891, sur la récidive correctionnelle (art. 58 Code pénal).

Il est nécessaire que le prévenu ait été condamné pour une infraction de qualification identique à la première. Cette condition exige quelques commentaires. «D'après la rédaction primitive de la loi la succession d'un quelconque des délits prévus par la même loi dans le délai de cinq ans, constituait la récidive. C'était une sorte de récidive générale en matière de délit prévue par la loi...». M. Morellet demanda que l'on donnât à la récidive un caractère de récidive spéciale; l'amendement qu'il proposa fut adopté et il est devenu l'article 24 (Sénat, 5 avr. 1892, J. O. Déb. parl. p. 389).

Dans ces conditions, il n'y a récidive qu'autant que la première et la deuxième infraction appartiennent à la même branche de l'art de guérir (médecine générale, odontologie, obstétrique et qu'elles ont été accomplies de la même

même façon, c'est à dire avec ou sans usurpation de titre (Trib. corr. Parthenay, 15 déc. 1932, Gaz. Pal. 1933-1-511).

A noter que la récidive étant une circonstance aggravante inhérente à la personne n'entraîne aucune élévation de peine à l'égard des complices.

La récidive n'est pas un obstacle à la déclaration des circonstances atténuantes. Le sursis pourrait même être accordé au prévenu s'il n'a été l'objet d'aucune condamnation antérieure à l'emprisonnement ou à une peine supérieure.

REMARQUES SUR LE TITRE III.

En dehors des sanctions pénales de la loi de 1892 et des dommages intérêts alloués aux syndicats ou aux victimes, il n'y a pas d'autre sanction possible contre les charlatans, lorsqu'on ne peut relever contre eux que le délit d'exercice illégal.

Un syndicat de chirurgiens-dentistes avait demandé qu'il fut fait défense, sous une astreinte pénale, à un mécanicien dentiste de s'immiscer à l'avenir dans l'exercice de l'art dentaire. La Cour de Nancy, (12 mai 1897, S. 1897-2-205) rejeta cette prétention parce qu'une pareille défense ayant le caractère d'une disposition générale et réglementaire est interdite par l'article 5 du Code civil.

Les tribunaux ne peuvent pas prononcer la fermeture d'un cabinet dentaire à titre de réparation du dommage causé; c'est ce qu'a décidé la Cour de cassation (Cass. crim. rej. 10 mai 1937, D. H. 1937-349). Le syndicat des Chirurgiens-dentistes de Basse-Normandie avait demandé la fermeture d'un cabinet dentaire appartenant à un non diplômé; la cour de Caen (26 avr. 1934) s'y refusa pour la raison que le prévenu ayant régularisé sa situation en s'adjoignant la collaboration d'une diplômée et cette collaboration étant licite, la fermeture ne reposerait sur aucune base juridique. La chambre criminelle rejeta le pourvoi : « Attendu que si les tribunaux doivent, soit à titre de peine, en vertu d'un texte les y autorisant, soit à titre de réparation, sur la demande de la partie civile ou du ministère public, ou même d'office par application des articles

139 et 139 C. instr. crim. ordonner la suppression des établissements formés en contravention aux lois et règlements, du moins lorsque la cause d'illegalité subsiste encore lorsqu'ils statuent, *ils sont sans pouvoir pour ordonner la fermeture d'un cabinet dentaire*».

«Attendu en effet que l'ouverture n'est soumise à aucune réglementation, *l'exercice de la profession de dentiste et l'usage du titre étant seuls interdits* d'après les articles 2 et 5 de la loi du 30 novembre 1892, aux personnes non munies du diplôme de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste, d'où il suit que les conclusions de la partie civile tendant à voir ordonner la fermeture du cabinet dentaire... ont été à bon droit rejetées par la cour d'appel».

La solution de la cour de cassation diffère donc de celle de la cour de Caen. Des motifs de l'arrêt de rejet, il apparait que dans aucun cas la fermeture d'un cabinet dentaire n'est possible, puisque l'ouverture n'est soumise à aucune autorisation et reste libre à toute personne.

De même la confiscation du matériel n'a pas été permise par la loi; mais la saisie est possible en vertu des articles 87 et suivants du code d'instruction criminelle et dans la pratique on y procède généralement lorsque le matériel appartient à un non diplômé. Etant donné les lenteurs judiciaires, la saisie peut se prolonger plusieurs mois et gêner considérablement l'activité du délinquant.

I I F A E I V.

EXAMEN DE QUELQUES QUESTIONS SE RATTACHANT A L'EXERCICE ILLÉGAL.

Sous le présent titre nous nous proposons d'étudier en deux chapitres, quelques questions touchant étroitement à l'exercice illégal.

Chapitre I : Publicité, correspondance et exercice illégal.

Chapitre II : Délits pouvant être commis par les personnes exerçant illégalement.

CHAPITRE I.

LA PUBLICITE, LA CORRESPONDANCE ET L'EXERCICE ILLEGAL.

Le développement considérable de l'imprimerie, la découverte de moyens nouveaux pour transmettre la parole ont permis à la publicité de prendre un développement considérable; et parmi les annonces, les réclames médico-pharmaceutiques tiennent une large place. La plupart des journaux publient des réclames contenant de véritables consultations médicales, décrivant les symptômes de tel ou tel mal, exposant le processus de la maladie et recommandant enfin le remède souverain, le seul capable de guérir. Les publicitaires habiles ont soin d'insérer leurs annonces dans l'intérieur même du journal, entre les articles de fond en sorte qu'elles ne peuvent rester inaperçues du lecteur, ce qui pourrait arriver si elles étaient reléguées à la dernière page. D'énormes affiches placardées dans les lieux les plus fréquentés rappellent au passant que tel produit convient particulièrement bien à son foie ou à son estomac et la téléphonie sans fil se charge de le lui répéter inlassablement. Ces conseils sans cesse renouvelés deviennent une véritable obsession et, lorsqu'il sera atteint de quelque maladie, le lecteur ou l'auditeur se rappellera aussitôt qu'il existe un remède infailible en vente dans toutes les bonnes pharmacies. Il l'achètera d'autant plus volontiers qu'on lui a cité des exemples de guérison appuyés sur des attestations donnant toute confiance.

Il est inutile d'insister sur les dangers que présente une telle méthode. Il est impossible au malade, qui n'a pas fait d'études médicales, de connaître l'affection dont il souffre. Il se soigne au hasard en utilisant un produit nouveau dont les résultats possibles ne sont peut-être pas toujours suffisamment connus; parfois le malade guérit grâce au remède ou à la robustesse de sa constitution; il devient alors une nouvelle source de publicité et fait part de la bonne nouvelle à ses connaissances; parfois aussi il meurt — et c'est le silence.

Le péril est donc grand. Mais les réclames médico-pharmaceutiques sont-elles punissables? C'est ce que nous nous proposons de rechercher.

Il n'existe dans le droit pénal français aucun texte spécial réglemant ou réprimant ce genre de publicité. On trouve seulement sous le premier empire, une circulaire administrative du préfet de police qui fut adressée aux journaux parisiens le 1er février 1803 : « Je m'aperçois chaque jour davantage, citoyens, que des individus qui n'ont aucun titre légal pour exercer la médecine ou la pharmacie, font annoncer dans les journaux des médicaments et des compositions dont l'efficacité n'est nullement garantie. Comme la santé des citoyens pourrait être compromise par l'usage de ces remèdes, je vous recommande de n'en insérer dorénavant les annonces dans votre journal qu'autant qu'elles auront été revêtues de mon approbation ». On reconnaît au sètyle la manière forte et brutale du Premier Empire. De nos jours si l'on réprime la publicité, ce ne peut être que par l'application des textes généraux.

Exercice illégal de la médecine. De nombreux auteurs ont soutenu que les réclames médico-pharmaceutiques

tombent sous le coup des dispositions réprimant l'exercice illégal de la médecine lorsqu'elles n'émanaient pas d'un médecin. Cette thèse fut soutenue à la Société de Médecine légale en 1904 (1). Elle fut reprise et développée quelques années plus tard par MM. E. H. Perreau et G. de Lacoste (2).

L'argumentation est très serrée et très forte. L'esprit général de la loi n'est-il pas de réprimer les agissements susceptibles de compromettre la santé publique, de quelque nature qu'ils soient? C'est ce que déclara le rapporteur de la loi de 1892, M. Cornil. «Nous avons supprimé la tentative de définition du traitement... Nous avons préféré laisser aux tribunaux plus de latitude». Les tribunaux disposent donc d'un large pouvoir d'appréciation. On objecterait vainement que l'auteur de la réclame donne seulement des conseils; la jurisprudence les déclare punissables (Trib. corr. Seine, 3 déc. 1901, Bull. Synd. Méd. Seine déc. 1901). L'article de journal, le prospectus qui décrivent les symptômes de la maladie, indiquent le nom du remède et l'adresse du laboratoire ou du pharmacien où on pourra se le procurer, donnent bien des conseils et même une véritable consultation. Il n'est pas indispensable que le guérisseur soit en relations directes avec le malade. M. Chevandier déclarait à la Chambre qu'il devait tomber sous le coup de la loi sur l'exercice illégal de la médecine, «celui qui a l'habitude de donner des conseils, quelquefois même sans voir le malade, ce qui est bien plus grave, bien

(1) Leredu et Georges Rocher, Bull. de la Soc. de Méd. lég. de France, 1904, p. 146 et suiv. 163 et suiv.

(2) E. H. Perreau, Elém. de jurisprud. méd. (1908) p. 89 à 94. G. de Lacoste, L'exercice illég. de la méd. et les articles de réclame médico-pharmaceutiques à tournure scientifique (1911).

plus imprudent, tout diagnostic faisant défaut, celui-là dis-je, qui donne habituellement des conseils alors qu'il ne peut savoir de quel mal il s'agit, doit être puni par la loi». Le tribunal correctionnel de Niort jugea que des consultations données par des intermédiaires étaient punissables (3 nov. 1898. C. M. 1900, p. 94). Quant à l'habitude, elle résulte non pas de la multiplicité des destinataires de l'annonce (3), mais de la répétition et du renouvellement des annonces; or comme les réclames se succèdent très rapidement dans le temps, cette preuve est facile à faire. Bien plus, le renouvellement continu d'une réclame ne prouve-t-il pas son efficacité et ne démontre-t-il pas que son bénéficiaire a traité des malades ?

Cette thèse bien présentée et vigoureusement soutenue emporta l'assentiment de la plupart des auteurs (4). Une telle interprétation ne saurait cependant nous convaincre; nous la jugeons incomplète et fausse parce qu'elle fait totalement abstraction du lien de causalité. En droit civil, pour déclarer l'article 1382 applicable, il faut prouver l'existence d'un lien de cause à effet contre le dommage causé et la faute d'une personne. De même en droit pénal

(3) C. de Paris, 29 juin 1904, S. 1904-2-264; cet arrêt concerne le délit d'excitation de mineurs à la débauche.

(4) Elle fut soutenue au Congrès de 1906 pour la répression de l'exercice illégal de la médecine. Mais à la suite du rapport contraire présenté par M. le conseiller Jacomy, le congrès se rangea à cette dernière opinion et il vota la résolution suivante : «Les réclames médico-pharmaceutiques qui décrivent des symptômes d'une maladie, en font connaître la marche, les conséquences et notamment indiquent le remède et son emploi, comme devant amener la guérison ou une atténuation dans l'état du malade - constituent un danger public, et il y a lieu de demander au législateur d'étendre aux auteurs de ces réclames les dispositions de l'art. 16 de la loi du 30 nov. 1892 sur l'exercice de la médecine.

on ne peut punir une personne que si l'on démontre qu'elle a commis une infraction. Dans l'hypothèse que nous étudions, il faut qu'il existe un rapport de causalité suffisamment caractérisé entre la publicité et ses effets. Ce criterium dont on n'a pas suffisamment tenu compte à notre avis, est la clef de toute la jurisprudence.

Les tribunaux déclarent que la propagande seule n'est pas punissable (C. de Montpellier 29 avr. 1910, Gaz. Trib. 1911-1. -Table V° Médecin, n° 14; — C. de Dijon, 2 juill. 1935, Gaz. Pal. 1936-1-79). Mais il arrive souvent que les clients attirés par la publicité posent des questions à l'auteur de la réclame (un pharmacien généralement); celui-ci répond soit par lettre, soit par l'envoi d'un prospectus détaillé constituant une véritable consultation et recommandant l'usage de telle ou telle spécialité. C'est cette correspondance particulière qui joue le rôle déterminant et qui fixe définitivement le malade sur le traitement à suivre. Dans ces cas il y a exercice illégal de la médecine parce qu'il existe un rapport nettement établi entre le malade traité et l'auteur de la publicité (Trib. corr. Seine, 15 nov. 1895, Pand. Fr. 1896-2-340. — Trib. corr. Seine 15 janv. 1909, La Loi, n° du 30 mars 1909. — Trib. corr. Rouen, 6 juill. 1909, Ann. jurispr. pharm. 1909-59. — C. d'Orléans, 20 juin 1911. S. 1911-2-304). De plus la distribution de prospectus, l'échange de correspondance, peuvent caractériser l'habitude ou la direction suivie (Trib. corr. Rennes 4 juin 1910, Ann. jurispr. pharm. 1910-127; Orléans, 20 juin 1911, précité).

La Chambre criminelle de la Cour de cassation a eu l'occasion de statuer sur une affaire de cette nature (Cass. crim. 24 nov. 1922, D. P. 1923-1-39, S. 1923-1-393 et la note de M. E. H. Perreau). Voici les faits. Une herboriste avait acquis les laboratoires de botanique des tisanes de l'abbé

Hamon. Elle avait sollicité la clientèle au moyen d'une grosse publicité; elle conseillait aux personnes atteintes d'une des maladies énumérées dans ses annonces de recourir, pour trouver la guérison, «à l'emploi des tisanes préconisées dans la brochure des vingt cures, œuvre de l'abbé Hamon, mise gratuitement à la disposition de ceux qui souffrent». Des malades écrivaient à l'herboriste qui, en réponse à leurs lettres, expédiait ladite brochure qui, pour chacune des vingt maladies, indiquait la manière d'employer la tisane, spécifiait le traitement à suivre, et fixait le prix du traitement. L'herboriste fut condamnée pour exercice illégal de la médecine ainsi que l'abbé Hamon, auteur de la brochure; il se pourvut en cassation, mais son pourvoi fut rejeté.

Cette espèce diffère profondément du cas où un pharmacien délivre un remède choisi par un client. Comme le note très justement M. Perreau «ici encore le malade prétend bien connaître la nature de son mal; mais il n'en connaît pas le remède, ni même le genre de remèdes applicables, et par conséquent encore moins le mode d'emploi. Un genre de remèdes lui sera conseillé par les notices et réclames répandues dans le public; tel d'entre eux et son mode de traitement lui sera précisé dans la brochure expédiée sur sa demande. Ce sont là des éléments essentiels à l'indication d'un traitement». Mais ce qui constituait le délit, ce n'était point les conseils généraux donnés dans les annonces de journaux de recourir à tel genre de tisanes, c'était l'envoi, «en réponse aux malades attirés par cette large publicité», d'une brochure contenant l'exposé de vingt traitements et le prix de ces traitements; le malade y trouvait le traitement approprié à son affection; son choix n'était pas libre parce qu'il était limité,

fixé et déterminé par les indications contenues dans la notice envoyée sur sa demande; les précisions fournies et l'indication de la cure à suivre étaient une consultation médicale. De ce fait le lien de causalité se trouvait établi entre la participation au traitement des maladies et l'activité de l'herboriste et de l'abbé Hamon.

Ainsi les réclames médico-pharmaceutiques ne sont pas considérées comme constitutives de l'exercice illégal de la médecine; elles ne le deviennent que lorsque leur auteur répond par l'envoi de lettres ou de brochures aux demandes des clients attirés par la publicité et participe ainsi directement au traitement des maladies.

Exercice illégal de la pharmacie. La réclame pour des produits pharmaceutiques peut aussi tomber sous le coup de l'article 36 de la loi du 21 germinal an XI qui frappe d'une amende de 25 à 600 francs « toute annonce et affiche imprimée qui indiquerait des remèdes secrets sous quelque dénomination qu'ils soient présentés ». Mais depuis le décret du 13 juillet 1926, les remèdes secrets sont devenus rares. Voici en effet la nouvelle définition du remède secret : art. 1 « Les médicaments simples ou composés, préparés à l'avance en vue de la délivrance au public ne peuvent être considérés comme remèdes secrets lorsqu'ils portent inscrits sur les flacons, boîtes, paquets, le nom et la dose de chacune des substances actives entrant dans leur composition, ainsi que le nom et l'adresse du pharmacien qui prépare le médicament ».

Autres délits possibles. La publicité peut également contenir une provocation à l'avortement, indiquer des cabinets médicaux ou prétendus tels où l'on pratique les avortements, ou bien encore renfermer une propagande anti-

conceptionnelle. Ces deux délits sont frappés d'emprisonnement et d'amende par la loi du 31 juillet 1920.

Cette prétendue réclame médicale peut également publier des descriptions obscènes ou contraires aux bonnes mœurs et faire encourir à ses auteurs les peines de la loi du 16 mars 1898 (Cass. crim. 25 mars 1911, S. 1911-1-486).

Enfin, comme nous le verrons ailleurs, la publicité mensongère peut servir à caractériser l'escroquerie.

CHAPITRE II.

DELITS POUVANT ETRE COMMIS PAR LES PERSONNES EXERÇANT ILLEGALEMENT.

L'examen de la jurisprudence montre que bien souvent les irréguliers de la médecine se rendent coupables non seulement du délit d'exercice illégal, mais encore de quelques autres délits ayant avec le premier des rapports étroits.

Beaucoup de charlatans sont passibles des peines de l'escroquerie; d'autres font preuve d'une telle maladresse qu'ils tuent ou estropient leurs victimes, et sont poursuivis pour homicide et blessures par imprudence...

Nous pensons que l'examen de ces principaux délits ne sera pas inutile; ils sont en effet passibles de peines plus élevées que l'exercice illégal et notamment d'emprisonnement; aussi lorsque la poursuite peut relever une de ces infractions, ne manque-t-on pas d'agir sous cette qualification, afin d'obtenir l'application de peines plus efficaces que celles de la loi de 1892.

Section I : Escroquerie.

Section II : Homicide et blessures par imprudence.

Section III : Administration de substances nuisibles à la santé.

SECTION I.

Escroquerie.

Parmi les guérisseurs, il en est certes quelques uns qui sont réellement désintéressés et animés du seul désir de soulager les maux de leurs semblables; mais par contre, il en existe beaucoup qui, poussés par des sentiments moins nobles et moins généreux, ne songent uniquement qu'à profiter de l'état de dépression ou d'affolement de leurs victimes pour en soutirer les plus fortes sommes; à quels sacrifices un malade ou sa famille ne consentiraient-ils pas, lorsqu'un charlatan leur promet une guérison que seul — à ses dires — il est capable d'obtenir?

Notre ancien Droit., puis le Code Civil (art. 909) avaient si bien senti ce danger qu'ils ont établi une incapacité spéciale de recevoir à titre gratuit, à l'égard des docteurs en médecine ou en chirurgie, des officiers de santé et des pharmaciens; ces dispositions ont été, à très juste titre, étendues par la jurisprudence aux charlatans, magnétiseurs et autres empiriques exerçant illégalement la médecine (trib. civ. Lyon, 20 juin 1893, D. P. 1896-2-349 et, sur appel, Lyon, 17 juin 1896, D. P. 1897-2-419).

La loi du 30 novembre 1892 ayant pour objet la protection de la santé publique, ses dispositions sont d'ordre public; aussi les tribunaux rejettent-ils les demandes en payement de leurs honoraires formées par des empiriques; pour écarter leurs prétentions les juges font appel à la notion d'ordre public et de cause illicite (code civ. art.

1131) (trib. civ. Valenciennes, 19 mai 1904, Gaz. Trib. 1904-2-2-467).

Ces dispositions du Droit civil seraient insuffisantes pour protéger la fortune des victimes des charlatans, si le Droit pénal ne donnait son concours. Nous nous proposons d'exposer, dans ce chapitre les rapports pouvant exister entre l'escroquerie et l'exercice illégal de la médecine; question importante en pratique, car lorsque les éléments constitutifs de l'escroquerie se trouvent réunis, les juges préfèrent appliquer les peines de l'art. 405 du Code pénal, beaucoup plus rigoureuses que celles de la loi de 1892.

Pour que les conditions de l'art. 405 soient remplies, il faut : l'intention coupable de l'agent, l'emploi de moyens frauduleux pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir imaginaire..., la remise de fonds meubles... et le préjudice causé à autrui.

Les moyens frauduleux consistent : soit dans l'usage de fausses qualités, soit dans l'emploi de manœuvres frauduleuses.

Fausse qualité. L'usage du titre de docteur en médecine pris pour donner confiance au malade et lui fournir des soins rémunérés, ne saurait constituer « l'usage de fausses qualités » et entraîner par cela seul les peines de l'escroquerie; en effet il ne s'agit là que du délit d'exercice illégal de la médecine avec usurpation de titre, prévu et puni par l'art. 19 de la loi du 30 novembre 1892 (Cass. crim. 2 avr. 1897, D. P. 1898-1-316). Il n'y aurait escroquerie que si la qualité de médecin, dentiste, sage-femme avait été prise, non pour donner des soins, mais pour se faire remettre des fonds ou l'un des objets énumérés à l'art. 405.

Manœuvres frauduleuses. Il suffit de jeter les yeux sur les rapports des congrès sur l'exercice illégal de la médecine ou sur le livre de Sentourens (ou Saint-Aurens), «Les charlatans de la médecine», pour voir jusqu'où peut aller le cynisme des charlatans. Cependant le mensonge, les fausses allégations, les boniments, les prospectus, les annonces dans les journaux proclamant des cures plus ou moins merveilleuses et vantant des remèdes extraordinaires, ne sauraient constituer l'escroquerie; il faut quelque chose de plus, un fait extérieur qui vienne confirmer ces mensonges, la «mise en scène» ou l'«intervention d'un tiers». L'examen de la jurisprudence éclairera le sens de ces expressions. Ainsi le fait de promettre une guérison que l'on est pas en état d'accomplir, n'est qu'un simple mensonge et non une escroquerie (Cass. crim. 21 juin 1855, D. P. 1855-1-304); plus récemment, la Cour de cassation a jugé également que le fait par un bandagiste de se faire passer pour «éminent spécialiste» et de publier dans les journaux des attestations mensongères de guérison n'était pas un délit (C. de Caen 15 juill. 1914 et sur pourvoi, Cass. crim. 14 janv. 1915, D. P. 1919-1-60). Parfois même les mensonges, allégations et autres moyens pour tromper le malade sont poussés très loin; cependant les tribunaux n'y voient le plus souvent qu'un bluff commercial échappant à la loi pénale (trib. corr. Mamers 5 févr. 1923, réformé par C. d'Angers, 3 mai 1923, Gaz Pal. 1923-2-378).

Mais bien souvent les illégaux de la médecine, pour accroître leur prestige aux yeux de leurs victimes et se faire verser des honoraires plus élevés, fondent des «Instituts» aux noms sonores, ouvrent des officines, s'entendent avec des pharmaciens et lancent une énorme publicité.

Dans le cas où des tiers interviennent, pour confirmer

les allégations mensongères de prétendus guérisseurs, la répression est assez souvent possible, car on se trouve en présence d'une fraude ourdie et machinée constituant la manœuvre répréhensible de l'art. 405 du Code pénal; un exemple des plus typiques d'escroqueries commises par des guérisseurs ou prétendus tels, est celui de l'institut Mac-Laughlin.

Quatre individus, dont aucun n'était docteur en médecine, avaient fondé, pour exploiter la crédulité publique, un «Institut Mac-Laughlin»; ils avaient fait une tapageuse publicité pour des «ceintures électro-vigueur» possédant le pouvoir extraordinaire et presque miraculeux de guérir toutes sortes de maladies. Trompé par la réclame, le malade achetait d'abord un modèle de ceinture du prix le moins élevé; le plus souvent il recourait aux consultations médicales que l'«Institut» donnait soit dans ses locaux, soit par correspondance; le but de ces consultations était uniquement de prescrire des ceintures plus efficaces, c'est à dire d'un prix plus élevé; pour augmenter la confiance des clients, des docteurs en médecine étaient attachés à l'établissement, mais lorsqu'ils étaient consultés, ils ordonnaient toujours l'emploi desdites ceintures, sur l'efficacité desquelles aucun des membres de l'institut ne se faisait d'illusion. Dans ces conditions, la cour de Paris a jugé : «que, si envisagée isolément, la publicité mensongère, et la mise en scène, quelque habile qu'elle soit, ne peuvent constituer la manœuvre frauduleuse, il en est autrement lorsqu'à ces agissements est jointe, soit la présence effective, soit l'intervention démontrée par la correspondance, du médecin qui, aux yeux des malades non prévenus, a conservé intacte toute son autorité; que l'adjonction du médecin dans ces conditions constitue l'intervention déter-

minante du tiers telle que l'a admise la jurisprudence et caractérise la manœuvre frauduleuse au sens de l'art. 405 du Code pénal. Les fondateurs de l'«Institut» furent condamnés pour escroquerie et les docteurs en médecine pour complicité d'escroquerie par aide et assistance (C. de Paris, 7 juin 1912, Gaz. Trib. 1912-1-2-476 et sur pourvoi, Cass. crim. 8 févr. 1913, Gaz. Trib. n° du 15 févr. 1913). A la même époque, la Cour de Paris condamna pour escroquerie et complicité d'escroquerie des individus vendant des appareils «Sterilus» et une «poudre anticonceptionnelle» n'ayant aucune efficacité médicinale. Dans ce cas, il y avait également intervention d'un tiers (Cours de Paris 23 mai 1912, Gaz. Pal. 1912-1-714); peu importe que le tiers soit de bonne ou de mauvaise foi (Cass. crim. 8 juill. 1860, D. P. 1860-5-149); dans le premier cas il n'est pas punissable faute d'intention coupable; dans le second, il est complice ou co-auteur du délit (Cass. crim. 15 févr. 1894, D. P. 1896-1-219); d'ailleurs pour que l'intervention du tiers caractérise l'escroquerie, il faut que ce tiers agisse en son propre nom; il n'y aurait pas manœuvre frauduleuse s'il se présentait comme le simple mandataire ou représentant du guérisseur ou encore si son intervention n'avait pas été provoquée par celui qui se propose d'en profiter (Cass. crim. 15 déc. 1900, D. P. 1901-1-485).

La mise en scène peut également résulter de l'emploi de cérémonies plus ou moins magiques, mystérieuses et étranges, de nature à faire impression sur les victimes; tel le cas de ce prêtre qui usant de procédés magiques et religieux et promettant de guérir une enfant, escroqua la fortune des parents (Cass. crim. 19 janv. 1901, D. P. 1901-1-342).

Plus récemment la Chambre criminelle de la Cour de cassation a jugé que le fait, par une guérisseuse, de re-

mettre une en poche cachetée contenant des litanies en prescrivant de la mettre sous le dos du malade, et de faire par ce moyen, espérer à la mère la guérison de son fils, constituée une manœuvre caractérisée, ayant pour but de persuader à un esprit crédule l'existence d'un pouvoir imaginaire et de lui faire naître l'espérance d'un événement chimérique» (Cass. crim. 28 déc. 1934, D. H. 1935-101 (1)).

Il y aurait également manœuvre frauduleuse, constitutive de l'escroquerie, dans le fait de produire des certificats mensongers, écrits par soi-même et portant des signatures surprises, pour persuader l'existence imaginaire de guérir les maladies (Cass. crim. 28 sept. 1865, S. 1866-1-230).

Le magnétisme et l'escroquerie. L'emploi du magnétisme comme agent thérapeutique devait susciter des difficultés (2). Depuis le moment où Mesmer formula ses principes, le magnétisme eut ses partisans enthousiastes, proclament très haut l'excellence de ses résultats, et ses ennemis implacables, niant l'existence des phénomènes magnétiques et criant au charlatanisme et à l'imposture.

Il est évident que l'emploi du magnétisme comme moyen de traitement apparaît aux yeux de ses adversaires comme une véritable supercherie et même une escroquerie. La Cour de cassation eut, de bonne heure, à se prononcer sur cette délicate question; un jugement avait condamné pour escroquerie des individus qui avaient soigné par le magnétisme; ce jugement fut cassé; «Attendu que le jugement

(1) Quelques autres décisions ayant condamné des charlatans pour escroquerie : C. d'Aix, 12 juin 1896, La Loi n. des 14-15 juill. 1896. — C. d'Agen, 30 oct. et 27 déc. 1901, D. P. 1904-2-238. — Trib. corr. Seine, 20 avr. 1910, Gaz. Trib. 1910-1-2-461. — Trib. corr. Seine, 9 mai 1914, Gaz. Pal. 1914-2- et 1915 p. 5. — Cass. crim. 18 mai 1912, Bull. crim. n. 280, p. 505.

(2) Sur le magnétisme et l'exerc. illég. de la méd. v. supra p. 151 à 161.

attaqué ayant reconnu avec raison qu'il n'y avait point à s'expliquer sur le mérite et les effets du magnétisme animal, il en résultait l'obligation pour constituer le délit d'escroquerie imputé aux prévenus, d'établir, à l'aide des faits et des circonstances de la cause, que les manœuvres par lesquelles ceux-ci auraient voulu persuader l'existence d'un pouvoir imaginaire, pour faire naître l'espoir d'un événement chimérique et escroquer ainsi une partie de la fortune d'autrui, étaient autres que l'emploi du magnétisme; — Et attendu qu'en dehors de l'emploi de ce système, le jugement attaqué ne signale aucun fait qui serait de nature à justifier la qualification du délit d'escroquerie et l'application de la peine; — Que néanmoins il a appliqué l'art. 405 du Code pénal; — En quoi il a été fait une fausse application de cet article : — Casse». (Cass. crim. 18 août 1843-1-911). Cet arrêt rendu dans des circonstances de fait très défavorables (J. G. Dalloz, Vo Vol. n. 807) est très important. Il affirme très nettement, comme d'ailleurs l'avait fait le jugement attaqué, que les tribunaux n'ont pas à porter d'appréciation sur la nature et les effets du magnétisme; en conséquence, il n'est pas possible de considérer son seul emploi comme constitutif de l'escroquerie, si, par ailleurs, on ne relève pas de manœuvre frauduleuses; cette solution de la Cour de Cassation est la base d'une jurisprudence qui ne s'est pas démentie par la suite. Ces principes ont été rappelés plus récemment par un jugement du tribunal correctionnel de Versailles; il a refusé d'appliquer l'art. 405 à une magnétiseuse pour ce motif : «que pour prononcer des condamnations les tribunaux ne se fondent que sur des vérités certaines et incontestées; qu'il leur est, par suite, interdit de prendre parti dans la controverse qui s'agit...» (Trib. corr. Versailles, 7 avr. 1910,

Gaz. Pal. 1910-1-508. -- Cf. Trib. corr. Seine, 6 janv. 1899, Gaz. Trib. 1899-1-2-177 et P. F. 1900-2-60. C. d'Amiens, 22 mars 1907, France jud. 1907, t. 2, p. 253).

Mais par contre lorsque certains faits extérieurs viennent prouver la mauvaise foi des prétendus magnétiseurs, les tribunaux appliquent alors l'art. 405; ainsi, le sommeil feint et simulé n'est qu'une manœuvre pour persuader l'existence d'un pouvoir imaginaire (Cass. crim. 22 août 1861, J. G. Dalloz, Vo. Vol, n. 807. — Cass. crim. 4 juin 1859, J. G. Vo Vol, n. 775. — Cass. crim. 12 déc. 1861, S. 1862-1-321. — Cass. crim. 18 mai 1912, Bull. crim. 1912, n. 280, p. 505); de même le fait de produire des certificats surpris pour faire croire à l'effet curatif du magnétisme (Cass. crim. 28 sept. 1865, S. 1866-1-230). D'une façon plus générale, les tribunaux appliquent les peines de l'escroquerie toutes les fois que, des circonstances de la cause, il apparaît certains faits extérieurs révélant que l'emploi du magnétisme n'était qu'une simulation pour tromper autrui. (Cass. crim. 2 nov. 1873, D. P. 1874-5-232. — Agen 30 oct. et 27 déc. 1901, D. P. 1904-2-258. — Cass. crim. 6 août 1914, Bull. crim. 1914, n. 359, p. 662) (3).

Préjudice. La dernière condition exigée pour qu'il y ait escroquerie est le préjudice éprouvé par la victime; mais

(3) Selon l'analyse très juste de M. Maurice Garçon, dans son mémoire «le magnétisme devant la loi pénale», la répression de l'emploi du magnétisme sous la qualification d'escroquerie supposerait :

- 1) Que le magnétisme animal est une chimère;
- 2) Que son emploi dans un but thérapeutique est une manœuvre destinée à faire croire à l'existence d'un pouvoir chimérique;
- 3) Que ceux qui l'emploient ne se font aucune illusion sur la valeur curative du traitement.

A cela, on peut joindre, dans certains cas, l'intervention d'un tiers venant donner force et crédit aux allégations du prétendu magnétiseur.

lorsque l'exercice illégal de l'art de guérir se double d'escroquerie, il arrive bien souvent que, de leur propre mouvement, les victimes remettent certaines sommes au prétendu guérisseur, parce qu'elles se croient obligées; le caractère volontaire et en apparence spontané de ces remises de fonds ou d'objets ne fait pas disparaître l'escroquerie; le but des manœuvres n'était-il pas d'obtenir finalement la remise de ces sommes? (Cass. crim. 22 août 1861, Bull. crim. 1861, n. 162. — Cass. crim. 12 déc. 1861 S. 1862-1-321). On ne saurait donc souscrire à la solution contraire du tribunal correctionnel de Saint-Yrieix (6 juin 1933, S. 1933-2-166).

Faits constituant à la fois l'exercice illégal et l'escroquerie. Pour terminer, nous examinerons la question suivante qui s'est présentée à plusieurs reprises dans la pratique judiciaire. Il est des cas où les agissements commis à l'égard de certaines personnes et dans le même temps peuvent être considérés comme constituant deux délits caractérisés : l'exercice illégal de la médecine et l'escroquerie; que doivent faire les juges? Peuvent-ils relever les deux délits?

La réponse repose sur une distinction : le juge peut relever les deux délits si l'un et l'autre reposent sur des faits distincts, propres à chacun d'eux; cependant la peine la plus forte sera seule prononcée, en vertu du principe du non-cumul des peines (C. Instr. cr. art. 365, in fine) (trib. corr. Nancy, 3 nov. 1928, D. P. 1929-1-91).

Mais au contraire, il peut arriver que les mêmes faits constituent l'une et l'autre infraction; dans ce cas il ne saurait y avoir inculpation cumulative; le plus souvent l'exercice de la médecine n'est qu'un moyen de commettre une escroquerie; seule cette inculpation peut alors être retenue, parce qu'il y a indivisibilité entre les éléments des

deux délits; l'exercice illégal de la médecine n'est plus alors qu'un élément constitutif de l'escroquerie; Dans l'affaire de l'Institut Mac-Laughlin», la Cour de Paris décide : «Considérant que si le délit d'exercice illégal de la médecine est établi (à l'encontre des membres de l'institut) ... on ne saurait isoler ces divers éléments du délit d'escroquerie avec lequel ils ont un lien étroit, en tant que servant à caractériser les manœuvres frauduleuses constitutives dudit délit; que dans de telles conditions le délit d'exercice illégal de la médecine ne saurait être retenu» (C. de Paris, 7 juin 1912, Gaz. Trib. 1912-1-2-476) (Dans le même sens : C. d'Aix, 12 juin 1896, La Loi, n° des 14-15 juill. 1896).

SECTION II.

HOMICIDE ET BLESSURES INVOLONTAIRES.

Il arrive que les soins donnés par ceux qui exercent illégalement aient des suites fâcheuses pour leurs clients; assez souvent ils restent estropiés définitivement ou meurent des suites d'un traitement ordonné à contre-temps. Aussi les tribunaux appliquent-ils à ces guérisseurs et rebouteurs les articles 319 et 320 du code pénal punissant les homicides et blessures par imprudence. Ainsi l'apposition par un rebouteur, sans réduction préalable de la fracture, d'attelles ayant amené la formation d'un cal défectueux et entraîné une opération chirurgicale grave, constitue une blessure par imprudence (Trib. corr. Nantes, 13 oct. 1931, D. H. 1931-567). De même le praticien non diplômé, qui sans se renseigner sur l'état de santé général de son client ne prend pas les précautions exigées et provoque une hémorragie mortelle en arrachant une dent, se rend coupable d'homicide par imprudence (trib. corr. Versailles, 23 févr. 1934, Gaz. Pal. 1934-1-843). Selon M. E. Garçon «il n'est même pas nécessaire d'établir contre eux un fait de maladresse ou d'imprudence particulier : il suffit qu'ils aient exercé la médecine sans droit et se soient ainsi rendus coupables d'inobservation de la loi» (Code pén. ann.

art. 319-320, n. 217 (1). Cependant les tribunaux ont soin de relever l'imprudence et l'impéritie (trib. corr. Nantes et Versailles précités — C. de Paris, 16 mai 1900, Gaz. Trib. 1900-2-2-39) et au cas où le lien de causalité ne leur paraît pas établi entre la blessure et la faute, ce doute entraîne l'acquittement du prévenu (Trib. corr. Alger, 4 nov. 1893, D. P. 1395-2-69. — Trib. corr. Seine, 22 juill. 1901, La Loi n° du 23 oct. 1901. — Trib. corr. Montdidier, 18 déc. 1907, La Loi n° du 26 déc. 1907). Pourtant dans ces deux cas, les prévenus furent condamnés pour exercice illégal de la médecine.

Bien entendu, à côté de la responsabilité pénale, il existe la responsabilité civile du guérisseur; cependant il a été jugé (Trib. corr. Nantes, précité) que la victime ou ses représentants commettaient de leur côté, une imprudence certaine, autorisant à réduire les dommages-intérêts qui leur sont alloués (en l'espèce réduction du tiers).

(1) Au cas contraire où un individu aurait donné exceptionnellement des soins à une personne, il serait nécessaire pour appliquer les articles 319 et 320, de relever contre le prévenu un fait déterminé d'impéritie (Code pén. ann. par E. Garçon, art. 319 et 320, n. 218).

SECTION III.

ADMINISTRATON DE SUBSTANCES NUISIBLES A LA SANTE.

Un guérisseur avait procédé à l'injection dans la vessie d'un de ses malades d'un liquide de sa composition; à la suite de ce traitement le malade eut une cystite très grave dont il faillit mourir. Le charlatan fut déclaré coupable du délit d'exercice illégal de la médecine et de celui d'administration de substances nuisibles à la santé; il se pourvut en cassation. La Cour (cass. crim. 5 juill. 1928, S. 1930-1-37) rejeta le pourvoi parce que les faits constatés renfermaient les éléments du délit de l'article 319 du code pénal; or les faits relevés dans l'arrêt sont les suivants : 1° administration d'une substance nuisible; 2° maladie occasionnée par l'absorption de cette substance; 3° connaissance par l'agent de l'effet nuisible du liquide administré.

Mais les auteurs (Garraud, traité théor. et prat. du dr. pén. fr. 3e éd. t. 5, p. 243 et E. Garçon, code pén. art. 317, n. 85) sont d'accord pour déclarer que «l'intention pour ce délit, exige autre chose que la simple connaissance de la nature nuisible de la substance; il faut que l'agent ait su qu'en fait elle produirait ses effets pernicieux et causerait un préjudice à la santé d'une personne... L'intention exige un *dolus specialis*».

Ce *dolus specialis* existait-il en l'espèce? L'arrêt ne l'indique pas; peut-être la Cour a-t-elle voulu décider que, lorsque, même dans un but curatif, un individu adminis-

trait des substances qu'il savait produire, au moins temporairement, un effet nuisible à la santé, il devenait passible de l'article 317 du code pénal, à la différence du médecin qui tient au contraire ce droit de son diplôme de doctorat.

TITRE V.

MOYENS PROPOSES POUR LUTTER CONTRE L'EXERCICE ILLÉGAL.

Les amendes de la loi de 1892 (compte tenu des décimes dont il faut les majorer) ne constituent qu'une faible pénalité pour certains guérisseurs qui ne les considèrent que comme une simple augmentation de leurs frais généraux. On a pu constater également que trop nombreux sont les médecins qui se livrent à l'exercice illégal en se faisant les complices des charlatans. Il est nécessaire de renforcer la répression.

«Si j'étais prince ou législateur, déclare Rousseau au début du Contrat social, je ne perdrais pas mon temps à dire ce qu'il faut faire; je le ferais ou je me tairais». Mais trop souvent nos législateurs n'ont pas la sagesse du Genevois. Ils ne savent ni se taire, ni agir. Des efforts ont été tentés pour lutter contre le charlatanisme; le Parlement a longuement discuté, mais aucune loi n'a été votée par les deux Chambres. Nous en donnerons un aperçu sommaire dans les chapitres suivants.

Chapitre I. Modifications proposées à la loi de 1892.

Chapitre II. Syndicalisme et ordre des médecins.

CHAPITRE I.

MODIFICATIONS PROPOSEES A LA LOI DE 1892.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler que la loi de 1892 ne permet pas toujours de réprimer les interventions de non diplômés. Le simple diagnostic n'est pas punissable; les soins d'hygiène ou d'esthétique ne le sont pas davantage. En permettant le diagnostic au premier venu, on favorise l'exercice illégal; un médecin suspendu du droit d'exercer sa profession peut toujours continuer à recevoir et examiner sa clientèle ; il lui suffit d'avoir un collaborateur diplômé qui, en apparence, prescrit le traitement ou le régime à suivre. Un rhabdomancien ou un radiesthésiste peut prétendre déceler les maladies. Quant à l'emploi de l'électricité ou de diverses radiations pour de prétendues considérations d'esthétique, il est cause de trop nombreux accidents.

C'est pourquoi M. Albert Nast a déposé à la Chambre, en 1934, une proposition de loi «tendant à renforcer la répression de l'exercice de la médecine dans l'intérêt des malades et à revaloriser (sic) les titres professionnels» (J. O. 1934, Doc. parl. Ch. annexe 4291).

Cette proposition a été reprise, avec quelques modifications de détail par M. Cousin qui a déposé à la Chambre, le 19 janvier 1937, une nouvelle proposition «tendant à renforcer la répression de l'exercice illégal de la médecine» (J. O. Doc. parl. Ch. annexe 1711).

Le nouvel article de la proposition est ainsi rédigé :

«Exerce illégalement la médecine :

1°) Toute personne qui, non munie d'un diplôme d'Etat de docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien-dentiste, de sage-femme... prend part, même en présence d'un médecin, à l'établissement des diagnostics et, en dehors des cas d'urgence avérée, au traitement des maladies ou des affections chirurgicales, ou se livre à la pratique de l'art dentaire ou à l'obstétrique, par acte personnel, par consultation verbale ou écrite, par correspondance, tracts ou affiches.

Sont assimilés à un traitement les actes qui dans un but d'hygiène ou d'esthétique nécessitent l'utilisation de la petite chirurgie ou de l'électro-thérapie.

§ 2 et 3 sans changement.

4) Les dispositions du 1er § du présent article ne peuvent s'appliquer aux élèves médecins, ni aux gardes malades qui agissent comme aides d'un docteur, ou que celui-ci place auprès de ses malades, et qui restent sous sa direction, se bornant à exécuter les prescriptions du médecin traitant sous la surveillance et la responsabilité de ce dernier».

Les deux lacunes signalées plus haut sont comblées. L'électrothérapie est interdite d'une façon générale, quel que soit le but poursuivi.

Le fait le plus important est la suppression de la condition d'habitude ou de direction suivie. Un seul acte serait donc punissable, comme au temps de la loi de l'an XI. Selon nous, la solution de la loi de 1892 vaut mieux, car les tribunaux ont un large pouvoir d'appréciation. L'innovation proposée est d'autant plus grave que les peines sont renforcées considérablement; il suffira d'une simple con-

sultation verbale, donnée accidentellement à la demande d'un solliciteur pour aller sur les bancs de la correctionnelle! Excès de sévérité.

Les consultations verbales, la correspondance, les tracts ou affiches seront punissables s'ils contiennent l'indication d'un diagnostic ou d'un traitement. Ce texte pourrait-il s'appliquer à la publicité pharmaceutique faite par la presse ou la téléphonie sans fil et s'adressant au public en général? Nous ne le pensons pas, la participation au diagnostic et au traitement n'étant pas suffisamment établie en ce cas. D'ailleurs pour échapper à toute sanction il suffirait de faire signer la réclame par un médecin.

On peut regretter que la proposition n'ait pas précisé les droits des masseurs et des bandagistes. Même lacune à l'égard des opticiens qui peuvent remettre des verres dans les mêmes conditions que par le passé. Cependant, ce sont des questions importantes, graves de conséquences, qu'il serait nécessaire de régler. En interdisant aux opticiens de délivrer des verres correcteurs sans ordonnance médicale, ils n'auraient certes pas à se plaindre, car le prix de vente des verres serait plus élevé.

L'article 18 de la proposition de loi, au lieu d'établir des différences pour chaque branche de l'art de guérir, médecine, art dentaire ou obstétrique, institue une peine unique : amende de 500 à 1000 francs et emprisonnement de 15 jours à trois mois, ou l'une de ces deux peines seulement, affichage du jugement à la porte du délinquant et publication du jugement dans trois journaux au moins désignés par le tribunal. En cas de récidive, les peines sont l'amende de 1000 à 3000 francs et l'emprisonnement de 3 à 6 mois, l'affichage du jugement à la porte du délinquant, l'insertion dans cinq journaux au moins et la confiscation du

matériel délictueux au profit des établissements hospitaliers.

A notre avis, cette disposition, inspirée des meilleurs sentiments, renferme, à côté d'innovations heureuses, des dispositions maladroites. L'élévation du taux de l'amende, l'apparition de l'emprisonnement obligatoire en cas de récidive, la confiscation du matériel sont d'excellentes choses; en confisquant le matériel, on arrive à punir les provocateurs de l'exercice illégal; en pratique, des fabriques de matériel médical, spécialement de matériel dentaire, vendant à tempérament des instruments, incitent des non diplômés, des prothésistes dentaires, à exercer illégalement et leur en fournissent les moyens; mais il eut été bon de préciser que le matériel pourra être confisqué, encore qu'il ne soit pas la propriété du délinquant et qu'il ne le détienne qu'à titre de location.

Par contre, nous n'approuvons pas les dispositions qui ordonnent l'affichage et l'insertion du jugement; comme nous l'avons déjà signalé, les charlatans et les escrocs passent trop souvent pour des philanthropes; la publicité ne servira qu'à en faire des victimes auprès du grand public. C'est aux intéressés, et plus spécialement aux syndicats médicaux d'apprécier s'il y a lieu de demander au tribunal la publicité du jugement. C'est pourquoi la solution ancienne qui ne fait de l'insertion dans les journaux qu'un aspect particulier de la réparation du préjudice causé, nous paraît préférable.

D'après l'article 19 «Est considéré comme usurpant le titre français de docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien-dentiste, de sage-femme ou de pharmacien toute personne qui exerçant ou non la médecine, l'art dentaire, celui des accouchements ou de la pharmacie aura

pris avec ou sans abréviation, le titre de docteur, de médecin, d'officier de santé, de chirurgien-dentiste, de sage-femme ou de pharmacien». Peines : amende de 1000 à 3000 francs et en cas de récidive amende de 2000 à 3000 francs et emprisonnement de six mois à un an. A la différence de l'article 19 de la loi de 1892, l'usurpation serait punissable indépendamment de tout exercice. L'emploi du seul titre de *docteur* est monopolisé au profit des médecins; un docteur es-lettre ou un docteur en droit serait punissable du seul fait qu'il s'intitulerait docteur encore qu'il n'exercerait pas la médecine! Autres remarques : l'article 259 du code pénal, complété par la loi du 26 mars 1924 protégeant les titres attachés aux professions légalement réglementées, ne serait pas applicable; le texte doit être étendu même à ceux qui exercent illégalement, en sorte que le charlatan qui usurpe le titre de docteur ne sera pas passible d'emprisonnement, à la différence de celui qui ne s'attribue aucun titre; il est vrai que l'amende sera plus forte; mais en l'absence d'un texte formel, les peines des articles 18 et 19 ne peuvent se cumuler.

Les membres de la profession médicale, y compris les étudiants et les pharmaciens, devraient faire suivre les titres dont ils pourraient se servir de la mention précise des villes ou établissements où ils remplissent ou ont rempli les fonctions désignées par le titre. Cette dernière mesure serait destinée à éviter que les praticiens ne se donnent des qualités fantaisistes destinés à impressionner favorablement la clientèle. Toute infraction à cette disposition serait punie d'une amende de 500 à 1000 francs et en cas de récidive d'un emprisonnement de six mois à un an.

De plus, dans tous les cas visés par l'article 19 le tribunal devra ordonner l'insertion dans trois journaux au moins qu'il désignera.

Enfin l'article 20 de la proposition est ainsi conçu : «Est considéré comme ayant usurpé le titre français de docteur en médecine, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme quiconque excipant d'un diplôme étranger et se livrant à l'exercice de la médecine, de l'art dentaire ou des accouchements, aura pris le titre de docteur, de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, avec ou sans abréviation, sans le faire suivre immédiatement en mêmes caractères de l'indication en français de la faculté étrangère qui a conféré le diplôme. Il sera puni d'une amende de 1000 à 3000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 2000 à 3000 francs et d'un emprisonnement de six mois à un an, sans préjudice, au cas d'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire ou de celui des accouchements des pénalités prévues par l'article 18 de la présente loi».

La fin du texte laisse à désirer. Les mots «sans préjudice» signifient-ils que les peines doivent se cumuler ? En l'absence d'une disposition plus explicite, il convient de suivre la règle générale posée par l'article 365, dernier al. du code d'instruction criminelle qui interdit le cumul des peines. Dans ces conditions, l'article 20 ne peut s'appliquer qu'aux étrangers exerçant légalement; cette interprétation est conforme à celle donnée à l'article 20 actuel. Celui qui cache l'origine étrangère de son titre commet un acte de vanité très regrettable, mais les peines proposées nous paraissent trop rigoureuses.

CHAPITRE II.

SYNDICALISME ET ORDRE DES MEDECINS.

Le meilleur moyen pour les médecins de combattre le charlatanisme serait de ne pas l'encourager eux-mêmes. Certes il n'est pas question de mettre en doute l'honorabilité et le dévouement de la grande majorité des médecins. Malheureusement dans tout corps il y a des indésirables et ils sont trop nombreux parmi les médecins. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler un certain nombre de jugements condamnant des médecins pour exercice illégal; il n'est pas douteux que le nombre des jugements est bien faible par rapport au nombre total des infractions, qui se commettent journellement et qu'il est si difficile de découvrir.

Il n'y a guère de revue judiciaire qui ne renferme plusieurs jugements de condamnations pour escroquerie ou abus de confiance commis par des membres de la profession médicale. Le développement des lois sociales a mis le médecin non plus en présence du seul malade, mais de collectivités. La première de ces lois est celle du 15 juillet 1893, sur l'assistance médicale gratuite; puis ce furent celles du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, du 31 mars 1919 sur les pensions, celles enfin du 5 avril 1928 et du 30 avril 1930 sur les assurances sociales, pour ne citer que les plus importantes. Grâce à l'insuffisance de contrôle, certains praticiens ont exagéré le nombre de visites, spéculé sur les produits pharmaceutiques, délivré de faux certifi-

cats. On en trouve un «très beau cas» dans l'arrêt de la Cour de Paris du 23 juin 1931 (D. P. 1933-2-118).

Les syndicats ont parfaitement compris combien il est nécessaire de veiller au maintien de l'honorabilité de la profession. Ils ne sont pas restés de simples organismes de défense des intérêts professionnels. Ils ont institué des règles de morale professionnelle et organisé une juridiction disciplinaire à deux degrés, celle des «conseils de famille». Le fondement juridique repose sur le principe général de l'article 1134 d'après lequel «les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites» ; cette juridiction disciplinaire peut prononcer des blâmes, des avertissements et même des peines pécuniaires, contre les contrevenants aux règles syndicales; il suffit d'insérer dans les statuts une clause pénale (Code civ. art. 1152); mais comme les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes et restent inopérantes à l'égard des tiers, (Code civ. art. 1165) les sanctions disciplinaires ne peuvent frapper que les membres du syndicat. C'est pourquoi les indésirables, tous ceux dont l'activité est suspecte ou blâmable, ont soin de rester en dehors des syndicats; ils échappent de ce fait à toute sanction, à moins qu'on ne puisse relever contre eux une infraction relevant de la loi pénale, ce qui est très difficile.

Pour cette raison, certains médecins attachés à l'organisation syndicale, estiment que «la justice syndicale devrait être imposée à tous les médecins, syndiqués ou non syndiqués pour toutes les fautes ou abus au sujet desquels ils pourraient être recherchés dans l'application des lois sociales, telles que les assurances sociales, lois des pensions, accidents du travail, etc.» (Dr P. Boudin, *Concours méd.* 1936, p. 2971).

La justice syndicale ne pourrait prononcer que des peines légères, telles qu'admonestations confraternelles, avertissements, blâmes et amendes. Les sanctions plus graves, telles la suspension définitive ou temporaire du droit d'exercer seraient de la compétence des juridictions de droit commun, garantie d'impartialité et d'indépendance.

Un argument qui nous paraît décisif pour rejeter cette solution est que l'on ne doit pas imposer la décision d'un groupement à des personnes qui ne veulent pas en faire partie, car cette décision risque d'être partielle.

Nombreux sont les auteurs qui désireraient voir instituer un ordre des médecins comme il existe un ordre des avocats.

L'idée d'un ordre des médecins est ancienne déjà; un premier projet du docteur Cerise remonte à 1845; depuis de nombreux projets se sont succédés (1). En 1892, il avait été à nouveau question de l'ordre des médecins (proposition Halgan). Mais M. Cornil, rapporteur de la loi se montra défavorable; il fit valoir qu'il serait très difficile d'appliquer aux médecins les sanctions du conseil de l'ordre «Pour les avocats, ajoutait-il, lorsqu'on se trouve en présence de faits délictueux ou simplement d'irrégularités, la sanction imposée par le conseil de l'ordre, c'est la suspension de l'exercice de la profession... L'exécution de ces peines est rendue très facile : il suffit de fermer les portes du palais à l'avocat suspendu. Pour les médecins, sera-t-il possible de les empêcher de faire de la clientèle-» (J. O. Sénat, 1er avr. 1892, déb. parl. p. 361). Sur ces arguments qui parurent décisifs, la proposition fut abandonnée.

(1) V. l'excellent exposé sous forme de tableau synoptique de ces projets dans : Le syndicalisme médical, (Thèse droit) du Dr Boudin.

La création d'un ordre des médecins soulève de nombreuses difficultés que nous ne pouvons exposer en détail. Les ordres créés comprendront-ils un ou plusieurs départements? De même y aura-t-il une chambre d'appel pour toute la France? ou autant de chambres d'appel que de cours d'appel? Il faut également déterminer quelles seront les infractions que l'on devra déférer à la juridiction professionnelle; sa compétence sera-t-elle limitée aux manquements aux principes déontologiques, ou s'étendra-t-elle à des infractions prévues par la loi pénale? Autres difficultés : il faut préciser la composition de ces juridictions; des divergences sont apparues; les uns proposant qu'elles soient composées uniquement de médecins; d'autres estiment nécessaire la présence de juges professionnels. Il convient de préciser les sanctions et de prévoir les voies de recours. Autant de questions délicates qui ont fait l'objet d'études approfondies publiées dans la Revue pénitentiaire (1929, p. 313 à 363 et le Bulletin de la Société d'Etudes législatives (année 1930, p. 53 à 71 et 191 à 233, et année 1931, p. 29 à 58).

Le parlement a été saisi d'une proposition Xavier Vallat «instituant un ordre des médecins», devant prendre place à la suite de la loi de 1892 et en former le titre septième.

Le texte en a été adopté sans discussion à la Chambre, le 9 déc. 1932 (J. O. Déb. parl. p. 3503); il est venu devant le Sénat à trois reprises, aux séances du 25 janv. 1934 (J. O. Déb. parl. 1934, p. 80), du 16 mars 1934 (J. O. Déb. parl. P. 552) et du 14 janv. 1935 (J. O. déb. parl. p. 138). La plupart des articles adoptés par la Chambre l'ont été également par le Sénat. Mais des difficultés se sont présentées au sujet de la composition de la juridiction d'appel et le texte de la Chambre a été modifié. Il est donc nécessaire

que la Chambre soit saisie à nouveau et depuis cette époque l'ordre des médecins sommeille dans les cartons.

Le législateur s'est inspiré pour partie des règles de l'ordre des avocats. Nous allons donner une analyse sommaire de l'organisation proposée.

Organisation générale. «Les docteurs en médecine qui exercent dans un département forment un ordre des médecins ayant son siège au chef-lieu du département» (art. 37), et nul ne peut exercer sans être inscrit au tableau de l'ordre. L'inscription au tableau ne peut avoir lieu que si le requérant possède le diplôme lui permettant d'exercer régulièrement la médecine et que s'il exerce principalement dans le ressort de l'ordre, nul ne pouvant faire partie que d'un seul ordre (art. 37).

Chaque ordre des médecins est administré par un président assisté d'un conseil de 6, 9, 15 ou 24 membres selon l'importance du nombre des médecins. Les élections ont lieu à la majorité absolue; les absents peuvent voter par correspondance. L'article 39 précise également les conditions nécessaires pour être électeur ou éligible. Président et membres du conseil sont élus pour trois ans et rééligibles; le renouvellement du conseil a lieu par tiers, tous les ans.

Le conseil de l'ordre statue sur des demandes d'inscription au tableau; mais il n'est pas maître de son tableau; en cas de refus d'inscription, l'intéressé peut faire appel de la décision devant la cour d'appel du ressort (art. 40).

Le conseil de l'ordre a pour mission d'assurer l'observation des règles de déontologie, des principes de probité et de dévouement. «Il s'occupe des questions intéressant l'exercice de la profession». Il autorise le président à ester en justice, à acquérir ou à contracter (art. 41). Le président

représente l'ordre dans tous les actes de la vie civile (art. 42).

Organisation des pouvoirs de juridiction. «Le conseil de l'ordre départemental n'a pas le pouvoir de juridiction. Il introduit l'instance et saisit aux fins de jugement, le conseil de discipline de l'ordre» (art. 43).

Le conseil de discipline, juridiction de première instance, est commun à plusieurs départements, deux ou trois, appartenant au même ressort de cour d'appel; il comprend 7 ou 8 membres et est formé des présidents et de conseillers appartenant aux conseils départementaux; la présidence appartient au plus ancien, ou, à l'égalité d'ancienneté, au plus âgé des présidents des conseils de l'ordre départementaux auxquels n'appartient pas l'inculpé.

De cette façon la mesure proposée est une transaction destinée à donner satisfaction aux partisans de l'organisation régionale. L'Académie de médecine avait demandé une organisation régionale. «L'Académie craignant les rivalités de clocher, demande que le groupement régional englobe plusieurs départements, alors que les syndicats avaient demandé la création d'ordres départementaux» (Revue pénitentiaire, 1929, Rapport du Dr Balthazard, p. 315 à 318).

Les peines sont : «L'avertissement, la réprimande, l'interdiction temporaire ou permanente d'exercer une, plusieurs ou la totalité des fonctions médicales conférées ou rétribuées par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics, les établissements reconnus d'utilité publique, ou des fonctions médicales accomplies en fonction des lois sociales; l'interdiction d'exercer la médecine, cette interdiction temporaire ne pouvant excéder une année; la radiation du tableau de l'ordre».

La radiation entraîne une interdiction absolue du droit d'exercer. «Le médecin radié ne peut se faire inscrire au tableau d'aucun autre ordre. La décision qui l'a frappé est portée à la connaissance des autres ordres». On a dit que l'interdiction d'exercer était une mesure trop rigoureuse et l'on a fait observer que le médecin, en dehors de l'exercice de sa profession n'est généralement pas en mesure de prendre un autre métier et qu'il faut bien qu'il vive. Nous n'en voyons pas la nécessité; d'ailleurs un médecin déchu peut parfaitement être infirmier, masseur ou garde-malade.

Les articles 44 et 45 règlent la procédure à suivre : délais de comparution de l'inculpé; droit de récusation; droit de se faire assister d'un défenseur; rédaction de la sentence; notification des décisions, opposition en cas de condamnation par défaut.

Des décisions aussi graves que celles qui peuvent être prises par le conseil de discipline, ne sont pas rendues en dernier ressort; l'appel est possible devant un conseil régional (art. 46).

C'est ici que les plus vives discussions se sont élevées. Le conseil de discipline est une juridiction purement professionnelle, uniquement composée de médecins. Il est toujours à craindre des jalousies entre confrères; de plus les médecins ne sont pas des juristes; leurs décisions auront-elles toujours l'autorité souhaitable? Il importe donc d'organiser une excellente juridiction d'appel. On peut hésiter entre trois solutions : On peut s'inspirer de l'exemple du barreau et porter l'appel devant la cour d'appel, composée uniquement de juges de métier; mais on fait valoir que les juges ne connaissent pas les principes de déontologie médicale. En sens inverse on peut décider que la juridic-

tion d'appel sera uniquement composée de médecins, mais les objections rapportées plus haut subsistent. Reste un moyen terme qui a été exposé par M. Hugueney (rev. pénitentiaire, 1929, p. 335-336) : « Je crois que l'ordre des médecins, pas plus que l'ordre des avocats, ne doit être maître de son tableau. Il faut organiser un contrôle, organiser des voies de recours. Comment concevoir ce contrôle, ces voies de recours? J'avoue que pour ma part, je serais assez séduit par le système (des juridictions mixtes composées de médecins et de magistrats)... Il ne faut pas oublier que le système du méli-mélo, comme on l'a nommé, fonctionne aujourd'hui devant les tribunaux militaires, et la justice militaire a par certains côtés le caractère d'une justice professionnelle... »

C'est à cette solution qui seule peut concilier heureusement les diverses opinions que s'est rallié en principe le parlement, pour l'organisation de la juridiction d'appel; seulement l'accord n'arrive pas à se faire entre le Sénat et la Chambre. Le texte voté par la Chambre donnait la majorité aux médecins : cinq médecins et deux magistrats. Le texte adopté par le Sénat équilibre le nombre des médecins et des juges professionnels (3 médecins et 3 conseillers de la cour d'appel); mais la présidence appartient à un conseiller qui a voix prépondérante en cas de partage des voix, en sorte que la décision des magistrats peut l'emporter.

Le recours devant la Cour de cassation, contre les décisions rendues, est possible dans les conditions du droit commun.

L'article 47 précise que l'exercice de l'action disciplinaire ne met pas obstacle aux poursuites que le ministère public ou les particuliers se croient fondés à intenter, conformé-

ment au droit commun, devant les tribunaux répressifs ni aux actions civiles en dommages-intérêts.

Enfin l'article 48 détermine les conditions de réintégration des médecins radiés du tableau.

CONCLUSION.

L'ordre des médecins a de nombreux partisans (cf. L'ordre des médecins du Dr P. Cibré) et des ennemis aussi (cf. Dr P. Boudin, Concours médical., 1936, p. 2971 et surtout, Concours médical, 1933, p. 87 à 99). Une des plus graves objections soulevées par ses adversaires est la suivante : comment pourra-t-on concilier l'existence d'un ordre des médecins avec la présence des syndicats qu'il n'est pas question de supprimer? Il y aura fatalement des conflits, car les syndicats eux aussi veillent au respect des règles de morale professionnelle; les attributions du conseil de l'ordre sont très larges : «Il (le futur conseil de l'ordre) s'occupe des questions intéressant l'exercice de la profession de médecin, notamment en ce qui concerne la défense de l'honneur de la profession de médecin, de l'indépendance et des prérogatives de l'ordre» (art. 41, al. 2). Quel sera le genre d'activité propre à chacun de ces organismes? On a essayé de les concilier (rapport de M. Gaudaud, J. O. Sénat, Déb. parl. 1934, p. 80), en faisant remarquer que l'ordre s'occupera des devoirs du médecin, tandis que le syndicat veillera à l'intérêt du médecin. Nous croyons qu'en fait, la coexistence de deux institutions rivales entraînera des jalousies et des frictions; certains groupements syndicaux supportent mal la création proposée.

Toutefois, il n'est pas impossible, pensons nous, de trouver un terrain de conciliation. Les partisans du syndicalisme obligatoire ou de l'ordre des médecins se proposent le même but : réglementer disciplinairement la profession médicale et établir des règles s'imposant à tous les méde-

cins. Autre point incontesté : nécessité d'une organisation pour lutter contre l'exercice illégal. Ne pourrait-on pas sur ces bases édifier une organisation collective unique, adaptée aux exigences de la profession médicale, qui serait à la fois un organe de défense professionnelle et la gardienne de la moralité de ses membres? En d'autres termes, il faudrait une institution unique, qui participerait à la fois d'un syndicat et d'un ordre : d'un syndicat, en ce sens qu'elle protégerait la profession contre les intrus et les charlatans; d'un ordre en ce sens qu'elle veillerait à l'observation des principes de morale professionnelle. C'est d'ailleurs ce qui existe en Italie (V. le rapport de M. le conseiller Casabianca, *Rev. pénit.* 1929, p. 329).

On peut arriver à ce résultat de deux façons : en supprimant les syndicats et en complétant les attributions du conseil de l'ordre; ou bien en prenant pour base les syndicats (privés de toute nuance politique) dont on modifierait la constitution pour les adapter à leur nouvelle fonction. Peut-être même serait-il nécessaire de leur retirer le nom de syndicats, l'expression d'«ordre» semblant mieux convenir à leur nouveau rôle. De cette façon on pourrait, selon nous, réaliser l'accord dans l'unité.

VU :

Le Président de la thèse,

HUGUENEY

VU :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY

Imprimé en Belgique.

BIBLIOGRAPHIE.

- APPEL AU PARLEMENT — *Maladies des yeux et anomalies de la réfraction. Oculistes et opticiens. Nécessité d'un statut légal des opticiens*, in-8°, 1925 (16 p.) (publication du synd. gén. de l'Optique).
- APPLETON (Paul) et SALAMA (Marcel) — *Droit médical* (Introd. du professeur Balthazard), in-8°, 1931 (VII-768 p.)
- BERTHOMIER — *Charlatanisme et médecine légale*. Th. méd. Paris 1910 (98 p.)
- BONNECASE (J.) — *Le droit disciplinaire dans la profession médicale*, in-8°, 1930.
- BOUCHER (Jules) — *De l'exercice de la médecine sur la frontière franco-belge*. Th. méd. Paris 1904 (40 p.)
- BOUDIN (Paul) — *Le syndicalisme médical. Son rôle disciplinaire*. Th. droit Paris 1919 (150 p.)
- BRIAND et CHAUDÉ — *Manuel complet de médecine légale*. 10e éd. 2 vol. in-8°, 1879-1880.
- BROUARDEL (Dr Paul -Camille-Hippolyte) — *Cours de médecine légale de la Faculté de médecine de Paris. — L'exercice de la médecine et le Charlatanisme*. 1889.
- CANTALOUBE (Paul) — *L'exercice illégal de la médecine et les médocastres des Cévennes*. Th. méd. Montpellier 1904 (60 p.)
- CIBRIE (Dr Paul) — *L'ordre des médecins*; Préface de Me de Moro-Giafferi. in-8°, 1935 (116 p.) (Edité par les Laboratoires Midy).
- CLAAS (Albert) — *Contribution à l'étude de la déontologie médicale*. Th. méd. Paris 1930 (135 p.)

- CONGRES pour la répression de l'exercice illégal de la médecine. Paris 28-31 mai 1906 (1906, 2 vol.)
- CORDIER (Robert) — *L'ordre des médecins*. Th. dr. 1930.
- DAUVERGNE (Bertrand) — *Les éléments du délit d'exercice illégal de la médecine*. Th. dr. Rennes 1935 (220 p.)
- DAVID (Georges) — *De l'exercice illégal de la médecine en France*. Th. droit Poitiers 1904 (211 pages).
- DECHAMBRE — *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*. Vo Charlatanisme.
- DEMANGEAT (A.) — *De la nécessité d'un ordre des médecins*. Th. méd. Bordeaux, in-8°, 1926 (44 pages).
- DORIGNY — *Le droit médical*. 1906.
- DUBALEN (P.) — *Contribution à l'étude de l'exercice illégal de la médecine. Pratiques médicales populaires dans les Landes*.
- DUBRAC (F.) — *Traité de jurisprudence médicale et pharmaceutique*, Paris 1882, (XX-770 p.)
- DUPUY (Dr Paul) — *Du charlatanisme médical et de sa répression*. Th. méd. Bordeaux 1929 (40 p.)
- GARÇON (Maurice) — *Le magnétisme devant la loi pénale*. (mémoire à consulter). H. Durville éd. 1928.
- GASTIN (Louis) — *L'art de guérir. Trilogie scientifique et sociale. Le Droit de guérir. Le point de vue des guérisseurs. Le point de vue des médecins. Le point de vue des malades La justice par l'Egalité dans la Liberté d'exercer la Fraternité*. Editions Vallot 1929, in-16 (139 p.) (ouvrage curieux, en faveur des guérisseurs).
- GAUTHIER (Dr V.) — *Considérations sur l'exercice illégal de la médecine*. Th. Méd. Paris 1907 (71 p.)
- GILLES DE LA TOURETTE (Dr) — *L'Hypnotisme et les états analogues au point de vue médico-légal*, Paris, 1887, in-8°, Préface du Dr Brouardel.

- GORET (Camille) — *Des syndicats médicaux*. Th. droit Paris (VII-136 p.)
La jurisprudence professionnelle des chirurgiens-dentistes. Paris 1911, in-8° (287 p.)
- HELOT — *Le droit disciplinaire dans les professions médicales*, 1921.
- IGERT (Dr Maurice) — *Les guérisseurs mystiques; étude psychopathologique et médico-légale*. Th. méd. Toulouse 1928 (154 p.)
Le problème des guérisseurs. Paris 1931, in-8° (223 p.)
- LACOSTE (Georges de) — *L'exercice illégal de la médecine et les articles de réclame médico-pharmaceutique à tournure scientifique*. (Préface de M. Georges Rocher, Paris 1909, in-8° (51 p.)
- LAFOND (Dr Pierre de) — *De l'étude et de l'exercice de la médecine en France par les étrangers*. Th. méd. Paris 1934.
- LECHOPIÉ (Alfred) et FLOQUET (Ch.) — *Droit médical, ou Code des médecins, docteurs, officiers de santé...* (Préface du Dr Brouardel). Paris 1890. in-8°, (531 p.)
Exercice et enseignement de la médecine; hygiène, la nouvelle législation médicale; commentaire et texte de la loi du 30 nov. 1892... (Préface de M. le Dr Cornil) Paris 1894, in-8°, III-372 p.)
- LELIEVRE (M.) — *De l'exercice illégal de la médecine en Bretagne. — Les guérisseurs, dormeuses et rebouteurs du pays breton*. Th. méd. Paris 1907 (71 p.)
- LHONNEUR (P.) — *Contribution à l'histoire du Charlatanisme médical à Bordeaux*. Th. méd. Bordeaux 1926 (64 p.)
- MAITRE (Albert) — *La condition juridique de la sage-femme*. Th. droit Paris 1927 (234 p.)

- MAURICET (A.) — *L'exercice illégal des professions médicales et pharmaceutiques, dans le département du Morbihan 1885.*
- MAZIN (J.) — *Quelques questions de jurisprudence médicale...* Th. méd. Paris 1926 (75 p.)
- MICHEL (Raoul) — *Le pharmacien devant la loi pénale.* Th. droit Montpellier 1935 (244 p.)
- MORAND (René) — *Considérations sur l'exercice illégal de la médecine par les magnétiseurs et les somnambules.* Th. méd. Paris 1927 (102 p.)
- OKINCZYC — *L'ordre des médecins et le code de déontologie médicale.* in-8°, 1924.
- PABON (Louis) — *Manuel juridique des médecins, des dentistes et des sages-femmes, 1894, in-12(292 p.)*
- PERREAU (Etienne-Hippolyte) — *Eléments de jurisprudence médicale à l'usage des médecins,, 1908, in-8° (VIII-500 p.)*
Législation et jurisprudence pharmaceutique. 1925, in-8°.
Code de la médecine et de la pharmacie. 1926 (Petits codes Carpentier) (VIII-413 p.)
Vade-mecum juridique du chirurgien-dentiste. 1928, in-16 (Edit. de la Semaine dentaire).
Supplément au code de la médecine et de la pharmacie (à jour au 1er janv. 1930) 1930, in-16 (120 p.)
Manuel juridique du mécanicien et du fabricant de pièces dentaires. 1930, in-16 (239 p.) (édit. de la Semaine dentaire).
- PRATBERNON — *Contribution à l'étude du délit d'exercice illégal de la médecine.* Th. méd. Nancy 1907 (75 p.)
- PORCHERON - - *Les braconniers de la médecine au pays du Poitou* Th. Méd. Bordeaux, 1923 (185 p.)

- PRUNIER (Pierre) — *Condition juridique des médecins.* Th. droit, Paris, 1904 (404 p.)
- RIBEAUDEAU-DUMAS — *Jurisprudence médicale* a paru dans le T. I du traité de Pathologie médicale de MM. Sergent, Ribadeau-Dumas...)
Tome I — *Déontologie*, par Legendre et *Jurisprudence médicale* par Ribadeau-Dumas.
- RIEUTORT (Elie) — *Le Charlatanisme, danger social.* Th. méd. Paris, in-8°, 1928.
- RIVET (Jean-Henri) — *Les magnétiseurs devant la justice.* Th. droit Rennes 1932 (106 p.)
- ROCHER (Henry) — *De l'exercice illégal de la médecine en France.* Th. droit Paris 1908 (140 p.)
- ROLAND (René) — *Les médecins et la loi du 30 nov. 1892...* Avec une lettre préface du Dr Chevandier. Paris 1893, in-8° (VI-178 p.)
- SAINT-AURENS (Dr.) — *Les charlatans de la médecine* (préface du Dr Maxwell) Paris 1904, in-8° (XII-245 p.)
- SALOMÉ (Albert) — *Le médecin et la loi. Etude juridique sur la condition des médecins en droit français.* Th. droit Paris 1898.
- SENTOURENS (Dr G.) — *L'exercice illégal de la médecine et le charlatanisme médical.* Th. méd. Paris 1904 (cet ouvrage a été publié sous le nom de Saint-Aurens, V. supra).
- TEXIER — *L'empirisme et le charlatanisme.* Th. méd. Paris 1896.
- VELUTINI — *De l'exercice illégal de la médecine par les remèdes secrets — Commentaire de la loi de Germinal.* Th. méd. Paris 1912.
- WEIL (Denis) — *De l'exercice illégal de la médecine et de la pharmacie. Législation pénale et juridique.* in-8°. 1886.

TABLE ALPHABETIQUE
des matières contenues dans le livre III.

Accouchement, v. Obstétrique, Sage-femme.	
<i>Accouchement laborieux</i>	192
<i>Instruments</i>	192
Administration de substances nuisibles à la santé	259
Anesthésie	137 187
Art dentaire, v. Dentiste, Mécanicien-Dentiste	
<i>Exercice illégal de l'art dentaire</i>	175
Association entre diplômés et non diplômés v. Contrat, Concours.	
<i>de Médecins</i>	210
Bandagistes	173
Blessures par imprudence	257
Capacité, v. Incapacité.	
Chiropracticien	169
Chose jugée (<i>effet de la chose jugée</i>)... ..	139
Circoncision	147, n. 2
Circonstances aggravantes, v. Usurpation de Titre,	
<i>Récidive</i>	229
Circonstances atténuantes	217 231
Compétence Ratione Loci	138
Complicité	197
Concours (<i>prêt de concours à des non diplômés</i>)	95 195
Confiscation	266
Conseils	143 165
Contrats (<i>entre diplômés et non diplômés</i>)	199
Conventions internationales	206

Défense d'exercer	233
Dentiste, v. Art Dentaire, Diplôme, Mécanicien-Dentiste.	
<i>Dentiste patenté</i>	113 187
<i>Exercice illégal de la médecine</i>	187
Diagnostic	145 165 171
Diplome	
<i>Chirurgien-dentiste</i>	112
<i>Docteur en chirurgie</i>	111
<i>Docteur en médecine</i>	111
<i>Officier de santé (suppression)</i>	111
<i>Sage-femme</i>	113
Diplome d'Etat	111 119
Diplome d'Université	111 119
Direction suivie... ..	140 161
Docteur, v. Diplome	
Electrothérapie	171
Enregistrement des diplômes	123
Erreur de droit	132
Escroquerie	
<i>Escroquerie et exercice illégal</i>	255
<i>Faussees qualités</i>	248
<i>Magnétisme</i>	252
<i>Manœuvres frauduleuses</i>	249
<i>Préjudice</i>	254
Etrangers	
<i>Conventions internationales</i>	206
<i>Docteurs étrangers</i>	119
<i>Etudiants étrangers</i>	119
<i>Exercice de la médecine</i>	120
<i>Naturalisation</i>	120
Etudiant en Médecine	204
<i>Remplacement d'un docteur</i>	204

Fermeture (<i>d'un cabinet</i>)	233
Gardes-Malades	205
Gratuité	147
Habitude	133
Herboristes (<i>exercice illégal de la médecine</i>)	167
Homicide par imprudence	257
Honoraires	
<i>Cause illicite</i>	247
<i>Gratuité des soins</i>	147
Hypnotisme, v. Magnétisme	
Incapacité	
<i>de recevoir à titre gratuit</i>	247
<i>d'exercer : permanente</i>	114
<i>d'exercer : temporaire</i>	114
Infirmier	205
Intention	131
Intérêt professionnel	211
Irresponsabilité pénale	131
Listes	
<i>Confection</i>	123
<i>Publication</i>	123
Magnétisme-Hypnotisme	
<i>Escroquerie</i>	252
<i>Historique</i>	151
<i>Traitement</i>	155
Maladie	
<i>Définition</i>	149
<i>Maladies des femmes</i>	191 194
Masseurs	169
Mécanicien-Dentiste (<i>exerc. illég. de l'art dentaire</i>)	177
Obstétrique (<i>exercice illégal de l'</i>)	183
Officiers de Santé (<i>suppression</i>)	111

Opération césarienne	184
Opération chirurgicale, <i>définition</i>	148
Opticien, <i>exercice illégal de la médecine</i>	167
Ordonnance médicale	
<i>Modification</i>	166
<i>Renouvellement</i>	166
Ordre des médecins	271
Pedicure	170
Peine	
<i>Exercice illégal simple</i>	217
<i>Non cumul</i>	255
<i>Récidive</i>	229
<i>Usurpation de titre</i>	219
Pharmacie, <i>exercice illégal de la pharmacie</i>	163
Pharmaciens, <i>exercice illégal de la médecine</i>	161
Poursuites	209
Prescription pénale	138
Propositions de lois, v. Réformes législatives	
Prothésiste, v. Mécanicien Dentiste.	
Pseudonyme	125
Psychanalyse	152
Psychothérapie	152
Publicité du Jugement	213
Publicité Médico-Pharmaceutique	237
<i>Exercice illégal de la médecine</i>	238
<i>Exercice illégal de la pharmacie</i>	243
<i>Outrages aux bonnes mœurs...</i>	244
<i>Propagande anticonceptionnelle</i>	243
Radiothérapie	171
Radium	172
Rayons X	171
Rebouteurs	169

TABLE DES MATIERES

LIVRE I.

HISTORIQUE

I. — LE DROIT ROMAIN ET LA MEDECINE	13
-------------------------------------	----

II. — L'EXERCICE DE LA MEDECINE DU VIII ^e AU XIII ^e S.	19
---	----

III. — LA REGLEMENTATION CANONIQUE DE L'ETUDE & DE L'EXERCICE DE LA MEDECINE.	23
---	----

IV. — L'EXERCICE ILLEGAL DE LA PROFESSION MEDICALE SOUS L'ANCIEN REGIME XIII ^e — XVIII ^e S.	
---	--

Section I : Médecins

§ 1 Réglementation.	31
§ 2 Quelques décisions de jurisprudence.	41

Section II : Chirurgiens et barbiers.

§ 1 Chirurgiens.	49
§ 2 Barbiers.	53
§ 3 L'union de 1655	58
§ 4 La chirurgie après l'union de 1655.	59
§ 5. Quelques décisions de jurisprudence.	66

V — CONCLUSION.	73
-----------------	----

L I V R E II.

LA LOI DU 19 VENTOSE AN XI	75
I. — LA PERIODE DE TRANSITION	77
II. — LA LOI DU 19 VENTOSE AN XI	
Section 1 : Généralités	81
Section 2 : Exercice illégal.	85
§ 1 Exercice illégal par les personnes sans titre.	85
§ 2 Exercice illégal par les personnes munies d'un titre mais ne pouvant exercer la médecine dans sa plé- nitude.	92
Section 3 : La répression de l'exercice illégal.	
§ 1 Les peines	97
§ 2 La mise en mouvement de la répression	102

L I V R E III.

LA LOI DU 30 NOVEMBRE 1892	107
----------------------------	-----

TITRE I.

DES CONDITIONS REQUISES
POUR EXERCER LEGALEMENT

<i>Section I Diplômes et capacité nécessaires.</i>	
§ 1 : Diplômes nécessaires.	111
§ 2 : Capacité	114
<i>Section II : Situation des étrangers</i>	117
§ 1 Conditions d'obtention des diplômes	119
§ 2 Conditions d'exercice	120
<i>Section III : Les mesures préventives contre l'exercice illégal</i>	123
§ 1 : Confection des listes; enregistrement des diplômes	123
§ 2 Interdiction d'exercer sous un pseudonyme	125

TITRE II.

ELEMENTS CONSTITUTIFS	
DU DELIT D'EXERCICE ILLEGAL	127

PREMIERE PARTIE

<i>Exercice illégal par les personnes sans titre.</i>	129
<i>Chapitre I : Intention</i>	131
<i>Chapitre II : Habitude et direction suivie</i>	133
<i>Chapitre III : Traitement des maladies ou des affections chirurgicales. Généralités</i>	141
<i>Applications :</i>	
1 Magnétisme, hypnotisme et exercice illégal	151
§ 2 Exercice illégal par les pharmac. et les herbor.	161
§ 3 Exercice illégal par les opticiens	167
§ 4 Exercice illégal par les masseurs, rebouteurs, pédicures	169
§ 5 Rayons X, électrothérapie et exercice illégal	171
§ 6 Exercice illégal par les bandagistes, orthopédistes, prothésistes	173

§ 7 Exercice illégal par les personnes et groupements charitables	174
<i>Chapitre IV</i> : Immixtion dans l'art dentaire et la pratique des accouchements	175
Section I : Exercice illégal de l'art dentaire	175
Section II : Exercice illégal de l'obstétrique	183

DEUXIEME PARTIE

<i>Exercice illégal par les personnes munies de diplômes</i>	185
<i>Chapitre I</i> : Exercice illégal par les diplômés à compétence limitée	
Section I : Dentistes	187
Section II : Sages-femmes	191
<i>Chapitre II</i> : Exercice illégal par les titulaires d'un titre régulier, prêtant leur concours à des non diplômés	195

APPENDICE AU TITRE II

<i>Exceptions et tempéraments</i>	203
-----------------------------------	-----

TITRE III

LA REPRESSION

PREMIERE PARTIE

<i>Les poursuites</i>	209
-----------------------	-----

DEUXIEME PARTIE

<i>Les peines</i>	215
<i>Chapitre I</i> : Exercice illégal simple	217

<i>Chapitre II</i> : Exercice illégal avec circonstances aggravantes	219
--	-----

Section I : Usurpation de titre	219
---------------------------------	-----

Section 2 : Récidive	229
----------------------	-----

REMARQUES SUR LE TITRE III	233
----------------------------	-----

TITRE IV

EXAMEN DE QUELQUES QUESTIONS SE RATTACHANT A L'EXERCICE ILLEGAL	235
--	-----

<i>Chapitre I</i> : Publicité, correspondance et exercice illég.	237
--	-----

<i>Chapitre II</i> : Délits pouvant être commis par des personnes exerçant illégalement.	245
--	-----

Section I : Escroquerie	247
-------------------------	-----

Section II : Homicide et blessures par imprudence	257
---	-----

Section III : Administration de substances nuisibles santé	259
---	-----

TITRE V

MOYENS PROPOSES POUR LUTTER CONTRE L'EXERCICE ILLEGAL	261
--	-----

<i>Chapitre I</i> : Modifications proposées à la loi de 1892	263
--	-----

<i>Chapitre II</i> : Syndicalisme et ordre des médecins.	269
--	-----

